

Friedrich Engels et Karl Marx

La guerre civile aux États-Unis

(1861-1865)

Traduction et présentation de Roger Dangeville

Table des matières

I: PRÉFACE	4
Le corps et l'âme d'une société moderne	4
L'âme des États-Unis	5
Amérique d'hier et d'aujourd'hui	6
II: ÉCONOMIE DES FORCES EN PRÉSENCE	10
Karl Marx : LA QUESTION AMÉRICAINE EN ANGLETERRE	10
Karl Marx : LA GUERRE CIVILE NORD-AMÉRICAINE	17
Karl Marx : LE COMMERCE BRITANNIQUE DU COTON	25
Karl Marx : LA CRISE EN ANGLETERRE	28
Karl Marx : LE COMMERCE BRITANNIQUE	30
III: PHASE MILITAIRE	32
Friedrich Engels : LES LEÇONS DE LA GUERRE AMÉRICAINE	33
Friedrich Engels et Karl Marx : LA GUERRE CIVILE AUX ÉTATS-UNIS	36
Karl Marx : LA DESTITUTION DE FRÉMONT	42
Karl Marx : AFFAIRES AMÉRICAINES	43
Friedrich Engels et Karl Marx : LA GUERRE CIVILE AMÉRICAINE	45
Karl Marx : LA PRESSE ANGLAISE ET LA CHUTE DE LA NOUVELLE-ORLÉANS	52
Friedrich Engels et Karl Marx : LA SITUATION SUR LE THÉÂTRE DE GUERRE AMÉRICAIN	54
Friedrich Engels : LA GUERRE CIVILE AMÉRICAINE ET LES NAVIRES CUIRASSÉS ET BLINDÉS	56
Friedrich Engels et Karl Marx : CRITIQUE DES AFFAIRES AMÉRICAINES	57
Friedrich Engels et Karl Marx : LES ÉVÉNEMENTS D'AMÉRIQUE DU NORD	59
Friedrich Engels et Karl Marx : LA SITUATION EN AMÉRIQUE DU NORD	62
IV: PHASE POLITIQUE : IMPÉRIALISME ANGLAIS ET DÉFAITISME OUVRIER	64
Karl Marx : L'INTERVENTION AU MEXIQUE *	64
Karl Marx : LE TIMES DE LONDRES ET LES PRINCES D'ORLÉANS EN AMÉRIQUE	69
Karl Marx : LES DERNIÈRES INFORMATIONS ET LEUR EFFET À LONDRES	72

Karl Marx : MYSTIFICATIONS JOURNALISTIQUES EN FRANCE – CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE LA GUERRE _____	76
Karl Marx : SYMPATHIES CROISSANTES EN ANGLETERRE _____	77
Karl Marx : LE CABINET DE WASHINGTON ET LES PUISSANCES OCCIDENTALES _____	80
Karl Marx : A PROPOS DE LA CRISE DU COTON _____	82
Karl Marx : L'HUMANITARISME BRITANNIQUE ET L'AMÉRIQUE _____	84
Karl Marx : A PROPOS DE L'ESCAMOTAGE DE LA DÉPÊCHE DE SEWARD _____	85
Karl Marx : UN COUP D'ÉTAT DE LORD JOHN RUSSELL _____	86
Karl Marx : LE DÉBAT PARLEMENTAIRE SUR L'ADRESSE _____	88
Karl Marx : L'OPINION PUBLIQUE ANGLAISE _____	90
Karl Marx : UN MEETING PRO-AMÉRICAIN _____	93
Karl Marx : UN MEETING OUVRIER À LONDRES _____	95
V: VICTOIRE ET COMPROMIS _____	98
Karl Marx : CRISE DANS LA QUESTION ESCLAVAGISTE _____	98
Karl Marx : UN TRAITÉ CONTRE LE COMMERCE DES ESCLAVES _____	99
Karl Marx : MANIFESTATIONS ABOLITIONNISTES EN AMÉRIQUE _____	100
Karl Marx : SYMPTÔMES DE DISSOLUTION DE LA CONFÉDÉRATION DU SUD _____	102
Karl Marx : LES RÉSULTATS ÉLECTORAUX DANS LES ÉTATS DU NORD _____	104
Karl Marx : LA DESTITUTION DE McCLELLAN _____	105
Karl Marx : À ABRAHAM LINCOLN, PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE _____	107
ADRESSE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS AU PRÉSIDENT JOHNSON _____	109
VI: INDEX DES NOMS CITÉS _____	111

Les textes sur la Guerre civile aux États-Unis, signés par Marx, sont le fruit d'une collaboration exemplaire avec Engels. Ils forment charnière entre les écrits militaires d'Engels, analysant les prolongements de la lutte de classe sur les champs de bataille des armées et des États, et les écrits économiques et politiques de Marx, étudiant les conséquences révolutionnaires et les heurts impérialistes de la société bourgeoise. Ces articles préparent et illustrent le chapitre du premier livre du Capital sur la colonisation. Les États-Unis représentent le modèle classique de la propagation du capitalisme aux continents extra-européens et de la lutte contre les métropoles colonialistes d'Europe, avec les conflits raciaux qui en découlent.

I : PRÉFACE

Le corps et l'âme d'une société moderne

Dans le *Capital*, au chapitre de la colonisation, Marx s'amuse des mésaventures d'un industriel anglais qui, ayant transféré d'Angleterre en Nouvelle-Hollande tout l'équipement de son entreprise, y compris les ouvriers et leur famille, " resta sans domestique pour faire son lit ou lui puiser de l'eau à la rivière ", ses employés l'ayant délaissé pour s'établir dans le pays comme libres colons. Et Marx de conclure : "Infortuné capitaliste ! il avait tout prévu, mais avait oublié que ses machines étaient essentiellement faites de rapports sociaux constituant cette " âme capitaliste ", qui est le résumé de toute l'histoire et l'économie d'une société. "

L'Amérique a vécu cette anecdote, à cela près que les ouvriers et leurs familles qui se sont enfuis d'Angleterre, d'Irlande et du continent européen après avoir abandonné machines et rapports sociaux, ne savaient pas que, fatalement, ils recréeraient les mêmes rapports sociaux qu'en Angleterre, s'ils développaient la merveilleuse industrie et son esclavage capitaliste. La douce terre américaine ne pouvait donc demeurer un havre de paix et de bonheur, elle devait reproduire toute l'histoire de sa mère patrie britannique et, pour commencer, ce que Marx appelle les horreurs de l'accumulation primitive. Ne lui fallait-il pas, à elle aussi, une âme capitaliste ?

C'est ainsi que les premiers colons, eux-mêmes victimes de la violence en Europe, durent l'exercer à leur tour à l'encontre des habitants originels de l'Amérique, les Indiens. Ils durent les chasser devant eux, puis les anéantir ou les parquer dans des réserves closes pour occuper le sol et nouer des rapports sociaux et productifs stables. Aujourd'hui, encore, cet épisode hante l'Amérique. Que le capitalisme ait été importé directement " dans toute sa pureté " fait penser qu'aux États-Unis le capitalisme a pu s'instaurer sans révolution préalable. En fait, le début de toute une série de bouleversements révolutionnaires a été l'élimination de la société officielle des Indiens primitifs : façon expéditive, à l'américaine, de détruire l'ancien régime.¹

L'Angleterre n'a donc pas exporté directement aux États-Unis ses formes de production les plus développées, notamment dans le domaine industriel : l'Amérique lut d'abord une colonie anglaise. La base à partir de laquelle se développeront, non sans heurts, la nation et le capitalisme américains, c'est la petite production marchande essentiellement agricole et artisanale, qui a son parallèle dans la production des communes libres du Moyen Âge européen, au XII^e siècle par exemple. Ainsi, en 1790, quatre-vingt-quinze pour cent de la population des États-Unis étaient agricoles. L'Amérique dut donc secouer la tutelle coloniale de l'Angleterre (guerres de 1775-1783 et de 1812-1814) pour que les treize colonies - petite fraction du futur territoire national - puissent se déclarer indépendantes et commencer, à partir de la petite production marchande, une évolution économique et sociale relativement autonome. C'était le début de la révolution nationale bourgeoise, qui permet l'instauration du mode de production capitaliste, à l'échelle d'une société déterminée.

Contrairement au type de la révolution classique (comme par exemple la révolution française de 1789, concentrée en quelques années), la révolution américaine se produira par grandes crises successives, au fur et à mesure de la maturation des forces économiques américaines : le chemin est long qui va de la petite production

¹ Engels distingue entre deux sortes de colonies : 1^o celles où domine une population blanche, qui suit un développement autonome vis-à-vis des indigènes, calqué sur celui de l'Europe; 2^o celles où le capitalisme se heurte à une population de couleur disposant d'un mode de production propre, qui évoluera tout entier vers le mode de production bourgeois moderne. Cf. Fr. Engels à K. Kautsky, 12 septembre 1882. On trouvera cette lettre, en traduction française, dans programme communiste, N^o 11, 1960, p. 19. " Les positions marxistes sur la question nationale et coloniale " .

À propos de la dialectique du facteur de nation dans le développement économique et social des sociétés, cf. dans *Fil du Temps*, " Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste ", J. Angot, B.B. 24, Paris 19e, octobre 1969.

marchande, où le travailleur est propriétaire des produits de son travail, à la production pleinement capitaliste, où le travailleur est salarié et a cessé d'être le propriétaire des fruits de son travail.

L'âme des États-Unis

On ne peut ramener toutes les révolutions bourgeoises à un seul modèle. En effet, si elles ont un contenu de classe commun, elles n'en sont pas moins finalement différenciées par l'originalité de leurs caractéristiques nationales. Celles-ci résultent du rapport que nouent entre eux les producteurs quand ils se heurtent au milieu climatique et géographique et au mode de production déjà existant : féodalisme en Europe, mode de production asiatique et colonialisme blanc dans les continents de couleur, et, en ce qui concerne plus, particulièrement les États-Unis, mode de production du communisme primitif indien et impérialisme anglais.

Marx dit expressément que ces conditions préalables constituent par la suite une partie intégrante de la société bourgeoise : “ Les présuppositions qui apparaissaient à l'origine comme les conditions du devenir du capital - et ne pouvaient donc découler de l'action du capital en tant que tel - apparaissent maintenant comme résultat de sa propre réalisation... Ce ne sont plus les conditions de sa genèse, mais le résultat de son existence présente. ” ¹

Le moment de la révolution est donc déterminant, du fait qu'il marque un tournant et constitue l'acte de naissance officiel d'une nation nouvelle : la mesure du succès remporté par les armes contre les forces précapitalistes et leurs alliés extérieurs - la violence étant ici, selon l'expression d'Engels, un agent économique - déterminera la conformation et les capacités d'évolution de la nation, non seulement dans l'espace avec ses frontières géographiques, intérieures ou extérieures (État central ou fédéré), mais encore dans ses institutions administratives, politiques, juridiques, son système monétaire, fiscal, etc. Cet ensemble déterminera, d'une part, la structure intérieure de la domination du mode de production bourgeois, et, d'autre part, le rang qu'occupera cette nation dans le concert des autres États, en un rapport de forces déterminé vis-à-vis d'eux.

Ainsi, les révolutions sont les grandes accoucheuses des sociétés modernes, le modèle de la société nouvelle, encore à développer s'imposant dans la crise révolutionnaire, lorsque les hommes, sous l'effet des bouleversements qui se sont déjà produits au sein de la base économique, sont contraints d'institutionnaliser les rapports désormais prépondérants dans l'économie. Suivant le plus ou moins grand succès rencontré par les forces révolutionnaires, les institutions, ou cadre national au sens large, seront plus ou moins propices au développement des forces productives à l'avenir. C'est donc au cours de la crise brève et aiguë des révolutions, où se façonnent les superstructures, que se décide l'avenir d'une nation. Telle est la dialectique entre base et superstructure, la première étant décisive pour la seconde, et la seconde agissant en retour sur la première ².

Bien qu'on se plaise à assimiler les révolutions aux désordres, à l'anarchie et aux gâchis improductifs, ce sont des “ facteurs économiques ” de progrès et elles marquent toute la vie ultérieure de chaque nation. Les structures et réflexes alors mis en place dominant tout le futur : chaque période de fièvre et de crise évoquera un épisode de la révolution passée, et notamment une limitation ou un échec subi par celle-ci. L'exemple frappant aux États-Unis est l'actuelle “ question noire ” qui fut au centre de la guerre civile américaine – anti-esclavagiste - de 1861-1865.

1 Cf. Karl Marx : *Fondements de la Critique de l'Économie politique*, trad. R. Dangeville, éd. Anthropos, Paris 1967, tome I, pp. 423-424.

2 Cf. *Les Écrits militaires* de Karl Marx et Friedrich Engels, trad. R. Dangeville, l'Herne, 1970, dont le premier volume est consacré au rôle de la violence dans la constitution des États européens modernes. Comme on le voit, l'étude des révolutions fait partie intégrante de l'analyse des structures réelles du capitalisme.

Comme le dit Marx, l'esclavage a été le péché originel des États-Unis. C'est par ce mode de production que le capital anglais introduisit les germes de la grande industrie aux États-Unis, avec la complicité des Américains du Sud (et souvent du Nord) : le coton n'était-il pas l'axe de la grande industrie bourgeoise à ses débuts ? Marx explique que l'esclavage peut subsister au sein du système de production bourgeois parce qu'il n'est qu'un point isolé et transitoire du développement ultérieur du salariat, du capital et de la grande industrie : il doit donc être éliminé à un moment donné : " L'esclavage des Noirs - esclavage purement industriel - est supposé par la société bourgeoise, bien qu'au cours de son développement il lui devienne insupportable et disparaisse. " ¹

Cependant, la guerre civile américaine de 1861-1865 s'achèvera par un compromis marquant toutes les institutions futures. Marx et Engels signalent que la force principale de ce compromis, qui laisse subsister en grande partie la différence entre Sud et Nord et façonne l'État et l'administration en conséquence, a été New York, centre du marché financier, qui détient les hypothèques sur les plantations du Sud, négocie le coton avec l'Angleterre et participe au commerce des esclaves d'Afrique. New York est en outre le centre du Parti démocrate, qui assure la liaison entre le Sud et le Nord, en opposition au Parti républicain de Lincoln.

Entre autres, ce compromis porta sur l'abolition de l'esclavage et laissa subsister pour l'avenir la question des Noirs, qui ne sont pas assimilés purement et simplement aux autres citoyens américains. Déjà au cours de la guerre civile, provoquée pourtant par la question esclavagiste et tournant entièrement autour d'elle, les Nordistes anti-esclavagistes réprimèrent par la force les sympathies des esclaves et n'organisèrent pas systématiquement des compagnies de Noirs, comme Marx et Engels le préconisent (cf. l'article : " Critique des affaires, américaines ", pp. 126-127).

Au cours de ces dernières années, au moment des émeutes noires dans les villes américaines, Frantz Fanon constatait que les Blancs avaient accepté les Noirs, sans qu'il y ait eu vraiment combat des esclaves pour l'abolition de leur statut. Les Noirs n'ayant pas aboli eux-mêmes l'esclavage, il n'y avait pas eu véritable libération, les maîtres blancs les ayant, au contraire, pris au piège d'une émancipation formelle. Affranchis par leurs maîtres, ils n'avaient pas lutté et arraché eux-mêmes leur émancipation. Au lieu d'agir, les Noirs ont subi l'action : le changement est venu de l'extérieur ². Dans leurs articles, Marx et Engels dénoncent avec force les nombreuses astuces politiques, utilisées par les classes dominantes pour se tirer d'embarras. Ils ont toujours répété qu'elles coûtaient cher.

Amérique d'hier et d'aujourd'hui

La guerre civile américaine, telle qu'elle a été analysée par Marx et Engels, présente encore un intérêt particulier sur le plan de l'évolution générale de la société, et complète l'étude des révolutions bourgeoises européennes. Ce qui fut socialement le plus marquant dans le bouleversement italien de la Renaissance, ce fut l'art, en Allemagne, au moment de la guerre civile des paysans de 1525, ce fut la question de la religion et de la philosophie; en Angleterre, ce fut la littérature économique; en France, l'élément politique (partis, État démocratique avec suffrage universel, instruction obligatoire pour tous et service militaire général) : l'ensemble

1 Cf. Karl Marx, *Fondements*, etc., vol. I, p. 165. Au vol. II, p. 251. Marx explique le mécanisme d'introduction du système capitaliste dans les colonies : " Lorsqu'une nation industrielle produisant sur la base du capital, comme l'Angleterre par exemple, procède à des échanges avec la Chine (ou les États-Unis du siècle dernier), en absorbant la valeur sous la forme d'argent et de marchandise à partir de la production de ce pays, ou plutôt en l'entraînant dans la sphère de circulation de son capital, il saute aux yeux que les Chinois ne doivent pas pour autant produire eux-mêmes à titre de capitalistes..."

" Le capital tend nécessairement à s'emparer partout des modes de production existants et à les placer sous sa domination. Au sein d'une société ou d'une nation donnée, le capital obtient ce résultat en transformant toute activité en travail salarié. "

2 Cf. Frantz Fanon : *Peaux noires, Masques blancs*, Éditions du Seuil, p. 198. Ainsi que Alexis de Tocqueville : *De la Démocratie en Amérique*, collection 10/18. pp. 190, 191.

forme la superstructure qui, complétant la base économique, nous donne la totalité des structures de la société bourgeoise moderne.

Au cours de la guerre d'Indépendance et même de la guerre de Sécession, l'Amérique, révolutionnaire en ces temps, luttait contre l'impérialisme britannique et ses alliés locaux. Dans le Capital, Marx a étudié, d'après l'exemple de l'Angleterre, le développement économique classique du capitalisme, afin d'en tirer les lois de l'évolution de tous les autres pays qui allaient s'engager dans l'industrialisation capitaliste : *De te fabula narratur* (c'est ton histoire qu'elle raconte). Marx achève le premier livre du Capital par le chapitre sur la colonisation, et on pourrait dire que son histoire de la guerre civile américaine en est un prolongement sur le plan politique et militaire, ou du moins une illustration. Cela nous permet d'affirmer que nous trouvons dans la guerre de Sécession à la fois la phase révolutionnaire de formation de la nation américaine (dans l'épisode nordiste et anti-esclavagiste) et la phase impérialiste de son avenir (dans l'action de l'Angleterre).

De fait, la caractéristique de la révolution américaine, c'est l'impérialisme au sens le plus dialectique du terme. L'élément impérialiste est un trait fondamental dans le capital, qui est essentiellement production excédentaire, création de plus-value, et donc force irrésistible de propagation de son mode de production. Ainsi, le capital ressent toute limite comme une entrave intolérable. Il se développe donc irrésistiblement au-delà des barrières nationales et des préjugés. Il abat devant lui tout ce qui n'est pas capitaliste, et il est lui-même en révolution constante, brisant toutes les entraves au développement des forces productives, à l'élargissement des besoins, à la diversité de la production, à l'exploitation et à l'échange de toutes les forces naturelles et spirituelles. Pour Marx, c'est aux États-Unis qu'apparaît le plus clairement cette Propriété inhérente au capital : la force impérialiste de propagation de l'industrie anglaise, puis celle du capital américain qui gagna bientôt tout l'immense territoire de l'Atlantique au Pacifique, pour submerger ensuite le monde entier, après avoir déchu l'Angleterre de sa position de monopole sur le marché mondial et lui avoir ravi le rang de première puissance industrielle du monde ¹.

La guerre civile américaine de 1861-1865 annonce le futur renversement de l'impérialisme britannique par l'américain, et Marx cite cette remarque amère de la presse londonienne : " Les Yankees veulent se tailler une place énorme sur la scène mondiale. " En fait, l'impérialisme anglais est encore solide, et la guerre civile américaine n'est que l'achèvement de la révolution nationale des États-Unis de Washington : elle unifie la nation américaine, en brisant la sécession sudiste, à un moment où les États-Unis s'étendent effectivement de l'Atlantique au Pacifique, et où ils se séparent définitivement de la mère patrie anglaise. Au reste, ce n'est que vers les années 1860 que le capital américain a connu un développement suffisant pour se détacher à la fois de l'industrie anglaise et pour dominer la société intérieure des États-Unis : à la même époque, la révolution nationale était à l'ordre du jour des pays d'Europe centrale et méridionale : Allemagne, Pologne, Hongrie, Italie, Espagne, etc. Bref, la petite production marchande qui dominait aux États-Unis à la fin du XVIII^e siècle n'était pas suffisante pour assurer le triomphe de la révolution américaine, puisqu'il faut un nouveau bouleversement économique pour que se développe à une vaste échelle la production capitaliste, fondée avant tout sur le travail salarié, et non plus sur le travail du producteur-proprétaire pour le marché.

Mais, du fait des insuffisances de la première guerre d'Indépendance américaine et de l'immense, espace encore vierge, l'impérialisme anglais fit, lui aussi, de grands progrès en Amérique durant la période de 1790 à 1860,

1 Dans sa lettre à Fr. Engels, du 8.10.1858, Marx définit l'intérêt du socialisme à l'extension universelle du capital : " La véritable mission de la société bourgeoise, c'est de créer le marché mondial, du moins dans ses grandes lignes, ainsi qu'une production conditionnée par le marché mondial. Comme la terre est ronde, cette mission semble achevée depuis la colonisation de la Californie et de l'Australie ainsi que l'ouverture du Japon et de la Chine. Pour nous, la question difficile est celle-ci : sur le continent européen, la révolution est imminente et elle prendra un caractère socialiste, mais ne sera-t-elle pas forcément étouffée dans ce petit coin, puisque, sur un terrain beaucoup plus vaste, le mouvement de la société bourgeoise est encore ascendant ? "

notamment sous l'effet de l'extraordinaire essor de l'industrie textile (cotonnière) depuis 1820 et des lois céréalières anglaises de 1846 qui firent de l'Amérique du Nord le grand fournisseur en matières premières et denrées alimentaires de la Grande-Bretagne. Dans le *Capital*, Marx fournit un certain nombre de données à ce sujet : “ Le développement économique des États-Unis est lui-même un produit de la grande industrie européenne, et plus particulièrement de l'industrie anglaise. Dans leur forme actuelle, on doit les considérer encore comme une colonie de, l'Europe. ” Et Engels d'ajouter à la quatrième édition : “ Depuis 1890, les États-Unis sont devenus le second pays industriel du monde, sans avoir cependant perdu tout à fait leur caractère colonial. ”

Dans la même note (cf. *Capital*, livre premier, tome II, p. 133), Marx cite l'évolution statistique des principaux produits tirés des États-Unis par l'Angleterre. Voici quelques-unes de ces données :

	<i>Coton exporté des États-Unis en Grande-Bretagne</i>
1846	401 949 393 livres
1852	765 630 544 livres
1859	961 707 264 livres
1860	1 115 890 408 livres

Le froment est monté de 16 202 312 quintaux en 1850 à 41 033 503 quintaux en 1862.

C'est donc l'essor de l'industrie britannique qui détermina l'augmentation de l'agriculture américaine esclavagiste, pourvoyeuse d'aliments et de matières premières pour le capitalisme anglais : la lutte anti-esclavagiste devenait ainsi le pivot de la guerre civile américaine. Détruire l'esclavage, c'était anéantir l'influence de l'impérialisme anglais, c'était l'occasion historique pour le capital américain de dominer enfin toute la société américaine. Certes, on ne peut pas dire que les plantations d'outre-mer, exploitées au moyen d'esclaves, soient une forme capitaliste pure de l'agriculture, puisque celle-ci implique le salariat. Cependant, c'est une première forme capitaliste au service de la grande industrie des métropoles : elle travaille pour le marché mondial. En un second temps, lors de la révolution nationale d'outre-mer, les plantations esclavagistes doivent être éliminées pour être remplacées par une main-d'œuvre salariée. Ces révolutions nationales sont donc nécessairement anti-impérialistes.

La guerre civile américaine de 1861-1865 a plusieurs protagonistes : le Nord industriel où le travail est libre, et le Sud esclavagiste, qui s'appuie sur l'Angleterre, et, à un degré moindre, sur la France et l'Espagne (prêtes à intervenir, au profit des esclavagistes), tandis que la classe ouvrière anglaise prendra parti contre son propre gouvernement, en faveur du Nord¹. Il est donc relativement difficile de tracer une limite exacte aux textes de Marx et d'Engels sur la guerre civile américaine, surtout sur le plan international.

Il convient de remarquer à ce propos que les articles militaires sur la guerre civile américaine sont attribués généralement au seul Marx (cf. par exemple les œuvres en allemand, vol. 15, Éditions Dieiz, Berlin), alors que la correspondance Marx-Engels fait expressément mention² de la paternité d'Engels en ce qui concerne ces articles,

1 L'attitude du prolétariat anglais de 1861-1865 est, pour le marxisme, le modèle du défaitisme révolutionnaire ouvrier dans la guerre impérialiste de sa bourgeoisie.

2 Le lecteur trouvera de nombreux détails sur la guerre civile américaine dans le tome VII de la correspondance Marx-Engels des Éditions Costes : Guerre de Sécession (1861-1863). Expédition du Mexique (1863), 243 p. Dans le volume VIII, il trouvera la période de 1863 à 1865, sur laquelle nous n'avons pas d'articles rédigés de Marx et d'Engels.

Dans sa lettre du 3 mars 1862, Marx écrit par exemple : “ Tu me ferais plaisir en me fournissant cette semaine (avant vendredi matin) un article en anglais sur la guerre d'Amérique. Tu peux y aller carrément. ” (Vol. VII, pp. 84, 85.)

À noter à ce propos, qu'après l'expérience désastreuse des tentatives révolutionnaires de 1848-1849, Engels était relativement pessimiste, à un moment donné, sur les chances militaires des nordistes. (Cf. Engels à Marx, le 9 septembre 1862, l.c., p. 155 : “ Crois-tu que ces messieurs du Nord réprimeront la “ rébellion ” ?). Marx, ayant intégré toutes les données économiques, sociales, politiques aux problèmes militaires, pouvait répondre : “ Malgré tout cela, je donnerais ma tête à couper que ces gaillards auront le dessus. ” (10 septembre 1862, l.c., p. 157.) Toute spécialisation unilatérale est insuffisante, l'efficacité de la collaboration de Marx et d'Engels en témoigne.

Marx les ayant simplement reproduits où légèrement remaniés. Il importe de noter qu'Engels et Marx conseillèrent aux Américains de couper le Sud en deux et de s'emparer de la Géorgie ¹, en se fondant sur l'analyse non seulement géographique de la Confédération du Sud, mais encore en combinant ces données à l'étude économique et sociale des États esclavagistes. De fait, cette stratégie étant la plus rationnelle, elle finit par s'imposer aux stratèges américains qui concentrèrent trop longtemps leurs forces sur le Potomac. Comme on le voit, les études de Marx et d'Engels n'étaient pas du tout académiques; au reste, leur action en faveur du Nord se liait à celle de tous leurs amis politiques qui, ayant émigré aux États-Unis, luttèrent, les armes à la main, contre l'esclavagisme. ²

On peut remarquer enfin que l'histoire de la guerre civile américaine est l'une des rares révolutions que Marx et Engels aient analysée systématiquement, en considérant : a) les causes économiques et sociales du conflit; b) les opérations militaires découlant non seulement du rapport des forces en présence, mais encore de leur politique respective; c) ses effets internationaux, d'abord sur les bourgeoisies européennes, notamment britannique, puis sur le prolétariat anglais; d) ses répercussions sur les institutions économiques et sociales ³. Nous avons groupé leurs textes suivant cet ordre logique, qui correspond en gros à leur succession chronologique.

1 Thèmes et arguments développés par Marx et Engels sont d'ailleurs liés à leurs possibilités d'action, importantes sur le plan théorique, surtout en 1861-1862. Cf. la carte des opérations militaires, p. 68.

2 On trouvera l'analyse théorique et statistique de l'économie américaine après la guerre de Sécession dans Lénine, Œuvres, tome 22 : *Nouvelles données sur les lois du développement du capitalisme dans l'agriculture. Premier fascicule. Capitalisme et agriculture aux États-Unis d'Amérique*, pp. 9-108. Lénine y explique comment l'essor industriel dépend étroitement de l'élimination des conditions précapitalistes dans l'agriculture. Cf. aussi *Le Marxisme et la Question agraire* vol. I et II in *Fil du Temps*, J. Angot, B.P. 24, Paris 19°.

3 Idem.

II : ÉCONOMIE DES FORCES EN PRÉSENCE

“ Je viens de lire dans la New York Tribune qu'un soulèvement d'esclaves s'est produit au Missouri. Naturellement, il a été écrasé, mais le signal est donné. Si les choses deviennent sérieuses au fur et à mesure, qu'advendra-t-il Manchester ? ”

Marx à Engels, le 11 janvier 1860.

Karl Marx : LA QUESTION AMÉRICAINE EN ANGLETERRE

New York Daily Tribune, 11 octobre 1861.

Londres, le 18 septembre 1861.

Quelles que puissent être ses qualités intrinsèques, la lettre de Mrs Beecher-Stowe à lord Shaftesbury ¹ a eu le grand mérite de contraindre les organes anti-nordistes de la presse londonienne à exposer au grand public les prétendues raisons de leur hostilité au Nord et de leurs sympathies mal dissimulées pour le Sud. Notons, en passant, que c'est là une attitude étrange chez des gens qui affectent la plus grande horreur pour l'esclavage !

L'actuelle guerre américaine cause un bien gros tourment à cette presse, car “ ce n'est pas un conflit pour l'abolition de l'esclavage ”, d'où il s'ensuit qu'on ne peut demander au citoyen britannique, âme noble, rompue à mener ses propres guerres et à ne s'intéresser à celle des autres peuples que sous l'angle des “ grands principes humanitaires ”, d'éprouver la moindre sympathie pour ses cousins du Nord.

C'est ainsi que l'*Economist* affirme : “ D'abord, il est tout aussi impudent que faux de prétendre que le conflit entre le Nord et le Sud soit une querelle pour la liberté des nègres d'une part, et pour l'esclavage des nègres de l'autre. ” La *Saturday Review* déclare que le Nord “ ne proclame pas l'abolition, et n'a jamais prétendu lutter contre l'esclavage. Le Nord n'a jamais inscrit sur ses drapeaux le symbole sacré de la justice envers les nègres. Son cri de guerre n'est pas l'abolition inconditionnelle de l'esclavage. ” Enfin, l'*Examiner* écrit : “ Si nous avons été trompés sur la signification réelle de ce sublime mouvement, qui en est responsable, sinon les fédéralistes eux-mêmes ? ”

Il nous faut bien reconnaître que, dans le premier cas, le point de départ est juste. La guerre n'a donc pas été commencée pour abolir l'esclavage, et le gouvernement des États-Unis s'est donné lui-même le plus grand mal pour rejeter toute idée de ce genre. Mais alors, il faudrait se souvenir que ce n'est pas le Nord, mais le Sud, qui a commencé cette guerre, le premier ne faisant que se défendre. En effet le Nord, après de longues hésitations et après avoir fait preuve d'une patience sans égale dans les annales de l'histoire européenne, a fini par tirer l'épée, non pas pour briser l'esclavage, mais pour préserver l'Union. Le Sud, en revanche, a commencé la guerre en proclamant bien haut que l' “ institution particulière ” était le seul et principal but de la rébellion, mais, en même temps, il confessait qu'il luttait pour la liberté de réduire d'autres hommes en esclavage, liberté qu'en dépit des dénégations du Nord, il prétend menacée par la victoire du Parti républicain ² et par l'élection de Lincoln à la

1 La femme de lettres américaine Beecher-Stowe participa activement au mouvement pour l'abolition de l'esclavage. En septembre 1861, elle adressa une lettre ouverte à lord Shaftesbury pour dénoncer les confédérés et exprimer son indignation devant l'attitude de l'Angleterre, qu'elle invitait à prendre fait et cause pour les unionistes.

2 Le *Parti républicain* fut fondé en réaction aux empiétements de l'oligarchie esclavagiste. Il représentait les intérêts de la bourgeoisie industrielle du Nord et jouit de l'appui des populations laborieuses. Pour éliminer la puissance politique et sociale des esclavagistes, il limita l'esclavage à ce qu'il était, ce qui signifiait l'éliminer progressivement. Quant aux terres non encore colonisées de l'Ouest, il en décida l'attribution gratuite aux fermiers libres. Le Parti whig disparaissant peu à peu à la suite des élections de 1852, le champ était dangereusement ouvert à l'extension du Parti démocrate pro-esclavagiste. L'abrogation du compromis du Missouri en 1854, rendit ce danger plus évident. D'énormes meetings de protestation contre l'action du Congrès se tinrent d'un bout à l'autre du Nord. Il en sortit le Parti républicain, qui tint sa première convention à Jackson, dans le Michigan, le 6 juillet 1854. Il se développa rapidement à l'échelle nationale par suite des événements du Kansas (1854-1856), aggravés par l'indignation suscitée dans le Nord par le manifeste d'Ostende (1854). En 1856, le nouveau parti entreprit sa première

présidence. Le Congrès des confédérés s'est vanté que la, nouvelle Constitution ¹ - à la différence de celle de Washington, Jefferson et Adams - a reconnu pour la première fois l'esclavage comme une chose bonne en soi et pour soi, un rempart de la civilisation et une institution divine. Alors que le Nord professe qu'il combat simplement pour préserver l'Union, le Sud se glorifie d'être en rébellion pour faire triompher l'esclavage. Même si l'Angleterre anti-esclavagiste et idéaliste ne se sent pas attirée par la déclaration du Nord, comment se fait-il donc qu'elle n'ait pas éprouvé la plus vive répulsion pour les aveux cyniques du Sud ?

La *Saturday Review* se tire de ce cruel dilemme, en refusant purement et simplement de croire aux déclarations des États sudistes. Elle voit plus loin et découvre " que l'esclavage n'a pas grand-chose à voir avec la sécession "; quant aux déclarations contraires de Jefferson Davis et compagnie, ce ne sont là que des " poncifs " à peu près aussi dénués de sens que ceux qui sont de règle dans les proclamations, " quand il est question d'autels violés et de foyers déshonorés ".

L'arsenal des arguments des journaux anti-nordistes est extrêmement réduit, et on s'aperçoit qu'ils reprennent tous à peu de chose près les mêmes phrases, comme dans les formules d'une série mathématique, qui reviennent à intervalles réguliers avec de faibles variations ou combinaisons.

L'*Economist* s'exclame : " Hier encore, au moment où le mouvement de sécession commençait à prendre une forme sérieuse à l'annonce de l'élection de M. Lincoln, le Nord offrit au Sud, s'il voulait demeurer dans l'Union, toutes les assurances possibles pour que continuent de fonctionner dans l'inviolabilité ses haissables institutions. Le Nord ne proclama-t-il pas solennellement qu'il renonçait à s'immiscer dans ses affaires, tandis que les dirigeants nordistes proposaient au Congrès compromis sur compromis, basés tous sur la concession qu'ils ne se mêleraient pas de la question de l'esclavage. "

" Comment se fait-il, dit l'*Examiner*, que le Nord fût prêt à réaliser un compromis, en faisant au Sud les plus larges concessions en matière d'esclavagisme ? Comment se fait-il qu'au Congrès certains aient proposé une zone géographique au sein de laquelle l'esclavage devait être reconnu comme une institution nécessaire ? Les États du Sud n'étaient pas satisfaits pour autant. "

Ce que l'*Economist* et l'*Examiner* eussent dû demander, c'est non pas tant pourquoi le compromis Crittenden ² et d'autres avaient été proposés au Congrès, mais pourquoi ils n'avaient pas été votés. En fait ils font mine de croire que le Nord a accepté ces propositions de compromis et que le Sud les a rejetées, alors qu'en réalité elles ont été vouées à l'échec par le parti du Nord, qui avait assuré l'élection de Lincoln. Ces propositions n'étant jamais devenues des résolutions, du fait qu'elles restèrent à l'état de vœux pieux, le Sud n'eut jamais l'occasion, et pour cause, de les rejeter ou les accepter. La remarque suivante de l'*Examiner* nous mène au cœur de la question.

" Mrs Stowe prétend que le parti esclavagiste décida d'en finir avec l'Union lorsqu'il constata qu'il ne pouvait plus l'utiliser à ses fins. Elle admet donc que le parti esclavagiste avait utilisé jusque-là l'Union pour ses fins, mais il serait bon que Mrs Stowe montre clairement quand le Nord a commencé à se dresser contre l'esclavagisme. "

campagne présidentielle avec Frémont en tête de liste. Quatre ans plus tard, il remportait l'élection de Lincoln, avec le mot d'ordre " Liberté d'expression; liberté d'accès à la terre; liberté du travail; liberté humaine. "

1 La *Constitution* provisoire fut adoptée au Congrès de Montgomery (Alabama) du 4 février 1861 par six États esclavagistes du Sud - Caroline du Sud, Géorgie, Floride, Alabama, Mississippi et Louisiane - qui étaient sortis de l'Union américaine. Ce congrès proclama la création de la Confédération du Sud et choisit Jefferson Davis comme président provisoire. Le Texas rejoignit la Confédération le 2 mars, les quatre États frontières esclavagistes, Virginie, Arkansas, Caroline du Nord et Tennessee, y adhérèrent le 4 mai.

2 À la veille de la guerre de Sécession, certains membres du Congrès tentèrent de prévenir le conflit, en se livrant à une série de manœuvres parlementaires. En décembre 1860, Crittenden, du Kentucky, proposa : 1) le vote d'un amendement constitutionnel qui remettrait en vigueur " la ligne de compromis du Missouri ", et 2) la promulgation d'une loi qui garantirait la protection de l'esclavage dans la région de " Columbia ". En ouvrant largement le vaste Sud-Ouest à l'implantation de l'esclavage et en le protégeant au sein de la capitale fédérale, ce plan donnait satisfaction - en grande partie du moins - aux esclavagistes. Ce sont surtout les partisans de la distribution générale de la terre libre aux colons, qui s'opposèrent au projet de Crittenden. Finalement, privé du soutien nécessaire de ce groupement décisif du Nord, le projet échoua. Les projets de compromis proposés par Corwin, Weed et McKean connurent le même sort.

On aurait pu croire que l'*Examiner* et autres oracles de l'opinion publique en Angleterre s'étaient assez familiarisés avec l'histoire la plus récente pour ne pas recourir aux informations de Mrs Stowe sur un point d'aussi grande importance. L'usurpation croissante de l'Union par les puissances esclavagistes à la suite de leur alliance avec le Parti démocrate du Nord¹ est pour ainsi dire la formule générale de l'histoire des États-Unis depuis le début de ce siècle. Aux mesures successives de compromis correspond une mainmise progressive sur l'Union transformée de la sorte en esclave des propriétaires du Sud. Chacun de ces compromis marque une nouvelle prétention du Sud et une nouvelle concession du Nord.

De même, aucune des victoires successives du Sud ne fut remportée sans une chaude bataille préalable contre l'une des forces adverses du Nord, qui se présentent sous divers noms de parti, avec de multiples mots d'ordre et sous toutes sortes de couleurs. Si le résultat effectif et final de chacun de ces combats singuliers favorisait le Sud, un observateur attentif de l'histoire ne pouvait pas ne pas remarquer que chaque nouvelle avance de la puissance esclavagiste était un pas de plus vers sa défaite finale. Même au temps du compromis du Missouri², les forces en lutte se contrebalançaient si étroitement que Jefferson craignit - comme il ressort de ses Mémoires - que l'Union fût menacée d'éclatement à la suite de ce fatal antagonisme.

Les prétentions des puissances esclavagistes ne cessèrent d'augmenter, lorsque le Kansas-Nebraska bill³ détruisit pour la première fois dans l'histoire des États-Unis - comme M. Douglas le reconnaît lui-même - toute barrière légale à l'extension de l'esclavagisme dans les territoires des États-Unis; lorsqu'un candidat du Nord⁴ acheta sa nomination présidentielle en promettant que l'Union se soumettrait ou achèterait Cuba pour en faire un nouveau champ de domination des esclavagistes; lorsque ensuite la décision de Dred Scott⁵ proclama que

1 Le Parti démocrate, fondé en 1828, rassemblait les planteurs, certains groupes de la bourgeoisie ainsi qu'une partie importante de fermiers et de petits-bourgeois des villes. Dans les années 1830 et 1840, il représenta de plus en plus les intérêts des planteurs et de la grande bourgeoisie financière du Nord, qui défendait l'esclavage. Lorsque, après l'adoption du Kansas-Nebraska bill en 1854, l'esclavage menaça de submerger toute l'Union, il y eut une scission au sein du Parti démocrate, qui permit la victoire de Lincoln en 1860.

2 Le Compromis du Missouri marqua le début d'une série de luttes politiques qui culminèrent dans la guerre de Sécession. En 1820, le Sud esclavagiste se trouva dans une situation insolite. Le Nord libre avait définitivement pris en main le contrôle de la Chambre des représentants. Par conséquent, le Sud ne pouvait plus s'opposer à l'élaboration de lois favorables au Nord, ou de mesures dirigées contre le Sud, à moins de dominer le Sénat. Or, la majorité dans cette assemblée dépendait de l'entrée du Missouri en tant qu'État esclavagiste. Pour empêcher le Sud d'avoir la majorité dans la Chambre Haute, le Nord demanda l'admission du Maine. A la suite de longs et violents débats, les deux États furent admis, maintenant ainsi l'équilibre des forces au Sénat. De plus, le compromis du Missouri prévit l'abolition de l'esclavage dans le territoire de la Louisiane situé au-delà de la ligne du 36° 30' de latitude nord. Ce compromis fut pratiquement annulé en 1854 par l'adoption du Kansas-Nebraska bill.

La gravité de cette lutte au niveau parlementaire fut pleinement comprise à l'époque. Le 7 février 1820, Jefferson écrivait à Hugh Nelson au sujet de la question du Missouri : " C'est la plus importante qui ait jamais menacé notre Union. Même aux plus noirs moments de la guerre révolutionnaire, je n'ai jamais éprouvé de craintes semblables à celles que me cause cet incident. " (Cf. T. Jefferson, Writings, ed. P. L. Ford, New York, 1899, vol. X, p. 156.)

3 Le *Kansas-Nebraska* bill fut adopté en mai 1854 par le Congrès américain. Il stipulait la création de deux territoires, en supposant que le Nebraska entrerait comme État libre dans l'Union, contrairement au Kansas. Ainsi les forces du Nord et du Sud seraient également représentées au Sénat. En outre, cette loi, prévoyait l'annulation de la ligne séparant les États libres des États esclavagistes (compromis du Missouri). Les esclavagistes obtinrent ainsi ce qu'ils désiraient le plus ardemment : la reconnaissance que la zone de l'esclavagisme était illimitée aux États-Unis. Pour obtenir la sanction des démocrates de l'Ouest, cette loi instaura la doctrine de la souveraineté populaire dans chaque État sur la question de l'introduction ou non de l'esclavage. Cette loi mena tout droit à la guerre du Kansas, conflit qui servit lui-même de prologue à la guerre civile de 1861-1865.

4 À titre d'ambassadeur des USA à Londres, Buchanan publia le *manifeste d'Ostende* conjointement aux représentants diplomatiques de la France et de l'Espagne. Ce manifeste conseillait au gouvernement des USA d'acquiescer d'une manière ou d'une autre l'île de Cuba qui appartenait à l'Espagne. En 1856, Buchanan devint président des USA, sous l'étiquette du Parti démocrate.

5 L'esclave Dred Scott suivit son maître le Dr Emerson, dans le territoire de Louisiane situé au-dessus de la ligne du 36° 30' où, légalement, l'esclavage était interdit. Dred y vécut un certain nombre d'années, s'y maria et eut des enfants. Par la suite, les Scott furent ramenés dans l'État esclavagiste du Missouri. A la mort de leur maître, ils furent vendus à un New-Yorkais, Samford, à qui ils firent un procès pour obtenir leur liberté.

L'affaire fut portée devant la Cour suprême qui était non seulement en majeure partie composée de sudistes, mais encore présidée par un sudiste, le juge Taney. En rédigeant l'arrêt pris par la majorité, ce dernier soutint que la Cour du Missouri n'avait pas pouvoir de juridiction dans cette affaire, puisque les Scott n'étaient pas et ne pouvaient être des citoyens au sens où l'entendait la Constitution. Qui plus est, le juge sauta

l'extension de l'esclavagisme par le pouvoir fédéral était la loi de la Constitution américaine ¹, et qu'enfin le commerce d'esclaves africains était ouvert *de facto* à une échelle plus vaste qu'à l'époque de son existence légale.

Mais, concurremment à ces coupables faiblesses du Parti démocrate du Nord face aux pires usurpations du Sud, on constata, à des signes indéniables, que le combat des forces opposées devenait si intense que le rapport de force devait bientôt se renverser. La guerre du Kansas ², la formation du Parti républicain et les nombreuses voix en faveur de M. Frémont à l'élection présidentielle de 1856 ³ étaient autant de preuves tangibles que le Nord avait accumulé assez d'énergie pour corriger les aberrations que l'histoire des États-Unis connaissait depuis un demi-siècle par la faute des esclavagistes, et pour la ramener aux véritables principes de son développement.

En dehors de ces phénomènes politiques, il y a un fait manifeste, d'ordre statistique et économique, qui montre que l'usurpation de l'Union fédérale, au profit des esclavagistes avait atteint le point où ils devaient reculer de gré ou de force. Ce fait est le développement du Nord-Ouest, les immenses efforts réalisés par sa population de 1850 à 1860 ⁴, et l'influence nouvelle et revigorante qui en résultait pour les États-Unis.

Tout cela représente-t-il un chapitre secret de l'histoire ? Fallait-il l' "aveu" de Mrs Beecher-Stowe pour faire découvrir à l'*Examiner* et autres lumières politiques de la presse londonienne la vérité cachée, à savoir que jusqu'ici, "le parti esclavagiste avait utilisé l'Union à ses fins" ? Est-ce la faute du Nord-américain si les journalistes anglais ont été surpris par le heurt violent de forces antagoniques, dont la lutte était la force motrice de l'histoire depuis un demi-siècle ? ⁵ Est-ce la faute des Américains si la presse anglaise tient pour un caprice élucubréd en un jour ce qui est le résultat venu à maturation après de longues années de lutte ? Le simple fait que la formation et

sur l'occasion pour donner un arrêt qui accordait aux esclavagistes ce qu'ils souhaitaient le plus : le droit de transférer leurs biens meubles - esclaves y compris - dans n'importe quel territoire des États-Unis, et d'y garder les esclaves même si la législation de l'État local ou du Congrès s'y opposait.

1 Malgré l'interdiction légale du trafic d'esclaves africains, les planteurs sudistes n'en continuaient pas moins à importer ces "biens meubles" après 1808. En dépit de l'absence de statistiques précises, des sources de l'époque montrent que la traite des Noirs était plus importante que jamais. En 1840, on n'envoya pas moins de cent cinquante mille esclaves vers le Nouveau-Monde, contre quarante-cinq mille vers la fin du XVIII^e siècle. Évidemment, la plupart étaient destinées aux États-Unis. Au cours des années cinquante, on arma ouvertement des vaisseaux négriers à New York et dans le Maine; selon le témoignage de Du Bois, quatre-vingt-cinq navires se livraient à ce "trafic illicite". Pendant ce temps, la Grande-Bretagne et les États-Unis se livraient à des tentatives hypocrites pour faire cesser le trafic d'esclaves en postant quelques navires au large de la côte d'Afrique.

2 Quand la loi Kansas-Nebraska fut votée, un groupement anti-esclavagiste du Nord, dirigé par Thayer, du Massachusetts, fonda une Société d'Aide aux émigrés. Celle-ci se proposait d'envoyer au Kansas des sympathisants de la théorie de la terre libre, pour veiller à ce que ce territoire entrât dans l'Union, en tant qu'État libre. Pendant ce temps, les esclavagistes organisèrent des bandes d'hommes de main recrutés dans la pègre du Missouri occidental.

Ces bandes envahirent le Kansas en octobre 1854, mais elles furent repoussées. Cependant, elles revinrent et imposèrent par la terreur l'"élection" d'un délégué pro-esclavagiste au Congrès. Dans les mêmes conditions, on élit, en mars 1855, des magistrats favorables aux esclavagistes, mais les partisans de la terre libre refusèrent de les reconnaître. Ils créèrent donc leur propre assemblée, rédigèrent une constitution et demandèrent à être admis dans l'Union. Entre-temps, Shannon, valet des intérêts esclavagistes, fut nommé gouverneur du territoire. La guerre civile éclata en 1856 : les partisans de la terre libre (*free soilers*), conduits par le militant abolitionniste John Brown, organisèrent des sections militaires et se mirent à désagréger les forces esclavagistes. Le gouverneur Shannon fut remplacé par un partisan plus fougueux de l'esclavagisme, un certain Woodson, qui en appela à tous les "bons citoyens" pour écraser l'"insurrection". De toute évidence, cet appel s'adressait à la pègre qui, saisissant l'allusion, envahit de nouveau le Kansas et, cette fois, pilla le pays jusqu'à Ossawatimie. Les partisans de la terre libre se dirigèrent alors sur LeCompton et ne furent empêchés de prendre la ville que par l'arrivée des troupes fédérales. Entre-temps, fut nommé un nouveau gouverneur : Geary, de Pennsylvanie; grâce à une manœuvre rapide, il put repousser les bandits hors du territoire.

3 En 1856, Frémont, le candidat républicain, recueillit 1341264 voix, et Buchanan, le candidat démocrate, 1 838 169 voix.

4 En 1850, l'Illinois, l'Indiana, l'Iowa, l'Ohio, le Michigan et le territoire du Minnesota groupaient une population de 4 721 551 âmes. Dix ans plus tard, il y avait 7 773 820 habitants dans cette région.

5 Dans la *Misère de la Philosophie*, Marx s'en prend à Proudhon qui, dans toute catégorie économique, s'efforce de séparer le bon côté du mauvais, afin de ne retenir que le bon. Or, dit Marx, "ce qui constitue le mouvement dialectique, c'est précisément la coexistence de deux côtés contradictoires, leur lutte et leur fusion en une catégorie nouvelle : rien qu'à poser le problème d'éliminer le mauvais côté, on coupe court au mouvement dialectique". C'est ainsi que, dès 1847, Marx montre que la lutte féconde entre l'esclavage et le travail libre donne naissance à une catégorie nouvelle : le travail salarié (libre et forcé), qui permet l'industrialisation à une échelle immense et la lutte pour le socialisme, Cf. *Misère de la Philosophie*, chap. II, §2, 4^e observation.

le développement du Parti républicain en Amérique aient à peine été remarqués par la presse londonienne montre à l'évidence que ses tirades contre l'esclavage ne sont que du vent.

Prenons, par exemple, les deux antipodes de la presse londonienne, le *Times* de Londres et le *Reynold's Weekly Newspaper*, le plus grand organe des classes respectables, et le seul organe de la classe ouvrière qui subsiste actuellement. Juste avant que M. Buchanan n'achève sa carrière, le premier publia une apologie détaillée de son administration et une polémique diffamatoire contre le mouvement républicain. Pour sa part, le *Reynold's*, pendant le séjour à Londres de Buchanan, en fit sa cible favorite et depuis lors n'a pas manqué une seule occasion de le mettre sur la sellette et de dénoncer en lui un adversaire ^{*1}.

Comment expliquer au Nord la victoire du Parti républicain, dont le programme se fonde sur l'opposition ouverte aux empiètements du système esclavagiste et à l'utilisation abusive que font de l'Union les tenants de l'esclavagisme ? En outre, comment se fait-il que la grande majorité du Parti démocrate du Nord se détourne de ses liens traditionnels avec les chefs de l'esclavagisme, passe sur des traditions vieilles d'un demi-siècle et sacrifie de grands intérêts commerciaux et des préjugés politiques plus grands encore pour voler au secours de l'actuelle administration républicaine et lui offrir hommes et argent avec générosité ?

Au lieu de répondre à ces questions, l'*Economist* s'exclame :

“Pouvons-nous oublier que les abolitionnistes sont d'habitude aussi féroce­ment persécutés et maltraités au Nord et à l'Ouest qu'au Sud ? Peut-on nier que l'entêtement et l'indifférence - pour ne pas dire la mauvaise foi - du gouvernement de Washington ont été pendant des années le principal obstacle à nos efforts pour supprimer effectivement le commerce des esclaves sur la côte africaine; qu'une partie considérable des clip­pers actuellement engagés dans ce commerce est construite avec les capitaux du Nord, et exploitée par des marchands du Nord avec des équipages du Nord ?”

Voilà, en vérité, un chef-d'œuvre de logique. L'Angleterre anti-esclavagiste ne peut sympathiser avec le Nord, qui s'attaque à l'influence néfaste des esclavagistes, parce qu'elle ne peut oublier que le Nord - tant qu'il était soumis à l'influence esclavagiste et que ses institutions démocratiques étaient souillées par les préjugés des bourreaux d'esclaves - soutenait le commerce des esclaves et décriait les abolitionnistes. L'Angleterre ne peut sympathiser avec l'administration de M. Lincoln, parce qu'elle a désapprouvé l'administration de M. Buchanan ! En toute “logique”, elle doit flétrir l'actuel mouvement de renouveau du Nord et encourager ceux qui, au Nord, sympathisent avec le commerce des esclaves stigmatisé par la plate-forme républicaine ², elle doit flirter avec la clique esclavagiste du Sud, qui édifie un empire séparé, parce que l'Angleterre ne pouvait oublier que le Nord d'hier n'était pas le Nord d'aujourd'hui ! S'il lui faut justifier son attitude par des faux-fuyants à la Old Bailey ³, cela démontre avant tout que la fraction anti-nordiste de la presse anglaise est poussée par des motifs cachés, c'est-à-dire trop bas et trop infâmes pour être exprimés ouvertement.

L'une des manœuvres favorites de la presse anglaise étant de reprocher à l'actuelle administration républicaine les agissements des précédentes qui furent pro-esclavagistes, elle s'efforce dans la mesure du possible de persuader le peuple anglais que le *New York Herald* est le seul organe qui expose authentiquement l'opinion du Nord. Après que le *Times* de Londres eut ouvert la voie dans cette direction, le noyau esclavagiste des autres organes anti-nordistes, qu'ils soient grands ou petits, lui emboîte le pas. Ainsi, l'*Economist* prétend : “ Au

¹ Dans le texte publié par la *New York Daily Tribune*, nous lisons cette phrase qui contredit directement l'opposition qu'établit Marx entre l'attitude du *Times* et du *Reynold's* en ce qui concerne Buchanan; “ Pour sa part, Reynold's, durant le séjour de Buchanan à Londres, était l'un de ses favoris, et depuis lors n'a pas manqué une seule occasion pour le mettre sur la sellette et dénoncer ses adversaires. ”

On sait que la *New York Tribune* ne se gênait pas pour modifier des passages entiers ou les supprimer, etc., si bien que Marx dut interrompre sa collaboration à ce journal progressiste en mars 1862. (N. d. T.)

² En ce qui concerne la condamnation du trafic d'esclaves par le Parti républicain, cf. le programme républicain de 1860, neuvième résolution, in : E. Stanwood, *A History of President Elections*, Boston 1888, p. 230.

³ *Old Bailey*, nom donné à la citadelle de la prison de Newgate à Londres, où siégeait le tribunal criminel central.

plus fort de la guerre civile, il ne manque ni journaux ni politiciens à New York pour exhorter les combattants, maintenant qu'ils ont de grandes armées en campagne, à ne pas lutter les uns contre les autres, mais contre la Grande-Bretagne, à cesser toute querelle intérieure - y compris sur la question esclavagiste - pour envahir sans préavis le territoire britannique avec des forces d'une supériorité écrasante. ”

L'*Economist* sait parfaitement que les efforts du *New York Herald*, qui sont vivement encouragés par le *Times* de Londres et visent à entraîner les États-Unis dans une guerre avec l'Angleterre, ont pour seul but d'assurer la victoire de la sécession et de ruiner le mouvement de renaissance du Nord.

Cependant, la presse anti-nordiste d'Angleterre fait une concession. Et la snob *Saturday Review* annonce : “ Ce qui est contestable dans l'élection de Lincoln et a précipité la crise, c'est purement et simplement *la limitation de l'esclavage aux États où il existait déjà*. ” Et l'*Economist* de remarquer : “ En effet, il est vrai que le but du Parti républicain qui élut M. Lincoln, est d'empêcher l'extension de l'esclavage aux territoires non encore colonisés... Il est peut-être vrai qu'un succès complet et inconditionnel du Nord lui permettrait de limiter l'esclavage aux quinze États dans lesquels il existe déjà, ce qui pourrait éventuellement conduire à sa disparition - mais ceci est plus vraisemblable que certain. ”

En 1859 - à l'occasion de l'expédition de John Brown à Harper's Ferry¹ - le même *Economist* publiait une série d'articles détaillés afin de prouver qu'en raison d'une loi *économique*, l'esclavage américain était voué à s'éteindre graduellement dès lors qu'il ne serait plus en mesure de croître. Cette loi *économique* fut parfaitement comprise par la clique esclavagiste. “ Si d'ici quinze ans, nous ne bénéficions pas d'un immense accroissement de terres à esclaves, dit Toombs, nous devons permettre aux esclaves de fuir de chez les Blancs, à moins que les Blancs ne fuient devant les esclaves. ”

La limitation de l'esclavage à son territoire légal, telle qu'elle fut proclamée par les républicains, constitue le point de départ évident de la menace de sécession formulée pour la première fois à la Chambre des représentants le 19 décembre 1859. M. Singleton (Mississippi) demanda alors à M. Curtis (Iowa) “ si le Parti républicain n'admettrait plus que le Sud obtienne un pouce de territoire esclavagiste nouveau, tant que l'Union subsisterait ”. M. Curtis lui ayant répondu que si, M. Singleton lui répliqua que, *dans ces conditions, l'Union serait dissoute*. Il conseilla à l'administration du Mississippi de sortir au plus tôt de l'Union : “ Ces messieurs devraient se souvenir que Jefferson Davis a conduit nos forces armées au Mexique; or, il vit toujours, et pourrait fort bien commander l'armée du Sud. ”

Abstraction faite de la loi *économique*, selon laquelle l'extension de l'esclavage est une condition vitale pour son maintien dans son territoire légal, les leaders du Sud ne se sont jamais fait d'illusion sur la nécessité absolue de maintenir leur hégémonie *politique* aux États-Unis. Pour justifier ses propositions au Sénat le 19 février 1847, John Calhoun déclara sans ambages que “ le Sénat était le seul moyen d'assurer l'équilibre de pouvoir, laissé au Sud dans le gouvernement ” et que la formation d'États esclavagistes nouveaux était, devenue nécessaire “ pour conserver l'équilibre des forces au Sénat ”². Au reste, l'oligarchie des trois cent mille propriétaires d'esclaves ne pourrait maintenir son pouvoir sur la plèbe blanche sans l'appât de futures conquêtes et l'élargissement de leurs territoires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des États-Unis. Si désormais - selon l'oracle de la presse anglaise - le

1 Le 16 octobre 1859, John Brown, à la tête d'une troupe de vingt-deux hommes, dont cinq Noirs, tenta de s'emparer de l'arsenal fédéral et de l'armurerie de Harper's Ferry en Virginie, afin de provoquer un soulèvement des esclaves dont les États esclavagistes.

Le colonel E. Lee, futur chef militaire des forces sudistes, fit prisonnier John Brown ainsi qu'un certain nombre de ses hommes. Au milieu de l'agitation populaire, ils furent jugés pour trahison et déclarés coupables. En décembre 1859, Brown fut pendu. Le Nord protesta avec véhémence contre son exécution. Brown encouragea les Noirs dans leur lutte contre l'esclavage et favorisa le rassemblement des forces abolitionnistes du Nord.

2 Cf. J. C. Calhoun, *Works*, ed. R. K. Crallé (New York 1854), vol. IV, pp. 340, 341, 343.

Nord a pris la ferme décision de confiner l'esclavage dans ses limites actuelles et de le liquider ainsi par la voie légale, cela ne devrait-il pas suffire à lui assurer les sympathies de l'Angleterre " anti-esclavagiste " ?

Il semble que les puritains anglais ne puissent vraiment être contents que par une guerre abolitionniste expresse. L'*Economist* affirme : " Comme il ne s'agit pas véritablement d'une guerre pour l'émancipation de la race nègre, sur quelle base veut-on que nous sympathisions si chaleureusement avec la cause des fédérés ? "

" Il fut un temps, dit l'*Examiner*, où nos sympathies allaient au Nord, parce que nous pensions qu'il s'opposait sérieusement aux empiétements des États esclavagistes et défendait l'émancipation comme une mesure de justice pour la race noire. "

Mais, dans les mêmes numéros où ces journaux racontent qu'ils ne peuvent sympathiser avec le Nord parce que sa guerre ne tend pas à une véritable abolition, nous lisons : " Le moyen radical de proclamer l'émancipation des nègres, c'est d'appeler les esclaves à une insurrection générale. " Or, c'est là quelque chose " dont la simple idée, est répugnante et affreuse "; c'est pourquoi " un compromis est bien préférable à un succès conquis à un tel prix et souillé d'un tel crime ".

Comme on le voit, les ardeurs anglaises pour une guerre abolitionniste sont purement hypocrites. Mais, on aperçoit le pied fourchu du diable dans les phrases suivantes : " Finalement, dit l'*Economist*, le *tarif Morrill* mérite notre gratitude et notre sympathie; mais la certitude qu'en cas de triomphe du Nord, le *tarif* sera étendu à toute la république est-elle une raison pour que nous aidions bruyamment à son succès ? "

" Les Américains du Nord, dit l'*Examiner*, ne prennent rien d'autre au sérieux que leur tarif douanier qui les protège égoïstement... Les États du Sud en ont assez d'être dépouillés des fruits du travail de leurs esclaves par les tarifs protectionnistes du Nord. "

L'*Examiner* et l'*Economist* se complètent l'un l'autre. Ce dernier est assez honnête pour reconnaître finalement que, pour lui et les siens, la sympathie n'est déterminée que par une simple question de tarif douanier, tandis que le premier réduit la guerre entre le Sud et le Nord à un simple conflit tarifaire, une guerre entre système protectionniste et libre-échangiste. Peut-être l'*Examiner* ne sait-il pas que même ceux qui voulurent abroger l'acte de la Caroline du Sud en 1832 - comme le général Jackson en témoigne - n'usèrent du protectionnisme que comme d'un prétexte ¹. Quoi qu'il en soit, même l'*Examiner* devrait savoir que l'actuelle rébellion n'a pas attendu l'adoption du tarif Morrill ² pour éclater. En fait, les sudistes ne pouvaient se plaindre de ce qu'ils étaient dépouillés des fruits du travail de leurs esclaves par le système protectionniste du Nord, puisque le système libre-échangiste était en vigueur de 1846 à 1861.

Dans son dernier numéro, le *Spectator* caractérise d'une manière frappante la pensée secrète d'un certain nombre d'organes anti-nordistes : " Que souhaitent donc véritablement ces organes anti-nordistes pour justifier la prétention qu'ils ont de ne s'appuyer que sur l'inexorable logique ? Ils affirment que la sécession est désirable, parce qu'elle est la seule façon possible de faire cesser ce " conflit fratricide qui n'a aucune raison d'être. " Mais

1 En juillet 1832, Jackson signa " un tarif systématiquement protectionniste ", qui provoqua un large mécontentement en Caroline du Sud. John C. Calhoun cristallisa dans son État le sentiment qu'il fallait annuler le tarif protectionniste et faire sécession. Une session spéciale des magistrats de la Caroline du Sud se réunit et ordonna la convocation d'une assemblée. Celle-ci adopta le 24 novembre 1832 une ordonnance annulant le tarif, appelant les citoyens de l'État à défendre l'indépendance vis-à-vis du pouvoir fédéral et menaçant de faire sécession. Cette ordonnance devait prendre effet à dater de février 1833. Entre-temps, le président Jackson agit en toute hâte. Après avoir annoncé son intention de faire appliquer par la force toutes les lois fédérales en Caroline du Sud, il envoya des troupes et des navires à Charleston. Comme aucun des autres États sudistes ne réagit, la Caroline du Sud plia bientôt. Pour la déclaration de Jackson sur le tarif considéré comme un prétexte pour faire sécession, cf. sa lettre au révérend Andrew J. Crawford, datée du 1er mai 1833, in : A. Jackson, *Correspondance*, ed. J. S. Bassett and J. F. Jameson, Washington 1931, vol. V, p. 72.

2 Le *tarif Morrill* est un droit douanier de caractère protectionniste, présenté au Congrès par le républicain Morrill et adopté en mai 1860. Les taxes douanières augmentèrent sensiblement à la suite de ce tarif. Dès le 4 février, les délégués des six États se concertèrent à Montgomery pour former la Confédération sudiste.

voilà qu'ils découvrent ensuite d'autres raisons adaptées aux exigences morales du pays, maintenant que l'issue des événements est claire. Bien sûr, ces raisons ne sont mentionnées, réflexion faite, que comme humble apologie de la Providence et " justification des voies du Seigneur envers l'homme ", dès lors que la nécessité inéluctable est devenue manifeste aux yeux de tous. On découvre ainsi qu'il serait d'un grand avantage pour les États d'être coupés en deux groupes rivaux. Chacun tiendrait en échec les ambitions de l'autre et neutraliserait sa force. Si l'Angleterre entrait en conflit avec l'un d'eux, la simple défiance de chaque groupe adverse lui serait d'un grand secours. Et de remarquer qu'il s'ensuivrait une situation très favorable, qui nous libérerait de la crainte et encouragerait la " concurrence " politique, cette grande sauvegarde de l'honnêteté et de la franchise entre États.

Telle est la situation expressément mise en évidence par la théorie de ceux qui commencent, chez nous, à sympathiser avec le Sud. Traduit en bon anglais - et nous déplorons qu'un argument anglais ait besoin d'une traduction dans un tel sujet - cela signifie que si nous regrettons que cette " guerre fratricide " ait pris une telle ampleur, c'est pour espérer qu'à l'avenir elle continuera de susciter de redoutables convulsions, une série de petites guerres chroniques, de passions et de rivalités entre les groupes d'États rivaux. La vérité effective - et précisément ce mode non anglais de ressentir cache cette vérité, bien qu'elle fût voilée de formules décentes - est cependant très nette : les groupes rivaux d'États américains ne pourront vivre ensemble en paix et en harmonie. La situation d'inimitié, due aux causes mêmes qui ont suscité le conflit actuel, deviendrait chronique. On a affirmé que les différents groupes d'États avaient des intérêts douaniers différents. Non seulement ces différents intérêts tarifaires seraient la source de petites guerres permanentes, dès lors, que les États seraient séparés les uns des autres, mais encore l'esclavage - racine de tout le conflit - aggraverait les innombrables inimitiés, discordes et manœuvres. Bref, il ne serait plus possible de rétablir un équilibre stable entre les États rivaux. Et pourtant, on affirme que la perspective d'un conflit long et ininterrompu serait l'issue la plus favorable de la grande question qui est en train de se décider actuellement. Au fond, ce que l'on juge le plus favorable dans le vaste conflit actuel, qui pourrait rétablir une unité politique nouvelle et plus puissante c'est l'alternative d'un grand nombre de petits conflits et d'un continent divisé et affaibli que l'Angleterre n'aurait plus à craindre. Nous ne nions pas que les Américains aient semé eux-mêmes les germes de cette situation lamentable et regrettable par l'attitude inamicale et fanfaronne, qu'ils adoptent si souvent vis-à-vis de l'Angleterre; quoi qu'il en soit, nous devons bien avouer que nos propres sentiments sont vils et méprisables. Nous voyons bien qu'il n'existe aucun espoir d'une paix profonde et durable pour l'Amérique dans une solution boiteuse, puisqu'elle signifie involution et désagrégation de la nation américaine en peuples et pays hostiles, et cependant nous levons les bras au ciel comme si nous étions effrayés de l'actuelle guerre " fratricide ", alors qu'elle renferme la perspective d'une solution stable. Nous, souhaitons aux Américains un avenir fait d'innombrables et incessants conflits, qui seraient tout aussi fratricides, mais certainement bien plus démoralisants : nous le souhaitons uniquement pour être libérés de l'aiguillon de la concurrence américaine.

Karl Marx : LA GUERRE CIVILE NORD-AMÉRICAINNE

Die Presse, 25.10.1861.

Londres, le 20 octobre 1861.

Depuis des mois, les quotidiens et hebdomadaires qui donnent le ton au reste de la presse londonienne, ressassent la même litanie sur la guerre civile américaine. Tout en insultant les libres États du Nord, ils se défendent anxieusement du soupçon de sympathiser avec les États esclavagistes du Sud. En fait, ils écrivent toujours deux types d'articles : l'un pour attaquer le Nord, l'autre pour excuser leurs attaques contre le Nord. *Qui s'excuse s'accuse.* (Fr.)

Leurs arguments sont par essence lénifiants : la guerre entre le Nord et le Sud est un simple conflit tarifaire. Elle n'a donc rien à voir avec les principes, ni avec la question de l'esclavage; en fait, il s'agit de la soif de pouvoir qu'éprouve le Nord. En outre, même si le bon droit était du côté des nordistes, c'est en vain que l'on tenterait de mettre sous le joug par la violence huit millions d'Anglo-Saxons. Enfin, la séparation d'avec le Sud n'affranchirait-elle pas le Nord de tout rapport avec l'esclavage des Noirs et ne lui assurerait-elle pas - étant donné ses vingt millions d'habitants et son immense territoire - un développement supérieur, dont il ne soupçonne même pas l'ampleur ? En conséquence, le Nord devrait saluer la sécession comme un événement heureux, au lieu d'essayer de la mater au moyen d'une guerre civile sanglante et inefficace.

Nous allons considérer point par point le plaidoyer de la presse anglaise.

Le conflit entre le Nord et le Sud - telle est la première excuse - n'est qu'une simple guerre tarifaire, une guerre entre systèmes protectionniste et libre-échangiste, l'Angleterre se tenant évidemment du côté de la liberté commerciale. Le propriétaire d'esclaves peut-il jouir pleinement des fruits du travail de ses esclaves, ou doit-il en être partiellement frustré par les protectionnistes du Nord ? Telle est la question qui se pose dans cette guerre.

Il était réservé au *Times* de faire cette brillante découverte, l'*Economist*, l'*Examiner*, la *Saturday Review* et *tutti quanti* s'attachant à exposer ce thème en détail. Il vaut d'être noté que cette découverte n'a pas été faite à Charleston, mais à Londres. Naturellement, chacun sait en Amérique que le système du libre-échange prévalait de 1846 à 1861, et qu'il fallut attendre 1861 pour que le représentant Morrill fasse voter son système de protection tarifaire par le Congrès, après que la rébellion eut éclaté. Il n'y a donc pas eu de sécession parce que le Congrès avait voté le système tarifaire de Morrill, mais, dans le meilleur des cas, ce système fut adopté au Congrès parce que la sécession avait éclaté.

Lorsque la Caroline du Sud eut en 1831 sa première crise de sécession, les lois protectionnistes de 1828 lui servirent certes de prétexte, mais seulement de prétexte, comme on l'a su par la déclaration du général Jackson ¹. En fait, on n'a pas repris cette fois-ci ce vieux prétexte. Au Congrès de la sécession de Montgomery, on a évité toute allusion à la question tarifaire, parce que la culture sucrière de la Louisiane - l'un des États les plus influents du Sud - dépend entièrement de la protection tarifaire.

En outre, la presse londonienne soutient dans son plaidoyer que la guerre des États-Unis vise uniquement au maintien de l'Union par la force. Les nordistes ne peuvent se résoudre à effacer quinze étoiles de leur drapeau. Les Yankees veulent se tailler une place énorme sur la scène mondiale. Certes, il en serait tout autrement si cette guerre était menée pour l'abolition de l'esclavage ! Mais, comme la *Saturday Review* le déclare catégoriquement, cette guerre n'a rien à voir avec la question de l'esclavage.

Avant tout, il faut rappeler que la guerre n'a pas été provoquée par le Nord, mais par le Sud. Le Nord se trouve sur la défensive. Pendant des mois, il a regardé sans broncher les sécessionnistes s'emparer des forts, des arsenaux militaires, des installations portuaires, des bâtiments de douane, des bureaux de paierie, des navires et dépôts d'armes de l'Union, insulter son drapeau et faire prisonniers des corps de troupe entiers. Finalement, les sécessionnistes décidèrent de contraindre le gouvernement de l'Union à sortir de sa passivité par un acte de guerre retentissant, et c'est *pour cette seule raison* qu'ils bombardèrent Fort Sumter près de Charleston. Le 11 avril (1861), leur général Beauregard avait appris, lors d'une rencontre avec le commandant de Fort Sumter, le

¹ Comme l'indiquent les deux notes précédentes, la déclaration de Jackson relative au tarif sert de simple prétexte pour faire sécession. Dès 1828, la Caroline du Sud fit une première offensive pour son annulation : ses assemblées nommèrent un comité de sept membres pour contester la constitutionnalité du tarif protectionniste de 1828. Ce comité mit au point, un rapport, rédigé en fait par John C. Calhoun, alors vice-président des États-Unis. Ce document, connu par la suite sous le nom de Déclaration de la Caroline du Sud, proclamait que la loi sur les tarifs de 1828 était inconstitutionnelle et demandait au Congrès de l'annuler. Les Chambres donnèrent leur accord à ce projet qui fut ensuite envoyé au Sénat où il fut accepté (février 1829). Si la Caroline du Sud n'agit pas dans sa Déclaration de 1828 une action plus énergique (c'est-à-dire proclamation publique du droit à la sécession), c'est parce qu'elle croyait qu'on adopterait un tarif moins élevé dès que le président élu Jackson serait au pouvoir.

major Anderson, que la place disposait seulement de trois jours de vivres et devait donc rendre les armes, passé ce délai. Afin de hâter la reddition, les sécessionnistes ouvrirent aux premières heures du lendemain (12 avril) le bombardement, qui devait aboutir à la chute de la place en quelques heures. À peine cette nouvelle parvint-elle par télégraphe à Montgomery, le siège du Congrès de la sécession, que le ministre de la Guerre Walker déclara publiquement au nom de la nouvelle Confédération : “ Nul ne peut dire où finira *la guerre commencée aujourd'hui*. ” ¹ En même temps, il prophétisa “ qu'avant le 1^o mai le drapeau de la Confédération du Sud flotterait sur le dôme du vieux Capitole de Washington et sous peu sans doute aussi sur le Faneuil Hall de Boston ”, ² C'est seulement après qu'il y eut la proclamation, dans laquelle Lincoln rappela soixante-quinze mille hommes pour la protection de l'Union. Le bombardement de Fort Sumter coupa la seule voie constitutionnelle possible, à savoir la convocation d'une assemblée générale du peuple américain, comme Lincoln l'avait proposé dans son adresse inaugurale ³. Il ne restait plus à Lincoln d'autre choix que de s'enfuir de Washington, d'évacuer le Maryland et le Delaware, d'abandonner le Missouri et la Virginie, ou de répondre à la guerre par la guerre.

À la question de savoir quel est le principe de la guerre civile américaine, le Sud lui-même répond par le cri de guerre lancé au moment de la rupture de la paix. Stephens, le vice-président de la Confédération du Sud, déclara au Congrès de la sécession que ce qui distinguait essentiellement la Constitution nouvellement tramée à Montgomery de celle de Washington et Jefferson, c'était que, désormais et pour la première fois, l'esclavage était reconnu comme une institution bonne en soi et comme le fondement de tout l'édifice de l'État, alors que les pères de la révolution, empêtrés qu'ils étaient dans les préjugés du XVIII^e siècle, avaient traité l'esclavage comme un *mal importé d'Angleterre* et devant être éliminé progressivement. Un autre matamore du Sud, M. Speeds, s'écria, “ Il s'agit pour nous de fonder une grande république esclavagiste (*a great slave republic*). ” Comme on le voit, le Nord a tiré l'épée simplement pour défendre l'Union, et le Sud n'a-t-il pas déjà déclaré que le maintien de l'esclavage n'était plus compatible pour longtemps avec l'existence de l'Union ?

Alors que le bombardement de Fort Sumter donna le signal de l'ouverture des hostilités, la victoire électorale du Parti *républicain* du Nord - l'élection de Lincoln à la présidence - donna le signal de la sécession. Lincoln fut élu le 6 novembre 1860. Le 8 novembre 1860, c'était le télégramme de la Caroline du Sud : “ La sécession est considérée ici comme un fait accompli. ” Le 10 novembre, l'Assemblée législative de Géorgie mit en chantier ses plans de sécession, et le 15 novembre une session spéciale de l'Assemblée législative du Mississippi était convoquée pour débattre de la sécession. À vrai dire, la victoire de Lincoln elle-même n'était que le résultat d'une scission dans le camp *démocrate*. Durant la bataille électorale, les démocrates du Nord avaient concentré leurs voix sur *Douglas*, et ceux du Sud sur *Breckinridge*, et cet éparpillement des voix démocrates permit la victoire du Parti républicain. D'où provient, d'une part, la supériorité du Parti *républicain* dans le Nord ^{*4}, et, d'autre part, la

1 Cf. *Times* du 27 avril 1861.

2 *Faneuil Hall*, connu sous le nom de “ Berceau de la liberté ” était le lieu de rendez-vous des révolutionnaires de Boston au cours de la guerre d'Indépendance. Un riche marchand, Peter Faneuil, en avait fait don à la ville.

3 Dans son discours inaugural, Lincoln déclara nettement qu'il était d'avis que les populations pouvaient amender la Constitution si elles le désiraient : “ Sans recommander que l'on fasse des amendements, dit-il, je reconnais sans arrière-pensée que le peuple exerce pleinement le contrôle sur toute cette question... Je me risquerais même à ajouter qu'à mes yeux le système conventionnel est préférable, en cela même qu'il permet au peuple de faire des amendements. ” Cf. A. Lincoln, *Inaugural Address, March 4, 1861*, reproduit dans : H. Greeley, *The American Conflict*, Hartford 1864, vol I. p. 425.

⁴ Les suffrages exprimés lors de l'élection de 1860 se répartissent comme suit :

	Nombre de voix	Voix au collège électoral
Lincoln	1 866 452	180
Douglas	1 376 957	112
Breckinridge	849 781	72

division au sein du Parti *démocrate*, dont les membres, au Nord et au Sud, opéraient de concert depuis plus d'un demi-siècle ?

La présidence de Buchanan représenta le point culminant de la domination sur l'Union que le Sud avait fini par usurper grâce à son alliance avec les démocrates du Nord. Le dernier Congrès continental de 1787 et le premier Congrès constitutionnel de 1789-1790 avaient légalement banni l'esclavage de tous les territoires de la République au nord-ouest de l'Ohio. (Comme on le sait, les territoires sont les noms donnés aux colonies situées à l'intérieur même des États-Unis, tant qu'elles n'ont pas atteint le niveau de population constitutionnellement prescrit pour la formation d'États autonomes.)

Le compromis dit du Missouri (1820)¹, à la suite duquel le Missouri est entré dans les rangs des États-Unis en tant qu'État esclavagiste, exclut l'esclavage de tout le territoire au-delà du 36° 30' de latitude nord, et à l'ouest du Missouri. Ce compromis fit avancer la zone de l'esclavage de plusieurs degrés de longitude, tandis que par ailleurs on assignait des limites géographiques très précises à sa propagation future. Cette barrière géographique fut à son tour renversée en 1854 par ce que l'on appelle le Kansas-Nebraska bill², dont le promoteur fut Stephen A. Douglas, alors leader de la démocratie du Nord. Le bill adopté par les deux chambres du Congrès abolit le compromis du Missouri, plaça sur le même pied esclavage et liberté, ordonna au gouvernement de l'Union de les traiter avec la même indifférence, et laissa à la souveraineté populaire le soin de décider s'il fallait ou non introduire l'esclavage dans un territoire. Ainsi, pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, on abolissait toute limitation géographique et légale à l'extension de l'esclavage dans les territoires. De par cette nouvelle législation, tout le territoire, jusque-là libre du Nouveau-Mexique et cinq fois plus grand que l'État de New York, fut transformé en pays d'esclavage, et la zone esclavagiste fut prolongée, de la frontière de la République mexicaine, jusqu'au 38° de latitude nord. En 1859, le Nouveau-Mexique fut doté d'un Code de l'esclavage qui rivalisait de barbarie avec les législations du Texas et de l'Alabama. Cependant, comme le recensement de 1860 l'indique, le Nouveau-Mexique compte à peine une cinquantaine d'esclaves sur environ cent mille habitants. Il a donc suffi au Sud d'envoyer au-delà de la frontière une poignée d'aventuriers avec quelques esclaves pour rassembler, avec l'aide du gouvernement central de Washington, de ses fonctionnaires et fournisseurs du

Bell	588 879	39
------	---------	----

Ainsi donc, si l'on ajoute les voix de Douglas à celles de Breckinridge on obtient 360 286 de plus que celles de Lincoln.

1 Le Compromis du Missouri marqua le début d'une série de luttes politiques qui culminèrent dans la guerre de Sécession. En 1820, le Sud esclavagiste se trouva dans une situation insolite. Le Nord libre avait définitivement pris en main le contrôle de la Chambre des représentants. Par conséquent, le Sud ne pouvait plus s'opposer à l'élaboration de lois favorables au Nord, ou de mesures dirigées contre le Sud, à moins de dominer le Sénat. Or, la majorité dans cette assemblée dépendait de l'entrée du Missouri en tant qu'État esclavagiste. Pour empêcher le Sud d'avoir la majorité dans la Chambre Haute, le Nord demanda l'admission du Maine. A la suite de longs et violents débats, les deux États furent admis, maintenant ainsi l'équilibre des forces au Sénat. De plus, le compromis du Missouri prévit l'abolition de l'esclavage dans le territoire de la Louisiane situé au-delà de la ligne du 36° 30' de latitude nord. Ce compromis fut pratiquement annulé en 1854 par l'adoption du Kansas-Nebraska bill.

La gravité de cette lutte au niveau parlementaire fut pleinement comprise à l'époque. Le 7 février 1820, Jefferson écrivait à Hugh Nelson au sujet de la question du Missouri : " C'est la plus importante qui ait jamais menacé notre Union. Même aux plus noirs moments de la guerre révolutionnaire, je n'ai jamais éprouvé de craintes semblables à celles que me cause cet incident. " (Cf. T. Jefferson, *Writings*, ed. P. L. Ford, New York, 1899, vol. X, p. 156.)

2 Le *Kansas-Nebraska* bill fut adopté en mai 1854 par le Congrès américain. Il stipulait la création de deux territoires, en supposant que le Nebraska entrerait comme État libre dans l'Union, contrairement au Kansas. Ainsi les forces du Nord et du Sud seraient également représentées au Sénat. En outre, cette loi, prévoyait l'annulation de la ligne séparant les États libres des États esclavagistes (compromis du Missouri). Les esclavagistes obtinrent ainsi ce qu'ils désiraient le plus ardemment : la reconnaissance que la zone de l'esclavagisme était illimitée aux États-Unis. Pour obtenir la sanction des démocrates de l'Ouest, cette loi instaura la doctrine de la souveraineté populaire dans chaque État sur la question de l'introduction ou non de l'esclavage. Cette loi mena tout droit à la guerre du Kansas, conflit qui servit lui-même de prologue à la guerre civile de 1861-1865.

Nouveau-Mexique, un semblant de représentation populaire en vue d'octroyer à ce territoire l'esclavage et d'imposer partout la domination des esclavagistes.

Cependant, cette méthode commode ne s'avéra pas efficace dans les autres territoires. C'est pourquoi, le Sud fit un pas de plus, et le Congrès en appela à la Cour suprême des États-Unis. Cette cour, composée de neuf juges, dont cinq appartenant au Sud, était depuis longtemps l'instrument le plus docile des esclavagistes. Elle décida, en 1857, dans le mémorable cas Dred Scott ¹, que chaque citoyen américain avait le droit d'emporter avec lui sur n'importe quel territoire toute propriété reconnue par la Constitution. Or, la Constitution reconnaissait la propriété d'esclaves; on obligea ainsi le gouvernement de l'Union à protéger cette propriété. En conséquence, sur une base constitutionnelle, les esclaves pouvaient être contraints par leurs maîtres à travailler dans tous les territoires, et il était loisible à chaque, esclavagiste en particulier d'introduire l'esclavage - même contre la volonté de la majorité des colons - dans tous les territoires libres jusque-là. On dénia ainsi aux assemblées législatives locales le droit d'interdire l'esclavage, et on imposa au Congrès et au gouvernement de l'Union le devoir de favoriser les promoteurs de l'esclavagisme.

Si le compromis du Missouri de 1820 avait étendu la limite géographique de l'esclavagisme dans les territoires, si le Kansas-Nebraska bill de 1854 avait effacé toute frontière géographique et l'avait remplacée par une barrière politique - la volonté de la majorité des colons - la Cour suprême des États-Unis, par sa décision de 1857, abattait toute entrave politique et transformait tous les territoires de la République, présents et futurs, de libres États en serres chaudes de l'esclavagisme.

En même temps, sous le gouvernement de Buchanan, on aggrava en 1850 la législation sur l'extradition des esclaves en fuite; et on l'appliqua impitoyablement dans les États du Nord ². Il apparut que la vocation constitutionnelle du Nord était de rattraper les esclaves pour les maîtres du Sud. D'autre part, en vue de freiner autant que possible la colonisation des territoires par de libres colons, le parti esclavagiste mit en échec toute la législation sur la liberté du sol, c'est-à-dire les règlements assurant aux colons une quantité déterminée de terres d'État libres de charges ³.

La politique intérieure aussi bien qu'extérieure des États-Unis se mit au service des esclavagistes. De fait, Buchanan avait accédé à la dignité présidentielle grâce au manifeste d'Ostende, où il proclamait que l'acquisition

1 L'esclave Dred Scott suivit son maître le Dr Emerson, dans le territoire de Louisiane situé au-dessus de la ligne du 36° 30' où, légalement, l'esclavage était interdit. Dred y vécut un certain nombre d'années, s'y maria et eut des enfants. Par la suite, les Scott furent ramenés dans l'État esclavagiste du Missouri. À la mort de leur maître, ils furent vendus à un New-Yorkais, Samford, à qui ils firent un procès pour obtenir leur liberté.

L'affaire fut portée devant la Cour suprême qui était non seulement en majeure partie composée de sudistes, mais encore présidée par un sudiste, le juge Taney. En rédigeant l'arrêt pris par la majorité, ce dernier soutint que la Cour du Missouri n'avait pas pouvoir de juridiction dans cette affaire, puisque les Scott n'étaient pas et ne pouvaient être des citoyens au sens où l'entendait la Constitution. Qui plus est, le juge sauta sur l'occasion pour donner un arrêt qui accordait aux esclavagistes ce qu'ils souhaitaient le plus : le droit de transférer leurs biens meubles - esclaves y compris - dans n'importe quel territoire des États-Unis, et d'y garder les esclaves même si la législation de l'État local ou du Congrès s'y opposait.

2 La loi sur les esclaves en fuite, adoptée par le Congrès de 1850, complétait la loi de 1793 sur l'extradition des esclaves en fuite. La loi de 1850 prévoyait en effet que tous les États disposeraient de fonctionnaires chargés de livrer les esclaves fugitifs. Le gouvernement fédéral devait employer tous les moyens dont il disposait pour reprendre possession des esclaves fugitifs, et il déniait aux esclaves le droit d'être jugés par un jury ou de témoigner pour leur défense. Pour chaque Noir capturé et renvoyé à l'esclavage, la récompense se montait à dix dollars. La loi prévoyait une peine de mille dollars et six mois de prison pour quiconque s'opposait à l'application de la loi. Les masses populaires furent exaspérées par cette loi, et le mouvement abolitionniste s'en trouva renforcé. La loi devint pratiquement inapplicable au début de la guerre civile, et fut abolie définitivement en 1864.

3 L'attribution gratuite de parcelles de terre libres dans l'Ouest considéré comme domaine d'État était la revendication essentielle des *free soilers*, membres d'un parti abolitionniste fondé en 1848 et demandant la liberté des terres. Ces *free soilers*, qui étaient tout naturellement en compétition avec les esclavagistes dans la colonisation des territoires nouveaux devaient exiger l'interdiction de l'esclavage dans les régions à coloniser et l'annulation des ventes de terres aux gros propriétaires et spéculateurs. Le Congrès et le gouvernement de Washington opposèrent une vive résistance à ces revendications. En 1854, une loi sur la liberté du sol vint en discussion au Sénat; les démocrates du Sud s'y opposèrent aussitôt, parce qu'elle était " teinte " d'abolitionnisme. Bien qu'ayant été adoptée par la Chambre des représentants, le Sénat refusa de ratifier cette loi. Ce n'est qu'en 1860 qu'elle fut votée avec cette restriction cependant : la terre n'était pas attribuée gratuitement, mais contre paiement de vingt-cinq dollars par acre. Pourtant, le président Buchanan lui opposa son veto. Ce n'est qu'en 1862, après la victoire républicaine et la défaite des États esclavagistes, que la loi fut définitivement adoptée.

de Cuba, soit à titre onéreux soit par la force des armes, était la grande tâche de la politique nationale ¹. Sous son gouvernement, le Nord du Mexique fut déjà distribué aux spéculateurs fonciers américains, qui attendaient avec impatience le signal pour envahir Chihuahua, Coahuila et Sonora ². Les continuelles expéditions de pirates et de flibustiers contre les États d'Amérique centrale ³ étaient dirigées, s'il vous plaît, de la Maison-Blanche de Washington. En liaison intime avec cette politique extérieure, qui se proposait ouvertement de conquérir des territoires nouveaux afin d'y introduire l'esclavage et la domination des esclavagistes, se situait la *réouverture du commerce des esclaves* secrètement appuyée par le gouvernement de l'Union ⁴. Stephen A. Douglas lui-même déclara le 20 août 1859 au Sénat américain : " L'an dernier, nous avons importé plus de nègres d'Afrique que jamais auparavant au cours d'une année, même à l'époque où le commerce des esclaves était encore légal. Le nombre des esclaves importés l'année dernière se serait élevé à quinze mille. "

Propagation par la force armée de l'esclavage à l'extérieur, tel était le but avoué de la politique nationale. De fait, l'Union était devenue l'esclave des trois cent mille esclavagistes, qui dominaient le Sud. Ce résultat découlait d'une série de compromis que le Sud devait à son alliance avec les démocrates du Nord. Toutes les tentatives renouvelées périodiquement, depuis 1817, pour résister aux empiètements croissants des esclavagistes échouèrent devant cette alliance. Enfin, ce fut le tournant.

Dès que fut voté le Kansas-Nebraska bill qui effaçait la ligne frontière de l'esclavage et en soumettait l'application à la volonté des colons dans les territoires nouveaux, les émissaires armés des esclavagistes - voyous des régions frontières du Missouri et de l'Arkansas - se précipitèrent sur le Kansas, le couteau de chasse dans une main et le revolver dans l'autre, afin d'en chasser les colons et les traitant avec une cruauté sans nom. Ces raids de brigandage trouvaient appui auprès du gouvernement central de Washington. D'où l'immense réaction. Dans tout le nord, et notamment dans le nord-ouest, il se forma une organisation auxiliaire pour apporter au Kansas un soutien en hommes, armes et argent ⁵. De cette organisation auxiliaire, naquit le *Parti républicain*, qui doit donc son existence

1 Pour s'assurer de nouveaux territoires à esclaves, le Sud chercha à s'agrandir non seulement en direction de l'ouest, mais encore du sud. Après avoir spolié le Mexique de certaines régions, les esclavagistes se tournèrent vers l'Espagne, en vue d'acheter Cuba ou de s'en emparer par les armes.

2 De 1857 à 1859, des capitalistes américains, sous la direction de Charles P. Stone, manifestèrent un grand intérêt pour les mines et les terres très fertiles de Sonora. Ils commencèrent par y installer des sociétés d'aide aux émigrants : c'était le premier pas vers l'annexion. La politique mexicaine du président Buchanan servait parfaitement ces intérêts économiques particuliers. Aussitôt après son entrée en fonction, Buchanan autorisa le paiement au Mexique d'une somme de douze à quinze millions pour la Basse-Californie et une large portion de Sonora et de Chihuahua. En 1858, il recommanda au Congrès que le Gouvernement américain assumât un protectorat temporaire sur Sonora et Chihuahua et y établisse des postes militaires. Dans son article sur *l'Intervention au Mexique*, Marx évoque le fait que Palmerston expropria les créanciers anglais de l'État mexicain et fit céder le Texas aux esclavagistes nord-américains. Il éclaire ainsi les véritables mobiles de l'expédition au Mexique de 1860 et le contenu réel de la collusion impérialiste entre les sudistes et l'Angleterre.

3 Au cours des années 1850, les puissances esclavagistes ne convoitaient pas seulement Cuba, et le Nord du Mexique, mais encore l'Amérique centrale. Des expéditions de flibustiers furent organisées notamment contre le Nicaragua pour en faire la base d'un immense empire esclavagiste. William Walker joua un rôle essentiel dans cette entreprise. En 1855, il s'empara de Grenade; les esclavagistes du Sud appuyèrent sa proclamation instaurant et légalisant l'esclavage dans ces pays. Mais, l'aide des esclavagistes ne fut pas assez forte pour le maintenir contre la coalition des États d'Amérique centrale. En 1857, Walker fut renversé, et ses tentatives ultérieures de reconquête échouèrent.

4 La Constitution américaine de 1787 légalisa l'esclavage des Noirs dans les États où il existait déjà et y permit l'achat de Noirs dans d'autres États. C'est en mars 1807 seulement que le Congrès interdit d'importer des esclaves d'Afrique ou d'autres États, par une loi qui entra en vigueur le 1er janvier 1808 et prévoyait certaines mesures contre la traite des Noirs, et notamment la confiscation des navires et chargements transportant les Noirs. En fait, cette loi fut continuellementournée.

Comme on l'a vu dans la note 10, le commerce des esclaves, quoiqu'interdit d'une certaine manière reflourit au cours des années 1850. Malgré les efforts de la Convention commerciale du Sud de 1859, la traite ne fut pas légalisée; toutes les lois en ce sens échouèrent même en Géorgie, Alabama, Louisiane et au Texas. L'échec en était dû en grande partie à une contradiction au sein même de la classe esclavagiste : les États frontières et orientaux qui pratiquaient l'élevage des Noirs pour les vendre aux États esclavagistes en expansion redoutaient la concurrence africaine et une dépression du prix des esclaves par suite d'une " offre " trop abondante.

5 Des organisations d'aide aux colons du Kansas furent créées en 1854-1855 dans une série d'États du Nord et du Nord-Ouest (Massachusetts, New York, Pennsylvanie, Ohio, Illinois, etc.). La première connut le jour en avril 1854 au Massachusetts. Ces organisations se proposaient de lutter contre l'expansion de l'esclavagisme et d'installer des petits, colons au Kansas. Elles s'occupaient du recrutement de

à la lutte pour défendre le Kansas. Après l'échec de la tentative pour transformer par la force le Kansas en un *territoire à esclaves*, le Sud s'efforça d'aboutir au même résultat au moyen d'intrigues politiques. Le gouvernement de Buchanan, en particulier, mit tout en œuvre pour reléguer le Kansas parmi les États esclavagistes des États-Unis, en lui imposant une constitution pro-esclavagiste. D'où une lutte nouvelle, conduite cette fois pour l'essentiel au Congrès de Washington. Même Stephen A. Douglas, le chef des démocrates du Nord intervint alors (1857-1858) contre le gouvernement et ses alliés du Sud, parce que l'octroi d'une constitution esclavagiste contredisait le principe de la souveraineté des colons garantie par le Nebraska bill de 1854. Douglas, sénateur de l'Illinois, un État du nord-ouest, eût naturellement perdu toute son influence, s'il avait voulu concéder au Sud le droit de déposséder, par la force des armes ou par des actes du Congrès, les territoires colonisés par le Nord ¹. Après avoir créé le *Parti républicain*, la lutte pour le Kansas provoquait maintenant la première scission *au sein du Parti démocrate lui-même*.

Le Parti républicain se donna une première plate-forme, à l'occasion des élections présidentielles de 1856. Bien que son candidat - John Frémont - ne fût pas victorieux, le nombre considérable de voix qu'il remporta prouva en tout cas que le parti croissait rapidement notamment au nord-ouest ². Lors de leur seconde Convention nationale pour les élections présidentielles (17 mai 1860), les républicains enrichirent leur programme de 1856 de quelques additions seulement. Il contenait essentiellement les points suivants : il ne faut plus céder le moindre pouce de terrain aux esclavagistes; il faut que cesse la politique de banditisme vis-à-vis de l'extérieur; il faut stigmatiser la réouverture du commerce des esclaves; enfin, il faut édicter des lois sur la liberté de la terre, afin de promouvoir la libre colonisation.

Le point décisif et vital de ce programme était qu'on ne céderait plus un pouce de terrain nouveau à l'esclavagisme; au contraire on devait le tenir cantonné dans les limites des États où il subsistait déjà légalement ³. Ainsi, l'esclavage devait-il formellement être confiné. Or, l'extension progressive du territoire et du domaine de l'esclavagisme au-delà de leurs limites anciennes est une loi vitale pour les États esclavagistes de l'Union.

La culture des articles d'exportation du sud - coton, tabac, sucre, etc. - pratiquée par les esclaves, est rémunératrice, aussi longtemps seulement qu'elle s'effectue avec de larges apports d'esclaves, sur une vaste échelle et d'immenses espaces de terres naturellement fertiles, qui n'exigent qu'un travail simple. La culture intensive qui ne dépend pas tant de la fertilité du sol que des placements de capitaux, de l'intelligence et de l'énergie du travailleur, est contraire à la nature de l'esclavage.

colons, du soutien financier, du transport d'appareils agricoles au Kansas, du logement des colons et de leur approvisionnement. Enfin, elles envoyèrent des armes au Kansas.

Ce mouvement atteignit son apogée en été 1856 avec la guerre du Kansas. En juillet 1856, le Congrès de Buffalo décida la création d'un comité national d'aide au Kansas. Des divergences de vues empêchèrent d'organiser cette aide selon un plan unitaire. Néanmoins, cette activité eut une grande influence sur l'opinion publique et contribua à soutenir les forces qui créeront le Parti républicain. À la fin de la guerre civile, cette organisation s'occupa de la colonisation de l'Orégon et de la Floride. Elle exista jusqu'en 1897.

1 Ainsi, le 9 décembre 1857, Douglas, sous la pression de ses électeurs déclara au Sénat : " ... si cette constitution devait nous être imposée de force, en violation aux principes fondamentaux de libre gouvernement, et d'une manière qui serait un simulacre et une insulte, je résisterais jusqu'au bout... Je tiens au grand principe de la souveraineté populaire... et je m'efforcerai de le défendre contre les assauts de quiconque, " Cf. S. A. Douglas, *Speech on the President's Message delivered in the Senate of the United States*, December 9, 1857, Washington 1857, P. 15.

2 Sur les 1 341 264 voix obtenues par Frémont en 1856, 559 864 provenaient des États du Nord-Ouest (Ohio, Michigan, Indiana, Illinois, Wisconsin et Iowa), soit 41,7 % du total.

3 À cet égard, la plate-forme républicaine de 1860 affirmait : " La condition normale sur tout le territoire des États-Unis est celle de la liberté; nos ancêtres républicains, lorsqu'ils ont aboli l'esclavage sur tout notre territoire national, ont ordonné que personne ne puisse sans procès légal et jugé, être dépouillé de sa vie, de sa liberté ou de sa propriété. Il est donc de notre devoir... de maintenir ces stipulations de la Constitution contre toute les tentatives de violation. Nous dénions au Congrès, aux assemblées locales ou à quiconque le droit de donner une existence légale à l'esclavage en quelque territoire que ce soit des États-Unis. " Cf. E. Stanwood, *History of Presidential Elections*, Boston 1888, pp. 220-230.

On assiste à une rapide transformation d'États, tels que le Maryland et la Virginie, qui utilisaient autrefois des esclaves pour produire des articles d'exportation, en États qui élèvent des esclaves pour les exporter ensuite vers les États situés plus au sud. Même en Caroline du Sud, où les esclaves représentent les quatre-septièmes de la population, la production de coton est restée entièrement stationnaire depuis des années du fait de l'épuisement du sol. Et effectivement, de par la seule force des choses, la Caroline du Sud s'est déjà partiellement transformée en un État d'élevage des esclaves, puisque chaque année elle vend déjà pour quatre millions de dollars d'esclaves aux États de l'extrême sud et du sud-ouest. Sitôt que ce point est atteint, il devient indispensable d'acquérir des territoires nouveaux pour qu'une partie des maîtres d'esclaves occupent de nouvelles bandes de terres fertiles, la partie abandonnée derrière eux se transformant en territoire d'élevage d'esclaves destinés à la vente sur le marché. Il ne fait donc aucun doute que, sans l'acquisition de la Louisiane, du Missouri et de l'Arkansas par les États-Unis, l'esclavage se serait éteint depuis longtemps en Virginie et au Maryland. Au Congrès sécessionniste de Montgomery, l'un des porte-parole du Sud - le sénateur Toombs - a formulé d'une manière frappante la loi économique qui commande l'extension continue du territoire de l'esclavage : " Si d'ici quinze ans nous ne bénéficions pas d'un immense accroissement des terres à esclaves, nous devons permettre aux esclaves de fuir de chez les Blancs, à moins que les Blancs ne fuient devant les esclaves. "

Comme on le sait, les mandats des différents États à la Chambre des représentants du Congrès dépendent du nombre d'habitants de leur population respective. Comme la population des États libres croît infiniment plus vite que celle des États esclavagistes, le nombre des représentants du Nord doit bientôt dépasser de loin celui des représentants du Sud. Le véritable siège de la puissance politique du Sud se déplace toujours plus vers le Sénat américain, où chaque État - que sa population soit forte ou faible - dispose de deux postes de sénateurs. Pour maintenir son influence au Sénat et, par ce truchement, son hégémonie sur les États-Unis, le Sud a donc besoin de créer sans cesse de nouveaux États esclavagistes. Or, ce n'est possible qu'en gagnant des pays étrangers - le Texas par exemple - ou en transformant les territoires appartenant aux États-Unis, d'abord en territoires à esclaves, puis en États esclavagistes, comme c'est le cas du Missouri, de l'Arkansas, etc. *John Calhoun* - adulé par les esclavagistes et considéré comme leur homme d'État par excellence - déclarait déjà le 19 février 1847 au Sénat, que seule cette Chambre mettait la balance du pouvoir aux mains du Sud, que, l'extension du territoire esclavagiste était indispensable pour préserver cet équilibre entre le Sud et le Nord au Sénat, et que les tentatives de création par la force de nouveaux États esclavagistes se justifiaient donc pour le Sud.

Enfin, le nombre des actuels, esclavagistes dans le sud de l'Union atteint à peine trois cent mille, soit une oligarchie très mince à laquelle font face des millions de " pauvres Blancs " (*poor Whites*), dont la masse croît sans cesse en raison de la concentration de la propriété foncière, et dont les conditions ne sont comparables qu'à celles des plébéiens romains à l'époque du déclin extrême de Rome. C'est seulement par l'acquisition - ou la perspective d'acquisition - de territoires nouveaux, ou par des expéditions de flibusterie qu'il est possible d'accorder les intérêts de ces " pauvres Blancs " à ceux des esclavagistes, et de donner à leur turbulent besoin d'activité une direction qui ne soit pas dangereuse, puisqu'elle fait miroiter à leurs yeux l'espoir qu'ils peuvent devenir un jour eux-mêmes des propriétaires d'esclaves.

Un strict confinement de l'esclavage dans son ancien domaine devrait donc - de par les lois *économiques* de l'esclavagisme - conduire à son extinction progressive, puis - du point de vue *politique* - ruiner l'hégémonie exercée par les États esclavagistes du Sud grâce au Sénat, et enfin exposer, à l'intérieur même de leurs États, l'oligarchie esclavagiste à des dangers de plus en plus menaçants de la part des " pauvres Blancs ". Bref, les républicains attaquaient à la racine la domination des esclavagistes, en proclamant le principe qu'ils s'opposeraient par la loi à toute extension future des territoires à esclaves. La victoire électorale des républicains devait donc pousser à la lutte ouverte entre le Nord et le Sud. Toutefois, cette victoire était elle-même conditionnée par la scission dans le camp démocrate, ainsi que nous l'avons déjà mentionné.

La lutte pour le Kansas avait déjà provoqué une coupure entre le Parti esclavagiste et ses alliés démocrates du Nord. Lors de l'élection présidentielle de 1860, le même conflit éclatait sous une forme encore plus générale. Les démocrates du Nord, avec leur candidat Douglas, firent dépendre l'introduction de l'esclavage dans les territoires de la volonté de la majorité des colons. Le parti esclavagiste - avec son candidat Breckinridge - soutint que la

Constitution des États-Unis - comme la Cour suprême l'avait déclaré - entraînait légalement l'esclavage dans son sillage; en soi et pour soi, l'esclavage était déjà légal sur tout le territoire et n'exigeait aucune naturalisation particulière. Ainsi donc, tandis que les républicains interdisaient tout élargissement des territoires esclavagistes, le parti sudiste prétendait que tous les territoires de la république étaient ses domaines réservés. Et, de fait, il tenta, par exemple au Kansas, d'imposer de force à un territoire l'esclavage, grâce au gouvernement central, contre la volonté des colons. Bref, il faisait maintenant de l'esclavage la loi de tous les territoires de l'Union. Cependant, faire cette concession n'était pas au pouvoir des chefs *démocrates* : elle aurait simplement fait désertier leur armée dans le camp républicain. Au reste, la " souveraineté des colons " à la Douglas ne pouvait satisfaire le parti des esclavagistes. Ce qu'ils voulaient réaliser devait se faire dans les quatre années suivantes sous le nouveau président et par le gouvernement central : aucun délai n'était permis.

Il n'échappait pas aux esclavagistes qu'une nouvelle puissance était née, le *Nord-ouest*, dont la population avait presque doublé de 1850 à 1860 et qui était maintenant sensiblement égale à la population *blanche* des États esclavagistes¹. Or, cette puissance n'était pas encline, de par ses traditions, son tempérament et son mode de vie, à se laisser traîner de compromis en compromis, comme l'avaient fait les vieux États du nord-est. L'Union n'avait d'intérêt pour le Sud que si elle lui donnait le pouvoir fédéral pour réaliser sa politique esclavagiste. Si ce n'était plus le cas, il valait mieux rompre maintenant plutôt que d'assister pendant encore quatre ans au développement du Parti républicain et à l'essor du Nord-Ouest, pour engager la lutte sous des auspices plus défavorables. Le parti esclavagiste joua donc *son va-tout*. Lorsque les démocrates du Nord refusèrent de jouer plus longtemps le rôle de " pauvres Blancs " du Sud, le Sud donna la victoire à Lincoln en éparpillant ses voix; il tira ensuite l'épée, en prenant cette victoire pour prétexte.

Comme on le voit, tout le mouvement reposait - et repose encore - sur la *question des esclaves*. Certes, il ne s'agit pas directement d'émanciper - ou non - les esclaves au sein des États esclavagistes existants; il s'agit bien plutôt de savoir si vingt millions d'hommes libres du Nord vont se laisser dominer plus longtemps par une oligarchie de trois cent mille esclavagistes, si les immenses territoires de la République serviront de serres chaudes au développement d'États libres ou d'États esclavagistes, si, enfin, la politique nationale de l'Union aura pour devise la propagation armée de l'esclavage au Mexique et en Amérique centrale et méridionale.

Dans un autre article, nous examinerons ce. que vaut l'assertion de la presse londonienne, selon laquelle le Nord devrait approuver la sécession comme la solution la plus favorable et au demeurant, la seule possible du conflit en cours².

Karl Marx : LE COMMERCE BRITANNIQUE DU COTON

New York Daily Tribune, 14 octobre 1861.

Londres, le 21 septembre 1861.

La continuelle hausse de prix du coton brut commence à avoir des effets sérieux sur l'industrie cotonnière, dont la consommation a diminué maintenant de vingt-cinq pour cent par rapport à la normale. Ce résultat signifie que le taux de production diminue quotidiennement, que les fabriques ne travaillent que trois ou quatre jours par semaine et qu'une partie des machines a été arrêtée, soit dans les entreprises qui pratiquent la journée de travail raccourcie, soit dans celles qui jusqu'ici travaillaient à plein temps, mais sont fermées temporairement. Dans

1 En 1860, les sept États du Nord-Ouest (Indiana, Illinois, Iowa, Michigan, Minnesota, Ohio et Wisconsin) avaient une population de 7 773 820 habitants, tandis que la population blanche des quinze États esclavagistes du Sud s'élevait à 8 036 940.

2* On trouvera cet article dans la partie militaire, sous le titre : " La guerre civile aux États-Unis ", in *Die Presse*, 7 novembre 1861, pp. 76-88.

certaines localités, par exemple à Blackburn, la journée de travail raccourcie s'accompagne d'une réduction de salaires. Quoi qu'il en soit, la tendance à diminuer la journée de travail n'en est qu'à ses débuts, et nous pouvons prédire avec certitude que d'ici quelques semaines on passera, dans cette branche de production tout entière, aux trois jours de travail par semaine, en même temps qu'on arrêtera une grande partie des machines dans la plupart des entreprises. En général, les fabricants et négociants anglais n'ont pris connaissance que fort lentement et avec réticence de l'état précaire de leur approvisionnement en coton. Ils disaient : " Toute la dernière récolte américaine a déjà été acheminée vers l'Europe depuis longtemps. Le travail pour la nouvelle récolte vient tout juste de commencer. Nous n'aurions pas pu obtenir une balle de coton de plus, même si nous n'avions pas entendu parler de guerre et de blocus. La saison de la navigation ne commence pas avant fin novembre, et il faut généralement attendre fin décembre pour qu'aient lieu de larges exportations. Jusque-là, il est sans grande importance que le coton reste dans les plantations ou qu'il soit acheminé vers les ports sitôt qu'il est mis en balles. Si le blocus s'arrête à un moment quelconque *avant la fin de l'année*, nous serons certainement approvisionnés normalement en coton en mars ou avril, comme si le blocus n'avait pas existé. "

Au tréfonds de leur âme de boutiquier, les fabricants nourrissaient l'espoir qu'avant la fin de l'année toute la crise américaine serait terminée et le blocus avec elle, ou bien que lord Palmerston forcerait le blocus par la violence. Cependant, on a plus ou moins abandonné cette dernière idée, lorsqu'on s'est aperçu à Manchester, entre autres circonstances, - que si le Gouvernement britannique prenait l'offensive sans y avoir été provoqué, il se heurterait à la force unie de deux gigantesques groupes d'intérêts, à savoir les capitalistes de la finance qui ont investi un énorme capital dans les entreprises industrielles d'Amérique du Nord, et les marchands de céréales qui trouvent en Amérique du Nord leur principale source d'approvisionnement. L'espoir que le blocus serait levé à temps pour satisfaire les exigences de Liverpool et de Manchester ou que la guerre américaine s'achèverait par un compromis avec les sécessionnistes a fait place à un phénomène inconnu jusqu'ici sur le marché cotonnier anglais, à savoir les opérations cotonnières américaines à Liverpool, qui se manifestent soit par des spéculations, soit par des réexpéditions en Amérique. En conséquence, le marché cotonnier de Liverpool connaissait une agitation fébrile au cours des deux dernières semaines, les placements spéculatifs de capitaux des négociants de Liverpool étant soutenus par les placements spéculatifs de capitaux des fabricants de Manchester et d'ailleurs, qui cherchaient à s'approvisionner en réserves de matières premières pour l'hiver. On constate quelle est, en gros, l'ampleur de ces transactions dans le fait qu'une partie considérable des hangars de stockage de Manchester sont déjà bourrés de ces réserves et qu'au cours de la semaine du 15 au 22 septembre la variété du coton de qualité moyenne est montée de trois huitièmes de dollar par livre et la variété la meilleure de cinq huitièmes de dollar.

Depuis le début de la guerre américaine, le prix du coton n'a cessé de monter, cependant que le déséquilibre fatal entre le prix des matières premières et celui du fil et du tissu ne devint manifeste qu'au cours des dernières semaines d'août. Jusque-là, chaque hausse sérieuse du prix du coton manufacturé qui devait résulter de la diminution considérable de l'offre américaine, était compensée par une augmentation des réserves stockées en première main et par des consignations spéculatives vers la Chine et l'Inde.

Mais, ces marchés asiatiques furent bientôt engorgés. Ainsi, le *Calcutta Price Current* du 7 août 1861 écrit : " Les réserves en stock s'accumulent; depuis notre dernière parution, les arrivages n'atteignent pas moins de vingt-quatre millions de yards de coton lisse. Les rapports en provenance de la métropole nous apprennent que les approvisionnements par bateaux vont se poursuivre bien au-delà de nos besoins. Tant que cela durera, nous ne pourrons espérer d'amélioration... Le marché de Bombay est, lui aussi, largement saturé. "

D'autres circonstances contribuèrent aussi à la contraction du marché indien. La dernière famine dans les provinces du nord-ouest fut suivie des ravages du choléra, tandis que dans tout le Bengale inférieur les chutes de pluie ininterrompues endommagèrent gravement la récolte de riz. Des lettres de Calcutta, arrivées cette semaine

en Angleterre, nous apprennent que les ventes donnèrent le prix net de neuf dollars et quart par livre de fil n° 40, alors qu'on ne le trouve pas à moins de onze dollars et trois huitièmes à Manchester; de même, les ventes de toile de quarante pouces marquèrent par pièce des pertes de sept dollars et demi, neuf dollars et douze dollars, par rapport aux prix pratiqués à Manchester.

Même sur le marché chinois, on assiste à une dépression des prix due à l'accumulation des stocks de marchandises importées. Dans ces conditions et la demande de coton manufacturé, britannique diminuant, les prix ne peuvent, certes, aller de pair avec l'augmentation croissante des prix du coton brut; au contraire, dans de nombreux cas, le filage, le tissage et l'impression du coton cessent de payer les frais de production. Prenons par exemple le cas suivant que nous communique l'un des plus grands fabricants de Manchester, pour ce qui concerne le filage brut :

Coûts du coton :	6 1/4 d.	4 d.	3 d.
Trame 16 vendue pour :	10 1/4 d.	—	—
Profit :	1 d. par livre.		
Coûts du coton :	9 d.	2 d.	3 1/2 d.
Trame 16 vendue pour :	11 d.	—	—
Perte :	1 1/2 d. par livre.		

La consommation de coton indien augmente rapidement Si les prix continuent de monter, les approvisionnements indiens augmenteront. Cependant, il est impossible de changer, en quelques mois, toutes les conditions de production et de modifier le cours des échanges commerciaux. L'Angleterre est ainsi en train de payer très cher sa longue et odieuse administration du vaste empire indien.

Les deux principaux obstacles auxquels se heurteront ses tentatives de remplacer le coton américain par l'indien, sont le manque de moyens de transport et de communication sur tout le territoire indien, et la situation misérable du paysan indien, qui le rend inapte à exploiter les conditions favorables. Les Anglais eux-mêmes sont à l'origine de ces deux difficultés.

L'industrie moderne de l'Angleterre repose en général sur deux axes également misérables. L'un est la pomme de terre, qui était le seul moyen d'alimentation de la population irlandaise et d'une grande partie de la classe ouvrière anglaise. Cet axe se brisa, lors de la maladie de la pomme de terre et de la catastrophe qui en résulta pour l'Irlande¹. Il faut trouver maintenant une base plus large pour la reproduction et la conservation de millions de travailleurs.

1 Marx fait allusion ici à la disette de pommes de terre en 1845-1847. A la suite de cette catastrophe, les petits tenanciers irlandais, incapables de payer les métayages, furent chassés en masse par leurs propriétaires. La colère paysanne éclata lors de la révolte de 1848. La répression de ce soulèvement entraîna une émigration massive vers les États-Unis.

Dans le IV^e chapitre inédit du *Capital*, Marx montre que cette émigration a eu un double effet : en Angleterre, la production augmenta beaucoup plus vite que la population; l'Amérique bénéficia d'une force vitale qui lui permit de dépasser bientôt l'Angleterre. Dans le *Capital*, Marx affirme que le capitalisme est un mode de production social historiquement transitoire. À l'exemple de son modèle anglais, il démontre donc que le capital naît, se développe, décline et meurt. Cette loi, Marx l'illustre, dans le VI^e chapitre, par l'émigration irlandaise, qui suscite la création d'un rival capitaliste en Amérique, et marque le déclin du capital anglais dans le monde : " La population irlandaise a baissé de huit à cinq millions et demi environ, au cours de ces quinze dernières années. Toutefois la production de bétail s'est quelque peu accrue, et lord Dufferin qui veut convertir l'Irlande en un simple pâturage à moutons, se trouve confirmé dans ses vues lorsqu'il affirme que les Irlandais sont encore trop nombreux. *En attendant, ils ne transportent pas seulement leurs os en Amérique, mais encore leur chair : leur vengeance sera terrible outre-Atlantique.* " (*Pages éparses*). Marx citait l'imprécation de Didon mourante de Virgile (*Enéide*) : *Exoriare nostris ex ossibus ultor* (Qu'un vengeur naisse un jour de nos cendres). Marx notait également que l'émigration des capitaux vers les colonies et l'Amérique eu égard

Le second axe de l'industrie anglaise était le coton cultivé par les esclaves des États-Unis. L'actuelle crise américaine force l'industrie anglaise à élargir le champ de son approvisionnement et à libérer le coton des oligarchies productrices et consommatrices d'esclaves. Aussi longtemps que les fabricants de coton anglais dépendaient du coton cultivé par des esclaves, on pouvait affirmer en vérité qu'ils s'appuyaient sur un double esclavage : l'esclavage indirect de l'homme blanc en Angleterre, et l'esclavage direct de l'homme noir de l'autre côté de l'Atlantique.

Karl Marx : LA CRISE EN ANGLETERRE

Die Presse, 6 novembre 1861.

Londres, le 1er novembre 1861.

Comme il y a quinze ans, l'Angleterre est maintenant confrontée à une crise économique, qui menace d'attaquer à la racine tout son système économique. Comme on sait, la pomme de terre représentait la nourriture exclusive de l'Irlande et d'une partie considérable de la classe ouvrière anglaise, lorsque la maladie de la pomme de terre de 1845 et de 1846 frappa de consommation la racine de vie irlandaise. Les résultats de cette grande catastrophe sont connus. La population irlandaise diminua de deux millions, dont une moitié périt de faim et l'autre s'enfuit de l'autre côté de l'océan Atlantique. En même temps, cet affreux malheur contribua à la victoire du parti libre-échangiste anglais; l'aristocratie foncière anglaise fut contrainte de céder l'un de ses monopoles les plus lucratifs, et l'abolition des lois céréalières assura une base plus large et plus saine à la reproduction et à la vie de millions de travailleurs.

Le *coton* est pour la branche d'industrie dominante de la Grande-Bretagne ce que la *pomme de terre* a été pour l'agriculture irlandaise. La subsistance d'une masse de population plus grande que celle de l'Écosse tout entière, ou égale aux deux tiers de l'actuelle population d'Irlande, dépend du travail de transformation du coton. En effet, d'après le recensement de 1861, la population de l'Écosse s'élève à 3 061 117 habitants, celle de l'Irlande à 5 764 543, tandis que plus de quatre millions de personnes vivent directement ou indirectement de l'industrie cotonnière en Angleterre et en Écosse. Cette fois, ce n'est certes pas le plant de coton qui est malade. Sa production n'est pas le monopole de certaines régions du monde. Au contraire, il n'existe pas une seule plante fournissant le tissu des vêtements qui pousse en des lieux aussi variés d'Amérique, d'Asie et d'Afrique.

Le monopole cotonnier des États esclavagistes de l'Union américaine n'est pas un produit de la nature, mais de l'histoire. Il naquit et se développa parallèlement au monopole de l'industrie cotonnière anglaise sur le marché mondial. En 1793 - vers l'époque où se firent les grandes découvertes mécaniques en Angleterre - un quaker du Connecticut, Ely Whitney, inventa le *cotton gin*, une machine à séparer le duvet de la graine de coton. Avant cette invention, le travail le plus intensif de toute une journée d'un Noir ne suffisait pas pour séparer une livre de duvet de ses graines. Après l'invention de la machine à égrener le coton, une vieille femme noire pouvait facilement fournir en un jour cinquante livres de duvet de coton, et des améliorations progressives eurent tôt fait de doubler le rendement de cette machine. Dès lors, il n'y eut plus d'entraves à la culture du coton aux États-Unis. Il poussa rapidement main dans la main avec l'industrie cotonnière anglaise qui devint une grande puissance commerciale.

Au cours de cette évolution, il y eut des moments où l'Angleterre sembla prendre peur, du danger que pouvait représenter ce monopole américain du coton. Ce fut le cas, par exemple : lorsque l'émancipation des Noirs dans les colonies anglaises fut achetée pour vingt millions de livres anglaises. On prit conscience que l'industrie du Lancashire et du Yorkshire reposait sur la souveraineté du fouet esclavagiste en Georgie et en Alabama, au moment

au fonds annuel d'accumulation dépassait nettement le nombre des émigrés eu égard à l'augmentation annuelle de la population : l'impérialisme anglais creusait sa propre tombe.

même où le peuple anglais s'imposait de grands sacrifices pour abolir l'esclavage dans ses propres colonies. Cependant, la philanthropie ne fait pas l'histoire, et moins que tout l'histoire commerciale. De tels doutes surgirent chaque fois qu'il y eut une disette de coton aux États-Unis, d'autant qu'un tel fait naturel était exploité par les esclavagistes pour faire monter au maximum le prix du coton par toutes sortes d'artifices. Les fileurs de coton et les tisserands anglais menaçaient alors de se révolter contre le " roi du coton. " On échauffa différents projets pour s'approvisionner en coton dans les pays d'Asie et d'Afrique, par exemple en 1850. Cependant, il suffit à chaque fois qu'une disette soit suivie d'une bonne récolte aux États-Unis pour mettre en pièces ces velléités d'émancipation. Qui plus est, le monopole cotonnier de l'Amérique atteignit, au cours de ces dernières années, une ampleur jusqu'ici insoupçonnée, partie en raison de la législation libre-échangiste, qui abolit le droit de douane supplémentaire frappant le coton cultivé par des esclaves, partie en raison des gigantesques progrès effectués simultanément par l'industrie cotonnière anglaise et la culture du coton en Amérique au cours de la dernière décennie. Déjà en 1857, la consommation de coton s'éleva en Angleterre à environ un milliard et demi de livres.

Et voici qu'à présent la guerre civile américaine menace soudain ce grand pilier de l'industrie anglaise. L'Union bloque les ports des États sudistes, afin de couper la principale source de revenus de la sécession, en empêchant l'exportation de sa dernière récolte de coton; mais, la Confédération a donné à ce blocus sa véritable force contraignante lorsqu'elle décida de ne pas exporter elle-même la moindre balle de coton, afin d'obliger l'Angleterre à venir chercher directement son coton dans les ports du Sud. Il s'agissait d'amener l'Angleterre à rompre le blocus par la force, puis à déclarer la guerre à l'Union, en jetant son épée dans la balance en faveur des États esclavagistes.

Depuis le début de la guerre civile américaine, le prix du coton n'a cessé de monter en Angleterre, quoique pendant longtemps à un degré moindre qu'on ne s'y attendait. Dans l'ensemble, le monde des affaires anglais semblait considérer avec beaucoup de flegme la crise américaine. La raison de cette attitude pleine de sang-froid est évidente. Depuis longtemps déjà, toute la dernière récolte américaine se trouve en Europe. Le produit de la nouvelle récolte n'est jamais embarqué avant la fin novembre, et ce n'est que fin décembre que les expéditions prennent vraiment de l'ampleur. Jusqu'ici, il est donc relativement indifférent que les balles de coton restent dans les plantations ou soient expédiées dans les ports du Sud aussitôt après que le coton soit mis en balles. De la sorte, si, à un moment quelconque avant la fin de l'année, le blocus prenait fin, l'Angleterre pouvait être assurée qu'elle recevrait en mars ou en avril son approvisionnement normal en coton, comme s'il n'y avait jamais eu de blocus.,

Le monde des affaires anglais, dans une large mesure abusé par la presse anglaise, se berça de l'illusion folle que le spectacle d'une guerre de six mois s'achèverait par la reconnaissance de la Confédération de la part des États-Unis. Vers la fin du mois d'août cependant, on vit apparaître des Américains sur le marché de Liverpool afin d'y acheter du coton, soit en vue de spéculations en Europe, soit en vue de le réexpédier en Amérique du Nord. Ce fait extraordinaire ouvrit les yeux des Anglais. Ils commencèrent à comprendre le sérieux de la situation. Depuis, le marché de Liverpool se trouve en un état d'excitation fébrile. Bientôt, le prix du coton monta de cent pour cent au-delà de son niveau moyen. La spéculation cotonnière prit le même caractère frénétique que la spéculation ferroviaire de 1845. Les usines de filage et de tissage du Lancashire et d'autres centres de l'industrie du coton britannique ramenèrent leur temps de travail à trois jours par semaine, une partie arrêta complètement ses machines, et l'inévitable réaction sur les autres branches d'industrie ne se fit pas attendre. Toute l'Angleterre tremble en ce moment, à l'approche de la plus grande catastrophe économique qui l'ait menacée à ce jour.

La consommation de coton indien est naturellement en train d'augmenter, et les prix élevés assureront encore une augmentation ultérieure des importations de la patrie originelle du coton. Cependant, il est impossible de révolutionner les conditions de production et le cours des échanges commerciaux pour ainsi dire en quelques

mois. L'Angleterre paie maintenant sa longue et catastrophique administration de l'Inde. Ses tentatives désordonnées de remplacer le coton américain par du coton indien se heurtent à deux grands obstacles. Le manque de moyens de communication et de transport en Inde, et la misérable condition du paysan indien qui l'empêche d'exploiter à son profit les circonstances favorables du moment ^{*1}. En outre, il faudrait que la culture du coton indien passe par tout un processus d'améliorations pour prendre la place du coton américain. Même dans les conditions les plus favorables, il faudrait des *années* pour que l'Inde puisse produire la quantité de coton requise pour l'exportation. Or, il est statistiquement établi que le stock de coton de Liverpool sera épuisé d'ici *quatre mois*. Il ne tiendra jusque-là que si l'on continue d'appliquer la limitation du temps de travail à trois jours par semaine et l'arrêt total d'une partie plus importante encore des machines. Or, les districts manufacturiers souffrent déjà des pires maux sociaux. Mais, si le blocus américain se poursuit au-delà de janvier, que se passera-t-il alors ?

Karl Marx : LE COMMERCE BRITANNIQUE

New York Daily Tribune, 23 novembre 1861.

Londres, le 2 novembre 1861.

À l'heure actuelle, l'Angleterre ne suit aucune ligne politique générale. Tout le monde, jusqu'au moindre citoyen, est entièrement absorbé par ses affaires et la crise américaine. Dans un article précédent, j'ai attiré votre attention sur l'état fébrile du marché cotonnier de Liverpool. Au cours des deux dernières semaines, il a manifesté tous les symptômes de la mode, des chemins de fer de 1845. Médecins, dentistes, avocats, cuisinières, ouvriers, employés, lords, comédiens, pasteurs, soldats, marins, journalistes, institutrices, hommes et femmes, tous spéculent sur le coton. Souvent les opérations d'achat et de vente, de rachat et de revente ne portent que sur une, deux, trois ou quatre balles. Les quantités plus considérables restent dans le même hangar, mais changent parfois vingt fois de propriétaire. On peut acheter du coton à dix heures, le revendre à onze heures, et faire un bénéfice d'un demi-penny par livre. Les mêmes balles passent ainsi par plusieurs mains en l'espace, de douze heures.

Cependant, il s'est produit cette semaine une sorte de réaction. Il faut l'attribuer au seul fait que le shilling forme un chiffre rond, puisqu'il se compose de douze pence, et que la plupart des spéculateurs ont décidé de vendre sitôt que le prix de la balle de coton atteindrait le shilling. En conséquence, il y a eu un accroissement subit des offres de coton, et donc une réaction sur son prix. Mais, ce ne peut être qu'un phénomène passager.

Lorsque les Britanniques se seront faits à l'idée qu'une livre de coton puisse coûter quinze pence, cette limite passagère à la spéculation aura disparu, et la fièvre de spéculation redoublera de violence. *Cette évolution contient un moment favorable aux États-Unis et défavorable à ceux qui voudraient rompre le blocus* ^{*2}. Déjà les spéculateurs

¹ Le lecteur a constaté sans doute que ce passage de l'article de *Die Presse* correspond littéralement à un passage final de l'article précédent de la *New York Tribune*. Lorsque deux articles se recoupent presque entièrement nous n'en reproduisons qu'un seul, quitte à ajouter en note les passages qui diffèrent et apportent un éclaircissement intéressant pour le sujet traité. Lorsqu'un article renferme des passages sans aucun rapport avec notre thème, nous n'en reproduisons que la partie qui intéressent directement notre sujet. (N. d. T.)

² Dans l'article intitulé " Notes économiques " (*Die Presse*, 3.11.1861), où Marx reprend pour le journal viennois certains arguments développés dans la *New York Tribune*, il en vient aussi à la conclusion que l'évolution économique joue en faveur des États-Unis et restreint en conséquence les moyens de pression de l'impérialisme de l'Angleterre de Palmerston : " Il ressort un fait important des dernières statistiques sur le commerce extérieur anglais. Alors qu'au cours des neuf premiers mois de cette année, les exportations anglaises vers les *États-Unis* ont baissé de plus de 25 %, le port de New York ^{**} à lui tout seul a *augmenté* de plus de 6 millions de livres ses exportations vers l'Angleterre au cours des huit premiers mois de cette année. Pendant cette même période, l'exportation de l'or américain vers l'Angleterre a pratiquement cessé, alors qu'à l'inverse depuis quelques semaines l'or anglais afflue vers New York. En fait, le déficit américain est couvert par les achats de l'Angleterre et de la France à la suite des mauvaises récoltes de ces pays. Par ailleurs, le tarif Morrill et les économies inséparables d'une guerre civile ont ruiné en même temps la consommation de produits anglais et français en Amérique du Nord. Que l'on compare ces faits statistiques avec les jérémiades du *Times* sur la ruine financière de l'Amérique du Nord ! "

ont publié des protestations disant, non sans fondement, que tout acte belliqueux du Gouvernement britannique serait un acte d'injustice à l'égard des hommes d'affaires qui, ayant placé leur confiance dans le respect du principe de non-intervention proclamé et revendiqué par le Gouvernement britannique, ont fait leurs calculs sur cette base, ont spéculé à l'intérieur, abandonné leurs commandes à l'extérieur et acheté le coton d'après l'évaluation d'un prix qu'ils comptent obtenir après le déroulement de processus naturels, probables et prévisibles.

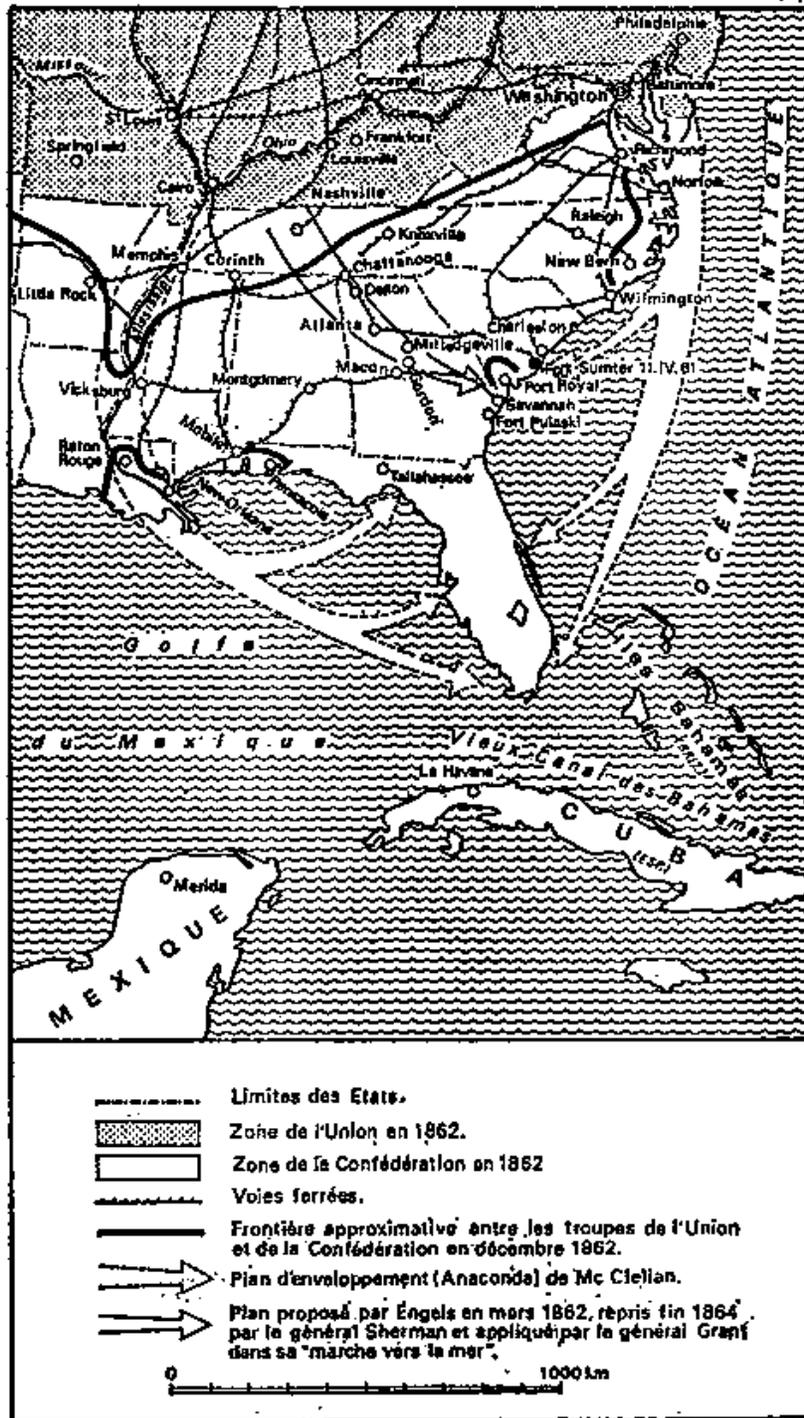
L'*Economist* d'aujourd'hui publie un article insensé dans lequel les statistiques sur la population et l'extension géographique des États-Unis l'amènent à la conclusion qu'on y trouve assez d'espace pour fonder au moins sept empires gigantesques et qu'en conséquence les unionistes devaient chasser de leur cœur “ le rêve d'un domaine où ils régneraient sans limites ”. La seule conclusion rationnelle que l'*Economist* eût pu tirer de ses propres données statistiques, à savoir que les partisans du Nord, même s'ils le voulaient, ne pourraient abandonner leurs revendications sans livrer à l'esclavagisme des États et des territoires gigantesques, “ où l'esclavage survivrait artificiellement et ne pourrait s'affirmer comme institution permanente ”, cette conclusion, la seule rationnelle, ce journal est même incapable de l'aborder.

** New York est au centre du compromis final entre le Sud et le Nord pour deux raisons : c'est le siège de la traite des esclaves, du marché de la monnaie, des capitaux et des créances hypothécaires des plantations du Sud, et ensuite l'intermédiaire de l'Angleterre. C'est donc, tout naturellement, la place forte des démocrates liés au Sud. Dans l'article “ Affaires américaines ” (in *Die Presse*, 17.12.1861), Marx écrit : “ Le lord-maire de Londres n'est un homme d'État que dans l'imagination des écrivains de vaudeville et de faits divers parisiens. En revanche, le maire de New York est une véritable puissance. Au début de la sécession, le sinistre Fernando Wood, a échafaudé un plan pour proclamer l'indépendance de New York, en tant que république urbaine, en accord bien sûr avec Jefferson Davis. Son plan échoua en raison de l'opposition énergique du Parti républicain de l'Empire City. ”

III : PHASE MILITAIRE

“ À mon avis, la morale de tout cela c'est qu'une guerre de ce genre doit être faite révolutionnairement et que les Yankees ont essayé jusqu'ici de la faire constitutionnellement.”

Marx à Engels, le 7 août 1862.



Friedrich Engels : LES LEÇONS DE LA GUERRE AMÉRICAINE

The Volunteer journal for Lancashire and Cheshire *¹

N° 66 du 6.12.1861.

Il y a quelques semaines, nous avons attiré l'attention du public sur le procès d'épuration qui s'impose dans l'armée américaine de volontaires². Nous n'avons alors nullement épuisé les leçons précieuses que cette guerre donne aux volontaires de ce côté-ci de l'Atlantique. Nous nous permettons donc de revenir sur ce thème.

La manière dont on a conduit la guerre jusqu'ici en Amérique, est effectivement sans précédent. Du Missouri à la baie de Chesapeake, on trouve face à face un million de soldats divisés presque dans la même proportion entre les deux camps adverses. Or, cette situation dure depuis plus de six mois sans qu'il y ait eu une seule action importante. Dans le Missouri, les deux armées avancent tour à tour, se retirent, livrent une bataille, avancent et reculent de nouveau, sans en venir à un résultat tangible.

Aujourd'hui encore, après sept mois de marches en avant et en arrière, à l'occasion de quoi le pays a sans doute été atrocement ravagé, les choses paraissent plus éloignées que jamais d'une décision. Après une période assez longue d'une apparente neutralité - en réalité, de préparation - la situation semble analogue au Kentucky; en Virginie occidentale, nous assistons constamment à de petits accrochages sans résultat notable; et, sur les deux rives du Potomac, le gros des deux armées est concentré à portée de vue sans que personne n'ait l'intention d'attaquer, prouvant par là que, dans l'état actuel des choses, il serait sans intérêt de remporter une victoire. De fait, cette manière stérile de conduire la guerre peut encore durer des mois, si certaines circonstances, qui n'ont rien à voir avec cette situation, ne provoquent pas de changements majeurs.

¹ Les articles de Marx et d'Engels, même s'ils paraissent dans la " presse bourgeoise ", ont une grande, portée pratique. En effet, chaque sujet est choisi pour telle presse, américaine ou européenne, suivant les problèmes locaux et immédiats qui intéressent directement les acteurs du drame. Ainsi, Marx et Engels font-ils profiter leur " camp " de leur expérience économique, sociale, politique et militaire, en intervenant avec les moyens dont ils disposent dans le cours brûlant des événements.

L'article ci-dessus a été rédigé par Engels pour le mouvement des volontaires qui s'était créé en Angleterre en 1859, au moment de la menace bonapartiste d'invasion. Engels tire, pour ces volontaires, l'expérience de la guerre civile américaine. C'est sous cet angle particulier que seront donc analysés ici les problèmes militaires américains

Bien qu'il soit partisan de la manière radicale, Engels explique qu'aux États-Unis il est recommandable que les opérations militaires " entraînent " tout d'abord pendant un temps assez long, et ce pour des raisons qui ne sont pas purement techniques.

Cf. à propos de cet article, la correspondance Marx-Engels du 1 décembre 1861, l. c., tome VII, pp. 43, 44 (N. d. T.)

² Engels fait allusion au passage suivant de l'article du 22 novembre 1861 sur les *Officiers volontaires* : " Lieutenant A. B., chassé de l'armée pour conduite *déshonorante*; C. D., rayé des cadres; capitaine E. F., renvoyé du service des États-Unis " - tels sont quelques échantillons des dernières nouvelles militaires qui nous parviennent en quantité d'Amérique.

" Les États-Unis ont envoyé en campagne une très importante armée de volontaires au cours de ces huit derniers mois; ils n'ont épargné ni leur peine ni leur *argent pour* rendre cette armée combative; en outre, cette armée avait l'avantage d'être presque tout le temps en contact étroit avec les positions avancées de l'ennemi, qui n'osa jamais attaquer en masse ni exploiter à fond une victoire. Ces conditions favorables compensent en réalité dans une large mesure les difficultés que connaît l'organisation des volontaires américains du fait qu'ils ne bénéficient que d'un très faible soutien de la part du tout Petit noyau de l'armée régulière et manquent d'adjudants expérimentés et d'instructeurs. Par chance, il y a en Amérique beaucoup d'hommes qui sont à la fois qualifiés et disposés à aider les volontaires à s'organiser. Il s'agit, soit de soldats et officiers allemands, qui ont subi un entraînement militaire régulier et ont déjà combattu lors des campagnes révolutionnaires de 1848-1849, soit de soldats anglais, qui ont émigré au cours de la dernière décennie.

" Si, dans ces conditions, il a fallu procéder malgré tout à une véritable épuration parmi les officiers; c'est qu'il existe une faiblesse non pas dans le système même des volontaires, mais dans le mode de nomination des officiers de volontaires, qui, sans exception, ont été choisis par les soldats dans leurs propres rangs. C'est seulement après huit mois de campagne face à l'ennemi que le gouvernement des États-Unis se risque à exiger que les officiers volontaires aient une certaine qualification pour la tâche qu'ils ont entrepris de remplir lorsqu'ils ont accepté leur fonction. Or, la conséquence en est de très nombreux licenciements, volontaires ou forcés, sans parler des innombrables renvois pour des motifs plus ou moins déshonorants, Il ne fait pas de doute que si l'armée du Potomac faisait face à une troupe bien organisée et renforcée d'un nombre approprié de soldats de métier, elle eût été bientôt mise en déroute, malgré son importance numérique et l'indubitable courage personnel de ses soldats. "

Marx et Engels ont constamment défendu l'idée qu'il fallait organiser les forces révolutionnaires spontanées pour vaincre dans une révolution, et l'expérience de dizaines de révolutions malheureuses a confirmé ce point de vue.

Comment expliquer cela ?

Des deux côtés, les Américains ne disposent pratiquement que de volontaires. Le petit noyau de l'ancienne armée régulière des États-Unis, ou bien a été dissous, ou bien est trop faible pour agir sur les masses énormes de recrues non encore formées qui sont réunies sur le théâtre de guerre. Pour faire de tous ces hommes des soldats, on ne dispose même pas d'un nombre suffisant de sergents instructeurs. C'est pourquoi, l'entraînement des troupes est fort long, et on ne saurait dire combien il faudra de temps pour que l'excellent matériel de soldats concentré sur les deux rives du Potomac soit en état d'avancer en masse, afin de livrer ou d'accepter la bataille avec des forces combinées.

Même si les soldats pouvaient être formés à l'art militaire, il n'y aurait pas assez d'officiers pour les commander. On manque notamment d'officiers de compagnie - qui évidemment ne peuvent sortir tout prêts des rangs des civils - voire d'officiers pour commander les bataillons, même si on voulait nommer à un tel poste les lieutenants ou cornettes. Il faut donc un nombre considérable de commandants du civil; mais quiconque est tant soit peu au courant de la situation de nos propres volontaires pensera aussitôt que McClellan ou Beauregard ne font pas preuve d'une prudence exagérée, lorsqu'ils refusent de faire exécuter des actions offensives ou des manœuvres stratégiques compliquées par des commandants du civil, qui ne sont à ce poste que depuis six mois.

Admettons cependant que cette difficulté soit pour l'essentiel aplanie, que les commandants du civil aient acquis, en même temps que leurs uniformes, les connaissances, l'expérience et l'assurance nécessaires à l'exécution de leur service, du moins en ce qui concerne l'infanterie. Mais, qu'en est-il de la cavalerie ? Former militairement un régiment de cavalerie exige plus de temps et d'expérience de la part des officiers instructeurs qu'il n'en faut pour former un régiment d'infanterie. Admettons que tous les hommes qui rejoignent leur corps sachent déjà monter à cheval - c'est-à-dire s'y tenir correctement, maîtriser la monture, la nourrir et la soigner - il n'en reste pas moins que cela raccourcira à peine le temps qu'il faut pour les instruire. L'équitation militaire, une maîtrise telle que le cheval se laisse conduire pour tous les mouvements exigés par les évolutions de la cavalerie, tout cela diffère entièrement de l'équitation propre aux civils. La cavalerie de Napoléon que sir William Napier (*History of the Peninsular War*) estimait presque plus que la cavalerie anglaise d'aujourd'hui, se composait - comme chacun sait - des cavaliers les plus piètres qui aient jamais orné une selle. Or, beaucoup de nos cavaliers d'occasion trouvent qu'ils ont encore un certain nombre de choses à apprendre, lorsqu'ils entrent dans un corps monté de volontaires. Il n'est donc pas étonnant de constater que les Américains n'aient qu'une cavalerie très médiocre, et que le peu dont ils disposent - quelques troupes d'irréguliers (*rangers*) à la manière cosaque ou indienne est incapable d'une attaque en ordre compact. En ce qui concerne l'artillerie et les troupes du génie, leur situation est sans doute pire encore. Ces deux armes ont un caractère hautement scientifique et exigent une instruction longue et minutieuse des officiers ainsi que des sous-officiers, instruction plus poussée encore que dans l'infanterie. Au surplus, l'artillerie est une arme plus complexe que la cavalerie elle-même; elle exige des batteries de canons, et donc des chevaux dressés pour leur manœuvre, et deux groupes d'hommes expérimentés, les canonniers et les conducteurs. En outre, il faut de nombreux fourgons à munitions, de grands laboratoires pour la poudre, des forges et autres ateliers : tout cela doit être équipé de machines compliquées. On dit que les fédérés ont six cents batteries en campagne, mais on s'imagine comment elles sont servies, car on sait qu'en partant de zéro il est absolument impossible de mettre sur pied, en six mois, cent batteries complètes, convenablement équipées et bien servies.

Mais, admettons une fois de plus que toutes ces difficultés aient été aplanies et que les éléments combattants des deux camps ennemis soient prêts à entrer en action. Encore faudrait-il qu'ils puissent se déplacer. En outre, il faut approvisionner une armée, et dans un pays relativement peu peuplé comme la Virginie, le Kentucky et le Missouri, une grande armée doit être approvisionnée essentiellement grâce au système des dépôts. Il faut

constituer des réserves de munitions; l'armée doit être accompagnée de forgerons militaires, de selliers, de menuisiers et autres artisans, afin de tenir le matériel de guerre en bon état de fonctionnement. Or, toutes ces choses indispensables faisaient défaut en Amérique; il fallut d'abord commencer par organiser tout cela, et rien ne prouve qu'au moins l'intendance et les transports de l'une des deux armées aient dépassé aujourd'hui le stade préparatoire.

L'Amérique - le Nord aussi bien que le Sud, la Fédération aussi bien que la Confédération - ne disposait pour ainsi dire d'aucune organisation militaire. L'armée de ligne était absolument insuffisante, ne serait-ce que du point de vue quantitatif, pour faire campagne contre un adversaire sérieux. Il n'y avait guère de milice. Les guerres précédentes de l'Union n'exigèrent jamais un gros effort des forces militaires du pays. Dans les années 1812 à 1814, l'Angleterre ne disposait plus guère de soldats, et le Mexique se défendit surtout avec des bandes dépourvues de discipline. C'est un fait que l'Amérique, en raison de sa situation géographique, n'avait pas d'ennemi qui eût pu l'attaquer d'où que ce soit avec plus de trente à quarante mille soldats, et, pour cette force numérique, l'immense étendue du pays représente un obstacle bien plus terrible que toute armée que l'Amérique pourrait lui opposer. Cependant, son armée suffisait à constituer le noyau pour quelque cent mille volontaires et à leur assurer une formation militaire en un délai approprié.

Mais, dès lors que la guerre civile oppose entre eux plus d'un million d'hommes, tout le système s'effondre, et il faut tout reprendre par le début. Le fait est là. Deux corps de troupe gigantesques et patauds, chacun craignant l'autre et redoutant presque autant une victoire qu'une défaite, se font face et cherchent à grands frais à se transformer en une organisation à peu près régulière. Aussi terrible que soit le prix, il doit être payé du fait de l'absence totale d'une base organisée sur laquelle on pourrait édifier l'armée. Il ne peut en être autrement, étant donné l'ignorance et l'inexpérience qui règnent dans tous les domaines militaires ! Certes, ces dépenses énormes n'apportent qu'un avantage extrêmement faible d'efficacité et d'organisation, mais peut-il en être autrement ?

Les volontaires britanniques peuvent remercier leur bonne étoile, car ils disposent dès le commencement d'une importante armée de métier bien disciplinée et expérimentée, qui les prend sous son aile. Abstraction faite des préjugés propres à tout corps de métier, cette armée a bien accueilli et convenablement traité les volontaires. Nous voulons espérer que nul ne pense qu'une organisation de volontaires peut, d'une manière ou d'une autre, rendre superflue l'armée régulière. Si certains volontaires le pensaient, il leur suffirait de jeter un coup d'œil sur l'état des deux armées américaines de volontaires pour constater leur ignorance et leur présomption. Aucune armée nouvellement formée de civils ne peut être efficace, si elle n'est pas soutenue et aidée par les gigantesques ressources intellectuelles et matérielles qui se trouvent entre les mains d'une armée régulière relativement forte, en ce qui concerne surtout l'organisation, cette force principale des armées régulières.

Admettons que l'Angleterre soit menacée d'une invasion, et comparons ce qui s'y produirait avec ce qui se passe en Amérique. En Angleterre, tout le travail supplémentaire qu'entraîne la formation d'une année de volontaires de trois cent mille hommes serait pris en charge par le ministère de la Guerre, avec l'aide de quelques fonctionnaires qu'il serait facile de trouver parmi les experts militaires bien entraînés. Il existe assez d'officiers en demi-solde, qui pourraient sans doute prendre sous leur contrôle trois ou quatre bataillons de volontaires, et, avec un peu de peine, chaque bataillon pourrait être flanqué d'un adjudant et d'un commandant. Bien sûr, la cavalerie ne pourrait pas être organisée aussi rapidement, mais une réorganisation énergique des volontaires de l'artillerie avec des officiers et des conducteurs de l'artillerie royale pourrait doter de nombreuses batteries de campagne d'hommes capables. Les ingénieurs du pays n'attendent qu'une occasion pour recevoir la formation de l'élément militaire de leur métier, de sorte qu'ils seraient des officiers du génie de tout premier plan. Les services de l'intendance et des transports sont déjà sur pied et peuvent facilement être améliorés pour couvrir les besoins de quatre cent mille hommes aussi bien que ceux de cent mille. Rien ne serait laissé au hasard, en désordre; partout

on aiderait et on soutiendrait les volontaires, qui ne doivent pas aller à tâtons dans l'obscurité. Dès lors, si l'Angleterre se précipite dans une guerre - abstraction faite des fautes qui sont inévitables - nous ne voyons aucune raison pour que l'organisation militaire ne soit pas au point en l'espace de six semaines.

Il suffit de considérer l'Amérique pour se rendre compte de la valeur d'une armée régulière pour l'organisation d'une armée de volontaires.

Friedrich Engels et Karl Marx : LA GUERRE CIVILE AUX ÉTATS-UNIS

Die Presse, 26 novembre 1861.

Londres, le 19 novembre 1861.

“ Laisse-le courir, il ne mérite pas ta colère ! ” Encore et toujours, la sagesse d'État anglaise par la bouche de lord John Russell - adresse au Nord des États-Unis ce conseil de Leporello à l'amante délaissée par Don Juan ¹. Si le Nord laisse le champ libre au Sud, il se débarrasse de toute liaison avec l'esclavage - son péché originel historique - et pose les bases d'un développement nouveau et supérieur ^{*2}.

De fait, si le Nord et le Sud étaient deux pays aussi nettement distincts que l'Angleterre et le Hanovre, par exemple, leur séparation ne serait pas plus difficile que celle de ces deux États ³. Mais, il se trouve que, par rapport au Nord, le “ Sud ” ne forme ni un territoire géographiquement bien délimité, ni une unité morale. Ce n'est pas un pays, mais un mot d'ordre de bataille.

Le conseil d'une séparation à l'amiable impliquerait que la Confédération du Sud, au lieu d'avoir pris l'offensive dans la guerre civile, se batte pour le moins dans un but défensif. On fait mine de croire qu'il ne s'agit pour le parti esclavagiste que d'unifier les territoires qu'il dominait jusqu'ici, afin d'en faire un groupe d'États indépendants, en les soustrayant à l'autorité de l'Union. Rien n'est plus faux. “ *Le Sud a besoin de son territoire tout entier. Il veut et doit l'avoir.* ” C'est en poussant ce cri de guerre que les sécessionnistes ont envahi le Kentucky. Par “ territoire tout entier ”, ils entendent d'abord tout ce que l'on appelle les *États frontières (border states)* : Delaware, Maryland, Virginie, Caroline du Nord, Kentucky, Tennessee, Missouri et Arkansas. Ensuite, ils revendiquent tout le territoire situé au sud de la ligne, qui va de l'angle nord-ouest du Missouri à l'océan Pacifique. En conséquence, ce que les esclavagistes appellent “ le Sud ”, c'est plus des trois quarts de l'actuel territoire de l'Union. Une large fraction du territoire ainsi revendiqué se trouve encore en possession de l'Union et devrait d'abord être conquise à ses dépens. Mais, tous les territoires que l'on appelle États frontières - et même ceux qui se trouvent en la possession de la Confédération - n'ont jamais été de *véritables États esclavagistes*. Ils constituent bien plutôt le territoire des États-Unis, dans lequel les systèmes de l'esclavage et du travail libre existent côte à côte et luttent pour l'hégémonie; en fait c'est là où se déroule la bataille entre le Sud et le Nord, entre l'esclavage et la liberté. La Confédération du Sud ne mène donc pas une guerre de défense, *mais une guerre de conquête en vue d'étendre et de perpétuer l'esclavage.*

La chaîne de montagnes qui commence en Alabama et s'étend vers le nord jusqu'au fleuve Hudson - véritable colonne vertébrale des États-Unis - divise le soi-disant Sud en trois parties. La région montagneuse, formée par les montagnes d'Alleghany avec leurs deux chaînes parallèles, le Cumberland Range à l'ouest et les Blue Ridge Mountains à l'est, sépare, tel un coin, les plaines basses de la côte ouest de l'Atlantique de celles des vallées

volontaires aient une certaine qualification pour la tâche qu'ils ont entrepris de remplir lorsqu'ils ont accepté leur fonction. Or, la conséquence en est de très nombreux licenciements, volontaires ou forcés, sans parler des innombrables renvois pour des motifs plus ou moins déshonorants. Il ne fait pas de

méridionales du Mississippi. Les deux plaines basses séparées par la zone montagneuse, avec leurs immenses marais à riz et leurs vastes plantations de coton, représentent actuellement l'aire proprement dite de l'esclavagisme. Le long coin enfoncé par la zone montagneuse jusqu'au cœur de l'esclavagisme - avec l'espace libre qui lui correspond, le climat revigorant et un sous-sol riche en charbon, en sel, en calcaire, en minerai de fer, en or, bref en toutes les matières premières nécessaires à un développement industriel diversifié - est déjà en majeure partie une terre de liberté. De par sa nature physique, le sol ne peut être cultivé ici avec profit que par de petits fermiers libres. Ici, le système esclavagiste ne végète que sporadiquement et n'a jamais pris racine. Dans la plupart des États frontiers, les habitants des hauts plateaux forment le noyau de la libre population qui prend parti pour le Nord, ne serait-ce que dans un but d'auto-préservation.

Considérons en détail les territoires contestés.

Le *Delaware*, l'État frontière qui se situe le plus au nord-est, est, en fait et moralement, en la possession de l'Union. Tous les efforts des sécessionnistes pour former ne serait-ce qu'une fraction qui leur soit favorable ont échoué depuis le début de la guerre, face à une population unanime. La fraction esclavagiste de cet État est depuis fort longtemps en décadence. Entre les seules années 1850 et 1860, le nombre des esclaves a diminué de moitié : la population totale de 112 218 n'en compte plus maintenant que 1798. Malgré cela, le Delaware est revendiqué par la Confédération du Sud, et, de fait, le Nord ne pourrait plus le tenir militairement, si le Sud s'emparait du Maryland.

Au Maryland, on assiste au même conflit entre les hauts plateaux et les basses plaines.

Sur un total de 687 034 habitants, il y a 87 188 esclaves. Les élections générales les plus récentes ont prouvé de manière frappante que la majorité écrasante du peuple était en faveur de l'Union. L'armée, forte de trente mille hommes, qui occupe actuellement le Maryland, ne doit pas seulement servir de réserve à l'armée du Potomac, mais encore tenir en échec la rébellion esclavagiste à l'intérieur du pays. On constate ici le même phénomène que dans les États frontiers, où la grande masse du peuple est pour le Nord, tandis qu'un parti esclavagiste numériquement insignifiant est pour le Sud. Le parti esclavagiste compense cette faiblesse numérique par les moyens de force que lui assurent un long exercice du pouvoir dans tous les services de l'État, des habitudes héréditaires de l'intrigue politique et la concentration de grands moyens financiers entre quelques mains.

La *Virginie* représente actuellement le plus grand cantonnement militaire : le gros des forces de la sécession et de l'armée de l'Union s'y font face. Dans les hauts plateaux du nord-ouest de la Virginie, la masse des esclaves s'élève à quinze mille, tandis qu'une population libre, vingt fois plus nombreuse, est constituée de paysans autonomes. Les basses plaines de l'est de la Virginie, en revanche, comptent environ un demi-million d'esclaves. L'élevage et la vente des Noirs dans les États du sud représentent sa principale source de revenus. A peine les chefs de bandes des basses plaines eurent-ils fait passer l'ordonnance de sécession à l'assemblée législative d'État de Richmond et ouvert en toute hâte les portes de la Virginie à l'armée sudiste, que le nord-ouest de la Virginie se détacha de la sécession, s'érigea en État nouveau et à présent elle défend son territoire les armes à la main sous le drapeau de l'Union, contre les envahisseurs sudistes.

Le *Tennessee*, avec 1 109 847 habitants, dont 275 784 esclaves se trouvent entre les mains de la Confédération du Sud, qui applique à tout le pays la loi martiale et un système de proscription évoquant l'époque du triumvirat romain. Lorsque, au cours de l'hiver 1861, les esclavagistes voulurent convoquer une assemblée populaire pour ratifier la sécession, la majorité de la population refusa cette convocation, afin de couper court à tout prétexte au mouvement de sécession¹. Plus tard, lorsque le Tennessee fut conquis militairement par la Confédération du Sud

doute que si l'armée du Potomac faisait face à une troupe bien organisée et renforcée d'un nombre approprié de soldats de métier, elle eût été bientôt mise en déroute, malgré son importance numérique et l'indubitable courage personnel de ses soldats. ”

et soumis à un régime de terreur, un tiers du corps électoral continua de se déclarer en faveur de l'Union ^{*1}. Comme dans la plupart des États frontières, le véritable centre de la résistance contre le parti esclavagiste se trouve dans la région montagneuse, dans l'est du pays. Le 17 juin 1861, une assemblée générale du peuple du Tennessee oriental se réunit à Greenville et se déclara pour l'Union. Elle délégua au Sénat de Washington l'ancien gouverneur Andrew Johnson, l'un des plus fervents Unionistes et publia une *declaration of grievances*, un cahier de doléances, qui dévoilait tous les moyens d'escroquerie, d'intrigue et de terreur utilisés pour faire sortir le Tennessee de l'Union lors des " élections ". Depuis, l'est du Tennessee est tenu en échec par les forces armées des sécessionnistes.

Dans le nord de l'Alabama, le nord-ouest de la Géorgie et le nord de la Caroline du Nord, on trouve les mêmes conditions que dans l'ouest de la Virginie et l'est du Tennessee.

Plus à l'ouest, dans l'État frontière du *Missouri*, avec 1 173 317 habitants et 114 965 esclaves - dont la plupart sont concentrés dans la partie nord-ouest de l'État - l'assemblée populaire s'est prononcée en faveur de l'Union en août 1861 ². Jackson - gouverneur de l'État et instrument du parti esclavagiste - s'étant rebellé contre l'assemblée législative du Missouri, fut déclaré hors la loi et se trouve maintenant à la tête de hordes armées. Celles-ci envahirent le Missouri à partir du Texas, de l'Arkansas et du Tennessee, afin de lui faire plier le genou devant la Confédération et de briser ses liens avec l'Union par l'épée. À côté de la Virginie, le Missouri constitue actuellement le théâtre principal de la guerre civile.

Le *Nouveau-Mexique* n'est pas un État, mais un simple territoire. Sous la présidence de Buchanan, les sudistes y envoyèrent vingt-cinq esclaves à la suite desquels ils introduisirent une constitution esclavagiste confectionnée à Washington. Comme le Sud l'admet lui-même, cet État ne lui a rien demandé. Mais, le Sud veut le Nouveau-Mexique, et vomit en conséquence une bande d'aventuriers du Texas par-delà ses frontières. Le Nouveau-Mexique a imploré la protection du gouvernement de l'Union contre ces " libérateurs ".

On a noté que nous avons souligné le rapport numérique entre esclaves et hommes libres dans les différents États frontières. De fait, ce rapport est décisif. C'est le thermomètre d'après lequel il faut mesurer le feu vital du système esclavagiste. L'âme de tout le mouvement sécessionniste est la *Caroline du Sud*. Elle compte 402 541 esclaves contre 301 271 hommes libres. En second vient le Mississippi qui a donné à la Confédération du Sud son dictateur Jefferson Davis. Il compte 436 696 esclaves contre 354 699 hommes libres. En troisième, vient l'Alabama avec 435 132 esclaves contre 529 164 hommes libres.

Le dernier des États frontières contestés qu'il nous reste à mentionner est le *Kentucky*. Son histoire la plus récente est particulièrement caractéristique de la politique de la Confédération du Sud. Sur 1 135 713 habitants, le Kentucky compte 225 490 esclaves. Dans les trois élections générales successives - en hiver 1861, pour le Congrès des États frontières; en juin 1861, pour le Congrès de Washington, et enfin en août 1861 pour les législatives de l'État du Kentucky - une majorité toujours croissante se prononça pour l'Union. En revanche,

Marx et Engels ont constamment défendu l'idée qu'il fallait organiser les forces révolutionnaires spontanées pour vaincre dans une révolution, et l'expérience de dizaines de révolutions malheureuses a confirmé ce point de vue.

Tennessee central	58 265	8 198
Tennessee occidental	29 127	6 117
Camps militaires	2 741	—
	104 913	47 238

² En mars 1861, une convention, réunie au Missouri, s'opposa à la sécession par 89 voix contre 1. Cependant, les esclavagistes dominaient l'administration d'État au point que le Missouri fut lentement, mais sûrement aiguillé dans l'orbite de la Confédération. Pour réagir contre *cette évolution, une convention reflétant les véritables sentiments de la population, se réunit à Jefferson City fin juillet. Le gouverneur Jackson, chef du parti esclavagiste, y fut déposé, et remplacé par un partisan de l'Union, Gambie. Ainsi, en août 1861, le gouvernement de l'État du Missouri passa définitivement aux côtés de l'Union.

Magoffin, le gouverneur du Kentucky, et tous les dignitaires de l'État sont de fanatiques partisans du parti esclavagiste, tout comme Breckinridge, le représentant du Kentucky au Sénat de Washington, vice-président des États-Unis sous Buchanan et candidat du parti esclavagiste en 1860 lors des élections présidentielles. Trop faible pour gagner le Kentucky à la sécession, l'influence du parti esclavagiste était cependant assez forte pour l'amener à une déclaration de neutralité lorsque la guerre éclata. La Confédération reconnut la neutralité, tant qu'elle servait ses intérêts et qu'il lui fallait abattre la résistance du Tennessee oriental. A peine ce but fut-il atteint, qu'elle frappa aux portes du Kentucky à coups de crosse, en proclamant : “ *Le Sud a besoin de son territoire tout entier. Il veut et doit l'obtenir !* ”

Depuis le sud-ouest et le sud-est, ses corps de francs-tireurs envahirent simultanément cet État “ neutre ”. Le Kentucky s'éveilla ainsi de son rêve de neutralité, son assemblée législative prit ouvertement parti pour l'Union, encadra le gouverneur félon d'un comité de salut public, appela le peuple aux armes, déclara Breckinridge hors la loi et ordonna aux sécessionnistes d'évacuer immédiatement le territoire envahi.

C'était le signal de la guerre. Une armée de la Confédération du Sud fait mouvement vers Louisville, tandis que des volontaires accourent de l'Illinois, de l'Indiana et de l'Ohio pour sauver le Kentucky des émissaires armés de l'esclavage.

Les tentatives de la Confédération pour annexer le Missouri et le Kentucky, par exemple, contre la volonté de la population démontrent l'inanité du prétexte selon lequel elle lutte pour défendre les droits des divers États, face aux empiétements de l'Union. Certes, elle reconnaît le droit aux différents États formant - d'après elle - le “ Sud ” de se séparer de l'Union, mais leur dénie celui d'y rester.

Quoique la guerre contre l'extérieur, la dictature militaire à l'intérieur, et l'esclavage partout, leur donnent pour l'heure un semblant d'harmonie, les États esclavagistes eux-mêmes ne manquent pas d'éléments récalcitrants. Un exemple frappant en est le *Texas* avec 180 388 esclaves contre 601 039 habitants. La loi de 1845 en vertu de laquelle le Texas est entré dans les rangs des États-Unis, en tant qu'État esclavagiste, lui donnait le droit de former de son territoire non seulement un, mais cinq États. Ainsi, le Sud eût gagné dix nouvelles voix, au lieu de deux, au Sénat américain; or, l'augmentation du nombre de ses voix au Sénat était l'un des buts principaux de sa politique d'alors. Cependant, de 1845 à 1860, les esclavagistes ne réussirent même pas à découper en deux États le Texas, où la population allemande joue un rôle important, car, dans le second État, le parti du travail libre l'eût emporté sur le parti esclavagiste ¹. Est-il meilleure preuve de la force de l'opposition contre l'oligarchie esclavagiste au Texas même ?

La Georgie est le plus grand et le plus peuplé des États esclavagistes. On y compte 462 230 esclaves sur un total de 1 057 327 habitants, soit environ la moitié de la population. Malgré cela, le parti *esclavagiste* ne parvint pas jusqu'ici à faire sanctionner par un vote général de la population la Constitution octroyée au Sud à Montgomery ².

Dans l'assemblée d'État de la *Louisiane*, qui se réunit le 21 mars 1861 à La Nouvelle-Orléans, Roselius, le vétéran politique de l'État déclara : “ La Constitution de Montgomery n'est pas une constitution, mais une

1 Avant 1848, un nombre considérable d'Allemands, espérant instaurer un État indépendant, arrivèrent en Texas où ils furent bien accueillis par l'administration. Ils furent suivis, en 1848 et 1849, par des milliers de révolutionnaires allemands. En 1850, la population de souche allemande formait environ le cinquième de la population blanche de cet État; Évidemment, les anciens révolutionnaires allemands étaient en grande majorité anti-esclavagistes. En 1853, ils organisèrent une société abolitionniste, le *Prier Verein*. Un an plus tard, une convention réunie à San Antonio réclama la fin de l'esclavagisme. Au moment où éclata la guerre civile, la plupart des Allemands se séparèrent de l'État esclavagiste et restèrent fidèles au gouvernement de l'Union.

2 Plutôt que de courir le risque d'un rejet de la Constitution de Montgomery par la population, les esclavagistes la soumièrent pour ratification à l'assemblée d'État. Cette dernière, sous le contrôle esclavagiste, l'accepta sans autre forme de procès, le 16 mars 1861. Cette méthode fut reprise par d'autres États du Sud.

conspiration. Elle n'instaure pas un gouvernement du *peuple*, mais une *oligarchie détestable qui ne connaît pas de limites*. Il ne fut pas permis au peuple d'intervenir à cette occasion. L'assemblée de Montgomery a creusé la tombe de la liberté politique, et l'on nous invite aujourd'hui à assister à ses obsèques. ”

De fait, l'oligarchie des trois cent mille esclavagistes n'utilisa pas seulement l'assemblée de Montgomery pour proclamer la séparation du Sud d'avec le Nord, mais l'exploita encore pour bouleverser la constitution interne des États *esclavagistes* et compléter l'asservissement de la partie blanche de la population, qui entendait conserver encore quelque indépendance sous la protection et la constitution démocratique de l'Union. Déjà, entre 1856 et 1860, les porte-parole politiques, les juristes, les autorités morales et religieuses du parti esclavagiste n'avaient pas tant cherché à démontrer que l'esclavage des Noirs était justifié, *mais que la couleur de la peau n'y faisait rien, la classe ouvrière étant partout née pour l'esclavage*.

Comme on le voit, au sens le plus plein, la guerre de la Confédération du Sud est une guerre de conquête, destinée à l'extension et à la perpétuation de l'esclavage. La plus grande partie des États frontières et des territoires ne se trouve pas encore aux mains de l'Union, bien qu'ils aient pris parti pour elle par le moyen des urnes, puis par celui des armes. Cependant, la Confédération les compte dans le “ Sud ” et cherche à les arracher de force à l'Union. Dans les États frontières qu'elle occupe pour le moment, la Confédération tient en échec par la loi martiale les régions montagneuses en grande partie favorables au mode de vie libre. A l'intérieur des États esclavagistes proprement dits, elle supprime la démocratie existant jusqu'ici en instaurant le pouvoir sans bornes de l'oligarchie des trois cent mille esclavagistes.

En abandonnant ses plans de conquête, la Confédération du Sud renoncerait à son principe vital et au but de la sécession. De fait, la sécession ne s'est produite que parce qu'au sein de l'Union la transformation des États frontières et des territoires en États esclavagistes ne semble pas réalisable indéfiniment. Au reste, s'il cédait pacifiquement à la Confédération du Sud les territoires contestés, le Nord abandonnerait à la république esclavagiste plus des trois quarts de tout le territoire des États-Unis. Le Nord perdrait entièrement le golfe du Mexique, l'océan Atlantique, à l'exception d'une mince bande de terre s'étendant de la baie de Pensacola à celle du Delaware, et se couperait elle-même de l'océan Pacifique. Le Missouri, le Kansas, le Nouveau-Mexique, l'Arkansas et le Texas entraîneraient à leur suite la Californie ¹. Incapables d'arracher à la République esclavagiste ennemie l'embouchure du Mississippi au sud, les grands États agricoles, situés dans le bassin entre les Montagnes-Rocheuses et les Alleghany, dans les vallées du Mississippi, du Missouri et de l'Ohio, seraient contraints, de par leurs intérêts économiques, à se détacher du Nord et à entrer dans la Confédération du Sud. A leur tour, ces États du nord-ouest entraîneraient, dans la même ronde de la sécession, tous les États nordistes situés plus à l'est, à l'exception peut-être de la Nouvelle-Angleterre ².

En fait, ce ne serait pas la dissolution de l'Union, mais *sa réorganisation sur la base de l'esclavage*, sous le contrôle reconnu de l'oligarchie esclavagiste. Le plan d'une telle réorganisation a été ouvertement proclamé par les principaux porte-parole du Sud au Congrès de Montgomery. Il explique le paragraphe de la nouvelle constitution, qui ouvre la porte de la nouvelle Confédération à tout État de l'ancienne Union. Le système esclavagiste empesteraient toute l'Union. Dans les États du Nord, où l'esclavage est pratiquement irréalisable, *la classe ouvrière blanche serait progressivement abaissée à la condition d'ilote*. Ce serait purement et simplement l'application du principe hautement proclamé, selon lequel seules certaines races seraient aptes à être libres : comme, dans le Sud, le travail proprement dit est réservé aux Noirs, il serait réservé dans le Nord aux Allemands et aux Irlandais, ou à leurs descendants directs.

1 En 1860-1861, les partisans des États sudistes s'efforcèrent de séparer la Californie de l'Union nord-américaine en créant une république “ neutre ” sur la côte du Pacifique. Le gouvernement de Lincoln sut déjouer à temps ces intrigues.

2 La Nouvelle-Angleterre, située au nord-est des USA, était constituée par un groupe de six États fortement industrialisés (Maine, Massachusetts Connecticut, Rhode Island, Vermont, New Hampshire). C'était le centre du mouvement abolitionniste.

L'actuelle lutte entre le Sud et le Nord est donc essentiellement un conflit entre deux systèmes sociaux, entre le système de l'esclavage et celui du travail libre. La lutte a éclaté, parce que les deux systèmes ne peuvent pas coexister plus longtemps en paix sur le continent nord-américain. Elle ne peut finir qu'avec la victoire de l'un ou de l'autre.

Si les États frontières et les territoires contestés, où les deux systèmes sont en lutte pour l'hégémonie, sont comme une épine dans la chair du Sud, il ne faut pas méconnaître, par ailleurs, qu'au cours de la guerre ils ont représenté jusqu'ici le point faible du Nord. Sur ordre des conjurés du Sud, une fraction des esclavagistes de ces districts a simulé hypocritement sa loyauté au Nord, tandis qu'une autre fraction trouvait que ses intérêts immédiats et ses idées traditionnelles la rapprochaient de l'Union. Ces deux fractions ont pareillement paralysé le Nord. La crainte d'altérer l'humeur des esclavagistes "loyaux" des États frontières et de les jeter dans les bras de la sécession, en d'autres termes : les ménagements empreints de prudence vis-à-vis des intérêts, préjugés et sentiments de ces alliés douteux, c'est ce qui a frappé l'Union depuis le début de la guerre d'une faiblesse incurable, en la poussant dans la voie des demi-mesures, en l'amenant à manquer hypocritement aux principes inhérents à la guerre, en épargnant le point le plus vulnérable de l'ennemi, la racine du mal : *l'esclavage lui-même*.

Si, récemment encore, Lincoln a révoqué pusillaniment la proclamation du Missouri de Frémont sur l'émancipation des Noirs appartenant aux rebelles¹, c'est uniquement en égard aux violentes protestations des esclavagistes "loyaux" du Kentucky. Quoi qu'il en soit, un tournant a été atteint en cette matière. Avec le Kentucky, le dernier État frontière a pris rang parmi les champs de bataille entre Sud et Nord. Dès lors qu'il s'agit d'une véritable guerre pour les États frontières dans les États frontières eux-mêmes, leur perte ou leur conquête est soustraite à la sphère des débats diplomatiques ou parlementaires. Une fraction des esclavagistes jettera bas le masque de la loyauté, l'autre se satisfera de la perspective d'une indemnisation monétaire, telle que la Grande-Bretagne en versa aux planteurs de l'Inde occidentale². Les événements eux-mêmes poussent à la proclamation du mot d'ordre décisif : *l'émancipation des esclaves*.

Même les plus butés parmi les démocrates et diplomates du Nord se sentent attirés par cette formule, comme le montrent diverses manifestations tout à fait récentes. Dans une lettre ouverte, le général Cass, ministre de la Guerre sous Buchanan et, jusqu'ici, l'un des alliés les plus zélés du Sud, a proclamé que l'émancipation des esclaves était la condition *sine qua non* du salut de l'Union. Dans sa dernière "revue" d'octobre, le Dr Brownson - le porte-parole du parti catholique du Nord et, selon son propre aveu, l'adversaire le plus décidé de l'émancipation des esclaves de 1836 à 1860 - publie un article *en faveur* de l'abolition.

" Si nous avons combattu l'abolition, dit-il entre autres, tant que nous estimions qu'elle menaçait l'Union, il nous faut lutter aujourd'hui d'autant plus énergiquement contre le maintien de l'esclavage que nous sommes persuadés qu'il est désormais incompatible avec la continuation de l'Union ou de la nation comme libre État républicain. "

Enfin le *World*, organe new-yorkais des diplomates du cabinet de Washington, conclut l'un de ses derniers articles à sensation contre les abolitionnistes par ces mots :

1 En août 1861, le général, Frémont proclama la confiscation des biens de toute personne, qui, au Missouri, prendrait les armes contre le gouvernement de Washington ou aiderait l'ennemi de quelque façon que ce soit. Le manifeste déclarait en outre que les esclaves de ces traîtres seraient émancipés. Pour appliquer ces décisions, le général Frémont créa des bureaux pour l'abolition de l'esclavage et les déclarations de liberté. Lincoln ordonna officiellement à Frémont de mettre sa proclamation en accord avec la loi sur la confiscation et d'annuler les décisions relatives à l'affranchissement des esclaves (la loi adoptée le 6 août 1861 par le Congrès ne prévoyait que la libération des esclaves qui avaient été directement utilisés par les rebelles à des fins militaires). Comme Frémont refusa d'exécuter les ordres présidentiels, il fut démis de son poste de commandant en chef de l'armée du Missouri en octobre 1861.

2 Après le soulèvement des esclaves noirs de la Jamaïque, le parlement anglais adopta en 1833 la loi sur l'abolition de l'esclavage dans les colonies. En Inde occidentale, le gouvernement versa aux propriétaires deux livres sterling par esclave affranchi. Les sommes versées devaient être récupérées par des impôts ultérieurs frappant la population, et en premier les Noirs eux-mêmes.

“ Le jour où l'on décidera que c'est, ou bien l'esclavage, ou bien l'Union qui doit disparaître, on aura prononcé la sentence de mort de l'esclavage. Si le Nord ne peut vaincre sans l'émancipation, il vaincra avec l'émancipation. ”

Karl Marx : LA DESTITUTION DE FRÉMONT

Die Presse, 26 novembre 1861.

Londres, le 19 novembre 1861.

La destitution de Frémont du poste de commandant en chef du Missouri marque un tournant historique dans le cours de la guerre civile américaine. Frémont a expié deux péchés graves. Il fut le premier candidat du Parti républicain à la dignité présidentielle (1856), et c'est le premier général du Nord, qui (le 30 août 1861) menaça les esclavagistes de l'émancipation des esclaves¹. Il reste donc un rival pour les futurs candidats à la présidence et un obstacle pour les actuels faiseurs de compromis.

Durant les deux dernières décennies, une singulière pratique s'est développée aux États-Unis : éviter de faire élire à la présidence un homme ayant occupé une place décisive dans son propre parti. Certes, on utilise le nom de ces personnalités au cours de la campagne électorale, mais sitôt qu'on aborde l'affaire elle-même, on les laisse choir pour les remplacer par des médiocrités inconnues et d'influence purement locale. C'est de cette façon que Polk, Pierce, Buchanan, etc., devinrent présidents. Il en fut de même de A. Lincoln. En fait, le général Andrew Jackson fut le dernier président des États-Unis à devoir sa dignité à son importance *personnelle*, alors que tous ses successeurs la doivent au contraire à l'insignifiance de leur personne.

Au cours de l'année électorale de 1860, les noms les plus distingués du Parti républicain étaient Frémont et Seward. Connu pour ses aventures durant la guerre du Mexique², son audacieuse expédition de Californie et sa candidature de 1856, Frémont était un personnage trop représentatif pour entrer en considération, sitôt qu'il s'agissait non plus d'effectuer une démonstration républicaine, mais de viser un succès républicain. C'est pourquoi, il ne fut pas candidat.

Il en va autrement de Seward, sénateur républicain au Congrès de Washington, gouverneur de l'État de New York et, depuis la naissance du Parti républicain, indiscutablement son meilleur orateur. Il fallut toute une série de défaites mortifiantes pour amener M. Seward à renoncer à sa propre candidature et à patronner de sa voix celui qui, à l'époque, était encore plus ou moins un inconnu, A. Lincoln. Cependant, dès qu'il s'aperçut de l'échec de sa propre candidature, il s'imposa lui-même, en tant que Richelieu républicain, à un homme qu'il tenait lui-même pour un Louis XIII républicain. Il contribua donc à faire de Lincoln le président, à condition qu'il fût de lui le secrétaire d'État, dignité que l'on peut comparer dans une certaine mesure à celle d'un premier ministre anglais. De fait, à peine Lincoln était-il élu président, que Seward fut assuré du secrétariat d'État. On assista aussitôt à un curieux changement d'attitude du Démosthène du Parti républicain, devenu célèbre, parce qu'il prophétisa un “ conflit irrépressible ” entre le système du travail libre et celui de l'esclavage. Bien sûr qu'il fût élu le 6 novembre 1860, Lincoln ne devait accéder à la fonction présidentielle que le 4 mars 1861. Dans l'intervalle, au cours de la session d'hiver du Congrès, Seward se fit le centre de toutes les tentatives de compromis. Les organes sudistes

1 En août 1861, le général, Frémont proclama la confiscation des biens de toute personne, qui, au Missouri, prendrait les armes contre le gouvernement de Washington ou aiderait l'ennemi de quelque façon que ce soit. Le manifeste déclarait en outre que les esclaves de ces traîtres seraient émancipés. Pour appliquer ces décisions, le général Frémont créa des bureaux pour l'abolition de l'esclavage et les déclarations de liberté. Lincoln ordonna officiellement à Frémont de mettre sa proclamation en accord avec la loi sur la confiscation et d'annuler les décisions relatives à l'affranchissement des esclaves (la loi adoptée le 6 août 1861 par le Congrès ne prévoyait que la libération des esclaves qui avaient été directement utilisés par les rebelles à des fins militaires). Comme Frémont refusa d'exécuter les ordres présidentiels, il fut démis de son poste de commandant en chef de l'armée du Missouri en octobre 1861.

2 Les États-Unis firent la guerre au Mexique, de 1846 à 1848; les États-Unis conquirent près de la moitié du pays, notamment tout le Texas, la Nouvelle-Californie et le Nouveau-Mexique. Les planteurs du Sud et la bourgeoisie financière furent à l'origine de cette campagne de brigandage impérialiste.

dans le Nord - par exemple le *New York Herald*, dont la bête noire avait été jusqu'ici Seward - se mirent soudain à vanter ses mérites d'homme d'État de la réconciliation et, effectivement, ce ne fut pas sa faute si la paix à tout prix ne fut pas conclue. Manifestement, Seward utilisait le secrétariat d'État comme tremplin et se préoccupait moins du présent " conflit irrépressible " ¹ que de la future présidence. Il a prouvé une fois de plus que les virtuoses de la langue étaient des hommes d'État dangereux auxquels on ne peut faire confiance. Qu'on lise ses dépêches d'État ! C'est un mélange ignoble de grands mots et de petit esprit, de force apparente et de faiblesse réelle.

Pour Seward, Frémont était un rival dangereux qu'il fallait perdre. Cette entreprise apparut d'autant plus facile que, conformément à ses habitudes d'avocat, Lincoln a une aversion pour tout ce qui est génial, s'accroche anxieusement à la lettre de la Constitution et redoute tout pas qui pourrait décevoir les " loyaux " esclavagistes des États frontiers. Le caractère de Frémont offrit un autre prétexte. C'est manifestement un homme de pathos, quelque peu excessif et hyperbolique, porté aux envolées mélodramatiques. Le gouvernement l'incita tout d'abord à démissionner volontairement en l'accablant de toutes sortes de chicanes. Lorsque cette méthode échoua, il lui enleva son commandement, au moment précis où l'armée qu'il avait organisée lui-même se trouvait face à face avec l'ennemi dans le sud-ouest du Missouri et qu'il fallait livrer la bataille décisive.

Frémont est l'idole des États du nord-ouest qui le célèbrent comme *pathfinder* (éclaireur). Ils considèrent sa destitution comme une injure personnelle. Si le gouvernement de l'Union subit encore quelques revers comme ceux de Bull Run et de Balls Bluff ², il aura donné lui-même John Frémont pour chef à l'opposition, qui se dressera alors contre lui et brisera l'actuel système diplomatique de conduite de la guerre. Nous reviendrons plus tard sur les accusations publiées par le ministère de la Guerre de Washington contre le général destitué.

Karl Marx : AFFAIRES AMÉRICAINES

Die Presse, 26 février 1862.

Londres, le 3 mars 1862.

Le président Lincoln n'ose pas faire un pas en avant tant que le cours des événements et l'état général de l'opinion publique permettent de temporiser. Mais, une fois qu' " Old Abe " s'est convaincu lui-même qu'un tel tournant s'est produit, il surprend autant ses amis que ses ennemis par la soudaineté d'une opération menée avec le moins de bruit possible. Ainsi, de la manière la moins voyante, il vient d'exécuter un coup, qui, six mois auparavant, eût pu lui coûter le siège de président et qui, il y a peu de mois encore eût suscité une tempête de protestations. Nous parlons de *l'élimination de McClellan* de son poste de commandant en chef de toutes les armées de l'Union.

Pour commencer, Lincoln avait remplacé le ministre de la Guerre Cameron par un juriste énergique et implacable, Mr Edwin Stanton. Celui-ci lança aussitôt un ordre du jour aux généraux Buell, Halleck, Sherman et autres commandants de services entiers ou de chefs d'expéditions, leur enjoignant d'attendre à l'avenir que leur parviennent directement tous les ordres, publics et secrets, du ministère de la Guerre, et, de même, de répondre directement à ce ministère. Enfin, Lincoln donna quelques ordres qu'il signa lui-même en tant que " commandant en chef de l'armée et de la marine ", titre qui lui revenait de par la Constitution. De cette manière " tranquille ", le

1 L'expression est de Seward, cf. son discours du 25 octobre 1858 à Rochester, in : W.H. Seward, *Works*, ed. G.E. Baker, Boston 1884, vol. IV, pp. 289-302.

2 Sur la rivière *Bull Run*, près de la ville de Mannassas, au sud-ouest de Washington, eut lieu le 21 juillet 1861 la première bataille importante de la guerre civile américaine. L'armée du Sud triompha des troupes nordistes plus nombreuses, mais mal préparées.

Au cours de la bataille de *Balls Bluff*, au nord-ouest de Washington, les armées sudistes anéantirent le 21 octobre 1861 plusieurs régiments de l'armée du général Stone qui avaient traversé le Potomac sans renforts. Ces deux batailles mirent en évidence les lacunes sérieuses au sein de l'organisation et de la direction des armées nordistes.

“ jeune Napoléon ”¹ fut dépouillé du commandement suprême qu'il exerçait jusque-là sur *toutes* les armées et fut réduit à la seule direction de l'armée du Potomac, bien qu'il gardât le *titre* de “ commandant en chef ”². Les succès remportés au Kentucky, au Tennessee et sur la côte Atlantique ont inauguré favorablement la prise en main du commandement suprême par le président Lincoln.

Le poste de commandant en chef, occupé jusque-là par McClellan, a été légué aux États-Unis par l'Angleterre et correspond à peu près à la dignité de grand connétable dans l'armée française de l'ancien régime. Pendant la guerre de Crimée, l'Angleterre elle-même découvrit que cette vieille institution était désormais inadéquate. Elle réalisa donc un compromis grâce auquel une partie des attributs du commandant en chef fut transmise au ministère de la Guerre.

Pour juger de la tactique fabienne,³ de McClellan, nous manquons encore du matériel voulu. Mais, il ne fait pas de doute que son action entravait la conduite des opérations militaires en, général. On peut dire de McClellan ce que Macaulay disait d'Essex : “ Les fautes militaires d'Essex découlent essentiellement de ses sentiments politiques timorés. Certes, il est honnête, mais il n'est nullement attaché à la cause du Parlement : en dehors d'une grande défaite, il ne craint rien davantage qu'une grande victoire. ”

Comme la plupart des officiers formés à West Point et appartenant à l'armée régulière, McClellan est plus ou moins lié par l'esprit de corps à ses anciens camarades qui se trouvent dans le camp ennemi. Il jalouse, lui aussi, les parvenus que sont à ses yeux les “ soldats du civil ”. Pour lui, la guerre doit être menée de manière purement technique, comme une affaire, en ayant toujours en vue de restaurer l'Union sur sa base *ancienne*, et c'est pourquoi il convient avant tout de se tenir en dehors de toute tendance et principe révolutionnaires. En vérité, c'est là une bien curieuse conception d'une guerre qui est essentiellement une guerre de principes ! Les premiers généraux du Parlement anglais partageaient la même erreur. “ Mais, dit Cromwell dans son adresse au parlement-croupion du 4 juillet 1653, comme tout cela a changé lorsque la direction a été assumée par des hommes *pénétrés de l'esprit de religiosité et de foi* ! ”

Le *Star* de Washington, l'organe particulier de McClellan, déclare encore dans son dernier numéro : “ Le but de toutes les combinaisons militaires du général McClellan est le rétablissement de l'Union sous la forme exacte où elle existait avant que n'éclatât la rébellion. ”

Rien d'étonnant donc si, sur le Potomac, l'armée était employée sous les yeux du commandant en chef à la chasse aux esclaves ! Tout récemment encore, McClellan fit expulser du camp par ordre exprès la famille des musiciens Kutchinson, qui y chantait des chansons... anti-esclavagistes !

À part de telles manifestations “ contre les tendances ”, McClellan prenait sous sa haute protection les traîtres de l'armée unioniste. Par exemple, il promut Maynard à un grade supérieur, bien que ce fût un agent des sécessionnistes, comme le prouvent les documents officiels du comité d'enquête de la Chambre des représentants. Du général Patterson, dont la trahison provoqua la défaite de Manassas, jusqu'au général Stone, qui organisa la défaite de Balls Bluff en connivence directe avec l'ennemi. McClellan savait soustraire tout traître militaire à la cour martiale, voire le plus souvent l'empêcher d'être renvoyé de son poste. A ce sujet, le comité d'enquête du Congrès a révélé les faits les plus surprenants. Lincoln résolut de démontrer par une mesure énergique, que

1 Nom donné à McClellan par ses partisans démocrates, parce qu'il avait été nommé commandant en chef des troupes de l'Union dès l'âge de trente-quatre ans.

2 En mars 1862, Lincoln lança à l'armée l' “ ordre du jour général n° 3 ” dans lequel il enjoignait à McClellan de prendre “ la tête de l'armée du Potomac jusqu'à nouvel ordre ” et l'informait qu'il était “ relevé du commandement des autres départements militaires ”.

3 Le général romain Quintus Fabius Maximus surnommé Cunctator (temporisateur), s'efforça au cours de la seconde guerre punique (218-201 av. J.-C.) d'utiliser les immenses avantages et réserves d'ordre militaire dont il disposait pour s'attirer les bonnes grâces de l'armée. Son plan consistait à éviter toute bataille décisive et à se défendre dans des camps retranchés. Chaque erreur de l'adversaire était utilisée pour remonter le moral de l'armée romaine par de *petites victoires* et effacer l'effet déprimant des défaites précédentes.

lorsqu'il assumait le commandement suprême, l'heure des traîtres à épaulettes avait sonné, et qu'un *tournant* s'était produit dans la politique de guerre. Sur son ordre, le général Stone fut arrêté dans son lit le 10 février à deux heures du matin et conduit au fort Lafayette. Quelques heures plus tard, parvint l'ordre de son arrestation, signé de Stanton et contenant l'accusation de haute trahison passible de la cour martiale. L'arrestation de Stone et sa mise en accusation ont eu lieu sans que le général McClellan en fût informé au préalable.

Tant qu'il restait inactif et portait les lauriers tressés à l'avance, McClellan était manifestement résolu à ne pas permettre qu'un autre général le devançât. Les généraux Halleck et Pope avaient préparé un mouvement combiné pour contraindre à une bataille décisive le général Price, qui avait déjà échappé une fois à Frémont par suite d'une intervention de Washington. Un télégramme de McClellan leur interdit de mener à bien leur entreprise. Un télégramme semblable, adressé au général Halleck, " annula l'ordre " d'enlever le fort Columbus, à un moment où ce fort se trouvait à moitié sous l'eau. McClellan avait expressément défendu aux généraux de l'Ouest de correspondre entre eux. Chacun devait commencer par s'adresser à Washington, s'il voulait combiner un mouvement. Le président Lincoln vient de leur rendre leur indispensable liberté d'action.

Il suffit de lire le panégyrique que le *New York Herald* dresse sans arrêt au général McClellan pour juger de la qualité de sa politique militaire. C'est le héros, selon le cœur du *Herald*. Le fameux Bennett, propriétaire et rédacteur en chef du *Herald*, régnait dans le temps sur les administrations de Pierce et de Buchanan par l'entremise de ses " représentants spéciaux ", alias correspondants à Washington. Sous l'administration Lincoln, il essaya de reconquérir ce même pouvoir par un détour grâce à son " représentant spécial ", le Dr Ives, sudiste notoire et frère d'un officier ayant déserté pour la Confédération et qui avait réussi à gagner la faveur de McClellan. Sous le patronage de McClellan, il semble que cet Ives ait joui de grandes privautés, notamment à l'époque où Cameron fut à la tête du ministère de la Guerre. Il attendait manifestement que Stanton lui accordât les mêmes privilèges et, en conséquence, il se présenta le 8 février au bureau militaire, où le ministre de la Guerre, son secrétaire en chef et quelques membres du Congrès délibéraient sur des mesures militaires à prendre. On le mit à la porte, mais il se dressa sur ses ergots et, en battant en retraite, il menaça de faire ouvrir le feu par le *Herald* sur l'actuel ministère de la Guerre, s'il lui retirait son " privilège particulier ", à savoir être dans la confiance des délibérations de cabinet, des télégrammes, informations générales et nouvelles de guerre. Le lendemain 9 février, le Dr Ives avait réuni tout l'état-major de McClellan pour un dîner au champagne. Mais, la malchance vient vite. Un sous-officier suivi de six hommes, qui s'empara du puissant Ives et l'emmena au fort MacHenry, où - comme l'ordre du ministre de la Guerre le dit expressément - il est tenu sous surveillance étroite en tant qu'espion.

Friedrich Engels et Karl Marx : LA GUERRE CIVILE AMÉRICAINE

Die Presse, 26 et 27 mars 1862.

I

Sous quelque angle qu'on la considère, la guerre civile américaine présente un spectacle sans parallèle dans les annales de l'histoire militaire. L'immense étendue du territoire disputé, l'ampleur des lignes d'opération et du front, la puissance numérique des armées ennemies, dont la création n'a pu pratiquement s'appuyer sur aucune base d'organisation antérieure, le coût fabuleux de ces armées, leur mode de direction et les principes généraux de tactique et de stratégie régissant cette guerre, tout cela est nouveau pour l'observateur européen.

La conspiration sécessionniste, organisée, patronnée et soutenue bien avant qu'elle n'éclatât par l'administration de Buchanan, a donné au Sud un avantage initial, grâce auquel seule elle pouvait espérer atteindre

ses buts. Menacé par sa population d'esclaves¹ et par de forts éléments unionistes parmi les Blancs, disposant d'un nombre d'hommes libres trois fois moins élevé que le Nord, mais plus prompt à l'attaque grâce à ses innombrables oisifs, assoiffés d'aventures, tout dépendait pour le Sud d'une offensive rapide, audacieuse, voire téméraire. Si les sudistes parvenaient à s'emparer de Saint-Louis, de Cincinnati, de Washington, de Baltimore et peut-être de Philadelphie, ils pouvaient soulever un mouvement de panique, cependant que la diplomatie et la corruption eussent assuré à tous les États esclavagistes la reconnaissance de leur indépendance. En revanche, si cette première offensive échouait - du moins sur ses points décisifs - leur situation devait empirer de jour en jour, parallèlement au développement des forces du Nord. C'est ce que comprirent parfaitement les hommes qui, dans un esprit véritablement bonapartiste, organisèrent la conspiration sécessionniste, puis ouvrirent la campagne. Leurs bandes d'aventuriers submergèrent le Missouri et le Tennessee, tandis que les troupes plus régulièrement organisées envahirent la Virginie orientale et préparèrent un coup de main en direction de Washington. Ce coup ayant échoué, la campagne sudiste était perdue *du point de vue militaire*.

Le Nord entra en guerre à contrecœur dans un demi-sommeil, comme il fallait s'y attendre étant donné le développement plus élevé de son industrie et de son commerce. Le mécanisme social était infiniment plus complexe ici qu'au Sud, et il fallut bien plus de temps pour imprimer à son appareil une direction aussi inhabituelle. L'enrôlement des volontaires pour trois mois s'avéra être une grave erreur, encore qu'elle fût sans doute inévitable².

La politique du Nord devait consister d'abord à se tenir sur la défensive sur tous les points décisifs, afin d'organiser ses forces, les exercer et les préparer à des batailles décisives par des opérations de faible envergure et peu risquées; puis - dès que l'organisation se trouvait quelque peu renforcée et que les éléments félons étaient plus ou moins écartés de son armée - à passer à une offensive énergique et ininterrompue, en vue de reconquérir avant tout le Kentucky, le Tennessee, la Virginie et la Caroline du Nord. La transformation des civils en soldats devait coûter plus de temps au Nord qu'au Sud. Mais, une fois cela achevé, on pouvait se fier à la supériorité individuelle du nordiste.

En gros, si nous faisons abstraction des erreurs qui ont une source plus politique que militaire, le Nord a agi conformément à ces principes : la petite guerre au Missouri et en Virginie occidentale, tandis qu'elle protégeait les populations unionistes, accoutumait les troupes au service de campagne et au feu, sans les exposer à des défaites décisives. La grave humiliation de Bull Run³ était, d'une certaine manière, la conséquence d'une erreur antérieure : l'enrôlement des volontaires pour trois mois. Il est absurde de demander à de nouvelles recrues d'attaquer de front une puissante position, située sur un terrain difficile et occupée par un adversaire à peine inférieur en nombre. La panique qui s'empara au moment décisif de l'armée unioniste, et dont la cause n'a toujours pas été clarifiée, ne pouvait surprendre quiconque est tant soit peu familiarisé avec l'histoire des guerres populaires. De tels incidents se produisirent fréquemment chez les troupes françaises de 1792-1795⁴, mais

1 En 1860, l'Alabama, la Géorgie, la Louisiane, le Mississippi, la Floride, la Caroline du Sud et le Texas avaient au total 4 969 141 habitants, dont 46,5 %, soit 2 312 350, étaient des esclaves. Dans deux de ces États - la Caroline du Sud et le Mississippi - les esclaves étaient plus nombreux que l'ensemble des Blancs et Noirs libres. La Virginie, le Tennessee, la Caroline du Nord et l'Arkansas comptaient 4 134 191 habitants en 1860, dont 29,2 % d'esclaves soit 1 208 758. Ne serait-ce que du point de vue militaire, une politique radicalement abolitionniste eût cassé les reins aux sudistes.

2 En réponse aux actes de guerre de la Confédération du Sud, le gouvernement de Lincoln avait appelé, le 15 avril 1861, soixante-quinze mille volontaires au service armé, croyant pouvoir régler le conflit en trois mois. En fait, la guerre de Sécession traîna jusqu'en 1865.

3 Sur la rivière *Bull Run*, près de la ville de Mannassas, au sud-ouest de Washington, eut lieu le 21 juillet 1861 la première bataille importante de la guerre civile américaine. L'armée du Sud triompha des troupes nordistes plus nombreuses, mais mal préparées.

4 Dans sa lettre à Marx du 26.9.1851, Engels explique que la première phase d'une révolution implique toujours la spontanéité et l'anarchie, qui affectent et dissolvent l'ancien régime : " Il est évident que la désorganisation des armées et le relâchement absolu de la discipline furent aussi bien la condition que le résultat de toute révolution qui ait triomphé jusqu'ici. La France dut attendre 1792 pour réorganiser une petite armée de soixante à quatre-vingt mille hommes, celle de Dumouriez, qui cependant se décomposa bientôt. On peut donc dire qu'il n'y eut

n'empêchèrent aucunement ces mêmes soldats de gagner les batailles de Jemappes et de Fleurus, de Montenotte, Castiglione et Rivoli. Les railleries de la presse européenne sur la panique de Bull Run n'ont qu'une seule excuse à leur sottise : les fanfaronnades d'une partie de la presse nord-américaine avant le déclenchement de la bataille.

Le répit de six mois consécutif à la défaite de Manassas fut exploité plus efficacement par le Nord que par le Sud. Non seulement les rangs nordistes grossirent bien plus que les rangs sudistes, mais leurs officiers reçurent une meilleure instruction; la discipline et l'entraînement des troupes ne se heurtèrent pas aux mêmes obstacles qu'au Sud. Les traîtres et les incapables furent en grande partie écartés : le temps de la panique de Bull Run appartient au passé. Certes, il ne faut pas juger les deux armées selon les critères propres aux principales armées européennes, voire à l'ancienne armée régulière des États-Unis. En fait, Napoléon réussit à parfaire en un mois, dans ses casernes, l'entraînement des bataillons de nouvelles recrues, puis à les entraîner à la marche dans le second, et les conduire à l'ennemi le troisième. Mais, alors, chaque bataillon recevait un complément suffisant d'officiers et de sous-officiers éprouvés; et, enfin, on attribuait à chaque compagnie de vieux soldats, pour qu'au jour de la bataille les jeunes troupes fussent entourées, ou mieux encadrées par les vétérans. Or, toutes ces conditions font défaut à l'Amérique. Sans la masse considérable de l'expérience militaire de ceux qui ont émigré en Amérique, à la suite des convulsions révolutionnaires de 1848-1849, l'organisation des armées de l'Union eût exigé un temps plus long encore ¹. Le nombre très réduit des morts et des blessés par rapport au nombre total des troupes engagées (habituellement de un sur vingt) démontre que la plupart des engagements, même les plus récents, au Kentucky et au Tennessee, ont été effectués principalement en utilisant des armes à feu à longue distance, et que les rares charges à la baïonnette s'arrêtaient bientôt devant le feu de l'ennemi, ou bien mettaient l'adversaire en fuite avant même qu'on en vînt au corps à corps. Dans l'intervalle, la nouvelle campagne s'est ouverte sous des auspices plus favorables, avec l'avance de Buell et Halleck à travers le Kentucky en direction du Tennessee.

Après avoir reconquis le Missouri et la Virginie occidentale, l'Union ouvrit la campagne en avançant en direction du Kentucky ². Les sécessionnistes tenaient là trois fortes positions ou camps retranchés : Columbus sur

pratiquement aucune armée organisée en France jusqu'à la fin 1793. " Et de montrer que la discipline dépend des buts politiques poursuivis, et non de la dictature militaire, du moins en périodes révolutionnaires.

1 Comme durant la première révolution américaine, des forces progressives de plusieurs nations européennes aidèrent les Américains dans leur lutte au cours de la guerre anti-esclavagiste parmi les révolutionnaires allemands de 1848 qui avaient émigré aux États-Unis, il y avait des bourgeois libéraux tels que Schurz et Kapp, et des amis communistes de Marx et d'Engels tels que Weydemeyer et Anneke (cf. *Correspondance Marx-Engels*, des 29.5. et 4.6.1862, l. c., pp. 113-116 : Anneke informait directement Engels de ce qui se passait sur le théâtre d'opérations américain). On estime à deux cent mille le nombre des Allemands qui se portèrent volontaires pour aider le Nord à combattre les esclavagistes. Ils firent profiter de leur expérience les armées nordistes peu aguerries et mal organisées au début des hostilités. Certains révolutionnaires de 1848 organisèrent leurs propres détachements, par exemple le 8^e régiment de volontaires allemands. L'action de Marx et d'Engels en faveur du Nord anti-esclavagiste se relie évidemment à ce mouvement concret aux États-Unis. Comme on le sait, Marx avait envisagé, à un moment donné, d'émigrer aux États-Unis.

Par comparaison, voici les chiffres en ce qui concerne la participation des Noirs (ou esclaves) à la lutte aux côtés du Nord : on n'a compté que 186 017 hommes de couleur ayant servi dans les armées nordistes durant la guerre. Sur ce chiffre, 123 156 étaient en service en juillet 1865 (on sait que les Noirs furent tardivement acceptés de manière officielle dans l'armée). Les Noirs se battirent avec un courage extraordinaire, et perdirent 68 178 hommes.

2 Du point de vue militaire et politique, la campagne du Kentucky de 1862 fut d'une importance décisive. La ligne de défense des confédérés, de Columbus à, Bowling Green, avait deux centres vitaux au Tennessee, Fort Henry et Fort Donelson. Ces places fortes défendaient deux importants passages au cœur du Sud, les rivières Cumberland et Tennessee. Leur prise ne permit pas seulement aux nordistes d'ouvrir une brèche profonde dans la Confédération sudiste, mais encore de rendre intenable la position des sudistes au Kentucky. C'est pourquoi, ces deux forts furent l'objectif immédiat de la campagne de l'Union, et Grant les occupa les 6 et 15.2.1862. La prise de Fort Donelson entraîna l'évacuation des positions de Bowling Green, de Columbus et de Nashville (au Tennessee).

Ces victoires de l'Union eurent de grandes conséquences militaires. Par le fleuve du Tennessee, les nordistes purent pénétrer jusqu'au nord de l'Alabama et même en Géorgie. Ce fut la première amorce pour enfoncer un coin jusqu'au golfe du Mexique et couper la Confédération sudiste en deux parties isolées l'une de l'autre. En outre, ces succès permirent d'occuper le Kentucky, État frontière vital, et de récupérer une partie du Tennessee. Les nordistes avancèrent en tout de deux cents milles. Par ailleurs, ces victoires eurent un grand retentissement politique. Elles montrèrent à l'Europe - et notamment à l'Angleterre - que le Sud n'était pas invincible sur les champs de bataille. Enfin, elles enlevèrent

le Mississippi à leur gauche; Bowling Green au centré; Mill Springs sur la rivière de Cumberland à leur droite. Leur ligne s'étendait d'ouest en est, sur plus de trois cents milles. L'ampleur de cette ligne enlevait aux trois corps engagés toute possibilité de se soutenir mutuellement, et offrait aux troupes de l'Union la chance de pouvoir attaquer chacun d'eux isolément et avec des forces supérieures. La grande erreur des sécessionnistes fut, dans la disposition de leurs forces, de vouloir tenir tout le terrain occupé. Le Kentucky eût été défendu avec bien plus d'efficacité au moyen d'un seul camp puissamment fortifié, au centre du pays, préparé comme champ de bataille pour un engagement décisif et tenu par le gros de l'armée : ou bien il aurait attiré le gros des forces unionistes, ou bien il les aurait mises dans une position périlleuse, dès lors qu'elles eussent tenté d'attaquer une concentration de troupes aussi forte.

Dans les conditions données, les unionistes résolurent d'attaquer les trois camps l'un après l'autre, en cherchant à en faire sortir l'ennemi par une série de manœuvres en vue de l'obliger à accepter le combat en rase campagne. Ce plan correspondant à toutes les règles de l'art militaire fut exécuté avec décision et rapidité. Vers la mi-janvier, un corps d'environ quinze mille unionistes marcha sur Mill Springs¹, tenu par vingt mille sécessionnistes. Les unionistes manœuvrèrent si bien qu'ils firent croire à leurs adversaires qu'ils n'avaient affaire qu'à un faible détachement. Le général Zollicoffer tomba aussitôt dans le piège : il sortit de son camp retranché et attaqua les unionistes. Trop tard, il se rendit compte qu'il avait en face de lui une force supérieure. Il fut tué, et ses troupes subirent une défaite aussi complète que les unionistes à Bull Run. Mais, cette fois-ci, la victoire fut tout autrement exploitée. L'armée vaincue fut étroitement talonnée jusqu'à ce que, épuisée, démoralisée, ayant perdu son artillerie de campagne et ses trains d'équipage, elle parvint à son camp de Mill Springs. Ce camp ayant été édifié sur le côté nord de la rivière de Cumberland, en cas d'une nouvelle défaite, la garnison avait la retraite coupée, hormis par le fleuve, au moyen de quelques navires à vapeur ou de barques de rivière. Nous avons noté qu'en général les camps sécessionnistes sont édifiés sur la rive *ennemie* des fleuves. Il n'est pas seulement de règle, mais encore pratique de s'aligner de la sorte, mais à condition d'avoir un pont à dos. Dans ce cas, le camp sert de tête de pont et donne à ceux qui le tiennent le privilège de jeter leurs forces à volonté sur l'une ou l'autre rive du fleuve, c'est-à-dire de dominer complètement le cours d'eau. En revanche, un camp sur le côté ennemi du fleuve, sans pont à dos, coupe toute voie de retraite après un engagement malheureux, et force les troupes à capituler ou les expose au massacre et à la noyade, comme ce fut le cas pour les unionistes près de Ball's Bluff sur la rive ennemie du Potomac où la trahison du général Stone les avait envoyés.

Lorsque les sécessionnistes vaincus eurent atteint leur camp de Mill Springs, ils comprirent aussitôt qu'il leur fallait ou bien repousser l'attaque de l'ennemi contre leurs retranchements, ou bien capituler sous peu. Or après l'expérience du matin, ils avaient perdu confiance en leur capacité de résistance. En conséquence, lorsque les unionistes avancèrent le lendemain pour attaquer le camp, ils s'aperçurent que l'ennemi avait mis la nuit à profit pour traverser le fleuve, en leur abandonnant le camp, les trains d'équipage, l'artillerie et l'approvisionnement. De cette manière, l'extrémité droite de la ligne sécessionniste était repoussée vers le Tennessee, et le Kentucky oriental, où la masse de la population est hostile au parti esclavagiste, fut reconquis par l'Union.

Au même moment - vers la mi-janvier - les unionistes commencèrent les préparatifs pour déloger les sécessionnistes de Columbus et de Bowling Green. Une puissante flotte de vaisseaux à mortiers et de canonnières blindées était tenue prête, et la nouvelle fut lancée aux quatre vents qu'elle servirait à convoier une nombreuse armée le long du Mississippi, de Cairo à Memphis et à La Nouvelle-Orléans. En fait, toutes les démonstrations sur

les derniers doutes qui pouvaient subsister sur le rôle du Kentucky dans le conflit, et permirent d'entreprendre une guerre plus révolutionnaire contre les esclavagistes.

1 En ce qui concerne l'étude détaillée du rapport des forces armées lors des différentes opérations, aux divers moments de la guerre de Sécession américaine, cf. *The War of the Rebellion : A Compilation of the Official Records of the Union* en cinquante-six volumes. La série I traite particulièrement de cette période.

le Mississippi n'étaient que de simples manœuvres de diversion. Au moment décisif, les canonnières furent acheminées sur l'Ohio, puis de là sur le Tennessee qu'elles remontèrent jusqu'à Fort Henry. Avec Fort Donelson sur la rivière de Cumberland, cette place forte constituait la seconde ligne de défense des sécessionnistes au Tennessee. La position avait été bien choisie, car, en cas de retraite derrière le Cumberland, ce cours d'eau couvrirait leur front tout comme le Tennessee protégeait leur flanc gauche, l'étroite bande de terre entre les deux fleuves étant suffisamment couverte par les deux forts ci-dessus mentionnés. Cependant, grâce à une action rapide, les unionistes enfoncèrent même la seconde ligne, avant qu'ils aient attaqué l'aile gauche et le centre de la première.

Dans la première semaine de février, les canonnières unionistes firent leur apparition devant Fort Henry, qui fut enlevé après un court bombardement. La garnison put s'échapper et rejoindre Fort Donelson, car les forces terrestres, dont disposait l'expédition n'étaient pas assez nombreuses pour encercler la place. Les canonnières redescendirent donc le Tennessee jusqu'à l'Ohio et, de là par le Cumberland, remontèrent jusqu'à Fort Donelson. Une canonnière isolée remonta hardiment le Tennessee, en plein cœur de l'État du même nom, en frôlant l'État du Missouri; elle progressa jusqu'à Florence dans le nord de l'Alabama, où une série de marais et de bancs (connus sous le nom de Muscle Shoals) interdit toute poursuite de la navigation. Le fait qu'une seule canonnière ait pu accomplir cette longue croisière d'au moins cent cinquante milles et revenir ensuite sans avoir subi la moindre attaque prouve que les sentiments unionistes prévalent le long du fleuve et seront fort utiles le jour où les troupes de l'Union avanceront jusque-là.

Cette expédition fluviale sur le Cumberland combinait cependant ses mouvements avec ceux des forces terrestres, sous le général Halleck et Grant. Les sécessionnistes stationnés à Bowling Green furent induits en erreur par la démonstration des unionistes. Ils restèrent tranquillement dans leur camp pendant la semaine qui suivit la chute de Fort Henry, tandis que Fort Donelson était encerclé côté terre par quarante mille unionistes et que le côté fleuve était menacé par une puissante flotte de canonnières. Comme le camp de Mill Springs et Fort Henry, Fort Donelson a le cours d'eau à dos, sans disposer d'un pont pour la retraite. C'est la place la plus forte que les unionistes aient attaquée jusqu'ici. Les travaux de fortification avaient été effectués avec le plus grand soin; en outre, la place était assez vaste pour contenir et loger vingt mille hommes. Au premier jour de l'attaque, les canonnières réduisirent au silence les batteries, dont le feu était dirigé sur le côté du fleuve, et bombardèrent l'intérieur du périmètre fortifié, tandis que les troupes terrestres repoussaient les avant-postes ennemis et forçaient le gros des sécessionnistes à chercher protection juste sous les canons de leurs propres travaux fortifiés. Le second jour, il semble que les canonnières, qui avaient été très éprouvées la veille, n'aient pas réalisé grand-chose. En revanche, les troupes terrestres eurent à mener une bataille longue et chaude par endroits avec les colonnes de la garnison, qui tentaient de percer l'aile droite de l'ennemi pour s'assurer une ligne de retraite en direction de Nashville. Cependant, une attaque énergique de l'aile droite des unionistes sur l'aile gauche des sécessionnistes et d'importants renforts au profit de l'aile gauche unioniste décidèrent de la victoire des assaillants. Différents postes fortifiés extérieurs furent pris d'assaut. Coincée dans sa ligne de défense intérieure, sans aucune voie de retraite et manifestement hors d'état de résister à un nouvel assaut, la garnison se rendit sans condition le lendemain.

II

Avec Fort Donelson, l'artillerie, le train d'équipage et le matériel de guerre de la garnison tombèrent entre les mains des unionistes; trente mille sécessionnistes se rendirent le jour de la capitulation; mille autres le lendemain, et sitôt que l'avant-garde des vainqueurs parut devant Clarksville, cette ville située sur le cours supérieur du Cumberland ouvrit ses portes. Les sécessionnistes y avaient également stocké d'importantes réserves de vivres.

La prise de Fort Donelson cache cependant un petit mystère : la fuite du général Floyd avec cinq mille hommes le second jour du bombardement. Ces fuyards étaient trop nombreux pour disparaître comme par enchantement durant la nuit, sur les bateaux à vapeur. Quelques mesures de précaution de la part des assaillants eussent pu prévenir leur fuite.

Sept jours après la reddition de Fort Donelson, les fédérés occupèrent Nashville. La distance entre ces deux localités est d'environ cent milles anglais. Il leur a donc fallu faire quinze milles par jour, sur des routes défoncées et durant la saison la plus mauvaise de l'année : cela fait honneur aux troupes unionistes. À la nouvelle de la chute de Fort Donelson, les sécessionnistes évacuèrent Bowling Green; une semaine plus tard, ils abandonnèrent Columbus et se retirèrent sur une île du Mississippi, quarante-cinq milles plus au sud.

L'Union avait ainsi entièrement reconquis le Kentucky. Il se trouve que les sécessionnistes ne pourront tenir le Tennessee que s'ils livrent et gagnent une grande bataille ^{*1}. Il semble qu'ils aient concentré plus de soixante-cinq mille hommes dans ce but. Cependant, rien n'empêche les unionistes de leur opposer une force encore bien supérieure.

La conduite des opérations dans la campagne du Kentucky mérite les plus vifs éloges. La reconquête d'un territoire aussi vaste, l'avance en direction de l'Ohio jusqu'au Cumberland en un seul mois, tout cela révèle une énergie, une décision et une rapidité d'exécution que les armées régulières d'Europe ont rarement égalées. Que l'on compare, par exemple, la lente progression des Alliés de Magenta à Solferino en 1859, sans poursuite de l'ennemi en retraite, sans tentative d'isoler les traînards ou de déborder et d'encercler des corps de troupe entiers.

Halleck et Grant en particulier donnent de bons exemples de conduite militaire énergique. En laissant complètement de côté Columbus et Bowling Green, ils concentrèrent leurs forces aux points décisifs - Fort Henry et Fort Donelson - qu'ils attaquèrent rapidement et avec énergie, rendant ainsi Columbus et Bowling Green intenable. Ensuite, ils se mirent aussitôt en marche vers Clarksville et Nashville, sans laisser le temps aux sécessionnistes en retraite d'occuper de nouvelles positions, dans le nord du Tennessee. Durant cette rapide poursuite, le corps d'armée sécessionniste de Columbus resta complètement coupé du centre et de l'aile droite de son armée. Des journaux anglais ont injustement critiqué cette opération. Même si l'attaque de Fort Donelson eût échoué, les sécessionnistes pouvaient être retenus près de Bowling Green par le général Buell : ils n'eussent donc pu détacher une troupe suffisante pour permettre à la garnison de poursuivre les unionistes en rase campagne et menacer leur retraite. Par ailleurs, Columbus est si éloigné qu'ils ne pouvaient en aucun cas intervenir dans les opérations conduites par Grant. De fait, lorsque les unionistes eurent nettoyé le Missouri des sécessionnistes, Columbus n'était plus pour ces derniers qu'un poste dépourvu de tout intérêt. Les troupes de sa garnison durent se retirer en toute hâte sur Memphis ou même l'Arkansas, afin de ne pas être obligés de rendre leurs armes sans gloire.

À la suite du nettoyage du Missouri et de la reconquête du Kentucky, le théâtre de guerre s'est rétréci au point que les différentes armées peuvent coopérer dans une certaine mesure sur toute la ligne d'opération et s'entraider pour atteindre certains résultats. En d'autres termes, c'est maintenant seulement que la guerre prend un caractère *stratégique* et que la configuration géographique du pays revêt un intérêt nouveau. C'est à présent aux généraux nordistes de découvrir le talon d'Achille des États cotonniers.

¹ De fait, les confédérés engagèrent une double campagne au Kentucky et au Maryland en septembre 1862, mais ils furent battus. Cf. les articles ci-après : " La situation en Amérique du Nord " (10 novembre 1862), et " Les événements d'Amérique du Nord " (12 octobre 1862). Comme Marx et Engels l'ont mis en évidence, le Sud devait attaquer en raison de la nature même de ses conditions sociales, tandis que le Nord, en raison de ses hésitations essentiellement politiques, se tenait sur la défensive, bien qu'il jouît d'une supériorité sociale et militaire incontestable. (N. d. T.)

Jusqu'à la prise de Nashville, il ne pouvait y avoir d'opération stratégique commune aux armées du Kentucky et à celles du Potomac, séparées par de trop longues distances. Certes, elles se trouvaient sur la même ligne de front, mais leurs lignes d'opération étaient complètement différentes. C'est seulement avec l'avance victorieuse dans le Tennessee que les mouvements des armées du Kentucky prennent de l'importance pour le théâtre d'opérations tout entier.

Les journaux américains influencés par McClellan ont fait grand bruit de la théorie " anaconda " d'enveloppement, qui préconise qu'une immense ligne d'armées encercle la rébellion, resserre progressivement ses membres et étrangle finalement l'ennemi. C'est pur enfantillage. C'est un réchauffé du soi-disant *système de cordon* inventé en Autriche vers 1770, utilisé contre les Français de 1792 à 1797 avec tant d'obstination et marqué par les échecs incessants que l'on sait. À Jemappes, Fleurus et, tout particulièrement à Montenotte, Millesimo, Dego, Castiglione et Rivoli, le système de l'étranglement a fait long feu. Les Français coupaient en deux l'anaconda, en concentrant leur attaque sur un point avec des forces supérieures, puis ils mettaient en pièces, l'un après l'autre, les morceaux de l' " anaconda ".

Dans les États plus ou moins peuplés et centralisés, il existe toujours un centre, dont l'occupation par l'ennemi brise le plus souvent la résistance nationale. Paris en est un exemple frappant. Cependant, les États esclavagistes ne possèdent pas un tel centre. Ils sont peu peuplés et ne possèdent guère de grandes villes, sauf çà et là sur la côte. Cependant, il faut se demander s'il existe au moins un centre de gravité militaire, dont la capture briserait les reins de la résistance, ou bien - comme ce fut le cas de la Russie jusqu'en 1812 - faut-il, pour remporter la victoire, occuper chaque village et chaque localité, en un mot : occuper toute la périphérie ?

Jetons donc un coup d'œil sur la configuration géographique de *Secessia*, avec sa longue bande côtière sur l'Atlantique et sur le golfe du Mexique. Aussi longtemps que les confédérés tenaient le Kentucky et le Tennessee, son territoire formait un ensemble bien compact. La perte de ces deux États a enfoncé dans leur territoire un gigantesque coin qui sépare les États situés sur la côte nord de l'océan Atlantique des États situés sur le golfe du Mexique. La route directe de la Virginie et des deux Carolines au Texas à la Louisiane, au Mississippi et même, en partie, à l'Alabama, passe par le Tennessee que les unionistes viennent d'occuper. La *seule* route qui, après la conquête totale du Tennessee par l'Union, relie les deux sections des États esclavagistes, passe par la *Géorgie*. *Cela démontre que la Géorgie est la clé de Secessia.*

En perdant la Géorgie, la Confédération a été coupée en deux sections qui ne disposent plus d'aucune communication entre elles. Or, il est impensable que les sécessionnistes puissent reconquérir la Géorgie, car les forces militaires unionistes y seraient concentrées en une position centrale, tandis que leurs adversaires, divisés en deux camps, auraient à peine suffisamment de forces pour mener une attaque conjointe.

Faudrait-il conquérir toute la Géorgie, y compris la côte sud de Floride, pour mener à bien une telle opération ? Nullement. Dans un pays où les communications, notamment entre deux points éloignés, dépendent bien plus du chemin de fer que des routes terrestres, il suffit d'enlever la voie ferrée. La ligne de chemin de fer la plus méridionale entre les États du golfe du Mexique et ceux de la côte nord de l'Atlantique passe par Macon et Gordon, près de Milledgeville.

L'occupation de ces deux points couperait donc *Secessia* en deux et permettrait aux unionistes de battre une partie après l'autre. Il ressort de ce que nous venons de dire qu'aucune république sudiste n'est viable sans la possession du Tennessee. En effet, sans le Tennessee, le point vital de la Géorgie ne se trouve qu'à huit ou dix jours de marche de la frontière. Le Nord tient donc sans cesse le Sud à la gorge : à la moindre pression de son poing, le Sud doit céder ou reprendre la lutte pour survivre, dans des conditions où une seule défaite lui enlève toute perspective de victoire.

Il découle de ces considérations que :

Le Potomac *n'est pas* la position la plus importante du théâtre de guerre. La prise de Richmond et l'avance de l'armée du Potomac vers le sud - difficiles à cause des nombreux cours d'eau qui coupent la ligne de marche -

pourraient avoir un terrible effet psychologique, mais du point de vue purement militaire, elles ne décideraient rien du tout.

La décision de la campagne repose sur l'armée du Kentucky, qui occupe actuellement le Tennessee, territoire sans lequel la sécession ne peut vivre. Il faudrait donc renforcer cette armée, aux dépens des autres et en sacrifiant toutes les opérations mineures. Ses prochains points d'attaque seraient Chattanooga et Dalton sur le Tennessee supérieur, ces villes étant les nœuds ferroviaires les plus importants de tout le Sud. Après leur occupation, les États de l'est et de l'ouest de Secessia ne seraient plus reliés que par les lignes de communication de Géorgie. Il ne resterait plus qu'à couper la ligne de chemin de fer suivante de l'Atlanta en Géorgie, et enfin de détruire la dernière liaison entre les deux sections, en occupant Macon et Gordon.

En revanche, si le plan " anaconda " était poursuivi, en dépit de tous les succès remportés localement et même sur le Potomac, la guerre pourrait se prolonger à l'infini, cependant que les difficultés financières et les complications diplomatiques pourraient créer une nouvelle marge de manœuvre pour le Sud.

Karl Marx : LA PRESSE ANGLAISE ET LA CHUTE DE LA NOUVELLE-ORLÉANS

Die Presse, 20 mai 1862.

Londres, le 16 mai 1862.

Lorsque coururent les premières rumeurs sur la chute de La Nouvelle-Orléans, le *Times*, le *Herald*, le *Standard*, le *Morning Post*, le *Daily Telegraph* et d'autres journaux anglais, sympathisant avec les écorcheurs d'esclaves du Sud démontrèrent par des arguments d'ordre stratégique, tactique, philologique, exégétique, politique et moral lourdement assenés que ce bruit n'était que l'un des nombreux canards que Reuter, Havas, Wolff et leurs officines secondaires ont coutume de lâcher périodiquement. Ils affirmèrent que les moyens naturels de défense de La Nouvelle-Orléans venaient d'être renforcés non seulement par de nouvelles fortifications, mais encore par toutes sortes d'inférieurs engins sous-marins et de canonnières blindées. En passant, ils soulignèrent l'esprit spartiate de la population de La Nouvelle-Orléans et sa haine farouche des mercenaires à la solde de Lincoln. Enfin, l'Angleterre n'avait-elle pas subi devant La Nouvelle-Orléans la défaite qui mit une fin lamentable à sa deuxième guerre contre les États-Unis en 1812-1814 ? Rien ne laissait donc prévoir que La Nouvelle-Orléans ne renouvellerait pas dans l'histoire l'épopée de Saragosse ou de Moscou ¹. En outre, elle renfermait quinze mille balles de coton, grâce auxquelles il serait facile d'allumer un inextinguible feu autodestructeur, abstraction faite de ce qu'en 1814 les balles de coton dûment humectées se sont révélées plus résistantes au feu de l'artillerie que les travaux fortifiés de Sébastopol. Bref, la prise de La Nouvelle-Orléans est un bel exemple de fanfaronnade yankee !

Lorsque les premiers bruits furent confirmés par les vapeurs arrivés deux jours plus tard à New York, le gros de la presse pro-esclavagiste anglaise continua d'être sceptique. L'*Evening Standard*, notamment, était si sûr de ce qu'il avançait que, dans le même numéro, il publiait un premier éditorial où il démontrait noir sur blanc que La Nouvelle-Orléans était imprenable, tandis qu'il annonçait en gros titres la chute de l'imprenable cité en demi-lune.

Pour sa part, le *Times* qui tient la discrétion pour la meilleure partie du courage, effectua un tournant. Il doutait encore de la nouvelle, mais se disait prêt à toute éventualité, étant donné que la cité de la demi-lune était une ville de voyous plutôt que de héros. Cette fois, le *Times* avait raison. La Nouvelle-Orléans est le dépôt de la lie de la bohème française, au sens propre du terme : c'est une colonie pénitentiaire française, et jamais, dans le cours

¹ Marx fait allusion aux luttes de libération du peuple espagnol contre les armées napoléoniennes : Saragosse fut assiégée deux fois (juin-août et décembre 1808) par des forces françaises numériquement supérieures, la ville ne capitula qu'en février 1809.

En ce qui concerne Moscou, Marx fait allusion à l'incendie de la capitale russe en septembre 1812.

du temps, elle n'a renié ses origines. C'est le *Times* qui a mis un certain temps à s'apercevoir de ce fait assez généralement connu.

Enfin, le fait accompli s'imposa au Thomas le plus buté. Que faire ? La presse pro-esclavagiste anglaise démontre à présent que la chute de La Nouvelle-Orléans est un avantage pour les confédérés du Sud et une défaite pour les fédérés.

La chute de La Nouvelle-Orléans a permis au général Lovell et à ses troupes de renforcer l'armée de Beauregard, qui avait d'autant plus besoin de ce renfort qu'il avait en face de lui une concentration forte de cent soixante mille hommes (on exagère un peu !) sous le commandement de Halleck et que, par ailleurs, le général Mitchel avait coupé les liaisons de Beauregard avec l'est, en interrompant les communications ferroviaires de Memphis à Chattanooga, c'est-à-dire la ligne en direction de Richmond, Charleston et Savannah ¹. Après cette coupure des communications (dont nous avons fait état, bien avant la bataille de Corinth comme mouvement stratégique prévisible), Beauregard ne disposait plus d'aucune communication ferroviaire avec Corinth, en dehors de celle qui mène à Mobile et La Nouvelle-Orléans.

Après la chute de La Nouvelle-Orléans, il ne disposait plus que de la ligne de Mobile, si bien qu'il ne pouvait plus approvisionner convenablement ses troupes. Il dut donc se replier sur Memphis : selon la presse pro-esclavagiste anglaise, sa capacité d'approvisionnement se trouve améliorée du fait de sa jonction avec les troupes de Lovell ! D'autre part, ces oracles remarquent que la fièvre jaune chassera les fédérés de La Nouvelle-Orléans, et, enfin, que si la ville n'est pas Moscou, son maire pourrait bien être Brutus. Il suffit de lire (cf. le *New York Herald*) son épître mélodramatiquement courageuse au commandant Farragut. " De nobles paroles, monsieur, de belles paroles ! " ² Mais, les mots, si durs soient-ils, ne brisent pas d'os !

Cependant, la presse des esclavagistes du Sud n'est pas aussi optimiste que leurs consolateurs anglais, en ce qui concerne la chute de La Nouvelle-Orléans.

Ainsi le *Richmond Dispatch* écrit : " Que sont devenus nos canonnières blindées, le *Mississippi* et la *Louisiane*, dont nous attendions le salut de la cité en demi-lune ? C'est comme s'ils avaient été faits de verre, pour ce qui est de leur effet sur l'adversaire. Il est vain de nier que la prise de La Nouvelle-Orléans est pour nous un coup très dur. De ce fait, le gouvernement confédéré est coupé de la Louisiane occidentale, du Texas, du Missouri et de l'Arkansas. "

Le *Norfolk Day Book* remarque : " C'est la défaite la plus sérieuse depuis le début de la guerre. Elle laisse augurer des privations et des restrictions pour toutes les classes de la société, pis encore : elle menace l'approvisionnement de notre armée. "

L'*Atlantic Intelligenter* se lamente : " Nous nous attendions à un autre résultat. L'avance ennemie n'était pas une attaque surprise; elle était prévue depuis longtemps. On nous avait promis que si l'adversaire passait devant Fort Jackson, une artillerie redoutable le contraindrait à la retraite ou assurerait sa destruction. Dans tout cela, nous nous sommes trompés, comme toutes les fois que des fortifications devaient garantir la sécurité d'une place ou d'une ville. Il semble que les inventions modernes aient ruiné la capacité défensive des fortifications. Les canonnières blindées les détruisent ou passent sans plus de façons devant elles. Nous craignons que Memphis ne partage le sort de La Nouvelle-Orléans. Ne serait-il pas insensé de nous bercer d'illusions ? "

Enfin, le *Petersburg Express* écrit : " La prise de La Nouvelle-Orléans par les fédérés est l'événement le plus extraordinaire et le plus fatal de toute la guerre. "

1 Début avril, le général Mitchell occupa Huntsville, située à mi-chemin entre Chattanooga et Corinth.

2 Citation de Shakespeare, *Le Roi Henry IV*.

Friedrich Engels et Karl Marx : LA SITUATION SUR LE THÉÂTRE DE GUERRE AMÉRICAIN

Die Presse, 30 mai 1862.

La prise de La Nouvelle-Orléans, telle qu'elle est relatée par les bulletins qui nous sont parvenus jusqu'ici, se signale comme un acte de bravoure pratiquement sans parallèle dans l'histoire de la flotte. La flotte des unionistes n'est composée que de navires en bois : environ six bateaux de guerre, dont chacun est armé de quatorze à vingt-cinq canons, appuyés par une nombreuse flottille de canonnières et de navires à mortiers. Cette flotte avait affaire à deux forts barrant le passage du Mississippi. À portée de feu des cent canons de ces forts, le fleuve était barré par une forte chaîne derrière laquelle, on avait amoncelé un grand nombre de mines, de brûlots et autres engins de destruction. Il fallait donc passer ces premiers obstacles avant de se glisser entre les forts. Cependant, de l'autre côté des forts, il y avait une seconde et puissante ligne de défense constituée par des canonnières blindées, parmi lesquelles le *Manassas*, un cuirassé blindé, et la *Louisiana*, une puissante batterie flottante.

Après que les unionistes eurent bombardé pendant six jours sans aucun résultat les deux forts qui commandent le fleuve, ils décidèrent de braver leur feu, de forcer par trois colonnes la barrière d'acier, de remonter le fleuve et d'attaquer les fortifications. Cette entreprise téméraire réussit. Sitôt que la flottille débarqua à La Nouvelle-Orléans, la victoire était acquise.

Désormais, Beauregard n'a plus rien à défendre à Corinth. Sa position n'y avait de sens qu'aussi longtemps qu'elle couvrait le Mississippi et la Louisiane, et particulièrement La Nouvelle-Orléans. Du point de vue stratégique, sa situation est telle que s'il perd la moindre bataille, il ne lui reste plus d'autre choix que de disperser son armée en guérilla. En effet, il ne peut très longtemps tenir ensemble une grande masse de soldats, s'il n'a plus une grande ville où se concentrent, à l'arrière de son armée, les chemins de fer et les approvisionnements.

De manière irréfutable, McClellan s'est révélé être une nullité sur le plan militaire. En effet, parvenu à la suite de circonstances heureuses à une position de commandement et de responsabilité, il ne conduisit pas la guerre pour vaincre l'ennemi, mais au contraire pour ne pas être battu, ce qui lui ferait perdre son prestige usurpé. Il se comporte comme ces vieux généraux dits " manœuvriers ", qui, fuyant craintivement toute décision tactique, se justifient en contraignant l'ennemi à abandonner ses positions grâce à un enveloppement stratégique. Les confédérés lui échappent à chaque fois, parce qu'au moment décisif il n'ose jamais foncer sur eux. Ainsi, bien que le plan de retraite des confédérés fût déjà annoncé dix jours auparavant par les journaux new-yorkais (par exemple par la *Tribune*), il les laissa se retirer tranquillement, de Manassas à Richmond. Ensuite, il divisa son armée et flanqua les confédérés stratégiquement, en s'installant devant Yorktown avec un corps de troupe : une guerre de forteresse fournit toujours le prétexte de perdre du temps et d'éviter la bataille. Dès qu'il eut concentré une troupe supérieure aux confédérés, il les laissa se retirer de Yorktown vers Williamsburg, et au-delà, sans les contraindre à se battre. Jamais guerre ne fut menée si lamentablement. Si l'accrochage d'éléments en retraite près de Williamsburg, au lieu de finir par un second Bull Run, s'est achevé par une défaite de l'arrière-garde confédérée, c'est que McClellan est tout à fait étranger à ce résultat.

Après une marche d'environ douze milles (anglais), sous une pluie diluvienne de vingt-quatre heures, par des chemins transformés en véritables bourbiers, les huit mille unionistes sous les ordres du général Heintzelmann (de descendance allemande, mais natif de Pennsylvanie) arrivèrent aux environs de Williamsburg et se heurtèrent à un faible piquet ennemi. Mais, celui-ci, se rendant compte aussitôt de sa faiblesse numérique, réclama des renforts à Williamsburg, d'où on lui dépêcha des troupes d'élite qui s'élevèrent bientôt à vingt-cinq mille hommes.

Vers neuf heures du matin, la bataille devenait sérieuse; vers une heure et demie, le général Heintzelmann s'aperçut que la bataille tournait à l'avantage de l'adversaire. Il envoya messenger sur messenger au général Kearny, qui se trouvait à huit milles à l'arrière, mais qui, en raison des routes entièrement " défaites " par la pluie ne pouvait qu'avancer très lentement. Une heure entière, Heintzelmann demeura sans renforts, et les 7° et 8°

régiments de Jersey qui avaient épuisé leurs munitions commençaient à fuir dans les bois qui bordent les deux côtés de la route. Heintzelmann ordonna au colonel Menill et à un escadron de cavalerie pennsylvanien de prendre position des deux côtés du bois, afin de tirer éventuellement sur les fuyards. C'est ce qui les arrêta.

En outre, l'ordre fut de nouveau rétabli grâce à l'exemple d'un régiment du Massachusetts, qui, ayant épuisé ses munitions, fixa la baïonnette au fusil et attendit l'ennemi de pied ferme. Enfin, l'avant-garde de Kearny sous le général de brigade Berry (de l'État du Maine) arriva en vue. L'armée de Heintzelmann accueillit les sauveurs en poussant de furieux hurras, il fit jouer la marche du régiment, le *Yankee Doodle*, et aligner devant ses troupes épuisées les renforts de Berry, sur un front d'environ un demi-mille. Après un bref tir d'armes à feu, la brigade de Berry chargea à la baïonnette et chassa du champ de bataille l'ennemi qui se réfugia dans ses abris souterrains, dont le plus grand fut occupé par les troupes de l'Union après plusieurs attaques et contre-attaques. Ainsi, l'équilibre de la bataille se trouva-t-il rétabli. L'arrivée de Berry avait sauvé les unionistes. Vers quatre heures, l'arrivée des brigades de Jameson et de Birney leur assura la victoire. Vers neuf heures du soir, les confédérés commencèrent à évacuer Williamsburg et se replièrent le lendemain sur Richmond, tandis que la cavalerie de Heintzelmann les talonnait durement. Aussitôt après la bataille, entre six et sept heures du matin, Heintzelmann fit occuper Williamsburg par le général Jameson. L'arrière-garde de l'ennemi en fuite venait tout juste de quitter l'autre bout de la ville une demi-heure plus tôt.

La bataille menée par Heintzelmann était une bataille d'infanterie au véritable sens du mot. C'est à peine si l'artillerie intervint. Le feu des mousquetons et l'attaque à la baïonnette furent décisifs. Si le Congrès de Washington voulait exprimer un vote de reconnaissance, il reviendrait au général Heintzelmann, qui sauva les Yankees d'un second Bull Run, et non à McClellan, qui, comme à l'accoutumée, évita toute " décision tactique " et laissa s'échapper pour la troisième fois un ennemi inférieur en nombre.

L'armée confédérée de Virginie eut plus de chance que l'armée de Beauregard, parce qu'elle faisait face à McClellan et non à Halleck, et ensuite parce que, sur sa ligne de retraite, les fleuves coulent en biais, de la montagne à la mer. Cependant, pour éviter que les troupes confédérées ne se dissolvent. en bandes *sans même se battre*, leurs généraux seront forcés d'accepter tôt ou tard une bataille décisive, tout comme les Russes durent se battre à Smolensk et à Borodino *contre* la volonté de leurs généraux, qui avaient une juste vision de la situation. La lamentable direction militaire de McClellan, les continuel replis suivis de l'abandon de l'artillerie, des munitions et des approvisionnements militaires, ainsi que les petits accrochages malheureux d'arrière-garde ont gravement démoralisé les confédérés, comme cela apparaîtra à l'évidence le jour d'une bataille décisive. La situation est néanmoins la suivante :

Il suffit à Beauregard ou à Jefferson Davis de perdre une bataille décisive pour que leurs armées se dissolvent en bandes. Si l'un d'eux gagne une bataille décisive - ce qui est hautement improbable - la débandade de leurs armées est remise à plus tard, dans le meilleur des cas. Ils ne sont plus en état de tirer le moindre avantage durable, même s'ils remportent une victoire. Les armées sudistes ne peuvent pas avancer de vingt milles anglais, sans s'enliser et subir une nouvelle offensive de l'adversaire.

Il nous reste encore à examiner les chances d'une guerre de guérilla. À vrai dire, il saute aux yeux que la population ne participe guère, ou mieux, pas du tout, à la guerre des esclavagistes. En 1813, les liaisons des Français furent constamment interrompues et harcelées par Colomb, Lützow, Tchernitchef et vingt autres chefs de francs-tireurs et de cosaques. En 1812, la population disparut complètement en Russie sur la ligne de marche française; en 1814, les paysans français prirent les armes et tuèrent les patrouilles et les traînards des armées alliées. Mais, on n'assiste à rien de semblable ici. On se résigne au sort des grandes batailles, et on se console en

disant : *Victrix causa diis placuit, sed victa Catoni* ^{*1}. Les vantardises de guerre sur mer se dissipent en fumée. Mais, on ne saurait douter, en vérité, que le *white trash* (la “ racaille blanche ” comme les planteurs eux-mêmes appellent les “ pauvres Blancs ” du Sud) ne tente une guerre de guérilla ou de brigandage. Mais cette tentative ne fera que transformer rapidement en unionistes les possédants que sont les planteurs. Ils appelleront eux-mêmes à leur aide les troupes yankees. Les Prétendues incendies de coton, etc., sur le Mississippi reposent exclusivement sur le témoignage de deux Kentuckiens, qui ont affirmé qu'ils étaient venus de Louisville, mais certes sans emprunter le Mississippi. L'incendie de La Nouvelle-Orléans était facile à préparer. Le fanatisme des commerçants de cette ville s'explique du fait qu'ils ont dû accepter pour de l'argent comptant une grande quantité de bons du Trésor confédéré. L'incendie de La Nouvelle-Orléans se renouvellera dans d'autres villes; assurément, on allumera aussi des feux ailleurs, mais des coups aussi théâtraux ne peuvent qu'alimenter et exacerber les discordes entre planteurs et *white trash*, et donc ruiner Secessia.

Friedrich Engels : LA GUERRE CIVILE AMÉRICAINE ET LES NAVIRES CUIRASSÉS ET BLINDÉS

Die Presse, 3 juillet 1862.

Il y a quelque trois mois et demi - le 8 mars 1862 - la bataille navale entre le *Merrimac* et les frégates *Cumberland* et *Congress* dans les Hampton Roads clôtura la longue ère des navires de guerre en bois. Le 9 mars 1862, la bataille navale entre le *Merrimac* et le *Monitor* dans les mêmes eaux avait inauguré l'ère de la guerre entre navires cuirassés ².

Depuis un certain temps, le Congrès de Washington consacre d'importantes sommes à la construction de différents navires cuirassés et à l'achèvement des grandes canonnières blindées de M. Stevens (de Hoboken, près de New York). En outre, M. Ericsson est en train d'achever la construction de six navires, conçus d'après le plan du *Monitor*, mais bien plus vastes et pourvus de deux tourelles mobiles, dont chacune est flanquée de deux grands canons. Le *Galena*, un second navire cuirassé, est construit dans un autre arsenal selon un modèle nouveau. Il vient d'être achevé et escortera le *Monitor*, d'abord pour surveiller le *Merrimac*, puis pour nettoyer la rive du fleuve James des forts rebelles; cette tâche est déjà réalisée jusqu'à une distance de sept à huit milles de Richmond. Le troisième navire cuirassé en mission sur le fleuve James est le *Bengaluche*, appelé d'abord Stevens d'après son inventeur et son propriétaire précédent.

Un quatrième navire cuirassé - le *New Ironsides* - est en construction à Philadelphie et doit prendre la mer d'ici quelques semaines. Le *Vanderbilt* et un autre grand vapeur sont transformés en navires blindés; de nombreux autres navires de guerre en bois, tel le *Roanoke*, vont ressusciter avec un blindage. Le gouvernement de l'Union a en outre fait construire sur l'Ohio quatre ou cinq canonnières pourvues de rails, qui rendirent de grands services près de Fort Henry, Fort Donelson et Pittsburg Landing. Enfin, le colonel Ellet et quelques-uns de ses amis se spécialisent dans la pose de blindages. À Cincinnati, et en différents points de l'Ohio, ils ont aplani d'anciens vapeurs et en ont revêtu la proue de blindage. Ils ne sont pas armés de canons, mais garnis de tireurs d'élite, si nombreux dans l'Ouest. Nous reviendrons plus loin sur le premier fait -d'armes de ces navires blindés improvisés.

De leur côté, les confédérés ne sont pas restés inactifs. Ils ont commencé à Norfolk la construction de nouveaux navires en métal et le radoubage de vieux bateaux. Mais, avant même qu'ils n'aient achevé leur ouvrage, Norfolk tomba aux mains des troupes de l'Union, et tous ces navires furent détruits. Les confédérés construisent, en outre,

¹ La cause du vainqueur a plu aux dieux, mais celle des vaincus a plu à Caton. (N. d. T.)

² Le 8 mars 1862, dans la baie de Hampton Roads, il y eut un premier combat naval entre le cuirassé sudiste *Merrimac* et des bateaux de bois de la flottille nordiste. Les frégates nordistes *Cumberland* et *Congress* furent détruites et les autres gravement endommagées. Le lendemain, le cuirassé nordiste *Monitor* entra en action et mit en fuite le *Merrimac*. À la différence de celle du *Merrimac*, l'artillerie du *Monitor* était concentrée dans une tourelle blindée au centre du navire, conformément au modèle de l'ingénieur Ericsson.

trois navires blindés d'acier, de tonnage moyen, à La Nouvelle-Orléans; un troisième navire cuirassé d'un tonnage énorme et supérieurement armé était en voie d'achèvement, lorsque La Nouvelle-Orléans fut prise. A en croire les officiers de marine de l'Union, s'il avait été terminé et engagé dans la guerre, ce dernier navire eût exposé toute la marine de l'Union au plus grand danger, car le gouvernement de Washington n'avait rien d'égal à opposer à ce monstre. Ses frais de construction ont atteint deux millions de dollars. Comme on sait, les rebelles ont eux-mêmes détruit ce navire.

À Memphis, les confédérés n'avaient pas construit moins de huit navires blindés, dont chacun était doté de quatre ou six canons de fort calibre. C'est à Memphis aussi que se déroula la première " bataille des blindés " sur le Mississippi, le 6 juin. Bien que la flottille de l'Union, qui descendait le Mississippi, ne comptât que cinq canonnières blindées, ce furent néanmoins les deux blindés du colonel Ellet Widder - la *Queen* et le *Monarch* - qui décidèrent de l'issue du combat. Sur les huit blindés ennemis, quatre furent détruits, trois capturés et un seul parvint à prendre la fuite. Après que les canonnières de la flottille de l'Union eurent ouvert un feu violent sur les navires rebelles ainsi tenus en haleine, la *Queen* et le *Monarch* se glissèrent jusqu'au milieu de l'escadre ennemie. Le feu des canonnières s'arrêta bientôt, étant donné que les blindés du colonel Ellet Widder avaient formé avec l'adversaire un tel écheveau que l'artillerie ne pouvait plus distinguer l'ami de l'ennemi.

Comme nous l'avons remarqué ci-dessous, les bateaux construits par Ellet Widder ne disposaient pas de canons, mais d'un grand nombre de tireurs d'élite. Les navires à vapeur étaient simplement protégés par un assemblage de bois et de fer. De puissantes machines à vapeur et une proue armée d'une pointe acérée de chêne et de fer constituaient tout l'équipement de ces blindés. Hommes, femmes et enfants accoururent par milliers de Memphis pour suivre anxieusement du haut des rives abruptes du Mississippi la " bataille des blindés "; parfois la foule n'était qu'à une demi-lieue anglaise du théâtre de guerre. La bataille dura à peine une heure. Tandis que les rebelles perdaient sept navires et cent hommes, dont quarante par noyade, un seul navire de l'Union fut sérieusement endommagé; il n'y eut qu'un blessé, et aucun tué du côté nordiste.

À part le navire blindé qui réussit à s'échapper dans la bataille navale de Memphis, les confédérés ne possèdent plus guère qu'une paire de navires cuirassés ou blindés à Mobile. A part cela et les quelques canonnières de Vicksburg qui menacent à la fois quiconque remonte le fleuve depuis Farragut et quiconque le descend depuis Davis, leur flotte a déjà cessé de mener son existence bénie.

Friedrich Engels et Karl Marx : CRITIQUE DES AFFAIRES AMÉRICAINES

Die Presse, 9 août 1862.

Londres, le 4 août 1862.

La crise qui domine actuellement la situation des États-Unis a une double cause : militaire et politique.

Si la dernière campagne avait été exécutée conformément à un plan stratégique *unique*, le gros de l'armée nordiste aurait dû - comme nous l'avons déjà expliqué dans ces colonnes voilà un certain temps - exploiter les succès remportés au Kentucky et au Tennessee pour pénétrer par le nord de l'Alabama en Géorgie, afin de s'emparer des nœuds ferroviaires de Decatur, Milledgville, etc. Ainsi, la liaison entre les armées de l'est et de l'ouest des sécessionnistes eût été coupée, de sorte qu'il leur fût devenu impossible de se soutenir mutuellement. Au lieu de cela, l'armée du Kentucky descendit le long du Mississippi vers le sud, en direction de La Nouvelle-Orléans, et sa victoire de Memphis a eu pour seul résultat que Beauregard expédia la plus grande partie des troupes confédérées vers Richmond, de sorte qu'elles se trouvèrent subitement face à face avec McClellan, qui n'avait pas exploité la défaite de l'adversaire à Yorktown et Williamsburg, et, en outre, avait éparpillé ses forces, alors qu'il disposait d'une armée supérieure dans une position supérieure. Comme nous l'avons expliqué par

ailleurs, la façon de McClellan d'assumer le commandement eût suffi, à elle seule, à ruiner l'armée la plus forte et la plus disciplinée. Enfin, le ministre de la Guerre Stanton commit une faute impardonnable. Pour en imposer à l'étranger, il suspendit le recrutement après la conquête du Tennessee, condamnant l'armée à s'affaiblir progressivement, au moment même où elle avait le plus besoin de renforts en vue d'une offensive rapide et décisive. En dépit des impairs stratégiques et du commandement de McClellan, la guerre se serait acheminée rapidement vers une issue victorieuse, là où la décision n'était pas encore intervenue, si l'armée avait bénéficié d'un apport constant de recrues. La mesure prise par Stanton était d'autant plus néfaste que le Sud était justement en train d'enrôler tous les hommes de dix-huit à trente-cinq ans, c'est-à-dire jouait tout sur cette carte. Or, ce sont là aujourd'hui des soldats entraînés, qui assurent presque partout aux confédérés l'avantage et l'initiative. Ils réussirent à immobiliser Halleck, à déloger Curtis de l'Arkansas, à battre McClellan et, sous Stonewall Jackson, donnèrent le signal à des raids de guérilla qui atteignent d'ores et déjà l'Ohio.

Les causes militaires de la crise sont en grande partie liées à des causes politiques. C'est l'influence du Parti démocrate qui a élevé un incapable comme McClellan au commandement en chef de toutes les forces armées du Nord, parce que c'était un vieux partisan de Breckinridge. C'est en ménageant anxieusement les vœux, privilèges et intérêts des porte-parole des *États frontières esclavagistes*, que l'on a émoussé jusqu'ici la pointe d'hostilité aux principes de la guerre civile et qu'on l'a privée pour ainsi dire de son âme. Les "loyaux," propriétaires d'esclaves de ces États frontières firent que les lois sur les esclaves en fuite ¹, édictées par le Sud furent maintenues, que les sympathies des Noirs pour le Nord furent réprimées par la force, qu'aucun général n'osa mettre sur pied une compagnie de Noirs et l'envoyer en campagne, et qu'enfin l'esclavage, ce talon d'Achille du Sud, fut transformé en peau dure comme la corne et invulnérable aux coups. Grâce aux esclaves qui accomplissent tout le travail productif, le Sud peut envoyer en campagne tous les hommes capables de tenir un fusil !

Au moment où les actions de la sécession montent, les porte-parole des États frontières accroissent leurs prétentions. Cependant, comme le montre l'appel de Lincoln ², qui les menace d'un raz de marée abolitionniste, la situation peut prendre un tour révolutionnaire. Lincoln sait ce que l'Europe ignore : ce n'est nullement l'apathie ni le recul sous la pression de la défaite qui firent que sa demande de trois cent mille recrues nouvelles ne rencontra qu'un faible écho. La Nouvelle-Angleterre et le Nord-Ouest, qui fournissent le gros de l'armée, sont décidés à imposer au gouvernement une stratégie révolutionnaire, et à inscrire sur la bannière étoilée le mot d'ordre de l' "abolition de l'esclavage". Lincoln ne fait que reculer et tergiverser craintivement devant cette pression qui lui est extérieure, mais il sait fort bien qu'il ne peut lui résister longtemps. C'est ce qui explique son appel suppliant les États frontières de renoncer volontairement à l'institution de l'esclavage à des conditions favorables fixées par contrat. Il sait que c'est uniquement parce que l'esclavage persiste dans les États frontières, qu'il demeure intact dans le Sud et interdit au Nord d'utiliser son remède le plus efficace et le plus radical. Il se trompe s'il s'imagine que les "loyaux" propriétaires d'esclaves peuvent être touchés par des discours sentimentaux ou par des appels à la raison. Ils ne céderont qu'à la force.

Nous n'avons assisté jusqu'ici qu'au premier acte de la guerre civile : la conduite *constitutionnelle* de la guerre. Le second acte, révolutionnaire, est imminent.

1 La loi sur les esclaves en fuite, adoptée par le Congrès de 1850, complétait la loi de 1793 sur l'extradition des esclaves en fuite. La loi de 1850 prévoyait en effet que tous les États disposeraient de fonctionnaires chargés de livrer les esclaves fugitifs. Le gouvernement fédéral devait employer tous les moyens dont il disposait pour reprendre possession des esclaves fugitifs, et il déniait aux esclaves le droit d'être jugés par un jury ou de témoigner pour leur défense. Pour chaque Noir capturé et renvoyé à l'esclavage, la récompense se montait à dix dollars. La loi prévoyait une peine de mille dollars et six mois de prison pour quiconque s'opposait à l'application de la loi. Les masses populaires furent exaspérées par cette loi, et le mouvement abolitionniste s'en trouva renforcé. La loi devint pratiquement inapplicable au début de la guerre civile, et fut abolie définitivement en 1864.

2 Lincoln proposa, le 12 juillet 1862, aux représentants des États frontières du Congrès américain de libérer progressivement les esclaves noirs, après indemnisation des esclavagistes, afin d'en finir plus vite avec la guerre.

Dans l'intervalle, le Congrès a voté, durant sa première session, une série d'importantes mesures, que nous voulons résumer brièvement ici.

Abstraction faite d'une législation financière, il a voté le *homestead bill* que les masses populaires du Nord désiraient en vain depuis longtemps¹; il prévoit qu'une partie des terres de l'État sera attribuée gratuitement afin d'être cultivée par des colons, d'origine américaine ou émigrés. Il a aboli l'esclavage en Colombie et dans la capitale nationale, en indemnisant les anciens propriétaires d'esclaves². Dans tous les *territoires* des États-Unis, l'esclavage a été déclaré " impossible pour toujours³". L'Acte par lequel le nouvel État de la Virginie occidentale est accueilli dans l'Union, prescrit l'abolition progressive de l'esclavage et proclame que tous les enfants nés de Noirs après le 4 juillet 1863 seront des enfants libres. Les conditions de l'émancipation progressive sont en gros empruntées à la loi édictée à cet effet en Pennsylvanie, il y a soixante-dix ans⁴. Une quatrième loi émancipe tous les esclaves des rebelles, sitôt qu'ils tombent entre les mains de l'armée républicaine. Une autre loi, appliquée aujourd'hui *pour la première fois*, prévoit que ces Noirs émancipés seront organisés militairement et pourront être envoyés en campagne contre le Sud. L'indépendance des républiques noires de Libéria et de Haïti⁵ est reconnue, enfin un traité pour l'abolition du commerce, des esclaves vient d'être conclu avec l'Angleterre.

Ainsi, de quelque manière que tomberont les dés de la fortune des armes, on peut d'ores et déjà être assuré que l'esclavage des Noirs ne survivra pas longtemps à la guerre civile.

Friedrich Engels et Karl Marx : LES ÉVÉNEMENTS D'AMÉRIQUE DU NORD

Die Presse, 12 octobre 1862.

Londres, le 7 octobre 1862.

La brève incursion des sudistes au Maryland⁶ a décidé du sort de la guerre civile en Amérique, même si la fortune des armes balançait encore pour un temps plus ou moins long entre les deux belligérants. Comme nous l'avons déjà exposé dans ces colonnes, la lutte pour la possession des États frontières esclavagistes est aussi celle

1 Le *homestead bill* fut adopté le 20 mai 1862. C'est l'une des principales mesures du gouvernement Lincoln. Cette loi prévoyait que tout citoyen des États-Unis, ou toute personne souhaitant le devenir, pouvait obtenir cent soixante acres (65 ha.) de terre gratuitement, après avoir payé une redevance de dix dollars. La terre devenait pleine propriété du fermier, s'il payait un dollar vingt-cinq par acre et s'il travaillait la terre pendant cinq ans. Cette mesure contribua à donner une tournure révolutionnaire à la guerre civile, en assurant la colonisation des terres nouvelles par l'agriculture libre.

2 Washington faisait partie du district de Columbia, et l'abolition de l'esclavage dans la capitale américaine avait déjà été l'une des principales revendications des éléments anti-esclavagistes de la guerre d'Indépendance de 1775-1783. La loi du 16 avril 1862, assortie de conditions de dédommagement, libéra environ trois mille Noirs. Le gouvernement versa trois cents dollars par esclave affranchi, ce qui représenta à peu près la somme d'un million de dollars.

3 En juin 1862, Lincoln déclara. qu' " il n'y aurait plus d'esclavage ni de servitude involontaire dans un quelconque territoire des États-Unis existant actuellement, se formant à l'avenir, ou acquis... "

4 En 1780, une loi fut votée en Pennsylvanie pour émanciper graduellement les esclaves. Elle prévoyait qu'aucun enfant né dans un État esclavagiste ne devait être esclave. Des enfants d'esclaves pourraient cependant " servir " jusqu'à l'âge de vingt et un ans; après quoi, on ne pourrait plus exiger d'eux ce " service ".

5 Le *Libéria* fut fondé en 1847 par la Société américaine de colonisation, afin de pouvoir faire émigrer vers ce pays les Noirs libres des USA (au moment où le gouvernement faisait tous ses efforts pour accueillir en Amérique les Blancs européens !)

Haïti était un État formellement indépendant. La République y fut instaurée en 1859.

Les États-Unis (après d'autres puissances seulement) nouèrent des relations diplomatiques avec les républiques noires de ces deux pays en juin 1862. Ce geste avait pour but, entre autres, d'expédier des Noirs américains vers ces pays. Les représentants de l'aile révolutionnaire des abolitionnistes protestèrent énergiquement contre la création à l'extérieur des États-Unis de colonies pour les Noirs libres, dans le programme Lincoln.

6 La campagne du Maryland commença le 4 septembre 1862 et s'acheva le 17, avec la défaite des sudistes près du fleuve d'Antietam.

pour la domination de l'Union. Or, la Confédération du Sud a été vaincue dans cette lutte qu'elle a engagée dans les conditions les plus favorables possibles.

On a considéré avec raison le Maryland comme la tête, et le Kentucky comme le bras du parti esclavagiste dans les États frontières. Si la capitale du Maryland - Baltimore - est restée "loyale" jusqu'ici, c'est grâce à l'état de siège. C'était un dogme - non seulement au Sud, mais encore au Nord - que l'apparition des confédérés au Maryland serait le signal d'un soulèvement populaire massif contre les "satellites de Lincoln". Il ne s'agissait donc pas seulement d'obtenir un succès militaire, mais de faire une démonstration morale, qui devait électriser les éléments sudistes de tous les États frontières et les attirer avec une force irrésistible dans le tourbillon sudiste. L'occupation du Maryland signifiait la chute de Washington, une menace pour Philadelphie et l'insécurité pour New York.

L'invasion simultanée du Kentucky¹ - le plus important des États frontières de par sa population, sa position géographique et ses ressources économiques - apparaît comme une simple diversion, si on la considère isolément. En conjonction avec un succès décisif au Maryland, elle eût conduit à l'étouffement du parti unioniste au Tennessee, au débordement de l'État du Missouri, à la domination de l'Arkansas et du Texas, à une menace pour La Nouvelle-Orléans et, surtout, au transfert de la guerre dans l'Ohio - l'État nordiste central, dont la possession assure la domination du Nord, comme la possession de la Géorgie assure celle du Sud. Une armée confédérée dans l'Ohio eût isolé les États nordistes de l'ouest de ceux de l'est, et eût permis de les attaquer tour à tour à partir d'un seul centre. Après l'échec de l'attaque du gros de l'armée rebelle au Maryland, l'invasion du Kentucky, effectuée sans l'énergie voulue et privée de l'appui populaire escompté, se réduit à une opération insignifiante de guérilla. Même la prise de Louisville ne ferait qu'agglomérer les "géants de l'ouest"² - les volontaires de l'Iowa, de l'Illinois, de l'Indiana et de l'Ohio - en une avalanche semblable à celle qui dévala sur le Sud lors de la première et glorieuse campagne du Kentucky.

Ainsi, l'invasion du Maryland a prouvé que les vagues d'assaut de la sécession n'avaient pas une force suffisante pour outrepasser le Potomac et atteindre l'Ohio. Le Sud est acculé à la défensive : *or, il ne pouvait triompher que s'il attaquait*. Privé des États frontières, coincé entre le Mississippi à l'ouest et l'océan Atlantique à l'est, il n'a rien conquis, excepté sa tombe.

Pas un instant il ne faut oublier que les sudistes possédaient les États frontières et les dominaient politiquement, au moment où ils hissèrent la bannière de la rébellion. Or, ils ont perdu aussi bien les territoires que les États frontières.

Et pourtant l'invasion du Maryland s'était effectuée sous les auspices les plus favorables pour le Sud : une série de défaites lamentables des nordistes, la démoralisation des armées fédérées, le prestige du héros du jour, Stonewall Jackson, la politique puérile de Lincoln et de son gouvernement, le récent renforcement du Parti démocrate et la perspective d'une présidence "Jefferson Davis", la reconnaissance du gouvernement esclavagiste par la France et l'Angleterre, toutes disposées à proclamer la légitimité intérieure de l'État du Sud ! *Eppur si muove*^{*3}. La raison triomphe tout de même dans l'histoire universelle.

1 Les troupes confédérées qui avaient envahi le Kentucky le 12 septembre 1862 furent battues le 8 octobre près de Perryville.

2 Les fermiers des États occidentaux des USA se qualifiaient eux-mêmes au XIX^e siècle de "géants de l'Ouest". Ils jouèrent un rôle décisif dans la lutte contre l'esclavage au cours de la guerre de Sécession.

^{3*} Et pourtant, elle tourne ! Formule de Galilée, forcé de faire amende honorable pour avoir affirmé que la terre n'était pas fixe, comme le prétendaient les Écritures. (N. d. T.)

La proclamation de Lincoln ¹ est encore plus importante que la campagne du Maryland. La figure de Lincoln est originale dans les annales de l'histoire. Nulle initiative, nulle force de persuasion idéaliste, nulle attitude ni pose historiques. Il donne toujours à ses actes les plus importants la forme la plus anodine. Alors que tout autre, s'il se bat pour un pouce de terre, proclame qu'il " lutte pour une idée ", Lincoln, qui se bat pour une idée, en parle comme d' " un pouce de terrain ".

Avec hésitation et réticence, il chante, bon gré mal gré, l'air de bravoure de son rôle, comme s'il demandait pardon d'être contraint de par les circonstances à " faire le lion ". Les décrets les plus formidables et les plus historiques qu'il lance à la face de l'adversaire, ressemblent et s'efforcent de ressembler à des charges de routine qu'un avocat oppose au tribunal, à des chicanes juridiques, à des plaintes mesquines et dûment motivées par tel article du code. Tout cela caractérise exactement sa dernière proclamation, qui est le document le plus important de l'histoire américaine depuis la fondation de l'Union puisqu'il met en pièces la vieille Constitution américaine : son manifeste sur l'abolition de l'esclavage.

Rien n'est plus facile que de relever, dans les actions d'État de Lincoln, des traits inesthétiques, des insuffisances logiques, des côtés burlesques et des contradictions politiques : les pindares anglais de l'esclavage tels que le *Times*, la *Saturday Review* et tutti quanti ne se font pas faute de les monter en épingle. Néanmoins, Lincoln prendra place immédiatement aux côtés de Washington dans l'histoire des États-Unis et de l'humanité. De fait, aujourd'hui que l'événement le plus insignifiant assume en Europe un air mélodramatique, n'est-il pas significatif que dans le Nouveau-Monde les faits importants se drapent dans le voile du quotidien ?

Lincoln n'est pas le produit de la révolution populaire : le jeu banal du suffrage universel, qui ignore tout des grandes tâches historiques à résoudre, l'a hissé au sommet, lui, le plébéien qui a bien fait son chemin, de casseur de pierres qu'il était au sénateur de l'Illinois qu'il est devenu, lui qui est dépourvu de brillant intellectuel, est sans grandeur de caractère notable et n'a aucune valeur exceptionnelle, car c'est un homme moyen de bonne volonté. La plus grande victoire que le Nouveau-Monde ait jamais remportée, c'est d'avoir démontré qu'étant donné le niveau avancé de son organisation politique et sociale, il est possible que des gens de l'ordinaire, animés de bonne volonté, réalisent des tâches pour lesquelles le vieux monde avait besoin de héros ^{*2}.

Hegel a remarqué en son temps qu'en réalité la comédie est au-dessus de la tragédie, tout comme l'humour ou l'ironie de la raison est au-dessus de son pathos ³. Si Lincoln ne possède pas le don du pathétique dans l'action

1 Le 22 septembre 1862, Lincoln proclama que les Noirs en esclavage dans les États rebelles à l'Union seraient émancipés à partir du 1er janvier 1863. En même temps, tous les Noirs eurent le droit formel sinon réel de servir dans la flotte et dans l'armée. Cependant, Lincoln se garda de distribuer les terres des esclavagistes aux anciens esclaves. Or, l'exploitation éhontée des Noirs ne pouvait cesser tant que les sudistes continuaient de posséder les grands domaines et plantations en toute propriété.

Dans sa lettre du 15.7.1865 à Marx, Engels espérait encore que le Nord finirait par accorder aux esclaves noirs le droit de devenir de petits colons libres comme en Jamaïque. Mais, il est évident que le respect bourgeois de la propriété s'arrêta devant les grands domaines et plantations du Sud.

² Marx exprime ici la confiance qu'il avait acquise à la suite de ses études économiques quant aux chances de succès des États nordistes. Le rôle des grands hommes décroît à mesure que mûrissent les conditions économiques d'une société. Aux États-Unis, les conditions matérielles de la révolution bourgeoise étaient si avancées qu'elles ne nécessitaient pas de Napoléon Ier, qui, en raison de la relative immaturité des conditions économiques de son temps, avait agi surtout contre les forces précapitalistes, en utilisant les superstructures de l'État, de la police, de l'armée, etc. Aux États-Unis, comme Marx l'a remarqué le développement du mode de production capitaliste assurait déjà en grande partie la ruine du système esclavagiste : l'utilisation savante et énergique des superstructures de force n'était plus le seul grand moyen de lutte. Quoi qu'il en soit, le compromis final résulta, en grande partie, du manque de radicalisme dans le domaine politique. Au reste, toute révolution bourgeoise étant - selon la formule même de Marx - une révolution partielle, elle se satisfait de demi-mesures. Tout en ayant confiance dans le succès de la révolution américaine, Marx n'ignorait donc pas son caractère borné. Cf. Marx à Engels, le 23.4.1866. (N. d. T.)

3 Marx se réfère de toute évidence aux exposés de Hegel sur *l'Esthétique*, livre III, section A : " Le principe de la tragédie, de la comédie et du drame ". Dans le *18 Brumaire*, Marx écrivait déjà : " Hegel fait quelque part cette remarque que tous les grands événements et personnages se répètent pour ainsi dire deux fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce... " Et Marx de montrer qu'avec la maturation des forces économiques une société devient de plus en plus conservatrice et sclérosée, de sorte qu'elle finit dans l'absurde et le ridicule : l'humanité s'en détache alors sans regrets.

historique, il possède, en tant que personnage populaire moyen, son humour. À quel moment Lincoln promulguait-il sa proclamation sur l'abolition de l'esclavage, à partir du 1er janvier 1863, dans les territoires de la Confédération ? Au moment même où la Confédération décide au Congrès de Richmond de négocier la paix à titre d'État indépendant, au moment même où les esclavagistes des États frontières croient que l'invasion des sudistes au Kentucky leur assure aussi bien leur " institution particulière " que la domination sur leur concitoyen de Washington, le président Abraham Lincoln.

Friedrich Engels et Karl Marx : LA SITUATION EN AMÉRIQUE DU NORD

Die Presse, 10 novembre 1862.

Londres, le 4 novembre 1862.

Le général Bragg, commandant de l'armée sudiste au Kentucky - les autres forces armées du Sud qui y sévissent ne sont que des bandes de guérilla - lança, au moment d'envahir cet État frontière, une proclamation, qui jette une vive lumière sur l'échec des dernières opérations menées par la Confédération. En s'adressant aux États du Nord-Ouest, Bragg annonce son succès au Kentucky comme un fait évident et spéculé manifestement sur l'éventualité d'une avance victorieuse en Ohio, l'État central du Nord.

En premier lieu, il déclare que la Confédération est prête à garantir la liberté de navigation sur le Mississippi et l'Ohio. Cette garantie n'a de sens que si les esclavagistes se trouvent en possession des États frontières. Ainsi, on suppose à Richmond que les incursions simultanées de Lee au Maryland et de Bragg au Kentucky leur assureront d'un seul coup la possession des États frontières.

Bragg se met ensuite en devoir de justifier le Sud qui ne lutterait que pour son indépendance, mais pour le reste désirerait la paix. En fait, la pointe significative de sa proclamation est l'offre d'une paix séparée avec les États du Nord-Ouest, l'invitation à quitter l'Union et à rejoindre la Confédération, les intérêts économiques du Nord-Ouest et du Sud étant aussi concordants, selon lui, que ceux du Nord-Ouest et du Nord-Est seraient antagoniques. On le voit; à peine le Sud se croit-il assuré de posséder les États frontières, qu'il divulgue très officiellement son intention de reconstruire l'Union, en en excluant les États de la Nouvelle-Angleterre.

Cependant, comme l'invasion du Maryland, celle du Kentucky a déjà échoué : la première, avec la bataille de Antietam. Creek, et la seconde, avec celle de Perryville, près de Louisville. Comme là-bas, les Confédérés se trouvaient ici en position offensive, après avoir attaqué l'avant-garde de l'armée de Buell. On doit la victoire des fédéralistes au commandant de l'avant-garde, le général McCook, qui résista aux forces ennemies très largement supérieures jusqu'à ce que Buell ait trouvé le temps de mettre le gros de la troupe en campagne. Il ne fait pas le moindre doute que la défaite de Perryville entraînera l'évacuation du Kentucky. La bande de guérilla la plus importante, formée des partisans les plus fanatiques du système esclavagiste au Kentucky et commandée par le général Morgan, a été anéantie au même moment près de Frankfort (entre Louisville et Lexington). Enfin, il y a la victoire décisive de Rosecrans à Corinth, qui oblige l'armée d'invasion battue du général Bragg à une retraite précipitée.

C'est donc l'échec complet de la campagne des confédérés en vue de reconquérir les États frontières esclavagistes perdus. Et pourtant, l'opération avait été effectuée à une vaste échelle, avec beaucoup de savoir-faire militaire et sous les auspices les plus favorables. Abstraction faite des résultats militaires immédiats, ces combats contribuent d'une autre manière à débayer l'obstacle principal. Les États esclavagistes proprement dits s'appuient bien entendu sur les éléments esclavagistes existant dans les États frontières, c'est-à-dire les éléments mêmes qui imposent au gouvernement de l'Union des égards diplomatiques et constitutionnels dans sa lutte contre l'esclavage. Dans les États frontières - principal théâtre d'opérations de la guerre civile - ces éléments sont pratiquement réduits à rien de par la guerre civile elle-même. Une large fraction des maîtres d'esclaves émigre

sans cesse avec son *black chattel* (bétail noir) vers le Sud, afin d'y mettre sa propriété en sécurité. A chaque défaite des confédérés, la migration reprend à une échelle plus large.

L'un de mes amis ¹, un officier allemand, qui, sous la bannière étoilée, a lutté tour à tour du Missouri à l'Arkansas et du Kentucky au Tennessee, m'écrit que cette migration évoque tout à fait l'exode d'Irlande au cours des années 1847 et 1848. Au demeurant, la fraction active et énergique des esclavagistes - la jeunesse d'une part, et les chefs politiques et militaires de l'autre - se détachent eux-mêmes du gros de leur classe, soit pour constituer des bandes de guérilla dans leurs propres États où ils sont anéantis purement et simplement, soit pour abandonner leur patrie et se trouver enrôlés dans l'armée ou l'administration de la Confédération. D'où ce résultat : d'une part, une énorme diminution de l'élément esclavagiste dans les États frontières où il était en lutte avec les " *encroachments* " (*empiétements*) du travail libre, son rival; d'autre part, l'élimination de la fraction active de l'esclavagisme et de sa suite blanche. Il ne subsiste plus qu'un dépôt d'esclavagistes " modérés ", qui saisiront bien tôt avidement la pile d'or offerte par Washington pour le rachat de leur *black chattel*, dont la valeur fond de toute façon avec la fermeture du marché des acheteurs du Sud. *Ainsi, la guerre donne-t-elle elle-même la solution, en révolutionnant pratiquement la forme de production sociale dans les États frontières.*

Pour le Sud, la saison la plus favorable à la conduite de la guerre est passée. Pour le Nord, elle commence depuis que les cours d'eau du pays sont devenus navigables et qu'il peut combiner les opérations militaires sur terre et sur eau, ce qu'il a fait jusqu'ici avec beaucoup de succès. Le Nord a travaillé fiévreusement dans l'intervalle. Des " vaisseaux cuirassés " au nombre de dix, pour les cours d'eau de l'Ouest, sont en voie d'achèvement; il faut y ajouter une vingtaine de vaisseaux semi-cuirassés pour eaux dormantes. Dans l'est, de nombreux vaisseaux cuirassés ont déjà quitté les arsenaux, tandis que d'autres sont en construction. Ils seront tous prêts le 1er janvier 1863. Ericsson, l'inventeur et le constructeur du *Monitor*, dirige la construction de neuf nouveaux vaisseaux du même type. Quatre d'entre eux sont déjà " à flot ".

Sur le Potomac, au Tennessee et en Virginie, aussi bien qu'en différents points du Sud - Norfolk, New Bern, Port Royal, Pensacola et La Nouvelle-Orléans - l'armée reçoit tous les jours de nouveaux renforts. La première levée de trois cent mille hommes de troupe, annoncée par Lincoln en juillet, est entièrement faite et une partie en est déjà sur le théâtre de guerre. La seconde levée de trois cent mille hommes pour neuf mois est en voie de regroupement. Dans certains États, on a substitué la conscription à l'enrôlement volontaire, mais nulle part elle ne se heurte à des difficultés sérieuses. L'ignorance et la haine ont décrié la conscription en la présentant comme un fait inouï dans l'histoire des États-Unis. Or rien n'est plus faux. Durant la guerre d'Indépendance et la seconde guerre contre l'Angleterre (1812-1814), de gros contingents ont été levés par conscription : ce fut le cas même dans différentes petites guerres menées contre les Indiens : jamais ce système ne s'est heurté à une opposition digne d'être mentionnée.

Un fait remarquable c'est qu'au cours de cette année l'Europe a fourni aux États-Unis un contingent d'émigrants d'environ cent mille âmes, dont la moitié provient d'Irlande et de Grande-Bretagne. Au récent Congrès de l' " Association for Advancement of Science " à Cambridge, l'économiste Merivale dut rappeler à ses compatriotes un fait que le *Times*, la *Saturday Review*, le *Morning Post* et le *Morning Herald*, sans parler des du *minorum gentium* ², ont complètement oublié - ou que l'Angleterre veut faire oublier - à savoir que la plus grande partie de l'excédent de la population anglaise trouve une nouvelle patrie aux États-Unis.

¹ Joseph Weydemeyer, membre de la Ligue des communistes, animateur de la révolution de 1848-1849 en Allemagne avec Marx et Engels, colonel de l'armée du Nord en Amérique, et propagateur du marxisme aux États-Unis. (N. d. T.)

² Dieux des peuples mineurs. (N. d. T.)

IV : PHASE POLITIQUE : IMPÉRIALISME ANGLAIS ET DÉFAITISME OUVRIER

“ John Bull n'est-il pas un être exceptionnel ? À en croire le Times, ce qui chez d'autres serait infâme est en lui vertu. ”

K. Marx, *N.Y.D.T.*, 8.5.1858.

“ ... depuis le début, l'expédition du Mexique n'a pas eu le but que l'on proclame, mais tient lieu de guerre contre les États-Unis. ”

K. Marx, *N.Y.D.T.*, 25.8.1861.

Karl Marx : L'INTERVENTION AU MEXIQUE ¹

New York Daily Tribune, 23 novembre 1861.

Londres, le 8 novembre 1861.

L'intervention au Mexique, préparée par l'Angleterre, la France et l'Espagne est, à mes yeux, l'une des entreprises les plus monstrueuses que connaissent les annales de l'histoire internationale ². C'est une machination de type purement palmerstonien, qui étonne le non-initié par l'absurdité du projet et l'imbécillité des moyens employés, ceux-ci semblant parfaitement en opposition avec le savoir-faire bien connu de ce vieil intrigant.

Par ailleurs, il est probable qu'une campagne mexicaine représente l'un de ces innombrables expédients que Louis Bonaparte est obligé de tenir en réserve dans sa besace pour distraire le peuple français de ses soucis. Bien sûr, l'Espagne, à qui les récents succès fragiles remportés au Maroc et à Saint-Domingue ³ ont tourné la tête qu'elle avait déjà bien fragile, rêve d'une restauration au Mexique, mais il est certain que le plan français était loin d'être mûr et que la France, aussi bien que l'Espagne, rechignaient fortement devant une expédition commune au Mexique, sous la direction de l'Angleterre.

¹ Cette partie est la moins connue de l'histoire de la guerre civile américaine de 1861-1865. C'est celle où l'action de Marx et d'Engels est la plus engagée, et prend donc le plus de relief. Comme on le voit, la crainte d'une guerre impérialiste de l'Angleterre contre la révolution américaine n'était pas sans fondement : depuis 1793, c'est une constante de la politique anglaise de s'allier avec les forces les plus rétrogrades pour empêcher les révolutions modernes qui susciteraient des rivaux commerciaux dans d'autres pays. Enfin, dans la mesure de ses possibilités, l'Angleterre est effectivement intervenue en Amérique, en s'installant au Mexique et en se renforçant au Canada, afin d'être sur place pour saisir toute occasion pour s'immiscer dans la guerre civile. (N. d. T.)

² L'intervention au Mexique (1861-1867) avait pour but de renverser le gouvernement progressiste de Juárez et de transformer la République du Mexique en colonie européenne. En outre, elle servait à préparer une base d'invasion des États-Unis pour aider les esclavagistes du Sud. Marx met essentiellement en lumière cet aspect dans les textes que nous reproduisons. En effet, en s'aidant de documents historiques, il s'attache à démontrer que l'Angleterre fut à l'origine de cette expédition (cf. *N.Y.D.T.*, 10.3.1862, *Die Presse*, 2.5.1862, 20.7.1862 (débat escamoté sur le Mexique et l'alliance avec la France).

S'adressant à une opinion publique et à un peuple “ souverain ”, le Gouvernement anglais devait user de toutes sortes de stratagèmes pour arriver à faire passer ses projets. D'où l'hypocrisie et les mensonges, les faux prétextes et la légalisation frauduleuse d'un éventuel casus *belli*. Seule une force fondamentalement anti-impérialiste comme le marxisme est en mesure de ne pas se laisser leurrer par ces contrevérités ou demi-vérités. En effet, une force moins radicale, du fait même de son indécision et de ses conceptions moins nettes, se laisserait abuser par de fallacieux espoirs de compromis. Dans l'histoire vivante, chaque puissance ou parti a donc une interprétation des faits historiques propre.

³ En octobre 1859, l'Espagne entra en guerre avec le Maroc sous prétexte que des tribus arabes avaient envahi les environs de Melilla et de Ceuta. Le Maroc opposa une résistance acharnée, mais fut vaincu finalement. La paix fut signée le 26 avril 1860. En 1861, le chef réactionnaire de Saint-Domingue, Sanatana, proclama que la République dominicaine faisait partie des possessions espagnoles. Les Espagnols furent définitivement chassés de Saint-Domingue en 1865.

Le 24 septembre, le *Moniteur* privé de Palmerston - le *Morning Post* de Londres - annonça le premier dans tous ses détails le plan d'une intervention commune, en accord avec les termes du traité tout récemment conclu entre l'Angleterre, la France et l'Espagne. Cette déclaration avait à peine traversé la Manche que le Gouvernement français, par le truchement de la *Patrie* parisienne, affirma que c'était là un mensonge pur et simple.

Le 27 septembre, l'organe national de Palmerston - le *Times* de Londres - rompit le silence dans un éditorial contredisant la *Patrie*, sans la nommer. Le *Times* déclara même que lord Russell avait informé le Gouvernement français de la décision anglaise d'intervenir au Mexique et que M. Thouvenel avait répondu que l'empereur français en était venu à une conclusion similaire. Maintenant, c'est le tour de l'Espagne. Un journal madrilène semi-officiel, tandis qu'il confirmait l'intention de l'Espagne de s'immiscer dans les affaires mexicaines, repoussait cependant l'idée d'une intervention commune avec l'Angleterre. Mais, on n'est pas encore au bout des démentis. Le *Times* avait annoncé catégoriquement que " le président américain avait donné son plein accord à l'expédition projetée ". Depuis longtemps, tous les journaux américains qui ont cité l'article du *Times*, ont réfuté cette assertion.

Ainsi, il est certain - et le *Times* l'a admis expressément - que l'intervention commune, dans sa forme actuelle, est ourdie par l'Angleterre, ou plus exactement par Palmerston. L'adhésion de l'Espagne au plan a été obtenue grâce à la pression française, et la France a été amenée à cette position par des concessions anglaises, dans le domaine de la politique européenne. À ce point de vue, il y a une coïncidence significative dans le fait que le *Times* du 6 novembre - précisément dans le numéro où il annonce la décision d'une intervention conjointe au Mexique - publie un éditorial où il traite avec un mépris et un cynisme extraordinaires la protestation de la Suisse contre la récente incursion dans son territoire par la vallée des Dappes de forces armées françaises. En échange de sa participation à une expédition au Mexique, Louis Bonaparte a eu *carte blanche* (fr.) pour ses projets d'empiétements sur la Suisse, et sans doute sur d'autres régions du continent européen¹. Les tractations sur ces points entre l'Angleterre et la France ont traîné de début septembre à fin octobre.

En Angleterre, personne ne souhaite une intervention au Mexique, à l'exception des créanciers de l'État mexicain, qui toutefois n'ont jamais pu se targuer de la moindre influence sur l'opinion de la nation. D'où la difficulté de faire admettre le plan de Palmerston à l'opinion publique. Le meilleur moyen après tout, n'est-il pas de déconcerter l'éléphant britannique par des informations contradictoires qui, provenant de la même source, sont de la même eau, mais ne varient que par la dose administrée à l'animal.

Le *Morning Post*, dans son édition du 24 septembre, annonça qu'il n'y aurait pas " de guerre territoriale pour le Mexique ", que le seul point litigieux, c'était les revendications financières auprès du Trésor mexicain, qu' " il est impossible de traiter le Mexique comme un gouvernement établi et organisé " et qu'en conséquence " les principaux ports du Mexique seraient occupés provisoirement et leurs revenus douaniers confisqués ".

Le *Times* du 27 septembre déclare, au contraire, qu' " une longue patience nous a accoutumés à la malhonnêteté, aux refus de paiement et au pillage légal et irrémédiable de nos compatriotes par suite des défaillances d'un État en banqueroute ", et qu'en conséquence " le vol privé des créanciers d'État anglais " n'est pas le motif de l'intervention, contrairement à ce que pense le *Morning Post*. Néanmoins, le *Times* remarque *en passant* (fr.) que le climat de " la capitale du Mexique est relativement sain, pour le cas où il faudrait pousser une

1 Après la guerre d'Italie de 1859, dont le but, pour l'allié français, avait été d'obtenir le comté de Nice et la Savoie, Napoléon III convoitait la Suisse romande, afin de s'assurer des positions stratégiques contre l'Allemagne, qui était en voie de faire son unité; cf. Fr. Engels, *Pô et Rhin et Nice, Savoie et Rhin* (1859-1860), en traduction française dans les *Écrits militaires* de Marx et d'Engels, Éditions de l'Herne. Le 28 octobre 1861, des troupes françaises pénétrèrent dans le canton de Vaud et occupèrent le village de Cressonnières. En 1862, la Suisse céda à la France la vallée de Dappes en échange d'une autre région frontrière.

Marx a écrit sur l'intervention au Mexique un article parallèle à celui de la *N.Y.D.T.* dans *Die Presse* du 12 novembre 1861. S'agissant d'un journal européen, il y insiste évidemment plus sur les prétentions de Napoléon III sur la Suisse et le Rhin, avec, à l'arrière-plan, la menace bonapartiste contre l'unité allemande. Cf. Marx : " L'intervention au Mexique ", *Die Presse*, 12 novembre 1861.

pointe jusque-là ". Mais, il souhaite cependant que " la simple présence d'une escadre alliée dans, le golfe et l'occupation de quelques ports suffisent à stimuler les efforts du Gouvernement mexicain pour rétablir la paix et pour convaincre les mécontents qu'ils doivent s'en tenir aux formes plus constitutionnelles que le brigandage ".

En conséquence, si - selon le *Morning Post* - l'expédition a dû être entreprise, parce qu' " il n'existait pas de gouvernement au Mexique ", elle n'aurait été projetée - selon le *Times* - que pour encourager et appuyer le Gouvernement mexicain *existant*. Le moyen le plus original pour renforcer un gouvernement est bien sûr de conquérir son territoire et de réquisitionner ses ressources financières !

Après que le *Times* et le *Morning Post* eurent ainsi donné la note, John Bull fut livré aux oracles ministériels mineurs, qui, quatre mois durant, le travaillèrent au corps systématiquement dans le même style contradictoire jusqu'à ce que l'opinion publique, bien qu'étant tenue exprès dans l'ignorance des buts et desseins d'une intervention, fût enfin suffisamment préparée à l'idée d'une intervention conjointe au Mexique. À la fin, les transactions avec la France aboutirent : le *Moniteur* annonça que la convention entre les trois puissances interventrices avait été signée le 31 octobre.

Le *journal des Débats* - l'un de ses copropriétaires fut nommé commandant de l'un des navires de l'escadre française - communiqua au monde qu'il n'était pas prévu de conquête permanente du territoire; que Vera Cruz et quelques points de la côte devaient être occupés, que l'on s'était mis d'accord pour une avance vers la capitale, au cas où les autorités constituées n'accepteraient pas les revendications des envahisseurs, et qu'enfin on instaurerait un gouvernement fort dans la République.

Le *Times*, qui après sa première annonce du 27 septembre, semblait avoir oublié jusqu'à l'existence du Mexique, devait de nouveau faire un pas de plus. Si l'on ignorait ses liens avec Palmerston et le fait qu'il a été le premier à publier dans ses colonnes le plan de l'expédition, on pourrait penser que l'éditorial du *Times* d'aujourd'hui est la satire la plus mordante et la plus impitoyable de toute l'aventure mexicaine. L'article commence par la constatation que " l'expédition est très remarquable " (plus tard, elle sera " curieuse "). " Trois États s'allient pour forcer un quatrième à se bien comporter, *non pas tant au moyen d'une guerre que par une intervention autoritaire pour rétablir l'ordre.* "

Intervention autoritaire pour rétablir l'ordre ! Tel est littéralement le jargon de la Sainte-Alliance¹. Ce langage frappe curieusement de la part de l'Angleterre qui glorifie par principe la non-intervention ! Et pourquoi " les méthodes de la guerre, la déclaration de guerre et tous les autres recours de la loi internationale " sont-ils abandonnés pour " une intervention autoritaire pour rétablir l'ordre " ? Parce que, dit le *Times*, il " n'existe pas de gouvernement au Mexique ".

Or quel est le but avoué de l'expédition ? " Adresser des revendications aux autorités constituées du Mexique. "

Les seuls griefs des puissances interventrices les seules raisons qui ont donné à leur hostilité un vernis de justification, sont faciles à énumérer. Ce sont les réclamations d'argent des créanciers et quelques outrages personnels subis par des sujets anglais, français et espagnols, et dont le Mexique se serait rendu coupable. Telles étaient les raisons de l'intervention, mentionnées d'abord par le *Morning Post* et confirmées officiellement par lord John Russel il y a quelque temps dans une interview accordée aux représentants des créanciers de l'État mexicain en Angleterre. Le *Times* d'aujourd'hui écrit : " L'Angleterre, la France et l'Espagne ont préparé une expédition pour amener le Mexique à *remplir ses obligations particulières et assurer la protection des sujets des trois couronnes.* "

1 La Sainte-Alliance fut créée en 1815 au Congrès de Vienne, à l'initiative du tsar Alexandre 1er. Sous la tutelle de Metternich, elle avait pour but de combattre la révolution en Europe et de maintenir le statu quo contre-révolutionnaire sur tout le continent. La Sainte-Alliance entreprit un certain nombre d'actions répressives contre les mouvements révolutionnaires en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Hongrie. Au fur et à mesure que les forces révolutionnaires grandirent au cours des années 1860, la Sainte-Alliance se désagrégua.

Mais, dans la suite de son article, le *Times* opère un tournant, et s'exclame : “ Nous *obtiendrons* indubitablement au moins *une reconnaissance de nos revendications financières* : en fait, à tout moment, il *eût suffi d'une seule frégate britannique pour que nous obtenions satisfaction*. Aussi, voulons-nous espérer que les pires excès qui ont été commis, seront réparés rapidement et complètement. *Il est clair, en effet, que si nous voulons simplement obtenir cela, il est superflu de recourir aux moyens extrêmes que l'on nous propose actuellement.* ”

Le *Times* confesse ensuite, en termes diffus, que les raisons avancées à l'origine pour justifier l'expédition n'étaient que de creux prétextes, qu'aucune des mesures appliquées en ce moment n'était nécessaire pour obtenir réparation, et qu'en fait la, “ reconnaissance des dettes financières et la protection des sujets européens ” n'avaient absolument rien à voir avec la présente intervention commune au Mexique. Quels en sont alors les véritables buts ?

Avant de suivre le *Times* dans ses explications, nous voulons, en passant, relever quelques “ curiosités ” qu'il s'est bien gardé d'aborder. Premièrement, il est vraiment “ curieux ” que ce soit l'Espagne - précisément l'Espagne - qui entreprenne une croisade pour les sacro-saintes dettes étrangères. Le dernier *Courrier du Dimanche* invite le Gouvernement français à profiter de l'occasion pour contraindre l'Espagne “ à l'accomplissement sans cesse ajourné de ses vieilles obligations vis-à-vis des créanciers français ”.

Une seconde “ curiosité ” plus étonnante encore, c'est que Palmerston - qui, selon la récente déclaration de lord John Russell, a préparé le plan d'invasion du Mexique pour forcer son gouvernement à payer les créanciers anglais - que ce même Palmerston ait *renoncé*, volontairement et sans consulter le Gouvernement mexicain, aux droits reconnus à l'Angleterre par le Traité de 1826, et notamment aux garanties de créance du Mexique en faveur des créanciers anglais.

En vertu du Traité conclu en 1826 avec l'Angleterre, le Mexique s'obligeait à ne tolérer l'instauration de l'esclavage sur aucune partie de son territoire actuel. Une autre clause de ce traité prévoyait que l'Angleterre obtenait une hypothèque sur quarante-cinq millions d'acres de domaine d'État au Texas pour garantir les prêts accordés par les capitalistes britanniques. Ce fut Palmerston qui, dix ou douze ans plus tard, intervint comme médiateur en faveur du Texas contre le Mexique. Dans le traité conclu par lui avec le Texas, il ne renonça pas seulement à la *clause anti-esclavagiste*, mais encore à *l'hypothèque sur les domaines d'État*. Ce fut donc lui qui dépouilla les créanciers anglais de leur garantie ^{*1}.

À l'époque, le Gouvernement mexicain protesta; mais, dans l'intervalle, le ministre John C. Calhoun pouvait se permettre cette plaisanterie : annoncer au cabinet de Saint-James que son souhait “ d'abolir l'esclavage au Texas serait mieux réalisé par l'annexion du Texas aux États-Unis ”. En fait, les créanciers anglais perdirent tout droit sur le Mexique, du moment que Palmerston avait sacrifié volontairement la garantie hypothécaire prévue par le traité de 1826.

Cependant, puisque le *Times* lui-même reconnaît que la présente intervention n'a rien à voir avec les réclamations d'argent et les vexations subies par des personnes privées, quel peut bien être son but aussi bien prétendu que réel ?

“ Une intervention autoritaire pour rétablir l'ordre ! ” Comme l'Angleterre, la France et l'Espagne projettent une nouvelle Sainte-Alliance et forment un aréopage militaire pour rétablir l'ordre dans le monde entier, il faut - écrit

^{1*} Marx fournit ici un exemple concret du rôle de l'impérialisme anglais dans le développement des structures esclavagistes au sein de l'Union américaine, en vue de fournir son industrie cotonnière en matières premières. C'est, en outre, un exemple frappant de la théorie marxiste du rapport entre État politique et économie, la superstructure étatique étant déterminée dans son action par la production existante et réagissant à son tour sur celle-ci. (N d. T.)

le *Times* - que le Mexique soit “ sauvé de l'anarchie et retrouve un gouvernement propre et la paix ”. Il faut donc que les agresseurs y “ instaurent un gouvernement fort et durable ”; qui plus est, ce gouvernement doit être constitué sur la base d' “ un parti mexicain”.

Dans ces conditions, faut-il admettre que Palmerston et son porte-parole - le *Times* - considèrent effectivement l'intervention commune comme le moyen d'atteindre le but énoncé, à savoir : “ étouffer l'anarchie et instaurer un gouvernement durable au Mexique ” ? Le *Times*, loin de caresser des rêves aussi chimériques, écrit ouvertement le 27 septembre dans son premier éditorial : “ Le seul point sur lequel il est possible que surgisse un différend entre nos alliés et nous, est celui du *gouvernement de la République*. L'Angleterre souhaite qu'il soit confié au *Parti libéral*, actuellement au pouvoir, or, la France et l'Espagne sont suspects de partialité pour le *pouvoir ecclésiastique* qui vient tout juste d'être renversé...¹ Il serait, en fait, étrange que la France se fasse la protectrice des prêtres et des bandits, dans le vieux et le nouveau monde. ”

Dans son éditorial d'aujourd'hui, le *Times* continue sur sa lancée, et résume ses scrupules en une phrase : “ Il est difficile de supposer que toutes les puissances interventrices donnent leur préférence à l'un des deux partis existants au Mexique, et *de même on peut difficilement supposer* qu'il soit possible de trouver un compromis viable entre des ennemis aussi décidés. ”

Palmerston et le *Times* savent donc parfaitement qu' “ il existe un gouvernement au Mexique ”, que le “ Parti libéral ” qui a manifestement les préférences de l'Angleterre, est “ actuellement au pouvoir ”, que “ le pouvoir de l'Église est renversé ”, que l'intervention espagnole est le dernier espoir des prêtres et des bandits, et qu'enfin toute l'anarchie mexicaine est en voie de disparition. Ils savent donc que l'intervention commune, dont le but avoué serait de sauver le Mexique de l'anarchie, produit l'effet contraire, c'est-à-dire qu'il affaiblit le gouvernement constitutionnel, renforce le parti de l'Église grâce aux baïonnettes françaises et espagnoles, rallume le feu pratiquement éteint de la guerre civile, et restaure l'anarchie *dans toute son ampleur*.

La conclusion que le *Times* en tire lui-même, est à la fois “ remarquable ” et “ curieuse ”. Il dit en effet : “ Bien que ces considérations puissent donner à réfléchir aux conséquences de l'expédition, elles ne militent pas contre *l'opportunité de l'expédition elle-même*. ”

Ainsi, que l'expédition contredise ses buts avoués ne milite pas contre son opportunité. De même, que les moyens employés s'opposent aux buts avoués ne milite pas contre eux.

Mais, j'ai gardé jusqu'ici par-devers moi la plus grande “ curiosité ” que nous réserve le *Times*. En effet, il dit : “ Si le président Lincoln devait accepter l'invitation prévue par le traité à participer aux prochaines opérations, l'affaire *prendrait un caractère encore plus curieux*. ”

Il serait, en effet, hautement “ curieux ” que les États-Unis, qui vivent en bonne amitié avec le Mexique, s'associent aux colporteurs européens de l'Ordre et, en participant à leur action, sanctionnent l'intervention de l'aréopage militaire européen dans les affaires intérieures des États d'Amérique. Le premier plan d'une telle

1 En 1857, le Mexique adopta une constitution libérale qui restreignit les privilèges du clergé et prévint des élections populaires. Dans le cadre de cette nouvelle constitution, le général Comonfort fut élu président. Un coup d'État, machiné par le parti clérical, le renversa bientôt, pour installer à sa place le général Zuloaga. Les forces progressistes déclarèrent alors que Juarez était le président constitutionnel du Mexique. C'est dans ces conditions qu'éclata en 1858 la guerre civile. Juarez sortit victorieux de trois années de luttes acharnées, et les généraux réactionnaires Zuloaga et Moremon furent vaincus. En 1861, il fit son entrée à Mexico et fut réélu président. Pendant toutes ces luttes, les biens de l'Église furent confisqués, et rien ne fut négligé pour réduire la puissance de l'Église réactionnaire.

À la suite de divergences entre les puissances interventrices, l'Angleterre et l'Espagne retirèrent leurs forces en avril 1862. Les Français continuèrent l'expédition et s'emparèrent de la ville de Mexico en été 1863. Ils installèrent Maximilien au pouvoir, comme on le sait. En 1865, la victoire des nordistes aux États-Unis contribua à affaiblir les positions bonapartistes, et l'aventure prit fin en mars 1867, après que Juarez eut infligé une sévère défaite aux troupes françaises. Marx a exalté cette lutte du peuple mexicain.

extension de la Sainte-Alliance outre-Atlantique a été conçu par Chateaubriand au profit des Bourbons français et espagnols¹. Le plan échoua grâce à l'action d'un ministre anglais, M. *Cunning*, et d'un président américain, M. *Monroe*². La crise actuelle aux États-Unis représente, aux yeux de Palmerston, le moment favorable pour reprendre ce vieux projet sous une forme modifiée. Comme les États-Unis ne peuvent se permettre actuellement qu'une force étrangère s'immisce dans la guerre pour l'Union, ils en sont réduits à *protester*. Les partisans en Europe de la cause américaine souhaitent que les États-Unis protestent et refusent, aux yeux du monde entier, toute participation à un projet aussi infâme.

Cette expédition militaire de Palmerston, exécutée en alliance avec deux autres puissances européennes, a été commencée pendant l'intersession parlementaire, c'est-à-dire sans l'approbation, ou mieux, contre la volonté du Parlement britannique. La première guerre extra-parlementaire de Palmerston a été la guerre afghane, dont l'ampleur a été minimisée et la cause justifiée par l'exhibition de documents truqués. Une autre de ces guerres a été la guerre persane de 1857-1858³. Palmerston la défendit à l'époque sous le prétexte que " le principe d'un accord préalable du Parlement n'était pas applicable aux guerres *asiatiques* ". Il semble que ce principe ne s'applique pas davantage aux guerres *américaines*. En perdant le contrôle des guerres étrangères, le Parlement renonce à tout contrôle sur le trésor national, et le gouvernement parlementaire n'est plus qu'une simple farce.

Karl Marx : LE TIMES DE LONDRES ET LES PRINCES D'ORLÉANS EN AMÉRIQUE

New York Daily Tribune, 7 novembre 1861.

Londres, le 12 octobre 1861.

À l'occasion de la visite du roi de Prusse à Compiègne⁴, le *Times* de Londres publia quelques articles caustiques, qui firent scandale de l'autre côté de la Manche. À son tour, le *Pays, journal de l'Empire* dit des rédacteurs du *Times* qu'ils étaient des gens dont l'esprit était troublé par le gin et dont le porte-plume était trempé dans la fange.

Cet échange tout occasionnel d'invectives avait pour seul but de tromper l'opinion publique sur les relations intimes, nouées entre Printing House Square et les Tuileries. En effet, il n'existe pas, hors des frontières françaises, de plus grand sycophante de l'homme du Deux-Décembre que le *Times* de Londres, et les services de ce journal sont d'autant plus précieux qu'il prend de temps à autre le ton et l'air de Caton le censeur, vis-à-vis de César.

1 Au cours de l'été 1823, Chateaubriand soumit au ministre français des Affaires étrangères un plan prévoyant une intervention armée dans les pays d'Amérique latine, afin d'y rétablir l'empire colonial espagnol et d'y agrandir le domaine colonial français. Chateaubriand proposait de transformer les colonies espagnoles en royaumes autonomes, qui devaient être dirigés par des princes de la dynastie bourbonne parmi lesquels certains étaient Français. Ce plan se heurta aussi bien à l'opposition des populations locales qu'à celle de l'Angleterre et des États-Unis (qui avaient eux-mêmes des visées sur ces pays).

2 Ainsi, le 2 décembre 1823, le président des États-Unis, James Monroe, adressa au Congrès américain une proclamation, où il exposa les principes de sa doctrine : nulle puissance européenne ne devait s'immiscer dans les affaires d'États américains ni acquérir de terre sur ce continent. (" L'Amérique aux Américains. ") En contrepartie, il proclama que les USA ne s'immisceraient pas dans les affaires européennes. Cette doctrine anti-impérialiste était révolutionnaire à ses débuts, et Marx la défend en tant que telle; cependant, comme tout principe bourgeois, cette doctrine se modifia progressivement et se mua en son contraire, et devint enfin la théorie de l'impérialisme yankee, non seulement pour affirmer l'hégémonie des USA sur l'Amérique latine, mais encore pour interdire à toutes les autres puissances extra-européennes de leur contester cette position privilégiée, tandis que la bannière étoilée flotte dans des pays de tous les continents. Le mérite de l'analyse marxiste est de découvrir dans le modèle classique de l'Angleterre, toute l'évolution, progressiste, conservatrice et réactionnaire, du futur développement économique, politique et social des autres pays. Marx lit ainsi dans l'impérialisme britannique l'avenir de la politique américaine.

3 On trouvera les textes de Marx et d'Engels sur la guerre afghane et persane dans Marx-Engels, *Textes sur le Colonialisme*, Éditions en Langues étrangères, Moscou, pp. 100-102, 110-114, 137-144, 145-149, 158-167.

4 Du 6 au 8 octobre 1861, le roi Guillaume de Prusse rendit visite à Napoléon III, à Compiègne. Les deux souverains envisagèrent la possibilité d'une alliance franco-prussienne pour isoler l'Angleterre. Ils reprirent aussi la vieille question de la rectification de la frontière française, fixée en 1815.

Cela faisait des mois que le *Times* couvrait la Prusse d'insultes. Utilisant la misérable affaire MacDonald¹, il fit comprendre à la Prusse que l'Angleterre verrait avec joie les provinces rhénanes soustraites à la domination barbare des Hohenzollern et placées sous le despotisme éclairé d'un Bonaparte. Le *Times* exaspéra non seulement la dynastie prussienne, mais encore le peuple de Prusse. Il ruinait du même coup l'idée d'une alliance anglo-prussienne, en cas de conflit entre la Prusse et la France. Il avait tendu toutes ses forces pour convaincre la Prusse qu'elle n'avait rien à espérer de l'Angleterre et qu'il valait mieux pour elle de s'entendre avec la France. Lorsque le faible et vacillant monarque de Prusse se décida enfin à une visite à Compiègne, le *Times* pouvait fièrement s'exclamer : *Quorum magna pars lui*²; mais le temps était maintenant venu d'effacer de la mémoire des Anglais que le *Times* avait montré cette voie au roi de Prusse. D'où son théâtral grondement de tonnerre, et l'écho non moins théâtral du *Pays, journal de l'Empire*.

Le *Times* a maintenant recouvré sa position d'inimitié mortelle au bonapartisme et, ainsi, le pouvoir d'aider efficacement l'homme du Deux-Décembre. Une occasion s'offrit bientôt. Louis Napoléon prend facilement ombrage de la gloire de ses rivaux et prétendants au trône de France. Il s'était couvert lui-même de ridicule dans l'affaire du pamphlet du duc d'Aumale contre Plon-Plon³, et, par ses procédés, il avait plus contribué à la cause orléaniste que tous les orléanistes réunis.

Il y a quelques jours, le peuple français a été de nouveau convié à tirer un parallèle entre Plon-Plon et les princes d'Orléans. Lorsque Plon-Plon se rendit en Amérique, on vit circuler au faubourg Saint-Antoine des caricatures représentant un gros homme qui était à la recherche d'une couronne, mais professait en même temps n'être qu'un touriste tout à fait inoffensif, ayant une profonde aversion pour l'odeur de la poudre. Alors que Plon-Plon est revenu en France sans autres lauriers que ceux qu'il avait déjà récoltés en Crimée et en Italie, les princes d'Orléans traversèrent l'Atlantique pour s'engager dans l'armée nationale⁴. D'où une grande excitation dans le camp bonapartiste. Or, les bonapartistes ne peuvent donner libre cours à leur colère dans, la presse vénale de Paris, sans divulguer leurs appréhensions, remettre dans les mémoires le scandale du pamphlet et susciter de détestables comparaisons entre les princes d'Orléans en exil qui combattent sous la bannière républicaine contre ceux qui tiennent dans l'esclavage des millions d'hommes laborieux, et un autre prince exilé qui, en tant que policier des forces spéciales, avait pris une part glorieuse à l'écrasement du mouvement ouvrier anglais⁵.

Qui pouvait aider l'homme du Deux-Décembre à se tirer de ce dilemme ? Qui, si ce n'est le *Times* de Londres ? Si après avoir suscité les 6, 7, 8 et 9 octobre 1861 la colère du *Pays, journal de l'Empire* par ses cyniques remarques sur la visite de Compiègne, ce même *Times* publiait le 12 octobre un article attaquant féroce les princes d'Orléans parce qu'ils s'étaient engagés dans l'armée nationale des États-Unis, ne prouverait-il pas alors que Louis

1 En septembre 1860, un capitaine de l'armée anglaise - MacDonald - fut arrêté à Bonn et poursuivi pénalement par les autorités locales. Le gouvernement anglais exploita l'incident, réglé en mai 1861, pour renforcer sa propagande anti-prussienne.

2* Où je tiens une grande part. (N. d. T.)

3 La brochure anti-bonapartiste : *Lettre sur l'Histoire de France*, dans laquelle le duc d'Aumale (Henri d'Orléans) répondait au discours tenu au printemps 1861 au Sénat par le prince Napoléon (surnommé Plon-Plon ou Prince Rouge et considéré comme chef de file des bonapartistes de gauche) fut saisie sur ordre de l'Empereur; l'éditeur et l'imprimeur de la brochure furent condamnés à des *peines* de prison et à une amende de cinq mille francs. Plon-Plon publia lui aussi, divers pamphlets où il attaquait le régime, pour gagner les sympathies des ouvriers parisiens qu'il voulait organiser en syndicats d'inspiration bonapartiste.

4 En septembre 1861, les deux princes de la maison d'Orléans, le comte de Paris et le duc de Chartres auxquels s'était joint le prince de Joinville, arrivèrent à Washington et obtinrent l'autorisation d'entrer dans l'armée de l'Union, en tant qu'aides de camp. Les deux princes furent promus capitaines et désignés pour l'armée du Potomac. Ils effectuèrent leur service dans la campagne de la péninsule, en 1862. Leur compagnon, le prince de Joinville écrivit un récit de cette campagne; de même, le comte de Paris publia un ouvrage sur la guerre de Sécession.

5 Marx fait allusion à un événement peu glorieux de la vie de Napoléon III. En 1848, lors de son séjour en Angleterre, Louis-Napoléon s'engagea dans un groupe de constables spéciaux (police de réserve formée par des civils volontaires), qui intervint aux côtés de l'armée et de la police *contre* la manifestation de masse organisée par les chartistes le 10 avril 1848. La défaite chartiste fit que les ouvriers anglais ne participèrent pratiquement plus à la révolution européenne de 1848-1849.

Bonaparte avait raison contre les princes d'Orléans ? Et ne traduirait-on pas ensuite l'article du *Times* en français avec les commentaires des journaux parisiens, et M. le préfet de police, ne l'enverrait-il pas à toute la presse des départements afin qu'il circule dans toute la France à titre de jugement impartial, rendu par le *Times* de Londres, cet ennemi personnel de Louis Bonaparte, sur le comportement des princes d'Orléans ? Ainsi donc, le *Times* a publié aujourd'hui une attaque bassement injurieuse sur les princes d'Orléans.

Louis Bonaparte tient naturellement trop de l'homme d'affaires pour partager l'aveuglement des officiels fabricants de l'opinion publique en ce qui concerne la guerre américaine. Il sait que le véritable peuple d'Angleterre, de France, d'Allemagne et d'Europe considère la cause des États-Unis comme la sienne propre, celle de la liberté, et qu'en dépit de tous les sophismes de la presse vénale, les masses considèrent le sol des États-Unis comme le sol libre des millions de sans-terre d'Europe, comme la terre promise qu'il s'agit pour l'heure de défendre l'arme au poing contre la sordide mainmise des esclavagistes. Qui plus est, Louis-Napoléon sait fort bien que les masses françaises établissent un lien entre la lutte pour le maintien de l'Union et celle de leurs ancêtres pour l'indépendance américaine; c'est pourquoi, tout Français qui tire l'épée pour le gouvernement national, apparaît comme l'exécuteur testamentaire de La Fayette.

En conséquence, Bonaparte sait que s'il y a quelque chose qui impressionne favorablement le peuple français, c'est l'engagement des princes d'Orléans dans les rangs de l'armée nationale des États-Unis. Il tremble à cette seule pensée, et en conséquence le *Times* de Londres, son sycophante pointilleux, informe aujourd'hui les princes d'Orléans que, " s'ils s'abaissent à s'engager dans ce *combat ignoble*, leur popularité ne s'en trouvera pas renforcée dans le peuple français ”.

Louis-Napoléon sait que toutes les guerres qui ont été menées entre des nations adverses en Europe depuis son coup d'État, n'ont pas été de véritables guerres, mais ont été conduites sans base réelle, délibérément, sous de faux prétextes. La guerre de Crimée et la guerre italienne, sans parler des expéditions de brigandage contre la Chine, la Cochinchine¹, etc., n'ont jamais suscité de sympathie chez le peuple français, qui instinctivement se rend compte que ces guerres n'ont été entreprises qu'avec l'intention de renforcer ses chaînes forgées par le coup d'État². De fait, la première guerre importante de l'histoire contemporaine se déroule en Amérique.

Les peuples d'Europe savent que les esclavagistes du Sud ont déclenché cette guerre, lorsqu'ils ont déclaré que le régime esclavagiste n'était pas compatible plus longtemps avec le maintien de l'Union. En conséquence, les peuples d'Europe savent que la lutte pour le maintien de l'Union est menée contre la domination esclavagiste, et que la forme la plus haute d'autogouvernement du peuple réalisée à ce jour livre bataille à la forme la plus basse et la plus éhontée d'esclavage humain, connue dans les annales.

Louis Bonaparte est évidemment très embarrassé de ce que les princes d'Orléans participent précisément à cette guerre, qui se distingue par sa gigantesque ampleur et la grandeur de son but, de toutes les guerres

1 En 1856, Napoléon III, agissant de concert avec la Grande-Bretagne, exigea de la part de la Chine des " réparations et des concessions " pour l'assassinat d'un missionnaire français. Il s'empara de Canton, prit les forts de Taku, et obligea la Chine à accepter le traité de Tientsin (1858). La France et l'Angleterre obtinrent d'autres concessions commerciales dans les provinces lointaines de l'Est, ainsi que des indemnités. Entre-temps, Napoléon, aidé par l'Espagne, s'empara du port, longtemps convoité, de Saigon en Cochinchine, et s'empara, en 1862, de trois autres provinces.

2 Marx fait allusion ici à sa théorie selon laquelle les guerres impérialistes, même si elles m'impliquent que des États, sont en réalité dirigées contre les classes ouvrières, et doivent donc être combattues comme telles. Machiavel écrivait déjà : " Un prince qui craint plus ses sujets que les étrangers, doit fortifier ses villes; dans le cas contraire, il doit se passer de forteresses. " En effet, " il n'y a pas de meilleure forteresse que l'affection du peuple ". En revanche, " les princes font construire des forteresses pour se maintenir plus facilement dans leurs États souvent menacés par les ennemis du dedans, et pour pouvoir résister aux tentatives de révolte ". (Machiavel, *Le Prince*; Ed. Garnier, Paris 1949, pp. 74, 75).

Tout au long du règne de Napoléon III, Marx dénonce la politique des guerres qui servent à distraire la classe ouvrière de ses propres préoccupations et à l'empêcher de se battre pour ses intérêts.

immotivées, futiles et basses que l'Europe a subies depuis 1849. C'est pourquoi, le *Times* devait déclarer : “ Ne pas faire la différence entre une guerre que se font des nations ennemies et cette guerre civile la plus inutile et dépourvue de fondement que l'histoire ait jamais connue, c'est en quelque sorte offenser la morale publique. ”

Naturellement, le *Times* doit aller jusqu'au bout de son attaque contre les princes d'Orléans, qui se sont abaissés à “ prendre du service dans ce combat ignoble ”. En s'inclinant profondément devant les vainqueurs de Sébastopol et de Solferino, le *Times* de Londres ajoute : “ Il n'est pas sage de vouloir comparer des actions comme celles de Springfield et de Manassas ¹ à l'épopée de Sébastopol et de Solferino. ” ²

Le prochain courrier nous apprendra comment les organes impériaux ont exploité l'article du *Times*. Comme dit le proverbe, un ami dans le besoin est plus précieux que mille amis prospères, et l'allié secret du *Times* de Londres est précisément en bien fâcheuse posture en ce moment.

Une pénurie de coton doublée d'une pénurie de blé, une crise commerciale doublée d'une disette agricole, et tout cela aggravé par une baisse des recettes douanières et des difficultés monétaires, ont contraint la Banque de France à élever son taux d'escompte à six pour cent, à faire une transaction avec les Rothschild et Baring en vue d'obtenir un prêt de deux millions de livres anglaises sur le marché de Londres, à nantir les valeurs du Gouvernement français à l'étranger, en plus, la Banque ne dispose que d'une réserve de douze millions par rapport à une dette de plus de quarante millions.

Une telle situation économique fournit évidemment aux divers prétendants l'occasion de jouer le tout pour le tout. Il y a déjà eu au faubourg Saint-Antoine des bagarres à la suite de pénuries de vivres : c'est donc le moment le moins approprié pour permettre aux princes d'Orléans de se rendre populaires. D'où l'attaque rageuse du *Times* de Londres.

Karl Marx : LES DERNIÈRES INFORMATIONS ET LEUR EFFET À LONDRES

New York Daily Tribune, 19 décembre 1861.

Londres, le 30 novembre 1861.

Depuis la déclaration de guerre contre la Russie en 1853, je n'ai jamais observé dans toutes les couches de la société anglaise excitation pareille à celle qu'ont suscitée les informations relatives à l'affaire du *Trent* ³ apportées

1 Allusion aux revers désastreux que les forces de l'Union avaient éprouvés au cours de l'été, 1861. L'armée nordiste fut mise en déroute à Bull Run (Manassas) et contrainte à évacuer Springfield.

2 Dans la *Neue Oder Zeitung*, Marx écrivait, le 20.3.1955 : “ Napoléon 1er, attaquait au cœur les États qu'il voulait vaincre, la France actuelle a porté son attaque contre le cul-de-sac de la Russie (en Crimée au lieu de foncer sur Moscou) ... Napoléon avait l'habitude d'entrer en vainqueur dans les capitales de l'Europe *moderne*. Son successeur a, sous divers prétextes, installé des garnisons françaises dans les capitales de l'Europe *antique*... ”

3 L'affaire du *Trent* faillit donner à l'Angleterre un prétexte légal pour faire la guerre à l'Union américaine. C'est pourquoi, dans sa lettre du 27.11.1861 (qui manque dans la *Correspondance* des Éditions Costes), Engels s'élève avec violence contre les fauteurs de cet incident, dont les conséquences eussent pu être fatales aux nordistes : “ Ces Yankees sont complètement idiots de provoquer un incident aussi absurde pour deux simples émissaires confédérés. ” Marx va, tout au long de nombreux articles (dont nous laissons de côté les plus anecdotiques), tenter d'expliquer aux Américains qu'ils ne doivent pas tomber dans le piège anglais, et au public anglais qu'il s'agit, pour Palmerston, de gonfler cet incident banal pour en faire un *casus belli*, un prétexte légal d'intervenir aux États-Unis.

Dans un port des Indes occidentales, le capitaine Wilkes, commandant du navire de guerre américain *San-Jacinto*, lut dans un journal que deux émissaires confédérés, Mason et Slidell, accompagnés de leurs secrétaires, Eustis et McFarland, allaient traverser le canal de Bahama à bord du paquebot britannique *Trent*. Après avoir consulté les manuels de droit maritime international, Wilkes crut qu'il avait le droit d'aborder ce navire anglais et d'enlever les agents sudistes. Donc, le 8 novembre 1861, il arraisonna le *Trent*, arrêta les quatre hommes et vogua vers Boston.

Tout au long de cette affaire, Wilkes agit de sa propre initiative, comme le nota clairement le secrétaire d'État américain, Seward, dans une lettre du 30 novembre et adressée à l'ambassadeur américain à Londres, Adams. Le même jour, le comte britannique Russell, ministre des Affaires extérieures, écrivit à lord Lyons, ambassadeur anglais à Washington : il donna à Seward au moins sept jours pour accéder à la requête faite par la Grande-Bretagne de relâcher les émissaires sudistes, Cependant il s'écoula près de trois semaines avant que le ministre britannique ne mit Seward au courant des termes de la lettre de Russell, et quatre autres jours se passèrent avant qu'on en prit officiellement connaissance. Le 26 décembre, le secrétaire d'État américain répondit au Gouvernement anglais : tout en justifiant ce qu'avait fait Wilkes en se basant sur le droit international, Seward annonçait son intention de relâcher les émissaires sudistes, puisque cette procédure était en harmonie avec la

à Southampton par la *Plata*, le 27 courant. Vers deux heures de l'après-midi, le télégraphe électrique annonça publiquement cet " événement déplaisant " dans la salle d'information des bourses britanniques. Toutes les actions commerciales baissèrent, tandis que le prix du salpêtre monta. Le cours des titres consolidés de l'État anglais diminua de soixante-quinze pour cent, et chez Lloyd ¹ on demanda un supplément de cinq guinées pour couvrir les risques découlant de la guerre pour les navires de New York. En fin d'après-midi, les rumeurs les plus pessimistes circulaient à Londres : l'ambassadeur américain aurait sur-le-champ reçu son passeport, des ordres auraient été donnés pour réquisitionner tout de suite tous les navires américains dans les ports du Royaume-Uni, etc.

Les marchands de coton de Liverpool - amis de la sécession - utilisèrent l'occasion pour convoquer en quelque dix minutes dans les locaux du commerce cotonnier de la bourse un meeting de protestation sous la présidence de M. Spence, auteur d'un obscur pamphlet en faveur de la Confédération sudiste ². Le commandant Williams, agent de l'amirauté à bord du *Trent*, qui était arrivé avec la *Plata*, fut aussitôt mandé à Londres.

Le lendemain, le 28 novembre, la presse londonienne fit montre, en gros, d'un esprit de modération, qui contrastait étrangement avec la formidable agitation politique et affairiste de la veille. Les journaux de Palmerston - le *Times*, le *Morning Post*, le *Daily Telegraph*, le *Morning Advertiser* et le *Sun* - avaient eu pour instruction d'être apaisants plutôt que de jeter de l'huile sur le feu. Dans ses remarques sur l'attitude du *San-Jacinto*, le *Daily News* avait évidemment moins l'intention d'attaquer le gouvernement de l'Union que d'écarter de lui-même le soupçon de " préjugé yankee ", tandis que le *Morning Star* - l'organe de John Bright - sans se prononcer sur l'opportunité et l'intérêt de l' " action ", défendit son caractère légal. Il n'y eut que deux exceptions parmi les habituels ténors de la presse londonienne. Les plumitifs conservateurs du *Morning Herald* et du *Standard* - en réalité un seul journal sous des noms différents - donnèrent libre cours à leur satisfaction farouche, en écrivant que les " républicains " étaient tombés dans le piège, et qu'on avait trouvé un *casus belli* tout cuit. Ils ne furent soutenus que par un autre journal - le *Morning Chronicle* - qui s'efforce depuis des années de prolonger sa misérable existence, en se vendant tour à tour à l'empoisonneur Palmer et aux Tuileries.

L'excitation de la bourse s'apaisa en grande partie, en raison du ton conciliant des journaux marquants de Londres. Ce même 28 novembre, le commandant Williams déposa devant l'Amirauté et exposa les circonstances de l'incident survenu dans le canal d'Old Bahama. Son rapport, en même temps que la déposition écrite des officiers du *Trent*, furent aussitôt soumis aux conseillers juridiques de la Couronne, dont l'opinion fut communiquée tard dans la soirée de manière officielle à lord Palmerston, lord Russell et autres membres du gouvernement.

Le 29 novembre, on pouvait noter un léger changement de ton dans la presse gouvernementale. On apprit que les conseillers juridiques de la Couronne, en se plaçant sur le plan technique, avaient déclaré que l'action de la frégate *San-Jacinto* était *illégal*, et que le cabinet réuni le jour même en conseil plénier avait décidé d'envoyer, par le prochain vapeur, des instructions à lord Lyons, afin qu'il agisse conformément à la décision des conseillers juridiques de la Couronne. L'agitation redoubla dans tous les centres d'affaires importants, tels la Bourse, les Lloyd's, le comptoir Jérusalem, le Baltique, etc.; elle atteignit son comble avec la nouvelle selon laquelle on avait interrompu la veille les livraisons prévues de salpêtre à l'Amérique et que le 29 les autorités douanières avaient

politique traditionnelle de l'Amérique, qui consistait à soutenir les droits des neutres en haute mer. Sur cette dépêche, l'incident fut clos et le 1^o janvier 1862, les émissaires sudistes montèrent à bord du vaisseau de guerre anglais *Rinaldo*, à destination de l'Angleterre.

La modération de Marx et d'Engels dans cette affaire n'est pas en opposition avec leur conception d'une guerre radicale contre les sudistes, sur la base de l'abolition complète de l'esclavage. Au contraire, dans le rapport donné des forces, l'intervention anglaise eût sans doute empêché tout succès dans la lutte contre l'esclavagisme renforcé par l'impérialisme britannique.

1 Lloyd est la compagnie d'assurances londonienne bien connue. Ce nom vient d'Edward Lloyd (mort en 1726), qui tenait un café où les marchands et assureurs (maritimes) avaient l'habitude de se rencontrer.

2 Allusion à l'écrit de Spence, *The American Union*, publié à Londres au courant de l'année 1861.

reçu l'ordre d'interdiction générale d'exporter cet article à quelque pays que ce soit, sauf exceptions très strictes. Le cours des papiers d'État anglais continua de tomber de soixante-quinze pour cent, et à un moment donné ce fut la panique dans toutes les bourses, car il était devenu impossible d'effectuer la moindre transaction avec quelque sécurité, la valeur de tous les papiers subissant une sévère dépression, comme en témoignent tous les rapports. Dans l'après-midi, on assista à une légère reprise en Bourse, à la suite de diverses tumeurs, et notamment l'information selon laquelle M. Adams aurait exprimé l'avis que le cabinet de Washington désavouerait les procédés employés à bord du *San-Jacinto*.

Le 30 novembre (aujourd'hui), tous les journaux londoniens - à la seule exception du *Morning Star* - posèrent l'alternative suivante : réparation par le cabinet de Washington, ou *guerre*.

Après cette brève relation des événements survenus depuis l'arrivée de la *Plata*, je voudrais exposer les opinions relatives à cette affaire. Il faut considérer la saisie des deux émissaires du Sud à bord d'un vapeur postal sous deux aspects, l'un juridique, l'autre politique.

Pour ce qui est de l'aspect légal de l'affaire, la première difficulté soulevée par la presse conservatrice et le *Morning Chronicle*, c'est que les États-Unis n'ont jamais reconnu les sécessionnistes du Sud comme puissance belligérante, de sorte qu'ils ne sauraient revendiquer des droits de la guerre.

Ces sophismes furent aussitôt réfutés par la presse gouvernementale elle-même. Le *Times* écrit : " Nous avons déjà reconnu ces États confédérés comme puissance belligérante, et - le moment venu - nous reconnaitrons leur gouvernement. C'est pourquoi, nous nous sommes imposé à nous-mêmes tous les devoirs et désagréments d'une puissance neutre vis-à-vis de deux belligérants. "

Ainsi, les États-Unis - qu'ils aient reconnu ou non à la Confédération la qualité de belligérant - ont le droit de demander à l'Angleterre de se soumettre à tous les devoirs et désagréments d'une puissance neutre dans une guerre maritime.

En conséquence, toute la presse londonienne - à l'exception des journaux cités - reconnaît au *San-Jacinto* le droit d'arraisonner et de fouiller le *Trent*, afin de s'assurer si les marchandises ou les personnes à son bord entrent dans la catégorie de la " contrebande de guerre ". Or, le *Times* insinue que la législation anglaise en la matière " a été faite *dans des circonstances absolument différentes* de celles d'aujourd'hui "; qu' " à cette époque, il n'existait ni bateaux à vapeur ni navires postaux, chargés du courrier intéressant directement le monde entier "; que " nous " (Anglais) nous *luttons pour notre existence* et qu'en ces jours nous avons fait ce que nous ne permettrions pas à d'autres de faire ". Tout cela n'est pas sérieux. Le Moniteur privé de Palmerston - le *Morning Post* - a déclaré le même jour que les navires postaux étaient de simples navires de commerce et n'entraient pas dans la catégorie des vaisseaux de guerre et de transport qui ne sont pas soumis au droit de recherche. En fait, le *droit de recherche* du *San-Jacinto* a été reconnu par la presse londonienne aussi bien que par les conseillers juridiques de la Couronne. L'objection selon laquelle le *Trent* ne circulait pas d'un port belligérant à un autre port belligérant, mais au contraire d'un port neutre à un autre port neutre, a été écartée par la décision de lord Stowell, à savoir que le droit de recherche sert aussi à se rendre compte du lieu de destination d'un navire.

On a soulevé ensuite la question de savoir si le *San-Jacinto*, en tirant un obus par-dessus la proue du *Trent*, puis une grenade qui explosa en mer, n'avait pas violé les usages et la courtoisie de règle dans l'exercice du droit de recherche et de visite. En général, la presse londonienne a admis que les détails de l'affaire n'étant connus jusqu'ici que par les déclarations d'une seule partie en cause, une question aussi mineure ne devait pas influencer le Gouvernement britannique dans la décision à prendre.

Dès lors que l'on a ainsi reconnu le droit de recherche exercé par le *San-Jacinto*, il faut se demander ce qu'il cherchait ? Quelle est la nature de la *contrebande de guerre* que le *Trent* était soupçonné de pratiquer ? Il faut d'abord définir la contrebande de guerre. Les dépêches d'un gouvernement belligérant en font-elles partie ? Les

personnes qui portent ces dépêches entrent-elles dans cette définition ? Au cas où l'on répond positivement à ces deux questions, ces dépêches et leurs porteurs sont-ils de la contrebande de guerre, s'ils sont trouvés sur un navire de commerce circulant d'un port neutre à un autre port neutre ? La presse londonienne admet que les décisions des autorités juridiques les plus hautes des deux côtés de l'Atlantique sont si contradictoires et peuvent être soutenues avec la même apparence de justice, qu'en toute hypothèse le *San-Jacinto* a créé un cas de *prima facie* ^{*1}.

En accord avec cette opinion courante dans la presse anglaise, les conseillers juridiques de la Couronne ont laissé tomber la matérialité de la question juridique et n'ont posé que la question de forme. Ils affirment que le droit international n'a pas été violé dans son *contenu*, mais seulement dans la *forme*. Ils sont arrivés à la conclusion que le commandant du *San-Jacinto* a commis une faute en arrêtant, de sa propre initiative, les émissaires du Sud, au lieu de conduire le *Trent* dans un port de l'Union pour soumettre son cas au tribunal de prise nord-américain, nul croiseur armé n'ayant le droit de s'ériger en juge sur mer. C'est pourquoi, les conseillers juridiques de la Couronne anglaise accusent - selon moi, à bon droit - le *San-Jacinto* d'une simple *faute de procédure*. Il serait facile de déterrer des exemples juridiques qui montrent que l'Angleterre s'est rendue coupable de violations analogues de formalités du droit maritime, mais les violations de la loi ne doivent jamais supplanter la loi elle-même.

On peut se demander à présent si la réparation demandée par le Gouvernement anglais - à savoir la restitution des émissaires du Sud - peut être maintenue, dès lors que les Anglais eux-mêmes considèrent cette violation du droit comme une question de *forme* et non de *substance* ? Un juriste du Temple remarque à ce sujet dans le *Times* d'aujourd'hui : " Même si l'affaire n'est pas aussi clairement en notre faveur qu'au cas où nous pourrions attaquer la décision d'une cour américaine relative à ce navire et montrer qu'elle est manifestement en contradiction avec le droit international, l'attitude erronée du capitaine américain laissant le *Trent* poursuivre sa route vers Southampton est à l'avantage des propriétaires et passagers britanniques. Mais, peut-on pour autant découvrir dans une faute de procédure qui joue en notre faveur, la base d'une querelle internationale ? "

Cependant, si le Gouvernement américain doit concéder, me semble-t-il, que le capitaine Wilkes a violé le droit maritime de manière formelle ou matérielle, le souci de son prestige et de ses intérêts pourrait par ailleurs lui dicter de chicaner sur les conditions de réparation de la partie lésée. Quoi qu'il en soit, le gouvernement devrait savoir qu'il travaillerait pour les sudistes s'il permettait que les États-Unis soient impliqués dans une guerre avec l'Angleterre, et qu'une telle guerre serait un don du ciel pour Napoléon III du fait de ses difficultés actuelles, de sorte que les cercles officiels français l'appuieraient; enfin, que le Gouvernement anglais, soit avec les forces actuellement sous commandement britannique dans les garnisons d'Amérique du Nord et des Indes occidentales, soit avec les armées pour l'expédition mexicaine, disposerait d'une supériorité écrasante sur mer.

En ce qui concerne l'aspect politique de la saisie dans le canal de Bahama, la presse non seulement d'Angleterre, mais encore de tout le continent est unanime à s'étonner de la conduite étrange du Gouvernement américain, qui provoque de si dangereuses tensions internationales pour s'emparer de MM. Mason, Slidell et Co, alors que MM. Yancey et Man se pavanent à Londres.

Le *Times* a certainement raison, lorsqu'il écrit : " Même M. Seward devrait reconnaître que la voix des émissaires sudistes agit du fond de leur captivité, avec mille fois plus de force sur Londres et Paris que si on l'avait écouté à Saint James et aux Tuileries. "

La population des États-Unis, qui a accepté de si grand cœur de limiter sa propre liberté afin de sauver sa patrie ne manquera pas de renverser en sa faveur le courant de l'opinion publique en Angleterre, en reconnaissant ouvertement et en réparant prudemment une gaffe internationale qui menace de réaliser les espoirs les plus insensés des rebelles du Sud.

¹ Cas établi avec des preuves suffisantes pour donner une présomption de fait, ou pour établir le fait en question à moins qu'il n'y soit fait opposition avec succès. (N. d. T.)

Karl Marx : MYSTIFICATIONS JOURNALISTIQUES EN FRANCE – CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE LA GUERRE

Die Presse, 4 janvier 1862

Londres, le 31 décembre 1861.

La croyance aux miracles ne semble se retirer d'une place que pour se réfugier dans une autre. Si on la chasse de la nature, elle renaît aussitôt en politique. C'est du moins l'avis des journaux parisiens et de leurs compères des agences télégraphiques et des officines de correspondants de journaux.

Ainsi, les journaux du soir de Paris annoncent que lord Lyons aurait déclaré à M. Seward qu'il attendrait jusqu'au soir du 20 décembre, et qu'il retournerait à Londres si le cabinet de Washington refusait de rendre les prisonniers. Les journaux parisiens connaissaient donc *hier* déjà les démarches que lord Lyons effectuerait *après* réception des dépêches que devait lui transmettre *l'Europa*. (Cependant, la nouvelle de l'arrivée de *l'Europa* à New York n'est pas encore parvenue en Europe). Ainsi, avant d'être informés de l'arrivée de *l'Europa* en Amérique, *la Patrie* et ses compères publient en Europe des nouvelles sur des événements qui ne peuvent se produire aux États-Unis qu'après l'arrivée de *l'Europa*. Manifestement *la Patrie* et ses compères croient que les tours de passe-passe ne relèvent pas de la magie.

Un journal de Londres remarque, dans l'un de ses articles sur la bourse, que les inventions parisiennes tout comme les articles provocateurs de certains journaux anglais ne servent pas seulement les spéculations politiques des personnalités gouvernementales, mais encore les spéculations boursières de certaines personnes privées.

L'Economist qui a été l'un des partisans les plus bruyants du parti de la guerre, publie dans son dernier numéro la lettre d'un *marchand de Liverpool* et un éditorial, dans lesquels le public anglais est prévenu qu'il aurait tort de sous-estimer les dangers d'une guerre avec les États-Unis. En effet, au cours de l'année 1861, l'Angleterre a importé pour 15 380 901 livres sterling de céréales, dont six millions des États-Unis. L'Angleterre aurait plus à souffrir de l'impossibilité d'acheter du blé américain que les États-Unis de l'impossibilité de le vendre.

Les États-Unis jouiraient de l'avantage d'une *priorité de l'information*. S'ils décidaient la guerre, des télégrammes voleraient aussitôt de Washington à San Francisco, et les navires américains commenceraient leurs opérations militaires dans le Pacifique et les eaux chinoises plusieurs semaines avant que l'Angleterre n'ait pu faire parvenir aux Indes la nouvelle de la déclaration de guerre.

Depuis le début de la guerre civile, le commerce de l'Amérique avec la Chine et l'Australie a diminué dans des proportions énormes. Mais, dans la mesure où il se poursuit, les cargaisons sont payées avec des lettres de crédit anglaises, autrement dit avec du capital anglais. À l'inverse, le commerce de l'Angleterre avec l'Inde, la Chine et l'Australie est toujours très important; il s'est même accru depuis l'interruption du commerce avec les États-Unis. Les corsaires américains auraient donc un vaste champ pour la course en mer, les Anglais en revanche n'auraient qu'un champ relativement insignifiant.

Les placements de capitaux anglais aux États-Unis dépassent de loin le capital placé dans l'industrie cotonnière anglaise¹. En revanche, les placements de capitaux américains en Angleterre sont pratiquement nuls. Certes, la

1 Lorsque la guerre de Sécession éclata, les capitaux anglais placés aux États-Unis étaient considérables notamment dans les chemins de fer de New York à d'Erie, de Baltimore et d'Ohio, de Philadelphie et de Reading et de l'Illinois Central; dans des sociétés d'assurances, telles que le New York Time et l'American Life, dans des sociétés minières, telles que la Pennsylvania Bituminous Coal, Land and Timber, et Leigh Coal and Mining; dans des entreprises telles que le Baring Holding dans le Maine, et le American Land Company Holding en Virginie occidentale.

Il est évident que les capitaux anglais étaient en mauvaise posture dans le Nord, et ne pouvaient guère compter sur des bases militaires et des troupes britanniques proches pour les " défendre ". Ils étaient, dans le rapport de forces donné, des otages aux mains des Américains. C'est un exemple classique de l'effet du pouvoir politique sur l'économie.

marine anglaise éclipse l'américaine, mais leur rapport n'est plus - de loin - celui qu'il était au cours de la guerre 1812-1814.

Si à l'époque déjà les corsaires américains s'avèrent supérieurs aux anglais, qu'en sera-t-il maintenant ? Un blocus effectif des ports nord-américains, notamment en hiver, est tout à fait exclu. Dans les eaux intérieures entre le Canada et les États-Unis - et la supériorité ici est décisive pour l'issue de la guerre sur terre - les États-Unis disposeraient de la supériorité absolue, lors de l'ouverture des hostilités.

Bref, le marchand de Liverpool en vient à la conclusion suivante : " Personne ne conseillera à l'Angleterre de faire la guerre simplement à cause du coton. Il reviendrait moins cher pour nous de nourrir tous les districts cotonniers pendant trois ans sur le compte de l'État que de mener une guerre avec les États-Unis à cause d'eux pendant un an. "

*Ceterum censeo*¹ que l'incident du *Trent* ne conduira pas à la guerre.

Karl Marx : SYMPATHIES CROISSANTES EN ANGLETERRE

New York Daily Tribune, 25 décembre 1861.

Londres, le 7 décembre 1861.

Les amis des États-Unis de ce côté-ci de l'Atlantique attendent avec anxiété que le gouvernement de l'Union prenne une décision de conciliation. Ce n'est pas qu'ils soient d'accord avec les hurlements sauvages de la presse britannique sur un incident de guerre, qui ne s'avère être, de l'avis même des conseillers juridiques de la Couronne anglaise, qu'une simple faute de procédure puisqu'on peut la résumer en un mot : le droit international a été violé du fait que le capitaine Wilkes, au lieu de s'emparer du *Trent*, de sa cargaison, ses passagers, son équipage et des émissaires, n'a saisi que ces derniers. L'anxiété des amis de la grande République ne provient pas de ce qu'ils craignent qu'elle ne soit pas en mesure à la longue de faire face à l'Angleterre, même si la guerre civile pèse déjà sur ses épaules. A plus forte raison, n'attendent-ils pas des États-Unis qu'ils abandonnent - ne serait-ce qu'un instant et à l'heure sombre de l'épreuve - leur fière position dans le concert des nations. Les motifs qui les animent sont tout différents.

En premier lieu, la tâche la plus immédiate des États-Unis est d'écraser la rébellion et de restaurer l'Union. Le souhait qui prévaut chez les esclavagistes et leurs instruments nord-américain, est d'entraîner les États-Unis dans une guerre avec l'Angleterre. Si cette guerre éclatait, la première démarche de l'Angleterre serait de reconnaître la Confédération du Sud, et la seconde de mettre fin au blocus. En second lieu, aucun général - à moins d'y être contraint - n'engagera une bataille, dont le lieu, le temps et les conditions sont choisis par l'adversaire.

" Une guerre avec l'Amérique, dit l'*Economist*, un journal qui jouit de la confiance profonde de Palmerston, doit toujours être l'un des événements les plus déplorables de l'histoire anglaise; cependant, s'il fallait en venir là, ce serait indubitablement en ce moment précis où elle pourrait nous être le moins dommageable. C'est le seul instant, dans nos annales communes, où elle nous procurerait une compensation inespérée et partielle. "

C'est justement parce que l'Angleterre est si avide de saisir " en ce moment précis " le moindre malheureux prétexte de guerre que les États-Unis devraient se garder de fournir " en ce moment précis " le moindre prétexte à l'Angleterre. On ne commence pas une guerre avec l'intention qu'elle soit " le moins dommageable " possible, ni qu'elle " nous procure une compensation inespérée et partielle ". L'avantage du moment serait entièrement

¹ L'expression *Ceterum censeo Carthaginem esse delendam* signifie : " Au reste, j'estime que Carthage doit être détruite. " C'est par cette formule que Caton l'Ancien ponctuait systématiquement ses discours au Sénat romain, pour marquer sa volonté d'une guerre contre Carthage.

d'un côté, du côté de l'adversaire anglais. Faut-il beaucoup de réflexion pour comprendre que lorsque la guerre civile sévit avec rage dans un État, le moment est le plus défavorable au déclenchement d'une guerre extérieure ?

Dans toute autre circonstance, les milieux d'affaires de Grande-Bretagne eussent considéré avec effroi une guerre contre les États-Unis. Mais, depuis des mois, une fraction importante et influente du monde des affaires pousse le gouvernement à briser le blocus par la force, afin d'approvisionner la branche principale de l'industrie anglaise en matières premières indispensables. La crainte d'une diminution des exportations anglaises vers les États-Unis a perdu de sa force, du fait que ce commerce est en fait déjà limité. Ainsi, l'*Economist* affirme que les États du Nord " sont de mauvais clients, peu intéressants ". Le gigantesque crédit que le commerce anglais consentait d'habitude aux États-Unis, surtout en acceptant les traites tirées sur la Chine et l'Inde, a déjà été réduit à un cinquième de ce qu'il était en 1857. Qui plus est, la France bonapartiste, en banqueroute, paralysée à l'intérieur et harcelée de difficultés extérieures, se précipiterait sur une guerre anglo-américaine comme sur une manne céleste. N'est-elle pas toute disposée, pour acheter le soutien anglais sur le continent, à mobiliser toutes ses forces pour aider la " perfide Albion " outre-Atlantique ? Il suffit de lire les journaux français pour s'en convaincre. Le degré d'indignation auquel ils s'élèvent dans leur aimable souci de l' " honneur anglais ", leurs longues tirades sur la nécessité pour l'Angleterre de venger son drapeau, leurs piètres dénigrements de tout ce qui est américain, tout cela pourrait véritablement être effrayant, si ce n'était en même temps grotesque et répugnant.

Finalement, les États-Unis ne perdraient pas un iota de leur dignité, s'ils cédaient dans cette affaire. L'Angleterre a ramené sa plainte à une pure *faute de procédure*, une *erreur technique*. Elle-même s'en est systématiquement rendue coupable au cours de toutes ses guerres maritimes, alors que les États-Unis n'ont cessé de protester contre elle et que le président Madison dans son message donnant le signal à la guerre de 1812, la dénonça comme l'une des plus révoltantes violations du droit international ¹. Si l'on voulait faire remarquer, à la défense des États-Unis, qu'ils ont rendu à l'Angleterre la monnaie de sa pièce, on ne leur rendrait pas service. Avec raison, ils ont pris leurs distances vis-à-vis de ce qu'un capitaine américain a fait de sa propre initiative et de ce qu'ils ont eux-mêmes appelé un empiètement systématique aux dépens de la marine britannique.

En agissant de la sorte tout l'avantage est du côté américain. D'une part, l'Angleterre reconnaîtrait le droit des États-Unis d'arraisonner tout navire anglais au service de la Confédération du Sud et de le conduire au tribunal de prise américain. D'autre part, aux yeux du monde entier, l'Angleterre aurait pratiquement abandonné une prétention, à laquelle n'ont pu la faire renoncer ni la paix de Gand en 1814 ², ni les négociations menées en 1842 entre lord Ashburton et le ministre Webster ³. La question se résume en fin de compte à ceci : préférez-vous utiliser

1 Le 1^{er} juin 1812, le président Madison déclara dans un message au Congrès que les croiseurs britanniques ne cessaient de violer le drapeau américain et s'emparaient de marins américains pour les incorporer de force dans leur flotte. Il assurait la Grande-Bretagne que si les États-Unis se fussent permis ce qu'elle faisait, l'Angleterre eût aussitôt " vengé " cette " criante énormité ". Finalement les États-Unis déclarèrent la guerre à l'Angleterre qui détenait encore des parties entières de l'actuel territoire des États-Unis et ne pouvait se résoudre à laisser l'Amérique aux Américains. Les Anglais enregistrèrent plusieurs succès militaires de 1812 à 1814, et occupèrent même Washington. À cette époque l'Angleterre cherchait à restaurer l'ancien régime aussi bien en Europe, contre la France révolutionnaire, qu'en Amérique, mais ses troupes n'y suffisaient plus. C'est pourquoi, les Américains finirent par battre les Anglais à La Nouvelle-Orléans, et ce fut la fin des hostilités en janvier 1815.

2 À la conférence de paix de Gand, en 1814, l'Angleterre se trouva en excellente position pour négocier. Napoléon étant en exil, ses troupes n'étaient plus liées en Europe et pouvaient donc intervenir plus facilement en Amérique. D'autre part, la position de l'Amérique était désespérée; la Nouvelle-Angleterre menaçant de faire sécession, le gouvernement fédéral était au bord de la guerre civile. Dans ces circonstances, la délégation britannique refusa toute concession. Dans le traité de Gand, signé le 24 décembre 1814, il n'était pas fait mention de l'enrôlement forcé des marins américains, ni des droits des neutres en haute mer. Même la question des frontières fut remise à d'autres négociations.

3 En 1841, lord Ashburton, propriétaire de vastes domaines dans le Maine, fut dépêché en Amérique pour y régler un certain nombre de problèmes litigieux. A la suite de négociations menées avec, Webster, secrétaire d'État américain, ils signèrent un traité en 1842. Les États-Unis obtenaient les sept douzièmes du territoire en litige entre le Maine et le Canada. Des dispositions furent prises également pour l'extradition réciproque des criminels et l' " abolition " du trafic d'esclaves.

cet “ incident déplaisant ” en votre faveur, ou - en cédant à une colère momentanée - en faveur de vos ennemis intérieurs et extérieurs ?

Depuis mon dernier article, d'il y a huit jours, les titres consolidés de l'État anglais ont encore baissé de deux pour cent par rapport à vendredi dernier, le prix actuel étant de 89 3/4 à 89 7/8 pour l'argent liquide et de 90 à 90 1/8 pour le nouveau compte du 9 janvier. Cette cotation des titres consolidés anglais correspond à celle que l'on a enregistrée au cours des deux premières années de la guerre de Crimée. Cette chute des cours est une réponse aux graves faits suivants : déclarations belliqueuses de journaux américains arrivés ici par le dernier courrier; irritation de la presse londonienne, dont la modération depuis deux jours n'est qu'une feinte montée par Palmerston; envoi de troupes au Canada; proclamation interdisant l'exportation d'armes et de matériel pour la fabrication de poudre, et enfin fanfaronnades quotidiennes sur les gigantesques préparatifs de guerre dans les docks et arsenaux maritimes.

On peut être assuré d'une chose : Palmerston voudrait un prétexte légal pour une guerre contre les États-Unis, mais il se heurte au cabinet à l'opposition la plus ferme de MM. Gladstone, Milner Gibson et, à un degré moindre, de sir Cornwall Lewis. Le “ noble vicomte ” dispose du soutien de Russell - un instrument servile entre ses mains - et de toute la coterie des whigs. Si le cabinet de Washington devait fournir ce prétexte souhaité, l'actuel cabinet anglais sauterait et serait remplacé par un gouvernement de tories. Les premiers contacts en vue d'un tel changement de scène ont déjà eu lieu entre Palmerston et Disraeli. C'est ce qui explique les violents appels à la guerre du *Morning Herald* et du *Standard* - ces loups affamés, qui hurlent dans l'attente de quelques miettes tombant de la charitable caisse de l'État.

Les desseins de Palmerston deviennent clairs lorsqu'on les met en parallèle avec quelques événements récents. Au matin du 14 mai, après avoir été informé par le télégraphe de Liverpool de l'arrivée de M. Adams au soir du 13 mai à Londres, il tint absolument à reconnaître aux sécessionnistes la qualité de belligérants. Après une lutte sévère avec ses collègues, il envoya trois mille hommes de troupe au Canada¹, armée ridicule pour occuper un front de mille cinq cents milles, mais tour de passe-passe habile, si la rébellion devait s'en trouver aiguillonnée et l'Union irritée. Il y a quelques semaines, il pressa Napoléon III de proposer une intervention armée commune “ dans le combat meurtrier ”, puis il défendit ce projet au cabinet et, s'il échoua au moment de le faire passer, c'est uniquement à cause de la résistance de ses collègues. Palmerston et Bonaparte décidèrent alors l'intervention au Mexique comme pis-aller. Cette expédition poursuivait deux buts : provoquer un juste ressentiment des Américains, et en même temps fournir le prétexte d'envoyer une escadre, prête, comme le dit le *Morning Post*, à “ remplir tous ses devoirs dans les eaux de l'Atlantique-Nord si l'attitude hostile du gouvernement de Washington nous y obligeait. ” Au moment où cette expédition fut déclenchée, le *Morning Post* ainsi que le *Times* et d'autres laquais plus insignifiants de la presse de Palmerston écrivirent que ce serait là une chose belle et même philanthropique parce qu'elle exposerait la Confédération esclavagiste à un double feu - celui du Nord anti-esclavagiste et celui des forces anti-esclavagistes de l'Angleterre et de la France ! Et que dit le même *Morning Post* - un curieux mélange de Jenkins et de Rodomonte^{*2}, de bassesse et de fanfaronnade - dans son édition

1 Ainsi, les Anglais utilisèrent non seulement le Mexique, mais encore le Canada comme base d'invasion contre l'Union américaine. En outre, les Anglais détinrent longtemps de grandes parties de territoire américain au sud de l'actuel Canada. Cf. note précédente. Lors de son voyage en Amérique en 1888, Engels écrit à Sorge : “ On est frappé, lorsqu'on passe des États-Unis au Canada. On croit d'abord être revenu en Europe; en réalité, on se trouve littéralement dans un pays arriéré et rétrograde. On voit ici à quel point il faut, au développement rapide d'un pays neuf, l'esprit fébrile de spéculation des Américains (en supposant acquise la base de la production capitaliste). Dans dix ans, ce Canada à demi endormi sera mûr pour l'annexion et les fermiers du Manitoba, etc., la réclameront eux-mêmes. De toute façon, le pays est déjà à moitié annexé sur le plan social : les hôtels, les journaux, la publicité, etc., tout cela se fait sur le modèle américain. ” (10.9.1888.) Et Engels, de montrer encore que l'Angleterre, en maintenant “ cette ridicule ligne frontière ”, était en grande partie responsable de l'arriération de cette *colonie*.

*2 Jenkins : nom populaire donné à un valet de pied en livrée. Rodomonte roi d'Alger, dans le poème Roland Furieux d'Arioste, cette figure personnifie la vantardise. (N. d. T.)

d'aujourd'hui à propos de l'adresse de Jefferson Davis ? ¹ Qu'on écoute l'oracle de Palmerston : “ Nous devons nous attendre à ce que cette intervention puisse rester inefficace pendant une période de temps considérable. Tandis que le gouvernement du Nord est trop éloigné pour permettre d'intervenir énergiquement dans cette question, la Confédération du Sud s'étend, d'autre part, sur une grande distance le long de la frontière du Mexique, si bien que son attitude amicale vis-à-vis des promoteurs de l'intervention pourra avoir des effets sensibles. Le gouvernement du Nord a toujours raillé notre position de neutralité, cependant que les gouvernants du Sud, en hommes d'État avisés et pondérés, ont reconnu tout ce que nous pouvions faire dans l'intérêt des deux partis. Tant en ce qui concerne notre entreprise au Mexique qu'en ce qui concerne notre attitude vis-à-vis du cabinet de Washington, l'amicale modération de la Confédération du Sud est un point important en notre faveur. ”

Je me permets de remarquer que le *Nord* du 3 décembre - un journal russe qui, à ce titre, est initié aux plans de Palmerston - donne à entendre que depuis le début *l'expédition du Mexique* n'a pas eu le but que l'on proclame mais *tient lieu de guerre contre les États-Unis*.

La lettre du général Scott ² a eu un effet bienfaisant sur l'opinion publique et même sur la Bourse de Londres : les conjurés de Downing Street et des Tuileries ont dû démentir la *Patrie*, qui, ayant fait mine d'être informée de source officielle, avait déclaré que le cabinet de Washington avait lui-même fait arrêter les émissaires sudistes sur le *Trent*.

Karl Marx : LE CABINET DE WASHINGTON ET LES PUISSANCES OCCIDENTALES

Die Presse, 25 décembre 1861.

Londres, le 20 décembre 1861.

L'une des surprises les plus frappantes de la guerre anglo-franco-turco-russe pourtant fertile en surprises fut incontestablement la déclaration de Paris au printemps 1856 sur le droit maritime. Lorsque éclata la guerre contre la Russie, l'Angleterre suspendit l'utilisation de l'arme la plus puissante qu'elle possédait : la confiscation des marchandises appartenant à l'ennemi sur les bateaux neutres et la guerre de course en mer. À la fin de la guerre, l'Angleterre mit ses armes en pièces et en sacrifia les morceaux sur l'autel de la paix. Bien qu'étant officiellement battue, la Russie jouit d'une concession qu'elle s'était vainement efforcée d'arracher depuis Catherine par une série de “ neutralités armées ” ³, de guerres et d'intrigues diplomatiques. Bien qu'ayant manifestement gagné la guerre, l'Angleterre renonça, au contraire, aux puissants moyens d'attaque et de défense qu'elle s'était forgés en tant que puissance maritime et qu'elle détenait depuis un siècle et demi contre un monde en armes.

1 Quelques jours après la capture des deux émissaires sudistes, Davis envoya au Congrès confédéré un message destiné à l'usage des Britanniques plutôt que des sudistes. En appelant aux “ instincts ” patriotiques des Anglais, Davis affirma que le Nord revendiquait une juridiction générale sur la pleine mer, et que l'arrestation des agents confédérés “ dans les rues de Londres eût été tout aussi fondée que celle qu'ils avaient subie en haute mer ”.

2 Le général Winfield Scott, qui se trouvait à Paris au moment où la nouvelle du *Trent* parvint en Europe, exprima l'opinion que la capture des émissaires sudistes ne pouvait avoir été autorisée par le gouvernement fédéral. “ je suis convaincu, écrivit-il, que le président et le peuple américain ne seraient que trop heureux de relâcher ces hommes ... si, en agissant ainsi, ils pouvaient œuvrer à libérer le commerce mondial. ”

3 Durant la guerre d'Indépendance américaine, l'Amirauté anglaise prétendait avoir le droit de visite et de saisie des navires neutres commerçant avec l'Amérique ou transportant des armes de contrebande. Catherine de Russie profita de l'occasion pour s'opposer aux prétentions anglaises d'hégémonie sur mer qui étaient fatales à la Russie. Elle fit sa déclaration sur la neutralité armée, le 11 mars 1780. Elle proposa que les navires neutres eussent le droit de s'opposer de force aux attaques des États belligérants; que les puissances neutres eussent le droit de commercer librement avec les belligérants, que la propriété ennemie fût inviolable dès lors qu'elle circulait sous pavillon neutre. Elle n'admit le blocus qu'au cas où l'entrée dans un port était pratiquement bloquée par des navires de guerre. De 1780 à 1783, la diplomatie russe sut faire adhérer à ce projet le Danemark, la Suède, la Prusse, l'Autriche, le Portugal et le royaume des Deux-Siciles. En 1800, Napoléon I^{er} tenta d'utiliser contre l'Angleterre la ligue de la “ neutralité armée du Nord ” (Russie, Prusse, Suède et Danemark).

Les considérations humanitaires, qui servent de prétexte à la Déclaration de 1856 ¹, s'évanouissent à l'examen le plus superficiel. La course en mer des corsaires n'est pas plus barbare que l'action des corps de volontaires ou des guérilleros dans les guerres terrestres. La course en mer c'est la guérilla maritime. La confiscation des biens privés d'une nation belligérante se produit aussi dans la guerre terrestre. Les réquisitions militaires ne portent-elles que sur les caisses du gouvernement ennemi, et épargnent-elles la propriété des personnes privées ? La nature de la guerre sur terre protège les biens ennemis qui se trouvent sur terrain neutre, c'est-à-dire sous la souveraineté d'une puissance neutre. La nature de la guerre maritime efface ces barrières, du fait que la mer, en tant que grande voie de communication commune aux nations, ne peut tomber dans la souveraineté d'aucune puissance neutre.

En fait, cependant, la Déclaration de 1856 recèle une grande inhumanité sous la phraséologie philanthropique. Du point de vue des principes, *elle transforme la guerre des peuples en guerre des gouvernements*. Elle dote la propriété d'une inviolabilité qu'elle dénie aux personnes. Elle émancipe le commerce des horreurs de la guerre, et rend ainsi indifférentes aux horreurs de la guerre les classes qui exercent le commerce et l'industrie. De toute façon, les prétextes humanitaires de la Déclaration de 1856 ne s'adressaient qu'à la galerie européenne, tout comme les prétextes religieux de la Sainte-Alliance.

C'est un fait bien connu que lord Clarendon - le signataire des droits maritimes anglais au Congrès de Paris - a agi sans accord ou instruction préalable de la Couronne, comme il l'avoua lui-même à la Chambre Haute. Il tenait ses pleins pouvoirs d'une *lettre privée* de Palmerston. Jusqu'ici Palmerston n'a pas osé demander au Parlement anglais de sanctionner la Déclaration de Paris et sa signature par Clarendon. Abstraction faite des débats sur le contenu de la Déclaration, il craint les débats sur la question constitutionnelle, à savoir : un ministre anglais pouvait-il usurper le droit de biffer d'un trait de plume - indépendamment de la Couronne et du Parlement - l'antique base de la puissance maritime anglaise ? Si ce coup d'État ministériel n'a pas conduit à des interpellations tumultueuses, mais a été accepté en silence comme un fait accompli, Palmerston le doit à l'influence de l'école manchestérienne ^{*2}. Pour servir les intérêts qu'elle représente - et donc la philanthropie, la civilisation et le progrès - celle-ci a découvert un moyen, grâce auquel le commerce anglais peut continuer tranquillement ses affaires avec l'ennemi sur les navires neutres, alors que marins et soldats anglais se battent pour l'honneur de la nation. Les hommes de Manchester jubilèrent parce que le ministre avait obligé l'Angleterre, par un coup de main inconstitutionnel, à des concessions internationales, qu'il était hautement improbable d'obtenir par la voie parlementaire constitutionnelle. C'est ce qui explique l'indignation du parti manchestérien en Angleterre, lors de la révélation du livre bleu déposé par Seward au Congrès de Washington.

Comme on le sait, les États-Unis étaient la seule grande puissance qui refusa d'adhérer à la Déclaration de Paris de 1856. En effet, s'ils renonçaient à la course en mer, ils étaient obligés de créer une gigantesque marine d'État. Or, tout affaiblissement de leurs moyens de guerre sur mer les menaçait en même temps du fardeau d'une armée de terre permanente selon les critères européens. Néanmoins, le président Buchanan se montra disposé à ratifier la Déclaration de Paris, au cas où - à l'exception de la contrebande de guerre - on assurerait la même inviolabilité à toute propriété ennemie ou neutre se trouvant sur des bateaux. Sa proposition fut rejetée. Il ressort du livre bleu de Seward qu'aussitôt après son entrée en fonctions, Lincoln offrit à l'Angleterre et à la France

1 *Déclaration sur les principes du droit maritime international*, adoptée le 16 avril 1856 au Congrès de Paris. Elle interdisait les opérations de corsaires (c'est-à-dire la guérilla sur mer), et inaugurerait donc l'ère des guerres navales entre États officiels. Elle garantissait la protection des navires de commerce des États neutres contre les empiètements des puissances belligérantes. Comme Marx l'explique, la déclaration fut un succès pour la Russie, qui, en cas de guerre, eût été asphyxiée par un blocus maritime, étant donné que son industrie était encore trop arriérée pour suffire aux besoins normaux, et à plus forte raison exceptionnels d'un pays en guerre.

² Cette école défend en économie politique les principes du libre-échange et en philosophie le libéralisme. Marx démontre ici que le libéralisme renferme la notion d'État et se relie au dirigisme. (N. d. T.)

l'adhésion des États-Unis à la Déclaration de Paris, à condition que l'interdiction de la course en mer soit étendue à la faction en révolte des États-Unis, à savoir à la Confédération du Sud. En fait, la réponse qu'il reçut, ce fut la reconnaissance des droits de belligérance de la Confédération du Sud ¹.

“ L'humanité, le progrès et la civilisation ” suggérèrent aux cabinets de Saint-James et des Tuileries que l'interdiction de la course en mer réduirait considérablement les chances de la sécession, et donc de la dissolution des États-Unis. La Confédération fut donc reconnue en toute hâte comme partie belligérante, afin que l'on puisse répondre ensuite au cabinet de Washington que l'Angleterre et la France ne pouvaient évidemment reconnaître la proposition d'une des parties belligérantes comme loi liant l'autre partie belligérante. Depuis le début de la guerre civile, la même “ noble honnêteté ” inspire toutes les négociations diplomatiques de l'Angleterre et de la France avec le gouvernement de l'Union, et si le *San-Jacinto* n'avait pas arraisonné le *Trent* sur la route de Bahama, il eût suffi de tout autre incident pour servir de prétexte au conflit que lord Palmerston appelle de ses vœux.

Karl Marx : A PROPOS DE LA CRISE DU COTON

Die Presse, 8 février 1862.

L'assemblée annuelle de la Chambre de commerce s'est tenue à Manchester il y a quelques jours. Elle représente le Lancashire, le plus important district industriel du Royaume-Uni et le centre principal de la manufacture de coton britannique. Le président de l'assemblée - M. E. Potter - et les principaux orateurs - MM. Bazley et Turner - représentent Manchester et une partie du Lancashire aux Communes. Des délibérations de cette assemblée nous apprennent *officiellement* quelle sera l'attitude du grand centre de l'industrie cotonnière anglaise au “ sénat de la nation ” en ce qui concerne la crise américaine.

Lors de l'assemblée, tenue l'année *précédente* par la Chambre de commerce, M. Ashworth, l'un des plus importants barons du coton d'Angleterre, avait célébré en termes dithyrambiques l'expansion inouïe de l'industrie cotonnière anglaise au cours de la dernière décennie. Il souligna notamment que les crises commerciales de 1847 et 1857 n'avaient provoqué aucune chute des exportations anglaises de fils et de tissus de coton. Il expliqua ce phénomène par les vertus merveilleuses du système de libre-échange introduit en 1846. À cette époque déjà, ce langage sonnait creux : comment un système incapable d'épargner à l'Angleterre les crises de 1847 et 1857 pouvait-il soustraire une branche d'industrie anglaise *particulière* - celle du coton - à l'influence de la crise générale ?

Mais, qu'entendons-nous aujourd'hui ? Tous les orateurs, y compris M. Ashworth, reconnaissent que, depuis 1858, il y a eu un engorgement sans précédent des marchés asiatiques et qu'à la suite d'une *surproduction* massive et continûment soutenue, il fallait s'attendre à l'actuelle saturation, même s'il n'y avait pas eu de guerre civile américaine, de tarif Morrill ² et de blocus. Certes, la question reste ouverte de savoir si la chute des exportations de l'année dernière eût atteint six millions de livres sterling sans ces circonstances aggravantes; quoi qu'il en soit, il faut admettre que les principaux marchés d'Asie et d'Australie ont une provision d'articles cotonniers anglais suffisante pour douze mois.

1 La reine Victoria répliqua au blocus des ports de la Confédération par le Nord (avril 1861) en proclamant la neutralité de l'Angleterre dans la guerre civile américaine, le 13 mai 1861. Au reste, le blocus ne serait reconnu qu'au cas où il serait efficace. L'Angleterre admit le droit des sudistes à s'emparer des navires du Nord en haute mer. Ainsi, la proclamation revenait à reconnaître de fait la Confédération du Sud comme puissance belligérante.

2 Le *tarif Morrill* est un droit douanier de caractère protectionniste, présenté au Congrès par le républicain Morrill et adopté en mai 1860. Les taxes douanières augmentèrent sensiblement à la suite de ce tarif. Dès le 4 février, les délégués des six États se concertèrent à Montgomery pour former la Confédération sudiste.

L'actuelle crise de l'industrie du coton anglais ne résulte donc pas simplement du blocus américain, mais de la surproduction anglaise, comme l'avoue maintenant l'autorité compétente en la matière, la Chambre de commerce de Manchester. Mais, quelles seraient les conséquences de la poursuite de la guerre civile américaine ? A cette question, nous obtenons de nouveau une réponse unanime : *souffrances infinies des classes laborieuses et ruine des petits fabricants*.

M. Cheatham note : “ On prétend à Londres que nous avons encore suffisamment de coton pour continuer à fournir du travail. Mais, il ne s'agit pas seulement de coton. Il s'agit avant tout de prix. Avec les prix actuels, les fabricants mangeraient leur capital. ”

Dans ces conditions, la Chambre de commerce se déclara nettement opposée à toute intervention quelle qu'elle soit aux États-Unis, encore que la plupart de ses membres fussent assez influencés par le *Times* pour tenir la dissolution de l'Union pour inévitable.

M. Potter affirme : “ La dernière chose que nous puissions conseiller serait l'intervention. Le dernier endroit d'où partirait une telle proposition serait Manchester. Rien ne nous déterminera à conseiller quelque chose de moralement mauvais. ”

M. Bazley : “ Le différend américain doit rester soumis au principe le plus strict de non-intervention. Le peuple de chaque pays doit ordonner ses propres affaires sans trouble extérieur. ”

M. Cheatham : “ Dans ce district, l'opinion dominante se rebelle avec force contre toute intervention dans le litige américain. Il faut l'exprimer clairement, parce qu'en cas de doute une pression extraordinaire pourrait être exercée sur le gouvernement par l'autre partie. ”

Que conseille donc la Chambre de commerce ? Le Gouvernement anglais doit éliminer tous les obstacles qui continuent à freiner, de par la faute de l'administration, la culture du coton en Inde. Il doit notamment abolir la taxe de dix pour cent sur les importations qui grèvent en Inde les fils et tissus anglais. À peine le régime de la compagnie des Indes orientales était-il éliminé¹, à peine les Indes orientales étaient-elles incorporées à l'Empire britannique, que Palmerston, par le truchement de M. Wilson, introduisit en Inde cette taxe d'importation sur les produits manufacturés anglais, et cela au moment même où il vendait la Savoie et le comté de Nice en échange de l'accord commercial anglo-français². Tandis que le marché français était d'une certaine manière ouvert à l'industrie anglaise, le marché des Indes orientales lui était en grande partie fermé.

À ce propos, M. Bazley nota que de grandes quantités de machines avaient été exportées vers Bombay et Calcutta depuis l'introduction de cette taxe et qu'on avait édifié sur place des fabriques de style anglais. Celles-ci s'apprêtent à leur chiper les meilleurs cotons indiens. Si l'on ajoute aux dix pour cent de taxe d'importation les quinze pour cent de frais de transport, les rivaux artificiellement suscités par l'initiative du Gouvernement anglais jouissent d'un tarif protecteur de vingt-cinq pour cent.

En général, l'assemblée des hauts dignitaires de l'industrie anglaise exprima son amer ressentiment face aux tendances protectionnistes, qui se développent de plus en plus dans les colonies, notamment en Australie. Ces messieurs oublient que, durant plus d'un siècle et demi, ces colonies ont vainement protesté contre le “ système colonial ” de la métropole. À l'époque, les colonies réclamaient le libre-échange, tandis que l'Angleterre s'en tenait

1 En juillet 1858, le Parlement anglais adopta une loi destinée à “ améliorer l'administration de l'Inde ”, et le pouvoir passa de la Compagnie des Indes orientales aux mains de la Couronne. Cette loi prévoyait la constitution d'un Conseil indien, à titre d'organe délibérant auprès du ministère pour les Affaires indiennes. Le gouverneur général obtint le titre de vice-roi et devint en fait l'exécutant du ministre des colonies de Londres.

2 En 1858, la France et la Sardaigne conclurent un accord secret : Victor-Emmanuel accepta de céder le comté de Nice et la Savoie à Napoléon III, en échange de l'aide de la France contre l'Autriche. La guerre éclata en 1859. Bien que Napoléon III eût conclu en toute hâte la paix avec l'Autriche en abandonnant pratiquement son allié, il revendiqua Nice et la Savoie, que la Sardaigne finit par céder (mars 1860). Le gouvernement de Palmerston protesta contre “ cette offense ”, et usa même d’ “ un langage où perçait une menace de guerre ”. Cependant, il ne prit aucune mesure, parce qu'il “ craignait ” que Napoléon III puisse abroger le récent traité commercial signé entre la France et l'Angleterre en vue de diminuer les droits sur les articles manufacturés anglais.

à la prohibition. Aujourd'hui, l'Angleterre prêche le libre-échange, et les colonies trouvent que le protectionnisme vis-à-vis de l'Angleterre est plus conforme à leurs intérêts.

Karl Marx : L'HUMANITARISME BRITANNIQUE ET L'AMÉRIQUE

Die Presse, 20 juin 1862.

Londres, le 14 juin 1862.

Comme la liberté en France, l'humanitarisme est devenu maintenant en Angleterre un article d'exportation pour les *affairistes de la politique*. Nous nous souvenons du temps où le tsar Nicolas fit fouetter des dames polonaises par ses soldats¹ et où lord Palmerston trouva “ non politique ” l'indignation exprimée par certains parlementaires. Nous nous souvenons d'une révolte aux îles ioniennes² il y a une dizaine d'années, qui fournit l'occasion au gouvernement local anglais de faire fouetter un nombre assez considérable de femmes grecques. “ Nous approuvons cette mesure ”, dirent Palmerston et ses collègues whigs, alors au gouvernement. Il y a quelques années à peine, il fut prouvé au Parlement que les collecteurs d'impôts usaient contre les femmes des paysans indiens, de moyens de contrainte si infâmes qu'on ne peut en donner les détails. Certes, Palmerston et ses collègues n'eurent pas le front de justifier ces atrocités, mais quels cris eussent-ils poussés, si un gouvernement étranger se fût permis de proclamer publiquement son indignation devant les infamies anglaises et eût manifesté clairement sa volonté d'intervenir au cas où Palmerston et ses collègues ne désavoueraient pas immédiatement les fonctionnaires du fisc indien. Or, Caton le censeur lui-même n'eût pu veiller plus anxieusement sur les mœurs des Romains que les aristocrates anglais et leurs ministres sur l' “ humanitarisme ” des belligérants yankees.

Les dames de La Nouvelle-Orléans, beautés jaunâtres, couvertes de bijoux du plus mauvais goût, assez comparables aux bonnes femmes des vieux Mexicains, hormis qu'elles ne mangent pas leurs esclaves en chair et en os, sont cette fois - auparavant c'était les dames du port de Charleston - l'occasion pour les aristocrates britanniques d'arborer leur humanitarisme. Les femmes anglaises (il ne s'agit pas de ladies, puisqu'elles ne possèdent pas d'esclaves) qui souffrent de la faim au Lancashire, n'ont jusqu'ici pas délié la langue au moindre parlementaire; le cri de détresse des femmes irlandaises qui, à la suite de l'éviction progressive des petits fermiers de l'Eire verdoyante sont jetées à demi nues sur les routes et chassées de leur maison comme si les Tartares y avaient fait une descente, leur cri n'a rencontré jusqu'ici qu'un seul écho chez les lords, aux Communes ou au gouvernement de Sa Majesté : l'homélie sur les droits absolus de la propriété foncière³.

Mais, les dames de La Nouvelle-Orléans ! C'est évidemment tout autre chose. Elles ont l'esprit trop éclairé pour participer au tumulte de la guerre, telles les déesses de l'Olympe, ou pour se précipiter dans les flammes, telles les femmes de Sagonte⁴. Elles ont inventé un nouveau mode d'héroïsme qui escamote tout danger, un mode que seules pouvaient inventer des esclavagistes, ou mieux des esclavagistes d'un pays où la partie libre de la population, quand elle n'a pas d'esclaves comme les citoyens du monde antique, est faite de boutiquiers de profession, de négociants en coton, en sucre ou en tabac. Leurs hommes s'étant enfuis de La Nouvelle-Orléans ou terrés dans leurs greniers, ces dames se précipitèrent dans les rues pour cracher au visage des troupes victorieuses

1 Marx fait allusion à la répression sauvage des Russes lors de l'insurrection polonaise de 1831.

2 L'Angleterre avait instauré son protectorat sur les îles ioniennes en 1815. Fin 1858 et début 1859, la population entra en lutte ouverte pour éliminer le pouvoir absolu du haut-commissaire britannique et exiger l'incorporation à la Grèce. Cette lutte aboutit en 1864 au rattachement des îles à la Grèce.

3 C'est manifestement une allusion aux lois sur les propriétaires terriens et les fermiers de novembre 1852. Marx a consacré plusieurs articles à ces mesures qui frappèrent durement l'Irlande.

4 Ville d'Espagne : en l'an 219 av. J.-C., elle s'allia à Rome et fut prise par Hannibal, après un dur siège de huit mois. Les femmes luttèrent aux côtés des hommes, et certaines d'entre elles préférèrent se jeter dans les flammes plutôt que de se rendre.

de l'Union, ou pour leur tirer la langue, ou enfin, comme Méphistophélès, pour leur faire des “ gestes obscènes ” et leur crier des insultes. Ces mégères croyaient pouvoir être “ impunément ” mal élevées.

C'était leur héroïsme à elles. Le général Butler lança une proclamation leur notifiant que si elles continuaient à jouer les filles de rue, elles seraient traitées comme telles. Bien qu'avocat de métier, le général Butler ne semble pas avoir étudié sérieusement le droit écrit anglais, sans quoi, il leur aurait purement et simplement interdit l'accès de la rue, en imitant les lois imposées à l'Irlande sous Castlereagh. L'avertissement de Butler aux “ dames ” de La Nouvelle-Orléans a suscité une telle indignation morale chez le comte Carnarvon, sir J. Walsh (qui joua un rôle si grotesque, et odieux en Irlande) et M. Gregory (qui avait demandé il y a quelques années déjà la reconnaissance de la Confédération), que le comte, le seigneur et l'homme “ sans, titre devant son nom ” interpellèrent aux Communes le ministère afin de savoir quelles démarches il comptait entreprendre au nom de l' “ humanité ” outragée.

Russell et Palmerston fustigèrent tous deux Butler et voulurent que le gouvernement de Washington le désavouât. Palmerston, au cœur si tendre, avait reconnu jadis, à l'insu de la reine et sans information préalable de ses collègues, le coup d'État de décembre 1851 (à l'occasion duquel plusieurs “ dames ” furent tuées et d'autres violées par les zouaves), sans doute par simple “ admiration humaine ”. Or, ce même vicomte au cœur tendre déclarait maintenant que l'avertissement de Butler était une “ infamie ”. Eh quoi, on voudrait interdire à des dames, et, qui plus est, à des dames qui ont le privilège de posséder des esclaves, d'exhaler leur rage et leur malveillance contre les simples soldats de l'armée unioniste, faite de paysans, d'artisans et autres malotrus ! C'est proprement “ infâme ” !

Personne ici n'est dupe de cette farce humanitaire. Il s'agit, soit de susciter, soit de renforcer l'esprit d'intervention, notamment chez les Français. Aussi, après les premiers éclats mélodramatiques, les chevaliers de l'humanité à la chambre haute et basse - comme sur un ordre - rejetèrent-ils le masque de l'émotion. Leurs déclamations servaient de prologue à la question suivante : l'empereur des Français a pris contact avec le Gouvernement anglais pour une médiation, et il faut espérer qu'il y sera répondu favorablement. Russell et Palmerston déclarèrent tous deux qu'ils n'étaient pas au courant d'une telle offre. Russell déclara que le moment présent, était extrêmement défavorable à toute médiation. Palmerston, plus prudent et réservé, se contenta de dire que le Gouvernement anglais ne recherchait pas de médiation en ce moment.

Le plan, c'est que, durant l'intersession parlementaire anglaise, la France joue son rôle de médiation, et qu'en automne - lorsqu'on se sera assuré du Mexique - on commencera d'intervenir aux États-Unis. La pause actuelle sur le théâtre de guerre américain a tiré de leur torpeur ceux qui spéculent sur l'intervention à Saint-James et aux Tuileries. Cette pause elle-même est due à une faute stratégique des nordistes dans la conduite de la guerre. Si après ses victoires au Tennessee, l'armée du Kentucky, au lieu de se laisser attirer sur une voie de garage au sud du Mississippi, avait avancé rapidement vers les nœuds ferroviaires de Géorgie, les Reuter et Co. en seraient pour leurs frais dans l'affaire des rumeurs d' “ intervention ” et de “ médiation ”. Quoi qu'il en soit, l'Europe ne doit rien souhaiter avec plus de ferveur qu'un *coup d'État*, en vue de “ restaurer l'ordre aux États-Unis ” et d'y sauver, là aussi, la civilisation.

Karl Marx : A PROPOS DE L'ESCAMOTAGE DE LA DÉPÊCHE DE SEWARD

Die Presse, 18 janvier 1862.

Londres, le 14 janvier 1862.

La défunte affaire du *Trent* vient de ressusciter, mais cette fois comme *casus belli* non pas entre l'Angleterre et les États-Unis, mais entre le peuple anglais et le gouvernement anglais. Ce nouveau *casus belli* sera examiné au parlement, qui se réunit le mois prochain. Il ne fait pas de doute qu'ils aient pris tous deux acte de la polémique menée par le *Daily News* et le *Star* contre la *Morning Post* à propos du détournement et de la suppression de la

dépêche de paix de M. Seward du 30 novembre, que l'ambassadeur américain a lue le 19 décembre à lord John Russell.

Qu'il me soit permis de revenir sur cette affaire. La *Morning Post* ayant assuré que la dépêche de Seward n'avait pas le moindre rapport avec l'incident du *Trent* les effets en bourse se mirent à baisser et des propriétés s'élevant à plusieurs millions changèrent de mains, avec pertes d'un côté et profits de l'autre. On comprend que les milieux d'affaires et d'industrie soient indignés par le mensonge tout à fait injustifiable de la semi-officielle *Morning Post* et par la publication de la dépêche de Seward.

Dans l'après-midi du 9 janvier, la nouvelle de paix arriva à Londres. Le même soir, *l'Evening Star* interpella le gouvernement sur la suppression de la dépêche de Seward du 30 novembre. Le lendemain 10 janvier, la *Morning Post* répondit comme suit : " On demande pourquoi on n'a pas entendu parler plus tôt de la dépêche de Seward, que M. Adams a reçue en décembre ? L'explication en est fort simple. La dépêche reçue par M. Adams n'avait pas été communiquée à notre gouvernement. "

Le soir du même jour, le *Star* infligea à la *Post* un démenti complet et affirma que sa " rectification " n'était qu'un misérable faux-fuyant. En fait, la dépêche n'avait pas été 41 communiquée ", mais lue à lord Palmerston et lord Russell par M. Adams.

Le lendemain, samedi 11 janvier, le *Daily News* entra en lice et démontra à partir de l'article de la *Morning Post* du 21 décembre, que cette dernière et le gouvernement étaient parfaitement au courant, dès cette époque, de la dépêche de Seward, qu'ils falsifièrent délibérément. Le gouvernement préparait maintenant sa retraite. Au soir du 11 janvier, le semi-officiel *Globe* annonça que M. Adams avait certes communiqué la dépêche de Seward au gouvernement le 19 décembre, mais que celle-ci cependant " ne contenait pas d'offre de la part du cabinet de Washington ", ni " une excuse quelconque pour l'outrage fait à notre drapeau par le capitaine Wilkes " ¹. Cet aveu honteux qu'on avait abusé délibérément le peuple anglais pendant trois semaines ne fit que souffler sur le feu au lieu de l'éteindre. Un cri de colère résonna dans tous les journaux des districts industriels de Grande-Bretagne, et hier il trouvait enfin un écho jusque dans la presse conservatrice. Remarquons que toute la question a été soulevée non par les politiciens, mais par le public des affaires.

Le *Morning Star* d'aujourd'hui remarque à ce sujet : " Lord John Russell est indubitablement l'un des responsables de l'escamotage de la vérité; c'est lui, aussi, qui a laissé circuler les mensonges de la *Morning Post* sans les démentir, mais il est incapable d'avoir dicté l'article irresponsable, néfaste et mensonger qu'elle publia le 21 décembre... Seul, un homme tel que le ministre qui fabriqua la guerre afghane peut avoir été capable d'escamoter la dépêche de paix de Seward. La sottise indulgence des Communes lui a pardonné cette offense : le Parlement et le peuple ne vont-ils pas s'unir pour le punir de cette nouvelle faute ? "

Karl Marx : UN COUP D'ÉTAT DE LORD JOHN RUSSELL

Die Presse, 21.1.1862.

Londres, le 17 janvier 1862.

L'attitude de lord John Russell pendant la dernière crise était très fâcheuse, même pour un homme, dont toute la carrière parlementaire démontre qu'il a rarement hésité à sacrifier une force réelle à une position officielle. Personne n'a oublié que lord John Russell a perdu sa place de premier ministre au profit de Palmerston, mais personne ne semble se souvenir qu'il tient de Palmerston le ministère des Affaires extérieures. Le monde entier

1 Cf. *Le Globe* du 11 janvier 1862.

considère comme un axiome évident que Palmerston dirige le cabinet en son nom, et la politique étrangère au nom de Russell.

À l'arrivée de la première nouvelle de paix de New York, libéraux et conservateurs entonnèrent à qui mieux mieux les trompettes de la renommée pour louer la sagesse d'État de Palmerston, alors que le ministre de l'Extérieur, lord John Russell, ne recevait même pas un accessit pour son rôle d'assistant. Il fut complètement ignoré. Mais à peine le scandale de l'escamotage de la dépêche américaine du 30 novembre eut-il éclaté que le nom de Russell ressuscita d'entre les morts.

L'attaque et la défense découvrirent alors que le ministre *responsable* des Affaires extérieures s'appelait lord *John Russell*. Mais, voilà que Russell perdit patience. Sans attendre l'ouverture du Parlement et contrairement à tous les usages ministériels, il publia aussitôt dans la *Gazette* officielle du 12 janvier sa propre correspondance avec lord Lyons. Celle-ci démontre que M. Adams a lu le 19 décembre à lord John Russell la dépêche de Seward du 30 novembre; que Russell a expressément reconnu que cette dépêche contenait des excuses pour le geste du capitaine Wilkes, et que M. Adams - d'après les révélations de Russell - était certain de l'issue pacifique du différend. Après cette révélation, *officielle*, que reste-t-il de la *Morning Post* du 21 décembre, qui avait nié l'arrivée de toute dépêche de Seward sur l'incident du *Trent* ? que reste-t-il de la *Morning Post* du 10 janvier, qui accusait M. Adams d'avoir supprimé la dépêche ? que reste-t-il de tous les bruits de guerre répandus par la presse, de Palmerston, du 19 décembre 1861 au 8 janvier 1862 ?

Pis encore ! La dépêche de lord John Russell à lord Lyons du 19 décembre 1861 démontre que le cabinet anglais *n'a jamais présenté un ultimatum de guerre* aux États-Unis; que lord Lyons *n'a jamais* eu pour instruction de quitter Washington sept jours après la remise de l' " ultimatum " ; que Russell avait ordonné à l'ambassadeur d'éviter toute apparence de menace, et enfin que le cabinet anglais était déterminé à ne prendre une *décision définitive* qu'après *réception* de la réponse américaine. Toute la politique fracassante de la presse palmerstonienne, qui trouva un écho si servile sur le continent, est donc une simple chimère. Elle n'a jamais été pratiquée dans la réalité. Elle prouve simplement - comme le déclare aujourd'hui un journal londonien - que Palmerston " cherchait à contrecarrer la politique proclamée par le *Conseil responsable* de la Couronne et ayant donc force de loi ".

Le fait suivant démontre que le *coup de main* de lord John Russell a frappé la presse palmerstonienne comme la foudre dans un ciel serein. Le *Times* d'hier a esquivé la difficulté en passant purement et simplement sous silence la correspondance de Russell. C'est aujourd'hui seulement qu'il reproduit dans ses colonnes l'article de la *Gazette* londonienne, introduit et commenté par un éditorial qui évite craintivement le point central, à savoir le *conflit opposant le peuple anglais au gouvernement anglais*, et ne l'effleure qu'avec cette phrase exprimant sa mauvaise humeur : " Lord John Russell s'est donné beaucoup de mal pour trouver mention d'une *excuse* dans la dépêche de Seward. " La colère du Jupiter tonnant de *Printing Square House* s'évapore au contraire comme fumée dans un second éditorial où il déclare que M. Gilpin, qui est ministre du Commerce et partisan de l'école de Manchester, est indigne de siéger au gouvernement. Pourtant cet ancien libraire, ce démagogue et apôtre du juste milieu qu'est Gilpin ne passe chez personne pour un héros. Or, mardi dernier, dans une réunion publique à Northampton, dont il est le représentant au Parlement, il a commis ce forfait : il a exhorté le peuple anglais à empêcher par des manifestations publiques une reconnaissance intempestive de la Confédération du Sud qu'il stigmatisait inconsidérément comme le fruit de l'esclavagisme. Comme si - rugit le *Times* indigné - comme si Palmerston et Russell - et le *Times* de se souvenir soudain de l'existence de lord John Russell - n'avaient pas consacré toute leur vie à combattre l'esclavage ! C'était assurément une indiscretion soigneusement *calculée* de M. Gilpin que d'inviter le peuple anglais à entrer en lice contre les ardeurs pro-esclavagistes du ministère auquel il appartenait lui-même. Mais, comme nous l'avons dit, M. Gilpin n'est pas un héros. Toute sa carrière témoigne de ses faibles dispositions au rôle de martyr. Son indiscretion eut lieu le *jour même* où lord John Russell procéda à son coup de main. Nous

pouvons conclure de tout cela que le cabinet ne forme pas une “ famille unie et heureuse ” et que certains de ses membres se sont déjà faits à l'idée d'un “ divorce ”.

L'épilogue russe du drame du *Trent* n'est pas moins remarquable que son rebondissement ministériel anglais. Durant tout ce tapage, la Russie avait gardé le silence et était restée les bras croisés à l'arrière-plan. Or, voici qu'elle se précipite sur l'avant-scène, tape sur l'épaule de M. Seward, et déclare que le moment est enfin venu de régler définitivement la question des droits maritimes des États neutres. Comme on le sait, la Russie estime avoir pour mission de mettre les questions urgentes de la civilisation à l'ordre du jour de l'histoire mondiale au bon moment et au lieu adéquat. En fait, la Russie est à l'abri de toute attaque d'une puissance maritime, sitôt que celle-ci, renonçant à ses droits de belligérance vis-à-vis des États neutres, perd le moyen de dominer le commerce extérieur russe. La déclaration de Paris du 16 avril 1856¹, qui copie littéralement certaines parties du traité de neutralité “ armée ” de 1780 contre l'Angleterre, n'est pas encore devenue loi en Angleterre. Quelle ironie du destin, si le *différend anglo-américain* s'achevait avec la ratification par le- Parlement et la couronne anglaise d'une concession que deux ministres anglais ont faite, de leur propre initiative, à la Russie à la fin de la guerre anglo-russe de 1853 !

Karl Marx : LE DÉBAT PARLEMENTAIRE SUR L'ADRESSE

Die Presse, 12 février 1862.

Londres, le 7 février 1862.

... La partie “ technique ” des débats tourna autour des *États-Unis*, du *Mexique* et du *Maroc*.

En ce qui concerne les *États-Unis ceux du dehors* (qui ne font pas partie du ministère) firent l'éloge de *ceux du dedans* (qui sont les *heureux possédants*). Derby, le chef conservateur de la Chambre des lords, et Disraeli, le chef conservateur de la Chambre des communes, ne se dressèrent pas contre le gouvernement, mais bien plutôt l'un contre l'autre.

Tout d'abord, Derby dit son amertume sur l'absence d'une “ pression extérieure ” du peuple. Certes, il “ admirait ” le stoïcisme et la dignité des ouvriers des fabriques, mais en ce qui concerne les maîtres de fabrique, il était obligé de les exclure de ses louanges. Le trouble américain arrivait fort opportunément pour eux, puisque la surproduction et l'engorgement de tous les marchés leur eussent, de toute façon, imposé des restrictions commerciales.

Derby poursuivit, en attaquant violemment le gouvernement de l'Union, qui “ s'est exposé lui-même ainsi que son peuple aux humiliations les plus indignes ” : il n'a pas agi en “ gentleman ”, parce qu'il n'a pas pris l'initiative de rendre volontairement Mason, Slidell et Co. et de faire amende honorable.

Son second aux Communes, M. Disraeli, comprit tout de suite combien la charge de Derby était dommageable aux espoirs ministériels des conservateurs. Il prit donc le contre-pied et déclara : “ Si je considère les graves difficultés que les hommes d'État américains ont à affronter, j'irais même jusqu'à dire qu'ils leur ont fait face de manière virile et courageuse. ”

D'autre part - avec son esprit de conséquence habituel - Derby protesta contre les “ nouvelles doctrines ” en matière de droit maritime. De tout temps, l'Angleterre avait défendu les droits des belligérants contre les prétentions des États neutres. Certes, lord Clarendon avait fait une “ dangereuse ” concession à Paris en 1856. Par

1 *Déclaration sur les principes du droit maritime international*, adoptée le 16 avril 1856 au Congrès de Paris. Elle interdisait les opérations de corsaires (c'est-à-dire la guérilla sur mer), et inaugurait donc l'ère des guerres navales entre États officiels. Elle garantissait la protection des navires de commerce des États neutres contre les empiètements des puissances belligérantes. Comme Marx l'explique, la déclaration fut un succès pour la Russie, qui, en cas de guerre, eût été asphyxiée par un blocus maritime, étant donné que son industrie était encore trop arriérée pour suffire aux besoins normaux, et à plus forte raison exceptionnels d'un pays en guerre.

bonheur, elle n'était pas encore ratifiée par la Couronne, si bien qu' " elle ne modifiait pas l'état du droit international ". M. Disraeli, manifestement en accord avec le ministère, évita pour sa part d'aborder ce problème.

Derby approuva la politique de non-intervention du ministère. Le moment de reconnaître la Confédération du Sud *n'étant pas encore* venu, il demanda des documents authentiques afin de juger " dans quelle mesure le blocus était *de bonne foi* et effectif, et s'il était tel qu'il devait être reconnu et respecté par la loi des nations ? "

Lord John Russell déclara, en revanche, que le gouvernement de l'Union avait utilisé un nombre suffisant de navires pour le blocus, mais ne l'avait pas fait respecter partout de manière conséquente. M. Disraeli ne voulut se permettre aucun jugement sur la nature du blocus, mais demanda au ministère des Informations pour l'éclairer sur ce sujet. Avec emphase, il mit en garde contre une reconnaissance intempestive de la Confédération, et ce, d'autant que l'Angleterre était en train de se compromettre en menaçant un État américain - le Mexique - dont elle avait précédemment reconnu l'indépendance.

Après les *États-Unis*, ce fut le tour du *Mexique*. Nul membre du Parlement ne condamna cette guerre entreprise sans déclaration de guerre, mais l'immixtion dans les affaires intérieures d'un pays en application du principe de non-intervention ainsi que la coalition avec la France et l'Espagne afin d'intimider un pays à moitié sans défense. Ceux qui sont en dehors indiquèrent à ce propos qu'ils se réservaient simplement le Mexique comme prétexte à leurs manœuvres de parti. Derby réclama des documents, aussi bien sur la convention entre les trois puissances, que sur la manière dont elle fut exécutée. Il approuva la convention, parce que - à son avis - le juste chemin pour chacune des parties contractantes était que les revendications de chacune d'elles restassent *indépendantes*. Cependant, des rumeurs publiques lui faisaient craindre qu'une des puissances au moins - l'Espagne - poursuivît des opérations outrepassant le cadre du traité : comme si Derby pensait vraiment que la grande puissance qu'est l'Espagne était capable d'agir contre la volonté de la France et de l'Espagne ! Lord John Russell répondit : les trois puissances poursuivent le même but et évitent anxieusement de gêner les Mexicains dans le règlement de leurs propres affaires d'État.

Aux Communes, M. Disraeli s'abstint de tout jugement jusqu'à ce qu'il ait pris connaissance des documents. Cependant, il trouva " l'annonce du gouvernement *suspecte* ". L'Angleterre avait été la première à reconnaître l'indépendance du Mexique. Or, cette reconnaissance évoque une politique mémorable : la *politique anti-Sainte-Alliance*, ainsi qu'une personnalité mémorable, celle de Canning. Quelle singulière occasion poussa donc l'Angleterre à porter le premier coup à cette indépendance ? Sans compter que l'intervention a changé bientôt de prétexte. Au début, il s'agissait d'obtenir réparation pour des injustices subies par des sujets anglais. Or voilà qu'on murmure qu'il faut instaurer de nouveaux principes de gouvernement, ainsi qu'une nouvelle dynastie.

Lord Palmerston renvoya tout le monde aux documents soumis au Parlement, à la convention interdisant aux alliés d' " assujettir " le Mexique et de lui imposer une forme de gouvernement n'ayant pas l'agrément du peuple. Mais, en même temps il a découvert une cachette diplomatique : il aurait entendu dire qu'un parti mexicain souhaitait la transformation de la république en monarchie, mais il ne connaissait pas la force de ce parti. Tout ce qu' " il souhaitait quant à lui c'est qu'on instaurât au Mexique un gouvernement quel qu'il, soit mais susceptible de négocier avec les États étrangers ". Il souhaite donc la formation d'un nouveau gouvernement. Il déclara en effet que *l'actuel gouvernement n'existait pas*.

En conséquence, il assumait la responsabilité de l'alliance de l'Angleterre avec la France et l'Espagne, ainsi que le privilège de la Sainte-Alliance de décider de l'existence ou de la non-existence des gouvernements étrangers. Et d'ajouter modestement : " C'est tout ce que le gouvernement de la Grande-Bretagne cherche à atteindre. " Rien de plus !...

" On a, en outre, reproché aux communistes de vouloir abolir la patrie et la nationalité. Les travailleurs n'ont pas de patrie. On ne peut leur enlever ce qu'ils n'ont pas. " (Karl Marx et Fr. Engels : Le Manifeste)

Karl Marx : L'OPINION PUBLIQUE ANGLAISE

New York Daily Tribune, 1° février 1862.

Londres, le 11 janvier 1862.

La nouvelle du dénouement pacifique ¹ du conflit du *Trent* a été saluée avec enthousiasme par la masse du peuple anglais, ce qui prouve indubitablement que la guerre attendue était impopulaire et que l'on redoutait ses effets. Les États-Unis ne doivent jamais oublier que, du début à la fin du conflit, la *classe ouvrière* d'Angleterre ne les a jamais abandonnés. C'est grâce à elle si, en dépit des provocations insidieuses, renouvelées quotidiennement par une presse vénale et irresponsable, il n'y eut pas dans tout le Royaume-Uni une seule réunion publique en faveur de la guerre durant toute la période où la paix ne tenait plus qu'à un fil. Le seul meeting en faveur de l'intervention fut organisé - lors de l'arrivée de la *Plata* - dans les locaux commerciaux de la Bourse de Liverpool par les spéculateurs du coton, qui restèrent entre eux ². Même à Manchester, on se rendit si bien compte des sentiments de la classe ouvrière qu'une tentative isolée de convoquer un meeting pour la guerre fut abandonnée à peine que l'idée en eut germé.

Partout où des réunions publiques eurent lieu en Angleterre, en Écosse ou en Irlande ³, on protesta contre les violents cris de guerre de la presse et les sombres projets du gouvernement en se déclarant pour une solution amiable des questions litigieuses. À cet égard, les deux meetings les plus récents, dont l'un fut tenu à Paddington (Londres) et l'autre à Newcastle-upon-Tyne, sont tout à fait caractéristiques. Au premier, on applaudit l'exposé de M. Washington Wilkes, affirmant que l'Angleterre n'avait aucun droit de critiquer l'arrestation des émissaires du Sud; tandis qu'au second, on adopta à la quasi-unanimité la résolution suivante : premièrement, les Américains ne se sont rendus responsables que de l'exercice légal du droit de visite et de saisie; deuxièmement, il faut punir le capitaine du *Trent* qui a violé la neutralité anglaise, proclamée par la reine.

Dans les circonstances habituelles, on aurait pu attribuer les sentiments des ouvriers anglais à la sympathie normale qu'éprouvent les masses populaires du monde entier pour l'unique gouvernement du peuple existant au monde. Il y a plus. Dans les circonstances présentes, une grande partie de la classe ouvrière anglaise souffre directement ⁴ et sévèrement des conséquences du blocus du Sud, tandis qu'une autre partie est indirectement touchée par les restrictions du commerce américain dues - à ce qu'on leur raconte - à l'égoïste politique protectionniste des républicains, et enfin le seul hebdomadaire démocratique qui continuait d'exister - le *Reynolds's Weekly Newspaper* - s'est vendu lui-même à MM. Yancey et Mann et, semaine après semaine, s'époumone en appels à la classe ouvrière afin que celle-ci, dans son propre intérêt, pousse le gouvernement à la guerre contre l'Union. Dans de telles conditions, la simple justice exige que l'on considère avec respect la ferme attitude de la classe ouvrière anglaise, et ce d'autant qu'on peut lui opposer le comportement hypocrite, fanfaron, lâche et bête de l'officiel et bien-pensant John Bull.

¹ * Nous avons regroupé les articles que Marx a consacrés à l'attitude exemplaire du prolétariat anglais face à l'impérialisme national. (N. d. T.)

² Marx a consacré un court article à cette réunion dans *Die Presse* du 3 décembre 1861 sous le titre " Le conflit anglo-américain ".

³ Par exemple en Irlande, à Dublin, cinq mille personnes se rassemblèrent pour acclamer un orateur, qui proclama ouvertement que, si l'Angleterre déclarait la guerre aux États-Unis, l'Irlande se battrait aux côtés de l'Amérique.

⁴ En Angleterre, aucune classe ne souffrit davantage des conséquences de la crise cotonnière que le prolétariat : Cf. par exemple les articles de Marx : " La misère ouvrière en Angleterre " et " La misère des ouvriers du coton ", in : *Die Presse*, 27 septembre et 4 octobre 1862.

Pour les ouvriers anglais, et tout spécialement ceux qui travaillaient dans l'industrie textile, la pénurie du textile signifiait le chômage, ou, dans le meilleur des cas, le chômage partiel. En 1862, les trois cinquièmes de l'industrie textile furent arrêtés en Angleterre, et soixante-quinze pour cent des ouvriers du textile furent touchés par le chômage qui dura plus de deux ans. Par exemple, à Stockport, six mille salariés étaient sans travail, six mille autres employés partiellement, et cinq mille travaillaient à plein temps. En novembre 1862, 35,9 % de la population de Glossop étaient assistés ou vivaient de la charité publique.

Quelle différence avec l'attitude du peuple lors du conflit russe de 1853-1856 ! A cette époque, le *Times*, la *Post* et autres organes serviles de Londres pleurnichaient après la paix, et de gigantesques meetings en faveur de la guerre leur répondirent partout. Aujourd'hui, cette presse hurle à la guerre, tandis que leur répondent des meetings pour la paix, qui dénoncent les projets fratricides officiels ainsi que les sympathies pro-esclavagistes du gouvernement. Le désappointement des augures de l'opinion publique, lorsqu'arriva la nouvelle du règlement pacifique de l'affaire du *Trent*, faisait vraiment plaisir à voir.

Tout d'abord, il faut se féliciter de la dignité, du bon sens, de la bonne volonté et de la modération, dont les masses ont fait preuve jour après jour tout au long de ce mois. Elles étaient *modérées* dans les deux jours qui suivirent l'arrivée de la *Plata*, alors que Palmerston hésitait et cherchait s'il pouvait trouver un prétexte légal au conflit. À peine les conseillers juridiques de la Couronne trouvèrent-ils un prétexte légal, que se déchaînèrent des hurlements tels qu'on n'en avait plus entendus depuis la guerre anti-jacobine¹. Les dépêches du Gouvernement anglais partirent de Queenstown début décembre. On ne pouvait attendre une réponse de Washington avant début janvier. Les événements survenus dans l'intervalle parlaient tous en faveur des Américains. Le ton de la presse outre-Atlantique était calme, bien que l'affaire de Nashville² ait éveillé les passions. Tous les faits avérés montrent que le capitaine Wilkes a agi de son propre mouvement.

La situation du gouvernement de Washington était délicate. S'il s'opposait aux exigences anglaises, il risquait de compliquer la guerre civile par une guerre extérieure. S'il céda, il portait préjudice à son autorité à l'intérieur, et semblait reculer devant une pression étrangère. Et, dans cette situation, le gouvernement menait, en même temps, une guerre qui jouissait des plus chaudes sympathies de tout homme qui n'est pas un ruffian.

La prudence et la décence les plus élémentaires eussent dû dicter, en conséquence à la presse londonienne - du moins pendant le temps où l'on attendait la réponse américaine à la demande anglaise - que l'on s'abstienne de toute parole susceptible de contribuer à échauffer les esprits, à susciter l'animosité et à compliquer les difficultés déjà existantes. Mais non ! Cette presse " qui ne peut réprimer sa bassesse et sa servilité ", selon la définition de William Cobbett - une autorité en la matière - avait rampé humblement pendant un demi-siècle devant l'arrogance croissante et les insultes des gouvernements pro-esclavagistes, parce qu'elle craignait que les États-Unis ne s'unissent enfin en une seule force. Et voilà qu'elle se réjouit bruyamment, à la façon des lâches, de tirer vengeance du gouvernement républicain, qui était absorbé par les lourdes tâches de la guerre civile à l'intérieur. L'histoire de l'humanité ne connaît pas d'exemple plus infâme d'aveu de sa propre bassesse.

L'un des laquais, le *Moniteur* privé de Palmerston - le *Morning Post* - révèle lui-même qu'il est accusé par des journaux américains d'un acte ignominieux : John Bull n'a jamais été informé parce que ses maîtres et oligarques lui ont soigneusement caché la nouvelle - que M. Seward, sans attendre la dépêche de Russell, a démenti toute participation du cabinet de Washington au geste du capitaine Wilkes. La dépêche de M. Seward arriva à Londres le 19 décembre. Le 20 décembre, la rumeur de ce " secret " se répandit à la Bourse. Le 21, les larbins du *Morning Post* intervinrent pour annoncer sérieusement que " la dépêche en question n'avait absolument aucun lien avec les incidents survenus sur le navire postal ".

1 Marx indique que la guerre impérialiste menée par l'Angleterre, soit contre la France en 1793, soit contre les États-Unis en 1812-1814, etc., n'était pas seulement dirigée contre les pays engagés dans un processus de transformation révolutionnaire; mais encore contre le prolétariat anglais lui-même : " Vint la guerre contre les jacobins, qui était en réalité *une guerre des propriétaires fonciers anglais contre les masses travailleuses de leur pays*. Alors le capital célébra ses bacchanales : il prolongea la journée de travail jusqu'à des douze, quatorze ou dix-huit heures. " (*Salaires, prix et profit*).

2 En automne 1861, le navire corsaire sudiste *Nashville*, qui s'était emparé d'un butin de trois millions de dollars et qui tentait d'échapper à la flotte fédérale, arriva au large de la côte britannique. Bien que parfaitement au courant de ce qui se passait, les autorités britanniques autorisèrent le *Nashville* à entrer à Southampton et à débarquer, en violation flagrante de la neutralité.

Le lecteur pensera que nous traitons peut-être trop durement cette presse servile. Mais, dans le *Daily News*, le *Morning Star* et autres journaux londoniens, l'expérience nous a appris depuis longtemps que le lecteur n'apprendra jamais ce qui se passe chez les autres, à l'extérieur. En effet, le *Morning Post*, le *Times*, de même que la *Patrie* et le *Pays*, s'ingénient à tromper le public non seulement pour l'égarer en matière politique, mais encore pour le plumer financièrement, au profit de leurs maîtres, dans le domaine boursier.

Le cynique *Times* se rend parfaitement compte qu'au cours de toute la crise, il n'a compromis personne d'autre que lui-même; qui plus est, il a fourni lui-même la preuve de l'inanité de l'affirmation selon laquelle il exerce une influence quelconque sur le véritable peuple d'Angleterre. Il utilise aujourd'hui une astuce qui, à Londres, n'agit que sur les muscles du rire, mais qui peut cependant être mal comprise outre-Atlantique. Les "classes populaires" de Londres, le "mob" - comme les laquais de la presse les appellent - ont manifesté clairement - il en a même été question dans les journaux - qu'elles considéreraient comme une farce extraordinairement convenante de recevoir les esclavagistes Mason (qui, soit dit en passant, est un parent éloigné de Palmerston, puisque son arrière-grand-père avait épousé une fille de sir W. Temples)¹, Slidell & Co. de la même façon qu'elles ont reçu Haynau lors de sa visite à la brasserie de Barclay². Déjà, le *Times* est épouvanté à l'idée d'un incident aussi choquant. Mais comment cherche-t-il à parer le coup ? Il exhorte le peuple anglais à ne pas faire une ovation à Mason, Slidell & Co. Le *Times* sait fort bien que son article d'aujourd'hui a fait rire tous les bistrots de Londres. Mais, peu importe ! De l'autre côté de l'Atlantique, certains penseront peut-être que le magnanime *Times* a sauvé l'Amérique de l'insulte d'ovations enthousiastes à Mason, Slidell & Co., alors qu'en réalité il n'a cherché qu'à protéger ces messieurs de graves désagréments.

Tant que l'affaire du *Trent* n'était pas réglée, le *Times*, le *Morning Herald*, l'*Economist* et la *Saturday Review* - au fond, toute la presse convenable et vénale de Londres - ont tout tenté pour convaincre John Bull que le gouvernement de Washington, même s'il le voulait, serait incapable de sauvegarder la paix, parce que la populace yankee ne le permettrait pas et que le gouvernement fédéral lui-même est le gouvernement de la populace. Les événements ont démontré que c'était là un mensonge. Cette presse cherche-t-elle maintenant à réparer ses méchantes insultes au peuple américain ? En tire-t-elle au moins la leçon, à savoir que des laquais ne peuvent prétendre juger des actions d'un peuple libre ? Il n'en est rien. Elle est unanime à découvrir aujourd'hui que le Gouvernement américain, en ne prévenant pas la demande de l'Angleterre et en n'extradant pas les traîtres sudistes aussitôt après leur capture, a manqué le coche et a enlevé tout mérite à sa présente concession. De vrais larbins !

M. Seward a condamné le geste de Wilkes avant même de recevoir la demande d'explications anglaise et a déclaré aussitôt qu'il voulait bien s'engager dans la voie de la conciliation. Et que fait-on en de semblables occasions ? Que fit le Gouvernement anglais, lorsque, sous le prétexte d'enrôler de force des marins saisis à bord de navires américains - un prétexte qui n'a absolument rien à voir avec les règlements de la marine de guerre, mais n'est manifestement qu'un énorme empiétement sur toute notion de droit international - le *Leopard* lâcha sa bordée sur le *Chesapeake*, tuant six marins et en blessant vingt et un autres, avant de faire prisonniers à bord du *Chesapeake* de prétendus citoyens anglais ? Cette exaction se produisit le 10 juin 1807. Véritable satisfaction - remise des marins, etc. - ne fut offerte que le 8 novembre 1812, cinq ans après. Il est vrai que le Gouvernement anglais désavoua aussitôt le geste de l'amiral Berkeley, tout comme M. Seward le fit pour le capitaine Wilkes; cependant, en guise de punition, l'amiral fut promu à un grade supérieur. En proclamant les ordonnances du

1 Marx a écrit un petit article sur l'origine et la vie des émissaires confédérés dans *Die Presse*, 8 décembre 1861 : " Les acteurs principaux du drame du *Trent* ".

2* En 1850, Haynau - un général autrichien réactionnaire - a été rossé par des ouvriers londoniens en colère, lorsqu'il visita la brasserie de Barclay.

Conseil ¹, l'Angleterre reconnut ouvertement qu'elle avait violé les droits des États neutres en général et des États-Unis en particulier; que cela lui était imposé de force comme mesures de représailles, contre Napoléon, et qu'elle serait heureuse de cesser d'agir ainsi à condition que Napoléon lui aussi ne violât plus les droits des États neutres. En ce qui concerne les États-Unis, Napoléon cessa ses empiétements au printemps 1810, mais l'Angleterre persista à violer les droits maritimes de l'Amérique. Sa résistance dura de 1806 au 23 juin 1812 - après que les États-Unis eussent déclaré la guerre à l'Angleterre le 18 juin 1812. Dans ce cas, l'Angleterre refusa pendant six ans de cesser ses empiétements - ouvertement reconnus - bien qu'elle les réparât à chaque fois. Et voilà les gens qui se permettent de dire que le Gouvernement américain a laissé passer une brillante occasion ! Que sa plainte soit juste ou fautive, c'est une vilénie de la part du Gouvernement britannique que d'appuyer cette plainte relative à une simple erreur technique ou faute de procédure, par un ultimatum exigeant la remise des prisonniers. Le Gouvernement américain pouvait avoir des raisons de céder à cet ultimatum, mais ne pouvait en avoir de prendre l'initiative du règlement de ce conflit par une concession unilatérale.

En apaisant l'actuel conflit du *Trent*, on n'a nullement réglé la question qui a provoqué toute la dispute et qui resurgira probablement, à savoir les, droits de guerre d'une puissance maritime vis-à-vis des États neutres.

Avec votre permission, j'essaierai de traiter de toute cette question dans un prochain article. Pour l'instant, vous me permettrez de dire qu'à mon avis MM. Mason et Slidell ont rendu un grand service au gouvernement fédéral. Il existait en Angleterre un très influent parti de la guerre, qui, soit pour des raisons commerciales, soit pour des raisons politiques, aspirait à un conflit avec les États-Unis. L'affaire du *Trent* a mis ce parti à l'épreuve, et il a échoué. La rage de guerre a été calmée par une affaire mineure, qui a servi de soupape : l'enthousiasme délirant de l'oligarchie a porté ombrage à la démocratie anglaise, a heurté les divers intérêts britanniques liés aux États-Unis et a donné conscience aux ouvriers de la nature véritable de la guerre civile. Enfin, tout cela va mettre un terme à la dangereuse période où Palmerston régnait en autocrate, sans être gêné par le Parlement. C'était le seul moment où il était possible de hasarder une guerre de l'Angleterre aux côtés des esclavagistes. Or, ce temps est maintenant passé.

Karl Marx : UN MEETING PRO-AMÉRICAIN

Die Presse, 5 janvier 1862.

Londres, le 1er janvier 1862.

De jour en jour, le mouvement d'opposition à la guerre gagne plus d'énergie et d'ampleur au sein du peuple anglais. Au cours des réunions publiques organisées un peu partout dans le pays, on réclame un *arbitrage* du conflit entre l'Angleterre et l'Amérique. Des memoranda rédigés en ce sens pleuvent littéralement sur le chef du cabinet, et la presse indépendante de province est pour ainsi dire unanime dans son opposition aux appels bellicistes de la presse londonienne.

Nous donnons ci-après un compte rendu détaillé du meeting de lundi dernier tenu à Brighton, parce qu'il émane de la classe ouvrière et que les deux orateurs principaux - MM. Conningham et White - sont des membres influents du Parlement, qui siègent tous deux du côté ministériel de la Chambre.

M. Wood (un ouvrier) proposa la première motion affirmant " que le conflit entre l'Angleterre et l'Amérique surgit d'une mauvaise interprétation du droit international, et non d'une insulte délibérée au drapeau anglais; que la présente assemblée est

¹ Les ordonnances du Conseil anglais, rédigées en 1807, prévoyaient que tous les navires qui commerçaient avec la France ou ses alliés, étaient passibles de saisie, et enjoignaient aux navires neutres de faire escale dans des ports britanniques. Comme ces mesures étaient particulièrement préjudiciables au commerce américain, les États-Unis s'y opposèrent en déclarant qu'elles constituaient une violation des droits de la neutralité. Ces ordonnances furent finalement suspendues le 23 juin 1812, cinq jours après la déclaration de guerre à l'Angleterre par les États-Unis.

donc d'avis que tout le litige devrait être porté devant une puissance neutre pour décision arbitrale; que, dans ces conditions, une guerre avec l'Amérique ne se justifierait pas, mais mériterait au contraire d'être condamnée par le peuple anglais ”.

Pour appuyer sa motion, M. Wood remarqua entre autres : “ On prétend que cette nouvelle insulte n'est que le dernier anneau d'une chaîne d'insultes que l'Amérique aurait faites à l'Angleterre. Même en supposant que ce soit vrai, qu'est-ce que cela prouverait pour ce qui concerne ceux qui hurlent à la guerre actuellement ? Rien d'autre que ceci : tant que l'Amérique était unie et puissante, nous avons accueilli sans broncher ses outrages, mais à présent à l'heure où elle est en péril - nous exploitons une position favorable pour venger l'insulte. Cette façon de procéder ne nous stigmatiserait elle pas comme des lâches aux yeux du monde civilisé ? ”

M. Conningham : “ En ce moment, l'Union pratique une franche *politique d'émancipation (Applaudissements)*, et je formule le sérieux espoir qu'aucune intervention de la part du Gouvernement anglais ne sera permise. (*Applaudissements.*) Voulez-vous, libres Anglais, admettre qu'on vous implique dans une guerre anti-républicaine ? Or, telle est l'intention du *Times* et du parti qui est derrière lui. J'en appelle aux ouvriers d'Angleterre, qui ont le plus grand intérêt à maintenir la paix, pour qu'ils élèvent la voix et, le cas échéant, le poing pour empêcher la perpétration d'un tel crime. (*Applaudissements sonores.*) Le *Times* a mis en œuvre tous les moyens pour exciter les tendances bellicistes du pays et pour susciter l'hostilité chez les Américains en aggravant les rancœurs et les discordes... Je n'appartiens pas à ce que l'on appelle le parti pacifiste. En 1853, le *Times* favorisa la politique de la Russie et rassembla toutes ses forces pour convier notre pays à assister sans broncher à tous les empiétements militaires de la barbarie russe à l'Est. J'étais alors parmi ceux qui élevèrent leur voix contre cette fausse politique lors du débat sur la loi de conspiration qui avait pour but de faciliter l'extradition des réfugiés politiques, le *Times* ne ménagea pas ses efforts pour faire passer cette loi aux Communes. J'étais l'un des quatre-vingt-dix-neuf membres de la Chambre, qui résistèrent à cet empiétement sur les libertés du peuple anglais et renversèrent le ministre. (*Applaudissements.*) Or, ce même ministre se trouve aujourd'hui à la tête du cabinet. Je prophétise à son intention que s'il cherchait à entraîner notre pays sans motifs valables dans une guerre contre l'Amérique, son plan échouerait lamentablement. Je lui promets une nouvelle défaite humiliante, une défaite pire encore que celle que nous lui avons infligée à l'occasion de la loi de conspiration. (*Applaudissements sonores.*) Je ne connais pas la demande officielle, transmise à Washington; mais l'opinion prévaut que les conseillers juridiques de la Couronne ont recommandé au gouvernement de se cantonner strictement au terrain juridique, selon lequel les délégués sudistes ne pouvaient être saisis sans le navire qui les transportait. En conséquence, en demanderait comme condition *sine qua non* la remise de Slidell et de Mason.

Admettons que le peuple d'outre-Atlantique ne permette pas que son gouvernement nous remette ces deux personnes. Voulez-vous partir en guerre pour récupérer les corps de ces deux ambassadeurs des esclavagistes ? Il existe dans ce pays un parti belliciste anti-républicain. Souvenez-vous de la dernière guerre russe. A la suite de la publication par Pétersbourg des dépêches secrètes, il ne faisait plus aucun doute que les articles publiés par le *Times* en 1855 avaient été rédigés par une personne ayant accès aux archives et documents secrets de l'État russe. M. Layard en lut, à cette époque, les passages marquants aux Communes, et le *Times*, ayant été confondu, modifia aussitôt le ton; dès le lendemain, il emboucha la trompette de guerre... Le *Times* s'en est pris à diverses reprises à l'empereur Napoléon et a appuyé notre gouvernement lorsqu'il a demandé des crédits pour fortifier les côtes et installer des batteries flottantes. Après avoir agi ainsi et poussé un cri d'alarme contre la France, le *Times* veut maintenant laisser nos côtes découvertes face à l'empereur français, au moment où il implique notre pays dans une guerre outre-Atlantique... Il est à craindre que les actuels préparatifs armés, à grande échelle, ne visent pas seulement le cas du *Trent*, mais encore l'éventualité, d'une reconnaissance des États esclavagistes par notre gouvernement. Si l'Angleterre se prête à cette manœuvre, elle se couvrira d'une honte éternelle. ”

M. White : “ Il faut reconnaître que la classe ouvrière est à l'origine de cette réunion et que tous les frais d'organisation ont été supportés par son comité... L'actuel gouvernement n'a jamais eu le tact d'agir honnêtement et franchement avec le peuple... je n'ai jamais cru un seul instant à une quelconque possibilité de guerre à cause

de l'affaire du *Trent*. J'ai dit à la face de plusieurs membres du gouvernement qu'aucun, ministre ne pensait à la possibilité d'une guerre à cause de l'incident du *Trent*. Dès lors, pourquoi tous ces gigantesques préparatifs ? Je crois que l'Angleterre et la France se sont entendues pour reconnaître l'indépendance des États sudistes au printemps prochain. Jusque-là, la Grande-Bretagne maintiendrait dans les eaux américaines sa flotte, qui dispose d'une supériorité écrasante. On achèverait en outre le système de défense au Canada. Si les États du Nord sont alors décidés à faire de la reconnaissance des États sudistes un *casus belli*, la Grande-Bretagne sera prête... ”

L'orateur continua d'exposer les dangers d'une guerre avec les États-Unis, fit revivre dans les mémoires les manifestations de sympathie de l'Amérique à l'occasion de la mort du général Havelock, l'aide que les marins américains apportèrent aux navires anglais lors du malheureux engagement de Peiho, etc. Il conclut, en remarquant que la guerre civile s'achèverait avec l'abolition de l'esclavage et qu'en conséquence l'Angleterre devait absolument être aux côtés du Nord.

La motion déposée en début de séance ayant été adoptée à l'unanimité, on présenta à l'assemblée un mémorandum destiné à Palmerston; après discussion, il fut également adopté.

Karl Marx : UN MEETING OUVRIER À LONDRES

Die Presse, 2 février 1862.

Londres, le 28 janvier 1862.

Comme on le sait, la classe ouvrière n'est pas représentée au Parlement, bien qu'elle représente une partie constitutive de la société si prépondérante qu'aucune paysannerie ne conserve la mémoire d'avoir occupé une telle position. Bien qu'absente du Parlement, elle n'est pas sans influence politique. Il n'est pas d'innovation importante, de mesure décisive qui ait jamais pu être introduite en Angleterre sans cette *pression de l'extérieur*, soit que l'opposition en ait eu besoin contre le gouvernement, soit que le gouvernement en ait eu besoin contre l'opposition. Par *pression de l'extérieur*, l'Anglais entend les grandes manifestations populaires extra-parlementaires, qui naturellement ne peuvent être organisées sans l'active participation de la classe ouvrière.

Dans sa guerre anti-jacobine, *Pitt* sut utiliser les masses contre les whigs. L'émancipation catholique, le bill de réforme, l'abolition des lois céréalières, le bill des dix heures, la guerre contre la Russie, le rejet de la loi sur la conspiration de Palmerston ¹, chacune de ces mesures a été le fruit de violentes manifestations extra-parlementaires où la classe ouvrière a tantôt été artificiellement aiguillonnée, tantôt a agi spontanément, parfois a été l'acteur conscient du drame, parfois n'en était que le chœur; ici, elle a joué le rôle principal, là, les seconds rôles, suivant les circonstances. Ceci étant, l'attitude de la classe ouvrière anglaise, en ce qui concerne la guerre civile américaine est, d'autant plus frappante.

La misère, produite par l'arrêt des fabriques ou la diminution des heures de travail *motivés* par le blocus des États esclavagistes est affreuse et augmente de jour en jour parmi les ouvriers des régions manufacturières du nord de l'Angleterre. Les autres fractions de la classe ouvrière ne souffrent pas au même point, mais elles souffrent néanmoins beaucoup de la réaction de la crise de l'industrie cotonnière sur les autres branches d'industrie, soit parce que les exportations de leurs produits en direction du nord de l'Amérique ont diminué par suite du tarif Morrill, soit parce que les exportations vers le Sud sont ruinées par le blocus. La question de l'intervention anglaise en Amérique est donc devenue en ce moment une question de pain quotidien pour les ouvriers. Cette pression est encore renforcée du fait que leurs “ supérieurs naturels ” ne dédaignent aucun moyen pour exciter leur colère

¹ Le 8 février 1858, à la demande du Gouvernement français qui reprochait à l'Angleterre d'accorder le droit d'asile à des “ criminels politiques ”, Palmerston déposa à la Chambre un projet de loi sur les conspirateurs étrangers. Le 12 février, ce projet de loi fut repoussé par les Communes.

contre les États-Unis. Le seul journal ouvrier encore existant et largement diffusé - le *Reynolds's Weekly Newspaper* - a été acheté, il y a six mois, par les bourgeois, afin de renouveler chaque semaine, en de violentes diatribes, le *ceterum censeo*¹ de l'intervention anglaise aux États-Unis.

La classe ouvrière se rend donc parfaitement compte que le gouvernement ne guette qu'un cri du bas, la moindre *pression de l'extérieur* en faveur de l'intervention pour mettre fin au blocus américain et à la misère anglaise. Dans ces conditions, il faut admirer l'obstination avec laquelle la classe ouvrière se tait, ou rompt le silence pour élever sa voix *contre* l'intervention et pour les États-Unis. C'est là une preuve, nouvelle et brillante de l'indestructible valeur des masses ouvrières anglaises, valeur qui représente le secret de la grandeur de l'Angleterre et qui - pour parler le langage hyperbolique de Mazzini - a fait apparaître le simple soldat anglais comme un demi-dieu pendant la guerre de Crimée - et en d'autres occasions.

Pour illustrer la " politique " de la classe ouvrière, voici un compte rendu d'un grand *meeting ouvrier*, qui s'est tenu hier à Marylebone, l'un des districts les plus populaires de Londres :

M. Steadman, le président, ouvrit la réunion en faisant remarquer qu'il convenait de prendre une décision sur *l'accueil que le peuple anglais devait réserver à MM. Mason et Slidell* : " Il s'agit de considérer si ces messieurs ont fait le voyage en Angleterre pour libérer les esclaves de leurs chaînes ou pour y forger un anneau de plus. "

M. Yates : " En cette occasion, la classe ouvrière ne doit pas garder le silence. Les deux personnages qui traversent l'océan Atlantique pour venir ici, sont les agents d'États esclavagistes et tyranniques. Ils se trouvent en rébellion ouverte contre la Constitution légale de leur pays et arrivent ici pour décider notre gouvernement à reconnaître l'indépendance des États esclavagistes. Il est du devoir de la classe ouvrière d'élever à présent la voix, car le gouvernement ne doit pas croire que nous suivons sa politique extérieure avec indifférence. Nous devons montrer que l'argent dépensé par le peuple anglais pour l'émancipation des esclaves ne doit pas être gaspillé inutilement. Si notre gouvernement avait agi honnêtement, il aurait appuyé de tout cœur les États du Nord dans sa lutte pour écraser cette terrible rébellion. "

Après avoir défendu longuement les États du Nord et fait observer que " la violente tirade de M. Lovejoy avait été provoquée par les calomnies de la presse anglaise ", l'orateur proposa la motion-suivante :

" Cette assemblée décide que les agents des rebelles - Mason et Slidell - qui viennent de quitter l'Amérique pour rejoindre l'Angleterre, sont absolument indignes des sympathies morales de la classe ouvrière anglaise, étant donné que ce sont des propriétaires d'esclaves, ainsi que les agents déclarés d'une faction despotique, qui, en ce moment même, est en rébellion contre la République américaine et est l'ennemie jurée des droits sociaux et politiques de la classe ouvrière de tous les pays. "

M. Whyne soutint cette motion, mais, dit-il, il allait de soi qu'au cours de leur visite à Londres, il convenait d'éviter toute insulte personnelle à l'égard de MM. Mason et Slidell.

M. Nichols - un habitant " de l'extrême nord des États-Unis ", comme il se présenta lui-même, en fait délégué comme avocat du diable à ce meeting par MM. Yancey et Mann - s'opposa, lui aussi, à la motion : " je suis ici, parce qu'il y règne la liberté de parole. Dans notre pays, le gouvernement ne permet plus à quiconque depuis trois mois d'ouvrir la bouche. La liberté n'est pas étouffée seulement au Sud, mais encore au Nord. La guerre a de nombreux adversaires au Nord, mais ils n'osent ouvrir la bouche. Rien moins que deux cents journaux sont interdits ou ont été détruits par la populace. Les États du Sud ont le même droit de faire sécession d'avec le Nord, que les États-Unis de se séparer jadis de l'Angleterre. "

¹ L'expression *Ceterum censeo Carthaginem esse delendam* signifie : " Au reste, j'estime que Carthage doit être détruite. " C'est par cette formule que Caton l'Ancien ponctuait systématiquement ses discours au Sénat romain, pour marquer sa volonté d'une guerre contre Carthage.

Malgré la loquacité de M. Nichols, la première motion fut adoptée à l'unanimité. Mais, il reprit la parole : “ Si vous reprochez à MM. Mason et Slidell d'être des esclavagistes, la même chose vaut pour Washington, Jefferson, etc. ”

M. Beales réfuta Nichols en détail et déposa ensuite une seconde motion.

“ Étant donné les efforts mal déguisés du Times et, d'autres journaux qui induisent en erreur l'opinion publique anglaise sur les affaires américaines, veulent nous entraîner sous divers prétextes dans une guerre avec des millions de nos frères, par le sang, et exploitent les actuelles difficultés de la République pour calomnier les institutions démocratiques, la présente assemblée considère qu'il est du devoir particulier des ouvriers qui ne sont pas représentés au sénat de la nation, d'exprimer leurs sympathies pour les États-Unis dans leur lutte gigantesque pour le maintien de l'Union; de dénoncer la scandaleuse malhonnêteté des avocats de l'esclavagisme que sont le Times et autres journaux aristocratiques apparentés; de formuler de la manière la plus nette son opposition à la politique d'intervention dans les affaires des États-Unis, et son appui à un règlement d'éventuels litiges par des commissaires ou tribunaux d'arbitrage choisis par les deux parties; de condamner la politique de guerre de la presse des escrocs de la bourse, et de manifester notre plus chaude sympathie pour les efforts des abolitionnistes en vue de régler définitivement la question des esclaves. ”

Cette motion fut adoptée à l'unanimité ainsi que la proposition finale, à savoir :

“ de faire parvenir, par l'intermédiaire de K Adams, au Gouvernement américain une copie des résolutions adoptées, qui expriment les sentiments et l'opinion de la classe ouvrière d'Angleterre ”.

V : VICTOIRE ET COMPROMIS

“ Au cours de la révolution bourgeoise, “ les revendications plus radicales s'imposent à certains moments, puis le parti plus modéré ¹ reprend le dessus : les conquêtes du parti radical sont perdues à nouveau, en totalité ou en partie, les vaincus crient à la trahison ou attribuent la défaite au hasard. En réalité, les choses sont le plus souvent ainsi : les conquêtes de la première victoire ne sont assurées que par la deuxième victoire du parti plus radical : une fois ceci acquis, c'est-à-dire ce qui est momentanément nécessaire, les éléments radicaux disparaissent à nouveau du théâtre d'opérations, et leur succès aussi. ”

Fr. Engels : *Introduction de 1895 aux Luttes de Classes en France*

Karl Marx : CRISE DANS LA QUESTION ESCLAVAGISTE

Die Presse, 14 décembre 1861.

Londres, le 10 décembre 1861.

De toute évidence, les États-Unis ont atteint un point de crise dans la question qui se trouve au fond de toute la guerre civile : *celle des esclaves*. Le général Frémont a été démis de ses fonctions, parce qu'il avait déclaré que les esclaves *des rebelles* devaient être affranchis. Peu après, le gouvernement de Washington publia une adresse au général Sherman, commandant de l'expédition en Caroline du Sud, qui allait plus loin que la proclamation de Frémont, puisqu'elle prescrivait que les esclaves en fuite, même s'ils appartenaient à des esclavagistes “ loyaux ”, devaient recevoir le statut de salarié et, dans certaines conditions, être armés, les esclavagistes “ loyaux ” se consolant à l'idée de toucher ultérieurement une compensation.

Le colonel Cochrane va plus loin que Frémont et réclame l'armement général des esclaves, comme mesure de guerre. Le secrétaire à la Guerre approuve officiellement l'“ esprit ” des propositions de Cochrane.

Sur ces entrefaites, le secrétaire à l'Intérieur désavoue le secrétaire à la Guerre, au nom du gouvernement. Le secrétaire à la Guerre réitère son “ opinion ” avec plus d'énergie encore lors d'une conférence officielle, et révèle qu'il a soulevé cette question dans une communication au Congrès. Le successeur de Frémont au Missouri, le général Halleck, de même que le général Dix en Virginie orientale chassent les esclaves fugitifs des camps de l'armée et leur interdisent à l'avenir de réapparaître à proximité des positions occupées par leur armée. Toutefois, au même moment, le général Wool accueille à bras ouverts la “ contrebande ” noire ² au fort de Monroe; les vieux leaders du Parti *démocrate*, les sénateurs Dickinson et Crosswell (ex-membre de la soi-disant régence démocrate) ³

1 Cette loi dégagée par Engels et Marx des révolutions bourgeoises s'applique en Amérique au Parti républicain de Lincoln pour ce qui est de la fraction révolutionnaire modérée, et au Parti abolitionniste au sens étroit pour ce qui est de la fraction plus radicale. Si la Révolution française a été si radicale, c'est qu'un vaste prolétariat y intervint : “ Avec ses conceptions timorées, la bourgeoisie n'eût pas eu assez de plusieurs décennies pour mener à bien sa besogne. L'intervention sanglante du prolétariat accéléra le processus. ” Cf. K. Marx, *La Critique moralisante et la Morale criticisante*, 11 novembre 1847.

2 Au cours de la guerre civile américaine, on appelait “ contrebande noire ” les esclaves qui s'étaient échappés de chez leurs maîtres pour chercher refuge dans les camps militaires de l'Union. Malgré les ordonnances du gouvernement de Washington, certains généraux de l'Union refusèrent, au cours des premiers mois de la guerre de Sécession, de rendre ces Noirs à leurs anciens propriétaires. Pour se justifier, ils affirmèrent que ces esclaves étaient la propriété de rebelles qui utilisaient leurs esclaves à des travaux militaires (creuser des tranchées, par ex.), de sorte qu'on pouvait considérer ces esclaves comme “ contrebande de guerre ” et les retenir.

3 La régence démocrate était le groupe dirigeant du Parti démocrate dans l'État de New York. Elle exista jusqu'en 1854 et siégeait à Albany qui était le centre administratif de l'État de New York.

approuvent Cochrane et Cameron, et le colonel Jennison surpasse tous ses supérieurs hiérarchiques dans un ordre du jour à ses troupes, où il déclare entre autres :

“ Pas de temporisation en ce qui concerne les rebelles et ceux qui sympathisent avec eux... J'ai déclaré au général Frémont que je n'ai pas pris les armes, que je sache, pour que l'esclavage survive à ce combat. Les esclaves appartenant aux rebelles trouveront toujours aide et protection dans ce camp, et nous les défendrons jusqu'au dernier homme et jusqu'à la dernière cartouche. je ne veux pas, parmi mes troupes, des hommes qui ne soient pas abolitionnistes. Ici, il n'y a pas place pour eux, et j'espère qu'il n'y en a pas chez nous, car chacun sait que l'esclavage est le fond, le milieu et la pointe de cette guerre infernale... Si le gouvernement désapprouve ma manière d'agir, il peut reprendre mon brevet d'officier, mais, dans ce cas, j'agirai de ma propre initiative, même si, au début, je ne peux compter que sur six hommes. ”

Dans les États frontières esclavagistes - notamment au Missouri, et à un degré moindre au Kentucky - la question des esclaves est en voie de se résoudre dans la pratique. En effet, les éléments esclavagistes y sont balayés en masse. Par exemple, au Missouri, cinquante mille esclaves ont disparu, une partie s'étant enfuie, une autre ayant été déportée par les esclavagistes vers les États se trouvant plus au sud.

Un événement, très important et caractéristique, ne trouve curieusement aucun écho dans quelque journal anglais que ce soit. Le 18 novembre, a eu lieu une réunion des délégués des quarante-cinq comtés de la Caroline du Nord, sur l'île Hatteras : ils ont nommé un gouvernement provisoire, désavoué l'acte de sécession et proclamé le retour de la Caroline du Nord au sein de l'Union. Les comtés de la Caroline du Nord représentés à cette assemblée sont invités à élire leurs représentants au Congrès de Washington.

Karl Marx : UN TRAITÉ CONTRE LE COMMERCE DES ESCLAVES

Die Presse, 22 mai 1862.

Londres, le 18 mai 1862.

Le traité pour la suppression du commerce des esclaves, conclu entre les États-Unis et l'Angleterre, le 7 avril de cette année, à Washington, vient d'être communiqué à la presse et publié *in extenso* par les journaux américains.

Les points essentiels de cet important document sont les suivants : le droit de recherche est réciproque, mais ne peut être exercé des deux côtés que par des navires de guerre ayant obtenu à cet effet les pleins pouvoirs spéciaux de l'une des deux puissances contractantes. Périodiquement, les puissances contractantes se communiquent la liste complète des bâtiments de leur marine qui sont affectés à la surveillance de la traite des Noirs. Le droit de recherche ne peut être exercé contre des navires marchands qu'à une distance de deux cents milles de la côte africaine, au sud du trente-deuxième degré de latitude nord et à trente milles marins de la côte de Cuba. Les croiseurs américains n'ont pas de droit de recherche sur les navires anglais, pas plus que les croiseurs anglais n'en ont sur des navires américains dans les eaux territoriales anglaises ou américaines (donc à trois milles marins de la côte) et devant les ports ou localités habités de puissances étrangères.

Des cours mixtes, formées pour moitié d'Anglais et pour moitié d'Américains, et siégeant à Sierra Leone, au Cap et à New York, sont compétentes pour juger les navires capturés. En cas de condamnation d'un navire et dans la mesure où cela n'occasionne pas, de frais exorbitants, l'équipage sera livré à la juridiction de la nation sous le pavillon de laquelle le bâtiment naviguait. Non seulement l'équipage (y compris le capitaine, le pilote, etc.), mais encore les propriétaires du bâtiment, encourront le cas échéant les pénalités prévues par les lois de cette nation. Des dédommagements pour les navires marchands ayant été acquittés par les tribunaux mixtes, doivent être payés dans le délai d'un an par la puissance sous le pavillon de laquelle le bâtiment de guerre corsaire naviguait. Le droit légal de course en mer ne porte pas seulement sur les navires ayant à leur bord des Noirs captifs, mais encore sur les, dispositifs d'armement caractérisant les navires servant à la traite des Noirs : menottes, chaînes et autres instruments servant à tenir sous bonne garde les Noirs, enfin les aliments de bouche, si la quantité en est

sans rapport avec les besoins de l'équipage. Un navire sur lequel sont trouvés de tels articles suspects est tenu à faire la preuve de son innocence même en cas d'acquiescement, il ne peut prétendre à un dédommagement.

Les commandants de croiseurs outrepassant les pouvoirs qui leur sont conférés, sont punissables par leur propre gouvernement. Si le commandant d'un croiseur de l'une des puissances contractantes soupçonnait un navire marchand, escorté d'un ou de plusieurs bâtiments de guerre de l'autre puissance contractante, d'avoir à son bord des Noirs ou d'être engagé dans la traite d'esclaves africains ou équipé à cette fin, il devrait faire part de ses doutes au commandant de l'escorte et visiter de concert avec lui le navire suspect, qui serait conduit au siège de l'une des cours mixtes, s'il entrait dans la catégorie des bateaux, prévue par le traité.

Les Noirs se trouvant à bord de navires condamnés seront mis à la disposition du gouvernement sous le pavillon duquel la prise a été faite. Ils devront être immédiatement libérés, et resteront en liberté sous la garantie du gouvernement sur le territoire duquel ils se trouvent. Le traité ne peut être abrogé avant dix ans. Il reste en vigueur une année pleine après la date de révocation par l'une des parties contractantes.

Ce traité anglo-américain - fruit de la guerre civile américaine - a porté un coup mortel à la traite des Noirs. L'effet en sera complété par une loi récemment déposée au Congrès par le sénateur Sumner, qui abroge la loi de 1808 sur le commerce des Noirs sur les côtes des États-Unis et punit comme crime le transport d'esclaves d'un port des États-Unis à un autre ¹. Cette loi entravera considérablement le commerce des États frontières esclavagistes pratiquant l'élevage des Noirs, avec les États qui en font la consommation, c'est-à-dire les États esclavagistes proprement dits.

Karl Marx : MANIFESTATIONS ABOLITIONNISTES EN AMÉRIQUE

Die Presse, 30 août 1862.

Londres, le 22 août 1862.

Il y a quelque temps déjà nous avons noté dans ces colonnes que le président Lincoln, de par ses scrupules juridiques, son esprit médiateur et constitutionnaliste, ses origines et ses liens avec le Kentucky, cet État frontière esclavagiste, avait le plus grand mal à se dégager de l'emprise des esclavagistes "loyaux". Cependant, en cherchant à éviter toute rupture ouverte avec eux, il suscite un conflit avec ceux des partis du Nord qui sont les plus conséquents dans le domaine des principes et sont poussés de plus en plus sur l'avant-scène par les événements eux-mêmes. On peut considérer comme un prologue à ce conflit le discours tenu par *Wendell Phillips* à Abington, au *Massachusetts*, à l'occasion de l'anniversaire de l'émancipation des esclaves aux Indes occidentales britanniques.

Avec *Garrison* et *G. Smith*, *Wendell Phillips* est le chef des abolitionnistes de la Nouvelle-Angleterre. Durant trente ans, il a, sans défaillance et au risque de sa vie, lancé le cri de bataille de l'émancipation des esclaves, sans se soucier du persiflage de la presse, des cris de rage des voyous stipendiés, ni des amis enclins à la conciliation. Ses adversaires eux-mêmes reconnaissent en lui l'un des plus grands orateurs du Nord : il allie une nature de fer à une énergie indomptable et une probité entière. Aujourd'hui le *Times* de Londres - et qu'est-ce qui pourrait mieux caractériser ce journal au grand cœur ? - dénonce au gouvernement de Washington le discours de *Wendell Phillips* à Abington, car il aurait "abusé" de la liberté d'expression : "Il est difficile d'imaginer quelque chose de plus violemment démesuré. Jamais en temps de guerre civile, dans quelque pays que ce soit, un homme sain d'esprit

¹ Cf. la législation des esclaves. La loi de 1801 maintenait la traite des esclaves au sein des États-Unis, entre les États esclavagistes du Sud et le Sud-Ouest, notamment sur les côtes méridionales du pays. L'interdiction d'importer des esclaves d'Afrique eut pour conséquence une augmentation de la traite des Noirs à l'intérieur des États-Unis. Des États tels que le Maryland, la Virginie et la Caroline du Nord se mirent à élever des Noirs pour les vendre aux États exploitant le travail des esclaves. Ces points de la loi de 1808 furent annulés par le projet de loi soumis au Sénat par Sumner le 2 mai 1862. Le transport d'esclaves d'un État à l'autre y fut également interdit.

et appréciant la valeur de sa vie et de sa liberté n'a prononcé de paroles d'une audace aussi folle. En lisant ce discours, on ne peut s'empêcher de conclure que le but de l'orateur est de forcer le gouvernement à le persécuter."

Et le *Times* - en dépit, ou peut-être à cause de sa haine pour le gouvernement de l'Union - semble tout disposé à jouer le rôle d'accusateur public.

Dans la situation actuelle, *le discours de Wendell Phillips à Abbingdon est plus important qu'un bulletin de bataille*. C'est pourquoi, nous voulons en rapporter ici les passages les plus frappants : ¹

"Le gouvernement lutte pour le maintien de l'esclavage, et c'est pourquoi son combat est stérile. Lincoln mène la guerre en homme politique. Aujourd'hui encore, il craint davantage le Kentucky que le Nord tout entier. Il fait confiance au Sud. Si l'on demande aux Noirs des champs de bataille du Sud s'ils sont effrayés par le déluge de feu et de fer qui s'abat sur la terre et met les arbres en pièces, ils répondent : " Non, massa (monsieur), nous savons bien que cela ne nous concerne pas ! " Les rebelles pourraient dire la même chose des bombes de McClellan. Ils savent qu'elles n'ont pas pour but de leur faire du mal. je ne dis pas que McClellan soit un traître, mais je dis que s'il était un traître il n'agirait pas autrement. Ne tremblez pas pour Richmond : McClellan ne s'en emparera pas." Si nous continuons de conduire ainsi la guerre sans principe directeur, nous ne ferons que gaspiller en vain le sang et l'or. Mieux vaudrait accorder immédiatement l'indépendance au Sud que de mettre en péril une seule vie humaine, pour une guerre fondée sur l'exécration politique actuelle. Il faut cent vingt-cinq mille hommes par an et un million de dollars par jour pour mener la guerre dans les conditions actuelles. Or, vous ne pouvez arriver à battre le Sud."

Comme Jefferson le disait : " Les États du Sud tiennent le loup par les oreilles, mais ils ne peuvent ni le retenir ni le lâcher. " De même, nous tenons le Sud par les oreilles, sans pouvoir nous en emparer, ni nous en débarrasser. Si vous le reconnaissez demain, vous n'aurez pas la paix pour autant. Pendant quatre-vingts ans, il a vécu avec nous, nous craignant constamment, nous haïssant la moitié du temps, mais toujours mal à l'aise et méfiant. Rendu présomptueux par l'aveu de ses actuelles revendications, il ne tiendrait pas un an à l'intérieur d'une ligne frontière tracée artificiellement. Non ! à l'instant même où nous parlerions de conditions de paix, il crierait victoire ! Tant que l'esclavage ne sera pas éliminé, il n'y aura pas de paix ! Tant que vous garderez les actuelles tortues à la tête de notre gouvernement, vous creuserez un trou d'une main, et vous le refermerez de l'autre. Laissez donc toute la nation s'associer aux décisions de la Chambre de commerce new-yorkaise : ² l'armée aura alors les raisons pour lesquelles il vaut de se battre. Même si Jefferson Davis en avait le pouvoir, il ne s'emparerait pas de Washington. Il sait fort bien que la bombe qui s'abattrait sur cette Sodome, réveillerait toute la nation, et que le Nord tout entier lancerait d'une voix de tonnerre : " A bas l'esclavage ! A bas tout ce qui fait obstacle au salut de la république ! "

"Mais, Jefferson Davis est tout à fait satisfait des résultats qu'il a obtenus. Ils dépassent tout ce qu'il pouvait espérer. S'il peut continuer aine ! jusqu'au 4 mars 1863, l'Angleterre - et cela est dans l'ordre des choses - reconnaîtra la Confédération du Sud..."

"Le président n'a pas mis en application la loi sur les confiscations. Il est peut-être honnête, mais son honnêteté n'a rien à voir là-dedans. Son esprit n'est ni pénétrant, ni prévoyant ! Lors de mon séjour à Washington, j'ai pu me rendre compte qu'il y a trois mois déjà Lincoln avait rédigé une proclamation générale d'émancipation des esclaves. McClellan a fait ajourner cette décision en l'intimidant, tandis que les représentants du Kentucky lui imposaient McClellan, en qui il n'a pourtant aucune confiance. Il faudra des années pour que Lincoln apprenne à combiner ses scrupules légalistes d'avocat avec les nécessités inhérentes à la guerre civile. Telle est la terrible, condition d'un gouvernement démocratique, et son plus grand mal.

"En France, cent hommes convaincus de leur bon droit ont entraîné avec eux la nation tout entière ³. Mais, pour que notre gouvernement fasse un pas, il faut qu'auparavant dix-neuf millions d'hommes se soient mis en mouvement. Or,

1 On trouvera le discours intégral, dans W. Phillips, *Speeches, Lectures and Letters*, Series I, Boston 1864, pp. 448-463, sous le titre "The Cabinet".

2 Le texte fait allusion à la résolution suivante de la Chambre de commerce de New York : " Mieux vaut que meurent tous les rebelles qu'un seul de nos soldats. "

3 Wendell Phillips joue le même rôle dans la guerre civile américaine qu'un Buonarroti, par exemple, dans la Révolution française, en défendant les mêmes idées : " L'expérience de la Révolution française et plus particulièrement les troubles et variations de la Convention nationale ont, ce me semble, suffisamment démontré qu'un peuple, dont les opinions se sont formées sous un régime d'inégalité et de despotisme, est peu propre, au commencement d'une révolution régénératrice, à désigner par ses suffrages les hommes chargés de la diriger et de la consommer. Cette tâche difficile ne peut appartenir qu'à des citoyens sages et courageux... Peut-être faut-il, à la naissance d'une révolution politique, même par respect pour la souveraineté réelle du peuple, s'occuper moins de recueillir les suffrages de la nation que de

pendant des années, on a prêché à ces millions d'êtres humains que l'esclavage était d'instauration divine ! Avec ces préjugés, qui vous lient les mains et le cœur, vous demandez à votre président de vous sauver des nègres. Si cette théorie était juste, seul le despotisme esclavagiste pourrait assurer la paix pour un temps...

“ Je connais Lincoln. J'ai pris sa mesure à Washington : c'est une médiocrité de premier plan (a first-rate second-rate man). Comme un balai, il attend honnêtement que la nation le prenne en main, afin de balayer l'esclavage... L'année dernière, non loin de la tribune d'où je parle aujourd'hui, des coups de mortier tirés par des conservateurs ont tenté d'étouffer ma voix. Quel en fut le résultat?

“ Les fils de ces conservateurs creusent maintenant leurs propres tombes dans les marais du Chickahominy ¹. Dissolvez cette Union au nom du Seigneur et remplacez-la par une nouvelle sur le frontispice de laquelle vous écrirez : “ Liberté politique pour tous les hommes de la terre. ” Durant mon séjour à Chicago, j'ai demandé à des juristes de l'Illinois qui avaient connu Lincoln de me dire quelle sorte d'homme il était. Savait-il dire non ? La réponse était : “ Il manque de colonne vertébrale. Les Américains eussent-ils voulu un homme absolument incapable de gouverner et de prendre des initiatives, ils eussent élu Abraham Lincoln. Jamais personne ne lui a entendu dire non. Je demandai : “ McClellan est-il homme à dire non ? ” Le directeur du chemin de fer central de Chicago qui employait McClellan, me répondit : “ Il est incapable de prendre une décision. Posez-lui une question, et il lui faut une heure pour réfléchir à la réponse. Tant qu'il a eu affaire à l'administration du chemin de fer central, il n'a jamais eu à décider d'une seule grave question litigieuse. ”

“ Voilà les deux hommes qui, plus que tous les autres, tiennent entre leurs mains le sort de la République du Nord ! Des hommes qui sont bien au courant de l'état de l'armée, assurent que Richmond eût pu être prise cinq fois, si le vaurien qui se trouve à la tête de l'armée l'eût permis; mais, il préférerait faire creuser des tranchées dans les marais de Chickahominy, pour abandonner ensuite la place avec toutes ses escarpes boueuses. Parce qu'il craint lâchement les États frontières esclavagistes, Lincoln maintient cet homme à son rang actuel, mais le jour viendra où Lincoln devra reconnaître qu'il n'a jamais eu confiance en McClellan...

“ Nous voulons espérer que la guerre durera assez longtemps pour nous transformer en hommes, et alors nous vaincrons rapidement. Dieu a mis entre nos mains la foudre et le tonnerre de l'émancipation pour réduire cette rébellion en poussière. ”

Karl Marx : SYMPTÔMES DE DISSOLUTION DE LA CONFÉDÉRATION DU SUD

Die Presse, 14 novembre 1862.

Londres, le 7 novembre 1862.

La presse anglaise est plus sudiste que le Sud lui-même, car elle voit tout en noir au Nord, et dépeint tout en blanc au pays des “ nègres ”. Mais il se trouve que les États esclavagistes ne participent en rien à l' “ euphorie de victoire ” qui emporte le *Times*.

La presse sudiste élève unanimement une plainte sur la défaite de Corinth, et accuse les généraux Price et Van Dorn “ d'incapacité et de présomption ” ². Le *Mobile Advertiser* cite le 42^e régiment de l'Alabama, qui, le vendredi avant la bataille, comptait cinq cent trente hommes, et le samedi soir n'en avait plus que dix. Entre-temps, le reste avait été tué, fait prisonnier, blessé ou avait disparu. Les journaux de Virginie tiennent le même langage.

Le *Richmond Whig* écrit : “ Il est clair que le but immédiat de notre campagne du Mississippi est manqué. ” Le *Richmond Enquirer* poursuit : “ Il est à craindre que l'effet de cette bataille n'ait des conséquences néfastes sur notre campagne à l'Ouest. ”

Ce pronostic s'est réalisé, comme le montre l'évacuation du Kentucky par Bragg et la défaite des Confédérés, près de Nashville (Tennessee).

faire tomber, le moins arbitrairement que possible, l'autorité suprême en des mains sagement et fortement révolutionnaires. ” Buonarroti : *Conspiration pour l'Égalité dite de Babeuf*, Éditions Sociales, vol. I, p. 111.

1 La bataille de Richmond au bord des rives marécageuses du Chickahominy dura sept jours (25 juin au 1er juillet 1862). Elle s'acheva par la retraite de l'armée nordiste, sous le commandement de McClellan.

2 Le 3 octobre 1862, les troupes sudistes sous le commandement des généraux Price et Van Dorn attaquèrent les positions nordistes près de Corinth. La bataille dura deux jours et s'acheva par la défaite et la retraite des confédérés.

La même source sudiste - les journaux de Virginie, de Géorgie et de l'Alabama - nous donne d'intéressants éclaircissements sur le conflit entre le gouvernement central de Richmond et les gouvernements des États esclavagistes particuliers. L'occasion en fut la dernière loi sur la conscription, grâce à laquelle le Congrès prolongea le temps de service bien au-delà de l'âge normal. En Géorgie, un certain Levingood fut enrôlé en vertu de cette loi; mais refusant de rejoindre son corps, il fut arrêté par un agent de la Confédération, J.P. Bruce. Levingood en appela au tribunal suprême de Elbert County (Géorgie), qui ordonna sa libération immédiate. Dans leur long exposé des motifs, les juges déclarent entre autres :

“ Dans le paragraphe du préambule de la constitution de la Confédération, il est soigneusement et expressément souligné que les différents États sont indépendants et souverains. En quel sens est-il encore possible de le dire en ce qui concerne la Géorgie, si chaque milicien peut être soustrait de force au contrôle du commandant suprême de cet État ? Si le Congrès de Richmond fait une loi admettant des exceptions à la conscription, qu'est-ce qui l'empêche de faire des lois qui n'en admettent pas de sorte qu'il engage la responsabilité du gouverneur, de l'assemblée législative et du personnel judiciaire, en mettant fin à l'autonomie de tous les organes gouvernementaux de l'État particulier ?... Pour ces raisons entre autres, nous jugeons et ordonnons par la présente sentence que la loi de conscription du Congrès est nulle et non avenue, et n'a aucune valeur légale... ”

Ainsi, l'État de Géorgie a interdit la conscription à l'intérieur de ses frontières, et le gouvernement de la Confédération n'a pas osé s'y opposer.

On trouve en Virginie les mêmes frictions entre l' " État particulier " et la " Confédération particulière d'États ". La raison du conflit est que le gouvernement de l'État dénie aux agents de M. Jefferson Davis le droit de recruter les miliciens de Virginie et de les incorporer à l'armée confédérée. À cette occasion, une vive polémique s'est ouverte entre le ministre de la guerre et le sinistre général J. B. Floyd qui, sous la présidence de Buchanan et à titre de ministre de la Guerre de l'Union, prépara la sécession et, par-dessus le marché, fit faire " sécession " dans son coffre privé à une partie appréciable du trésor public. Ce fameux chef sécessionniste appelé dans le Nord *Floyd the Thief* (Floyd le Voleur) pose maintenant au champion des droits de la Virginie contre la Confédération. À propos de la correspondance entre Floyd et le ministre de la Guerre, le *Richmond Examiner* note entre autres :

“ Toute cette correspondance illustre bien la résistance et l'animosité dont notre État (Virginie) et son armée souffrent de la part de ceux qui abusent du pouvoir de la Confédération à Richmond. La Virginie est écrasée de charges intolérables. Mais, toute chose a ses limites; si patient soit-il, l'État ne supportera pas davantage la répétition d'abus législatifs... La Virginie a pratiquement fourni toutes les armes, munitions et fournitures militaires qui permirent de remporter les batailles de Bethel et de Manassas. Pour les mettre au service des Confédérés, elle tira de ses propres arsenaux et dépôts soixante-treize mille fusils et mousquetons, deux cent trente-trois pièces d'artillerie et un magnifique armement. Elle a mis au service de la Confédération jusqu'au dernier homme en état de combattre; or, elle a été obligée de chasser l'ennemi de sa frontière occidentale par ses propres moyens : n'est-il pas révoltant de constater que les créatures du gouvernement de la Confédération osent aujourd'hui se jouer d'elle ? ”

Au Texas aussi, l'envoi répété vers l'Est de sa population mâle a éveillé l'opposition à la Confédération. Le 30 septembre, M. Oldham, le représentant du Texas, a protesté au Congrès de Richmond :

“ Lors de l'expédition Wildgans de Subley, trois mille cinq cents soldats d'élite du Texas ont été envoyés à la mort dans les plaines arides du Nouveau-Mexique. Le résultat en fut d'attirer l'ennemi à nos frontières, qu'il passera cet hiver. Vous avez expédié les meilleures troupes du Texas à l'Est du Mississippi, vous les avez traînées en Virginie, vous les avez utilisées aux points les plus dangereux, où elles ont été décimées. Les trois quarts de chaque régiment texan dorment dans la tombe, ou ont dû être renvoyés dans leurs foyers pour cause de maladie. Si ce gouvernement continue de puiser dans les disponibilités combattantes du Texas pour tenir chaque régiment à son effectif normal, le Texas sera ruiné, irrémédiablement ruiné. C'est injuste et peu politique. Ces hommes ont à défendre leur famille, leur propriété et leur patrie. En leur nom, je proteste contre le fait que l'on expédie ces hommes de l'ouest du Mississippi vers l'Est, et que l'on dégarnisse leur propre pays alors que, le nord, l'est, l'ouest et le sud de notre État sont menacés par l'ennemi. ”

Des données fournies par les journalistes sudistes eux-mêmes, il ressort deux conclusions. Les efforts exigés par le gouvernement confédéré pour combler les vides de l'armée dépassent la limite du tolérable. Les ressources militaires s'épuisent. Mais, deuxièmement, et ce point est décisif, la doctrine des *state rights* (de la souveraineté des États particuliers) grâce à laquelle les usurpateurs ont donné à la sécession un vernis constitutionnel, menace

à présent de se retourner contre eux. M. Jefferson Davis n'a pas réussi à " faire du Sud une nation " contrairement à ce que proclame son admirateur anglais Gladstone ¹.

Karl Marx : LES RÉSULTATS ÉLECTORAUX DANS LES ÉTATS DU NORD

Die Presse, 23 novembre 1862.

Londres, le 18 novembre 1862.

Les élections constituent, en fait, une défaite pour le gouvernement de Washington ². Les vieux chefs du Parti démocrate ont habilement exploité la mauvaise humeur due aux maladresses financières et aux impérities militaires, et il ne fait pas de doute que l'État de New York ³, pris en main par les Seymour, Wood et Bennett, puisse devenir le centre de dangereuses intrigues. Il ne faut cependant pas s'exagérer l'importance pratique de cette réaction. L'actuelle Chambre des représentants républicaine continue de siéger, et les parlementaires qui viennent d'être élus n'entreront en fonction qu'en décembre 1863.

Pour autant qu'elles concernent le Congrès de Washington, les élections ne sont pour l'heure qu'une simple démonstration. Dans aucun État, hormis celui de New York, il n'y a eu d'élections de gouverneurs. Le Parti républicain reste donc, avant comme après, à la tête des différents États. Les victoires électorales des républicains au Massachusetts, dans l'Iowa, le Michigan et l'Illinois contrebalancent d'une certaine manière ses pertes à New York, en Pennsylvanie, dans l'Ohio et l'Indiana.

Une analyse quelque peu détaillée des gains " démocrates " conduit à un résultat tout autre que celui qui est proclamé par les journaux anglais. La ville de New York, fortement dissolue par la populace irlandaise, a pris ces derniers temps une part active à la traite des esclaves et constitue le siège du marché financier américain, en même temps qu'elle représente le créancier hypothécaire de toutes les plantations du Sud. De tout temps, elle fut nettement " démocrate ", tout comme Liverpool est aujourd'hui encore conservatrice. Comme depuis 1856, les districts ruraux de l'État de New York ont voté cette fois encore pour les républicains, quoiqu'avec moins de zèle qu'en 1860. Au reste, une grande partie des hommes en âge de voter se trouve en campagne. Si l'on additionne les districts urbains et ruraux, la majorité démocrate n'est que de huit à dix mille voix dans l'État de New York.

En Pennsylvanie, qui balança d'abord entre les whigs et les démocrates, puis entre les démocrates et les républicains, la majorité, démocrate ne s'élève qu'à trois mille cinq cents voix, en Indiana elle est plus faible encore, et dans l'Ohio, où elle est de huit mille voix, les leaders démocrates marqués par leurs sympathies pour le Sud - tel l'odieux Vallandigham - ont cependant perdu leur siège au Congrès.

L'Irlandais voit dans le Noir un dangereux concurrent. Les paysans laborieux de l'Indiana et de l'Ohio haïssent le Noir en second après l'esclavage. Il est, pour eux, le symbole de l'esclavage et de l'avilissement des classes laborieuses, et la presse démocrate agite tous les jours la menace que leurs territoires soient submergés par les

1 Allusion à un discours de Gladstone, le 7 octobre 1862 à Newcastle. Le premier ministre anglais y déclara que la Confédération du Sud n'avait pas seulement créé une armée et une flotte, mais encore - ce qui était bien plus important - une nation.

2 Lors des élections à la Chambre des représentants du Congrès le 4 novembre 1862 dans les États du Nord, les républicains obtinrent certes la majorité dans la plupart des États nordistes, mais perdirent par rapport aux élections précédentes, un nombre considérable de voix à New York et dans les États du Nord-Ouest qui votèrent pour les démocrates.

3 New York est au centre du compromis final entre le Sud et le Nord pour deux raisons : c'est le siège de la traite des esclaves, du marché de la monnaie, des capitaux et des créances hypothécaires des plantations du Sud, et ensuite l'intermédiaire de l'Angleterre. C'est donc, tout naturellement, la place forte des démocrates liés au Sud. Dans l'article " Affaires américaines " (in : *Die Presse*, 17.12.1861), Marx écrit : " Le lord-maire de Londres n'est un homme d'État que dans l'imagination des écrivains de vaudeville et de faits divers parisiens. En revanche, le maire de New York est une véritable puissance. Au début de la sécession, le sinistre Fernando Wood, a échafaudé un plan pour proclamer l'indépendance de New York, en tant que république urbaine, en accord bien sûr avec Jefferson Davis. Son plan échoua en raison de l'opposition énergique du Parti républicain de l'Empire City. "

“ nègres ”. Au surplus, c'est dans les États qui ont fourni les plus forts contingents de volontaires, que l'on est le plus mécontent de la misérable façon de conduire la guerre en Virginie.

Mais ce n'est cependant pas l'essentiel. Au moment où Lincoln a été élu (1860), la guerre civile n'avait pas encore éclaté, et la question de l'émancipation des Noirs n'était pas encore à l'ordre du jour. Étant encore entièrement séparé du Parti abolitionniste, le Parti, républicain voulait simplement en 1860 protester contre l'extension de l'esclavage aux territoires et proclamait en même temps qu'il n'entendait pas se mêler de cette institution dans les États où elle existait déjà légalement. S'il avait lancé le cri de guerre de *l'émancipation des esclaves*, Lincoln eût été sûrement battu aux élections d'alors, car la majorité n'en voulait pas.

Il en va tout autrement des élections qui viennent de s'achever. Les républicains firent cause commune avec les abolitionnistes. Avec emphase, ils se déclarèrent pour l'émancipation immédiate, ou bien comme fin en soi, ou bien comme moyen de mettre un terme à la rébellion. Si l'on tient compte de cette donnée, la majorité gouvernementale au Michigan, dans l'Illinois, le Massachusetts, l'Iowa et le Delaware, et la minorité très forte dans les États de New York, de l'Ohio et de Pennsylvanie, apparaissent aussi surprenantes l'une que l'autre. Un tel résultat était inconcevable avant la guerre, même au Massachusetts. Il a suffi que le gouvernement et le Congrès (convoqué pour le mois prochain) fassent preuve de quelque énergie pour que les abolitionnistes, qui s'identifient désormais aux républicains, prennent partout l'avantage moral et numérique. Les velléités d'intervention de Louis Bonaparte leur procurent un soutien “ extérieur ”. Le seul danger consiste dans le maintien de généraux, tels que McClellan, qui, abstraction faite de leur incapacité, sont des partisans déclarés de l'esclavagisme.

Karl Marx : LA DESTITUTION DE McCLELLAN

Die Presse, 29 novembre 1862.

Londres, le 24 novembre 1862.

“ *McClellan est destitué* ”, telle est la réponse de Lincoln à la victoire électorale des démocrates.

Les journaux démocrates avaient proclamé avec la plus grande assurance que l'élection de *Seymour* au poste de gouverneur de l'État de New York entraînerait la révocation immédiate de la *proclamation* de Lincoln sur l'abolition de l'esclavage en Secessia à partir du 1^o janvier 1863¹. Les journaux qui publiaient cette prophétie étaient à peine sortis des presses que leur général favori - favori, parce qu'il redoutait autant une grande défaite qu'une victoire décisive - fut privé de son commandement et renvoyé dans ses foyers.

On se souvient qu'en réponse à la proclamation de Lincoln, McClellan avait lancé une contre-proclamation, un ordre du jour à son armée. Il y interdisait certes toute manifestation contre la mesure présidentielle, mais y glissait aussi les mots funestes que voici : “ Il est du devoir des citoyens de rectifier les erreurs politiques, s'il y en a, par la voie des urnes. ” McClellan, à la tête de la principale armée des États-Unis, en appelait donc au président avant les élections toutes proches. Il jetait dans la balance le poids de son autorité. Hormis un *pronunciamiento* à la manière espagnole, il ne pouvait exprimer plus nettement son hostilité à la politique du président. Après la victoire électorale des démocrates, il ne restait donc à Lincoln d'autre choix : il devait ou bien s'abaisser jusqu'à devenir

1 Le 22 septembre 1862, Lincoln proclama que les Noirs en esclavage dans les États rebelles à l'Union seraient émancipés à partir du 1^o janvier 1863. En même temps, tous les Noirs eurent le droit formel sinon réel de servir dans la flotte et dans l'armée. Cependant, Lincoln se garda de distribuer les terres des esclavagistes aux anciens esclaves. Or, l'exploitation éhontée des Noirs ne pouvait cesser tant que les sudistes continuaient de posséder les grands domaines et plantations en toute propriété.

Dans sa lettre du 15.7.1865 à Marx, Engels espérait encore que le Nord finirait par accorder aux esclaves noirs le droit de devenir de petits colons libres comme en Jamaïque. Mais, il est évident que le respect bourgeois de la propriété s'arrêta devant les grands domaines et plantations du Sud.

l'instrument du parti du compromis pro-esclavagiste, ou bien priver ce parti de l'appui dont il bénéficiait dans l'armée en la personne de McClellan.

C'est pourquoi, la destitution de McClellan en ce moment précis est une démonstration politique. Mais, de toute façon, elle était devenue inéluctable. Dans un rapport au ministre de la Guerre, le commandant en chef, Halleck, avait accusé McClellan d'insubordination pure et simple. Peu après la défaite des Confédérés au Maryland le 6 octobre, Halleck avait donné l'ordre de traverser le Potomac, profitant de ce que le faible niveau d'eau du fleuve et de ses affluents favorisait alors les opérations militaires. Défiant cet ordre, McClellan ne bougea pas d'un pouce, sous prétexte que son armée était incapable de marcher, l'approvisionnement faisant défaut. Dans son rapport, Halleck démontra que c'était là un simple subterfuge, que l'armée de l'Est jouissait de grands privilèges, par rapport à l'armée de l'Ouest, en ce qui concerne l'intendance. Quoi qu'il en soit, l'approvisionnement nécessaire pouvait être réceptionné aussi bien au sud qu'au nord du Potomac. Un second rapport complète celui de Halleck. Le comité chargé d'enquêter sur la reddition de Harper's Ferry ¹ aux confédérés accuse McClellan d'avoir concentré les troupes de l'Union, stationnées près de cet arsenal, avec une lenteur incompréhensible - il ne les fit avancer que de six milles anglais (environ un mille et demi allemand) par jour - pour les relayer. Ces rapports de Halleck et du Comité étaient entre les mains du président *avant* la victoire électorale des démocrates.

Nous avons assez souvent dépeint dans ces colonnes l'art avec lequel McClellan a exercé son haut commandement pour qu'il suffise de rappeler ici qu'il cherchait à substituer l'enveloppement stratégique à la décision tactique, qu'il était toujours en quête d'arguments propres à cette sagesse d'état-major qui interdit d'exploiter les victoires ou de prévenir les défaites. La brève campagne du Maryland lui avait tressé une fausse auréole. En effet, il convient de remarquer qu'il reçut tous ses principaux ordres de marche du général Halleck, qui avait en outre conçu le plan de la première campagne du Kentucky, et que la victoire sur le champ de bataille était due exclusivement à la bravoure de ses subordonnés, en particulier du général *Reno* tombé sur le champ de bataille, et de *Hooker*, qui, à ce jour, n'est pas encore entièrement rétabli de ses blessures.

Napoléon écrivait naguère, à son frère Joseph que le danger était égal sur tous les points d'un champ de bataille et qu'en cherchant à lui échapper on ne faisait que s'y précipiter plus sûrement. McClellan semble avoir compris cet axiome, mais sans la recette que Napoléon suggérait à son frère. De toute sa carrière militaire, McClellan n'a *jamais* mis les pieds sur un champ de bataille, ni reçu le baptême du feu. Le général *Kearney* souligne fortement cette originalité dans une lettre publiée par son frère, après que Kearny fut tué, dans l'une des batailles livrées par Pope devant Washington.

McClellan s'entendait à cacher sa médiocrité sous le masque d'une condescendance hautaine, d'un laconisme discret et d'une réserve pleine de dignité. Ses défauts lui assuraient la confiance inébranlable du Parti démocrate du Nord et la " reconnaissance loyale " des sécessionnistes. Parmi les officiers supérieurs de son armée, il sut recruter des partisans, en créant un état-major d'une ampleur inconnue à ce jour dans les annales de l'histoire militaire. Un certain nombre des vieux officiers, qui avaient appartenu à l'ancienne armée de l'Union et avaient été formés à l'Académie de West Point, trouvèrent en lui un point d'appui dans leurs rivalités avec les " généraux du civil " de formation récente, et dans leurs sympathies secrètes avec les " collègues " du camp adverse. Le soldat, enfin, ne connaissait ses qualités militaires que par ouï-dire; il lui attribuait, pour le reste, tous les mérites d'une intendance remarquable et déduisait toutes sortes d'anecdotes glorieuses de son laconisme condescendant. Le seul don propre au commandant suprême qu'eut jamais McClellan, c'était de savoir assurer sa popularité dans son armée.

1 Harper's Ferry, important centre militaire sur le Potomac. Les sudistes s'en emparèrent le 15 septembre 1862, sous le commandement de Jackson, lorsqu'ils envahirent le Maryland. Les mille hommes de la garnison ainsi que tout l'arsenal tombèrent aux mains des confédérés.

Le successeur de McClellan, *Burnside*, est trop peu connu pour que nous puissions le juger. Il appartient au Parti républicain. Hooker, en revanche, qui assume le commandement du corps d'armée servant directement sous McClellan, est sans aucun doute le plus bagarreur des officiers de l'Union : c'est " Fighting Joe ", comme ses troupes l'appellent, qui a le plus contribué aux succès du Maryland. Il est abolitionniste.

Les journaux américains qui nous apportent la nouvelle de la destitution de McClellan, nous informent que Lincoln aurait déclaré qu'il ne retrancherait pas un iota de sa proclamation.

" Lincoln, observe le *Morning Star* avec raison, a démontré au monde, par ses successives manifestations de fermeté, qu'il était un homme peut-être lent, mais solide, qui avançait avec d'infinies précautions, mais ne reculait pas. Chaque pas de sa carrière administrative suit avec énergie la bonne direction qu'il s'est fixée. Étant parti de la décision de bannir l'esclavage des territoires, le voici enfin parvenu au but final de tout le " mouvement anti-esclavagiste " : extirper ce fléau du sol de toute l'Union. Il a déjà atteint la glorieuse position qui consiste à déclinier toute responsabilité de l'Union dans le maintien de l'esclavage. "

Karl Marx : À ABRAHAM LINCOLN, PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Der Social-Demokrat, 30 décembre 1864.

Monsieur,

Nous complimentons le peuple américain à l'occasion de votre réélection, à une forte majorité ^{*1}.

Si la résistance au pouvoir des esclavagistes a été le mot d'ordre modéré de votre première élection, le cri de guerre triomphal de votre réélection est : mort à l'esclavage !

Depuis le début de la lutte titanesque que mène l'Amérique, les ouvriers d'Europe sentent instinctivement que le sort de leur classe dépend de la bannière étoilée. La lutte pour les territoires qui inaugura la terrible épopée, ne devait-elle pas décider si la terre vierge de zones immenses devait être fécondée par le travail de l'émigrant, ou souillée par le fouet du gardien d'esclaves ?

Lorsque l'oligarchie des trois cent mille esclavagistes osa, pour la première fois dans les annales du monde, inscrire le mot esclavage sur le drapeau de la rébellion armée; lorsque à l'endroit même où, un siècle plus tôt, l'idée d'une grande république démocratique naquit en même temps que la première déclaration des droits de l'homme ² qui ensemble donnèrent la première impulsion à la révolution européenne du XVIII^e siècle - lorsque à cet endroit la contre-révolution se glorifia, avec une violence systématique, de renverser " les idées dominantes de l'époque de formation de la vieille Constitution " et présenta " l'esclavage comme une institution bénéfique, voire comme la seule solution au grand problème des rapports, entre travail et capital ", en proclamant cyniquement que le droit de propriété sur l'homme représentait la pierre angulaire de l'édifice nouveau ³ - alors

¹ * À propos de la rédaction de cette adresse, cf. Marx à Engels, le 2 décembre 1862. l. c., tome VIII, p. 114. Il serait évidemment abusif d'étendre cet éloge de Marx à tous les présidents des États-Unis. Marx vise en effet, à féliciter Lincoln pour son action anti-esclavagiste, qui permit de passer de la première phase de la guerre civile (plan constitutionnel de la sauvegarde de l'Union) au plan révolutionnaire pour l'abolition de l'esclavage des Noirs. (N. d. T.)

² Le 4 juillet 1776, les délégués des treize colonies anglaises d'Amérique du Nord proclamèrent l'indépendance, au Congrès de Philadelphie. Ils créèrent une république indépendante, après avoir fait sécession de l'Angleterre. Même si la proclamation des droits de l'homme et du citoyen correspond à un grand pas en avant de l'histoire - par rapport au régime antérieur à la révolution bourgeoise - elle n'est pas une conquête définitive, ni même une libération véritable. On le voit au simple fait que cette proclamation laissait subsister l'esclavage d'une fraction considérable de la population. Marx en a fait la critique dans *la Question juive*, dès 1844, du point de vue de l'émancipation totale de la révolution socialiste. Cf. à propos de la question noire : " Le foyer du racisme moderne : c'est le capital (aux USA : le Nord, et non le Sud) ", in *Fil du Temps*, N° 1, pp. 77-79.

³ Cf. discours de Bright, le 19.12.1862, à Birmingham.

les classes ouvrières d'Europe comprirent aussitôt, et avant même que l'adhésion fanatique des classes supérieures à la cause des confédérés ne les en eût prévenues, que la rébellion des esclavagistes sonnait le tocsin pour une croisade générale de la propriété contre le travail et que, pour les hommes du travail, le combat de géant livré outre-Atlantique ne mettait pas seulement en jeu leurs espérances en l'avenir, mais encore leurs conquêtes passées. C'est pourquoi, ils supportèrent toujours avec patience les souffrances que leur imposa la crise du coton ¹ et s'opposèrent avec vigueur à l'intervention en faveur de l'esclavagisme que préparaient les classes supérieures et "cultivées", et un peu partout en Europe contribuèrent de leur sang à la bonne cause.

Tant que les travailleurs, le véritable pouvoir politique du Nord permirent à l'esclavage de souiller leur propre République; tant qu'ils se glorifièrent de jouir - par rapport aux Noirs qui, avaient un maître et étaient vendus sans être consultés - du privilège d'être libres de se vendre eux-mêmes et de choisir leur patron, ils furent incapables de combattre pour la véritable émancipation du travail ou d'appuyer la lutte émancipatrice de leurs frères européens ².

Les ouvriers d'Europe sont persuadés que si la guerre d'Indépendance américaine a inauguré l'époque nouvelle de l'essor des classes bourgeoises, la guerre anti-esclavagiste américaine a inauguré l'époque nouvelle de l'essor des classes ouvrières. Elles considèrent comme l'annonce de l'ère nouvelle que le sort ait désigné Abraham Lincoln, l'énergique et courageux fils de la classe travailleuse, pour conduire son pays dans la lutte sans égale pour l'affranchissement d'une race enchaînée et pour la reconstruction d'un monde social.

Signé au nom de l'Association internationale des travailleurs par le Conseil central ^{*3}.

RÉPONSE DE L'AMBASSADEUR AMÉRICAIN À L'ADRESSE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Times,

6 février 1865 ^{*4}

Au Directeur du Times

Monsieur,

1 En Angleterre, aucune classe ne souffrit davantage des conséquences de la crise cotonnière que le prolétariat : Cf. par exemple les articles de Marx : " La misère ouvrière en Angleterre " et " La misère des ouvriers du coton ", in : *Die Presse*, 27 septembre et 4 octobre 1862.

Pour les ouvriers anglais, et tout spécialement ceux qui travaillaient dans l'industrie textile, la pénurie du textile signifiait le chômage, ou, dans le meilleur des cas, le chômage partiel. En 1862, les trois cinquièmes de l'industrie textile furent arrêtés en Angleterre, et soixante-quinze pour cent des ouvriers du textile furent touchés par le chômage qui dura plus de deux ans. Par exemple, à Stockport, six mille salariés étaient sans travail, six mille autres employés partiellement, et cinq mille travaillaient à plein temps. En novembre 1862, 35,9 % de la population de Glossopp étaient assistés ou vivaient de la charité publique.

2 Dans la *Misère de la Philosophie*, Marx s'en prend à Proudhon qui, dans toute catégorie économique, s'efforce de séparer le bon côté du mauvais, afin de ne retenir que le bon. Or, dit Marx, " ce qui constitue le mouvement dialectique, c'est précisément la coexistence de deux côtés contradictoires, leur lutte et leur fusion en une catégorie nouvelle : rien qu'à poser le problème d'éliminer le mauvais côté, on coupe court au mouvement dialectique ". C'est ainsi que, dès 1847, Marx montre que la lutte féconde entre l'esclavage et le travail libre donne naissance à une catégorie nouvelle : le travail salarié (libre et forcé), qui permet l'industrialisation à une échelle immense et la lutte pour le socialisme, Cf. *Misère de la Philosophie*, chap. II, §2, 4^e observation.

^{3*} Suit la liste des signataires, responsables de l'A.I.T. (N. d. T.)

^{4*} À propos de la réaction de Marx à la réponse de Lincoln, cf. Marx à Engels, des 6 et 10 février 1865, l.c., vol. VIII, pp. 144, 152. Marx est visiblement satisfait que Lincoln ait été sensible à l'appui donné aux forces révolutionnaires américaines par les classes ouvrières anglaises et Marx et Engels. On sait que Lassalle, grand agitateur politique, ne s'intéressa en rien à la guerre civile américaine (et Marx le note dans sa lettre du 10 février 1865). Il est caractéristique de la méthode marxiste que l'intérêt va, non pas au succès populaire immédiat, mais aux événements fondamentaux et révolutionnaires qui influencent l'évolution sociale générale, en essayant d'y intervenir pratiquement avec les forces disponibles à chaque fois. (N. d. T.)

Il y a quelques semaines, le Conseil central de l'Association nommée ci-dessus a envoyé à M. Lincoln une adresse de félicitation. Cette adresse fut transmise par le canal de la légation des États-Unis, et vous trouverez ci-dessous la réponse qui lui parvint. Vous m'obligerez en la publiant.

Avec mes respects,

W.R. Cremer.

Légation des États-Unis,

Londres, le 31 janvier.

Monsieur,

On me demande de vous informer que le président des États-Unis a bien reçu l'adresse du Conseil central de votre association, transmise par notre légation. Dans la mesure où les sentiments - qui y sont exprimés ont un caractère personnel, il les accepte, en souhaitant sincèrement et de tout cœur pouvoir se montrer digne de la confiance que ses concitoyens et tant d'amis de l'humanité et du progrès de par le monde entier lui ont récemment accordée. Le gouvernement des États-Unis se rend parfaitement compte que sa politique n'est pas, ou ne pourrait pas être, réactionnaire, mais en même temps il s'en tient à la ligne qu'il a adoptée au début, c'est-à-dire qu'il s'abstient partout d'une politique expansionniste et d'interventions illégales. Il s'efforce de rendre une égale et exacte justice à tous les États et à tous les hommes, et compte sur les résultats bénéfiques de cet effort pour être soutenu à l'intérieur et jouir du respect et de la bonne volonté du monde. Les nations n'existent pas pour elles-mêmes, mais pour promouvoir le bien-être et le bonheur de l'humanité, en entretenant des relations exemplaires de bonne volonté. C'est dans ce cadre que les États-Unis considèrent que, dans le conflit actuel contre les rebelles esclavagistes, leur cause est celle-là même de la nature humaine, et ils tirent un nouvel encouragement à persévérer, du témoignage que leur donnent les ouvriers d'Europe, que cette attitude nationale jouit de leur approbation éclairée et de leurs sympathies véritables.

J'ai l'honneur, d'être, Monsieur, votre humble serviteur.

Charles Francis Adam.

M. W. R. Cremer, secrétaire général honoraire de l'Association internationale des travailleurs. 18, Greek Street, W.

ADRESSE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS AU PRÉSIDENT JOHNSON

The Bee-Hive Newspaper, 20 mai 1865.

À Andrew Johnson ^{*1},

Président des États-Unis.

¹ * À propos de cette adresse, cf. I.c., tome VIII, pp. 204, 205, 209, 219, 221, 222, les lettres échangées entre Marx et Engels, les 3, 9.5, 4.6 et 15 juillet 1865. Dans cette dernière lettre, Engels répond à Marx qui lui avait écrit que la politique de Johnson lui déplaisait : " À moi aussi, la politique de Johnson plaît de moins en moins. La haine des nègres s'affiche de plus en plus violente, et vis-à-vis des vieux lords du Sud il se dessaisit de toute autorité. *Si cela continue de la sorte, avant six mois, tous les vieux coquins de la sécession seront au Congrès de Washington. Il n'y a rien à taire sans le suffrage des gens de couleur, et le soin de résoudre cette question, Johnson le laisse aux vaincus, les anciens maîtres d'esclaves.* " (N. d. T.)

Monsieur,

Le démon de l' " institution particulariste " pour le règne de laquelle le Sud a pris les armes, ne pouvait permettre à ses adeptes d'être battus honorablement en champ ouvert. Ce qui a commencé dans la trahison ne pouvait finir que dans l'ignominie. De même que la guerre de Philippe II pour l'Inquisition a suscité un Gérard, la rébellion pro-esclavagiste de Jefferson Davis a produit un Booth ¹.

Ce n'est pas notre propos de chercher des mots de deuil et d'horreur, alors que le cœur de deux mondes est soulevé d'émotion. Même les sycophantes qui, année après année, jour après jour, ont effectué un véritable travail de Sisyphe pour assassiner moralement Abraham Lincoln et la grande République qu'il gouvernait, sont à présent effrayés par cet élan universel des sentiments populaires et rivalisent entre eux pour parsemer sa tombe ouverte de fleurs de rhétorique. Ils se sont enfin rendu compte qu'il était un homme que l'adversité ne pouvait abattre, que le succès ne pouvait griser, qui poursuivait inflexiblement son but élevé, sans jamais compromettre par une hâte aveugle sa progression lente et ininterrompue, sans jamais se laisser emporter par le flot de la faveur du publié ni décourager par un ralentissement du pouls populaire, tempérant ses actes de rigueur par un cœur chaleureux, éclairant les noires scènes de la passion du sourire de son humour et accomplissant son œuvre de géant, avec autant de simplicité et de modestie que les souverains de droit divin aiment à faire les petites choses avec une pompe et un éclat grandiloquents; en un mot, c'était l'un des rares humains qui ait réussi à devenir grand sans cesser d'être bon. De fait, ce grand et brave homme était si modeste que le monde ne découvrit son héroïsme qu'après qu'il fût tombé en martyr.

M. Seward fut digne de l'honneur, à côté d'un tel chef, d'être la seconde victime des démons infernaux de l'esclavagisme. N'était-ce pas lui qui, à l'époque d'hésitation générale, fut assez sage et courageux pour prédire que le conflit était inéluctable ? ² Ne prouva-t-il pas qu'aux heures les plus sombres de ce conflit, il avait un sens romain du devoir : en ne désespérant jamais de la République et de son étoile ? Nous souhaitons de tout cœur que son fils et lui soient rétablis dans leur santé, leur activité publique et leurs honneurs bien mérités, avant le délai de " quatre-vingt-dix jours " ³.

Après cette terrible guerre civile, qui, de par ses vastes dimensions et son théâtre d'opérations gigantesque, ne semble avoir duré plus de quatre-vingt-dix jours par rapport aux guerres de Cent Ans, de Trente Ans et de vingt-trois ans du vieux monde, c'est à vous, Monsieur, que revient la tâche d'éliminer par la loi ce qui fut décidé par l'épée et d'entreprendre la dure œuvre de reconstruction politique et de régénération sociale.

Un sens profond de votre redoutable mission vous sauvera de tout compromis dans les durs devoirs qu'il vous reste à accomplir. Vous n'oublierez jamais qu'au début d'une ère nouvelle d'émancipation du travail, le peuple américain a donné la responsabilité de la direction à deux hommes du travail : l'un est Abraham Lincoln, l'autre Andrew Johnson.

Signé à Londres le 13 mai 1865 par le Conseil central, au nom de l'Association internationale des travailleurs ^{*4}.

1 Booth, John Wilkes (1839-1865), assassina Lincoln en avril 1865.

2 Seward avait prédit qu'un " conflit irrépressible ", se préparait entre le Nord et le Sud, lors de son discours de Rochester, le 25 octobre 1858. Le jour de l'assassinat de Lincoln, Seward et son fils furent également victimes d'une agression et grièvement blessés.

3 En réponse aux actes de guerre de la Confédération du Sud, le gouvernement de Lincoln avait appelé, le 15 avril 1861, soixante-quinze mille volontaires au service armé, croyant pouvoir régler le conflit en trois mois. En fait, la guerre de Sécession traîna jusqu'en 1865.

4 ^{*} Suit la liste des signataires, responsables de l'A.I.T. (N. d. T.)

VI : INDEX DES NOMS CITÉS

ADAMS, Charles Francis (1807-1886), homme politique républicain, ambassadeur des USA à Londres (1861-1868).

ADAMS, John (1735-1826), homme d'État et diplomate américain; l'un des dirigeants de la fraction bourgeoise modérée au cours de la guerre d'Indépendance contre l'Angleterre (1775-1783), premier ambassadeur américain à Londres (1785-1788); président des USA de 1797 à 1801.

ANDERSON, Robert (1805-1871), commandant de la garnison de Fort Sumter (décembre 1860 à avril 1861); nommé général en mai 1861 dans l'armée nordiste. A combattu au Kentucky.

ANNEKE, Friedrich (1817-1886), membre de la Ligue des communistes; a participé à la révolution de 1848-1849 en Allemagne, puis émigré en Amérique, où il s'est battu aux côtés du Nord durant la guerre civile; correspondant de Marx et d'Engels.

ASHBURTON, Alexander Baring, baron (1774-1848), banquier et tory anglais; lié aux milieux d'affaires américains; ministre du Commerce.

AUMALE, Henri-Eugène-Philippe-Louis d'Orléans, duc (1822-1897), fils du roi Louis-Philippe; participa à la conquête de l'Algérie; auteur de pamphlets anti-bonapartistes.

BARING, Thomas (1799-1873), directeur d'une importante banque anglaise à partir de 1848.

BEALES, Edmond (1803-1881), juriste anglais de tendance radicale bourgeoise, membre d'une société anglaise pour l'émancipation des esclaves, soutint le Nord au cours de la guerre de Sécession.

BEECHER-STOWE, Harriet Elizabeth (1811-1896), femme de lettres américaine; auteur de *La Case de l'Oncle Tom*; participa au mouvement abolitionniste aux USA.

BENNETT, James Gordon (1795-1872), fondateur et propriétaire du *New York Herald*; partisan d'un compromis lors de la guerre de Sécession; de tendance démocrate.

BERRY, Hiram George (1824-1863), général américain; commanda, de 1862 à 1863, une brigade sur le Potomac; fut tué à la bataille de Chancellorsville.

BIRNEY, William (1819-1907), général nordiste ayant participé au soulèvement de Paris en 1848, organisa des régiments de Noirs durant la guerre de Sécession.

BONAPARTE, Charles-Louis-Napoléon (1808-1873), troisième fils de Louis Bonaparte; régna sous le nom de Napoléon III, de 1852 à 1870.

BONAPARTE, Jérôme-Napoléon-Charles-Paul, prince Napoléon (1822-1891), fils de Jérôme Bonaparte; neveu de Napoléon III; commanda une division durant la guerre de Crimée; connu sous le sobriquet de Plon-Plon et Prince Rouge.

BONAPARTE, Joseph (1768-1844), frère aîné de Napoléon 1er; roi de Naples, de 1806 à 1813.

BRAGG, Braxton (1817-1876), général confédéré; commanda les armées sudistes au Kentucky en 1862 et dirigea la bataille de Shiloh; fut ensuite conseiller militaire de Jefferson Davis.

BRECKINRIDGE, John Cabell (1821-1875), chef du Parti démocrate; sénateur du Kentucky; l'un de ceux qui préparèrent la rébellion sudiste; vice-président des États-Unis, de 1857 à 1861; général confédéré et secrétaire à la Guerre de la Confédération du Sud.

BRIGHT, John (1811-1889), fabricant et homme politique libéral anglais; partisan du libre-échange; fonda la ligue contre les lois céréalières; sympathisa avec le Nord au cours de la guerre de Sécession; fut plusieurs fois ministre dans des cabinets libéraux.

BROWN, John (1800-1859), fermier américain et l'un des chefs les plus en vue de l'aile révolutionnaire du mouvement abolitionniste; participa au combat armé contre les esclavagistes au Kansas (1854-1856); tenta en 1859 de soulever les esclaves noirs à Harper's Ferry; fut jugé et pendu après sa capture.

BROWNSON, Orestes Augustus (1803-1876), directeur de la catholique *Quarterley Review*; s'opposa à la rupture de l'Union; réclama l'abolition de l'esclavage; influença l'électorat catholique de New York en sens démocrate.

BRUTUS, Marcus Junius (env. 83-42 av. J.-C.), homme d'État romain; l'un des initiateurs de la conjuration contre Jules César.

BUCHANAN, James (1791-1868), leader du Parti démocrate et secrétaire d'État américain de 1845 à 1849; ambassadeur à Londres de 1853 à 1856, président des États-Unis (1857-1861); défenseur des intérêts esclavagistes.

BUELL, Don Carlos (1818-1898), général de l'Union; commanda les troupes nordistes au Tennessee et au Kentucky; quitta l'armée vers la fin de la guerre.

BURNSIDE, Ambrose Everett (1824-1881), général de l'Union; relevé de son commandement de l'armée du Potomac, après sa défaite de Fredericksburg (1862); après la guerre, fut élu gouverneur de Rhode Island.

BUTLER, Benjamin Franklin (1818-1893), général de l'Union; commanda l'armée d'expédition nordiste qui s'empara de La Nouvelle-Orléans, dont il fut gouverneur militaire; nommé au Congrès par le Massachusetts; participa aux mouvements anti-monopolistes.

CALHOUN, John Caldwell (1782-1850), l'un des chefs du Parti démocrate et partisan de l'oligarchie esclavagiste; ministre de la Guerre de 1817 à 1825; vice-président de 1825 à 1832; partisan de l'annulation des tarifs protecteurs en Caroline du Sud, en 1828 et 1832; sénateur et secrétaire d'État des USA (1844-1845).

CAMERON, Simon (1799-1889), leader du Parti républicain et ministre de la Guerre de 1861 à janvier 1862 dans le gouvernement de l'Union; sénateur de Pennsylvanie.

CANNING, George (1770-1827), diplomate et homme d'État tory; ministre des Affaires étrangères anglaises, de 1807 à 1809 et de 1822 à 1827; premier ministre en 1827.

CARNARVON, Henry Howard Molyneux Herbert, comte de (1831-1890), homme d'État anglais conservateur; ministre des Colonies, de 1866 à 1867 et de 1874 à 1878.

CASS, Lewis (1782-1866) homme d'État; général et diplomate américain de tendance démocrate; ministre de la Guerre (1831-1836); secrétaire d'État sous la présidence de Buchanan; partisan de l'intégrité de l'Union lors de la guerre de Sécession.

CASTELREAGH, lord Henry Robert Stewart, vicomte (1769-1822), homme d'État conservateur anglais; secrétaire d'État pour l'Irlande (1797-1801); ministre de la Guerre et des Colonies (1805-1806 et 1807-1809); ministre des Affaires étrangères (1812-1822); responsable d'une répression sauvage en Irlande.

CATON, Marcus Porcius (Caton l'Ancien) (234-149 av. J.-C.), homme politique et auteur romain; défendit les privilèges de l'aristocratie; élu censeur en 184 av. J.-C.

CHATEAUBRIAND, François-René, vicomte de (1768-1848), homme d'État; diplomate et écrivain; plénipotentiaire de la France au Congrès de Vérone (1822); ministre des Affaires étrangères de 1822 à 1824.

CHEATHAM, John (né en 1802), fabricant anglais et homme politique libéral.

CLARENDON, George William Frederick Villiers, comte de (1800-1870), homme d'État anglais, conservateur puis libéral; vice-roi d'Irlande (1847-1852); il réprima le soulèvement irlandais de 1848; ministre des Affaires étrangères (1853-1858, 1865-1866 et 1868-1870).

COBBETT, William (1762-1835), démocrate anglais d'origine paysanne; membre du parlement, éditeur de *Cobbett's Political Register*.

COBDEN, Richard (1804-1865), fabricant de Manchester; chef du mouvement libre-échangiste, lors du conflit pour l'abolition des lois céréalières; membre libéral du Parlement.

COCHRANE, John (1813-1898) officier américain, l'un des chefs de l'aile gauche du Parti républicain; membre du Congrès de 1857 à 1861; participa activement à la guerre civile américaine.

CONNINGHAM, William (né en 1815), parlementaire libéral, assista à un meeting réuni à Brighton pour protester contre l'intervention anglaise aux USA, en décembre 1861.

CRITTENDEN, John Jordan (1787-1863), juriste et homme d'État; chef du parti whig américain; sénateur, il défendit le principe d'un compromis avec les, esclavagistes du Sud.

CROMWELL, Oliver (1599-1658), homme d'État anglais, joua un rôle révolutionnaire au XVII^e Siècle, de 1653 à 1658, lord protecteur de l'Angleterre, de l'Écosse et de l'Irlande.

CROSWELL, Edwin (1797-1871), journaliste et homme politique américain; l'un des chefs du Parti démocrate au cours des années 1830 et 1840 dans l'État de New York.

CURTIS, Samuel Ryan (1807-1866), homme politique et général américain; l'un des dirigeants du Parti républicain; représentant de l'Iowa au Congrès; major-général, commanda les troupes nordistes au Missouri et en Arkansas.

DAVIS, Charles Henry (1807-1877), officier de marine américain; commanda la flottille nordiste sur le Mississippi en 1862; nommé amiral en 1863.

DAVIS, Jefferson (1808-1889), l'un des organisateurs de la rébellion esclavagiste; se distingua dans la guerre contre le Mexique (1846-1848); ministre de la Guerre des USA (1853-1857); président de la Confédération du Sud de 1861 à 1865; auteur de *Rise and Fall of the Confederate Government (1881)*.

DERBY, Edward George Geoffrey Smith Stanley, comte de (1799-1869), homme d'État anglais; whig jusqu'en 1815, puis chef des tories; premier ministre (1852, 1858-1859 et 1866-1868).

DICKINSON, Daniel Stevens (1800-1866), juriste et homme politique américain; l'un des chefs du Parti démocrate au cours des années 1840; partisan de l'Union durant la guerre de Sécession.

DISRAELI, Benjamin, comte de Beaconsfield (1804-1881), chef conservateur anglais; chancelier de l'Échiquier, puis premier ministre (1868 et 1874-1880).

DIX, John Adams (1798-1879), homme politique et général de tendance démocrate; commanda les troupes nordistes en Virginie (1861).

DOUGLAS, Stephen Arnold (1813-1861), chef du Parti démocrate des États du Nord et partisan d'un compromis avec les esclavagistes; président de la commission sénatoriale pour les affaires des territoires (1847-1858); auteur de la loi du Kansas et du Nebraska en 1854; battu aux élections présidentielles de 1860.

ELLETT, Charles (1810-1862), ingénieur et inventeur d'armes navales; participa à la guerre de Sécession du côté nordiste.

ERICSSON, John (1803-1889), ingénieur et inventeur d'armes navales.

ESSEX, Robert Devereux, comte d' (1591-1646), général et homme politique anglais de tendance presbytérienne; commandant en chef des armées du Parlement (1642-1645) au cours de la révolution anglaise.

EUSTIS, George (1828-1872), diplomate américain, secrétaire de Slidell.

FARRAGUT, David Glasgow (1801-1870), officier de marine américain; nommé amiral en juillet 1862, commanda une escadre nordiste lors de la prise de La Nouvelle-Orléans en avril 1862, puis battit les sudistes à Mobile.

FLOYD, John Buchanan (1807-1863), l'un des chefs du Parti démocrate; gouverneur de l'État de Virginie (1850-1853); secrétaire à la Guerre sous Buchanan; général de brigade sudiste au cours de la guerre civile.

FRÉMONT, John Charles (1813-1890) explorateur, général et membre du Parti républicain (aile gauche); candidat malheureux aux élections présidentielles de 1856; commanda les troupes nordistes au Missouri jusqu'en novembre 1861 et en Virginie (1862); fut relevé par Lincoln de son commandement en raison de son radicalisme anti-esclavagiste.

GARRISON, William Lloyd (1805-1879), fondateur de l'Association anti-esclavagiste en 1833; directeur du *Liberator*; partisan de la lutte révolutionnaire pour l'abolition de l'esclavage.

GIBSON, Thomas Milner (1806-1884), homme d'État anglais; partisan du libre-échange, puis libéral; ministre du Commerce de 1859 à 1866.

GILPIN, Charles (1815-1874), partisan du libreéchange; membre du gouvernement de Palmerston (1859-1865).

GLADSTONE, William Ewart (1809-1898), homme d'État anglais; tory, puis peeliste; dans la seconde moitié du XIX^e siècle, chef du Parti libéral; chancelier de l'Échiquier, fut quatre fois premier ministre.

GRANT, Ulysses Simpson (1822-1885), général et homme d'État américain de tendance républicaine; commanda les troupes nordistes au Kentucky et au Tennessee de 1861 à 1862; remporta la bataille de Vicksburg en 1863; commandant en chef des armées nordistes en mars 1864; président des États-Unis de 1869 à 1877.

GREGORY, William Henry (1817-1892), homme politique irlandais; membre libéral du Parlement; gouverneur de Ceylan.

HALLECK, Henry Wager (1815-1872), général de l'Union et républicain modéré; de novembre 1861 à mars 1862, commanda au Missouri; de mars à juillet 1862, au Mississippi; commandant en chef des forces fédérales de juillet 1862 à mars 1864.

HAVELOCK, sir Henry (1795-1857), général anglais; participa à la guerre anglo-afghane de 1838-1842 et à la guerre contre les Sikhs (1845-1846), puis à la répression aux Indes.

HAYNAU, Julius Jacob (1786-1853), feld-maréchal autrichien; réprima férocelement les mouvements révolutionnaires en Italie (1848) et en Hongrie (1849).

HEINTZELMANN, Samuel Peter (1805-1880), général de l'Union, commanda un corps de troupes de l'armée du Potomac en 1862.

HOOKER, Joseph (1814-1879), général de l'Union; républicain et abolitionniste; remplaça Burnside à la tête de l'armée du Potomac (janvier à juin 1863); servît ensuite sous les ordres de Grant, et de Sherman.

IVES, Malcolm, journaliste américain de tendance démocrate.

JACKSON, Andrew (1767-1845), général et homme d'État américain; fonda le Parti démocrate en 1828; au cours de la guerre anglo-américaine de 1812-1814, battit les Anglais à La Nouvelle-Orléans; président des États-Unis de 1829 à 1837.

JACKSON, Clairborne Fox (1806-1862); gouverneur démocrate du Missouri, refusa de soutenir l'appel de Lincoln pour l'incorporation de volontaires; créa un parlement croupion pour faire voter la sécession; plus tard, général de brigade des confédérés.

JACKSON, Thomas Jonathan (1824-1863), plus connu sous le nom de Stonewall qu'il reçut après la victoire de Bull Run (juillet 1861); il commanda les troupes sudistes en Virginie.

JAMESON, Charles Davis (1827-1862), général de brigade nordiste de l'armée du Potomac.

JEFFERSON, Thomas (1743-1826), auteur de la Déclaration d'Indépendance de 1776; troisième président des États-Unis (1801-1809).

JENNISON, officier et abolitionniste, promu colonel au cours de la guerre civile.

JOHNSON, Andrew (1808-1875), gouverneur démocrate de l'État de Tennessee (1853-1857 et 1862-1865); sénateur (1858-1862); vice-président (1864 - avril 1865); président après l'assassinat de Lincoln. Il poursuivit alors une politique d'entente avec les planteurs du Sud et suscita une vive opposition chez les républicains radicaux.

JUAREZ, Benito Pablo (1806-1872), chef du Parti libéral mexicain; combattit pour l'indépendance de son pays au cours de la guerre civile (1858-1860), puis de l'intervention au Mexique (1861-1867); président du Mexique (1858-1867).

KEARNY, Philip (1814-1862), assista aux batailles de Magenta et de Solférino en 1859; général de l'Union, se battit sous les ordres de McClellan et Pope dans l'armée du Potomac; tué en 1862.

KINGLAKE, Alexander William (1809-1891), historien et homme politique libéral; membre du Parlement anglais, de 1857 à 1865.

LA FAYETTE, Marie-Joseph-Paul, marquis de (1757-1834), participa à la guerre d'Indépendance américaine (1775-1783); commanda la Garde Nationale pendant la révolution française; prépara l'accession au trône de Louis-Philippe.

LAYARD, sir Austen Henry (1817-1894), archéologue et membre libéral du Parlement anglais; sous-secrétaire aux Affaires étrangères, de 1861 à 1866.

LEE, Robert Edward (1807-1870), général sudiste, participa à la guerre contre le Mexique (1846-1848), puis à l'écrasement de la révolte de John Brown et des esclaves; commanda les troupes confédérées en Virginie de 1862 à 1865. Commandant en chef des armées sudistes de février à avril 1865. Se rendit à Grant; après la guerre, il lut accusé de trahison, mais ne fut jamais jugé.

LEWIS, sir George Cornwall (1806-1863), homme d'État whig anglais; secrétaire au Trésor (1850-1862); chancelier de l'Échiquier (1855-1858); ministre -de l'Intérieur (1859-1861); ministre de la Guerre (1861-1863).

LINCOLN, Abraham (1809-1865), l'un des chefs du Parti républicain, seizième président des États-Unis (1861-1865); au cours de la guerre civile, lutta d'abord pour l'intégrité de l'Union, puis pour la limitation de l'esclavage aux zones où il existait déjà (phase constitutionnelle); puis proclama l'abolition de l'esclavage (phase révolutionnaire), en

1863. Fut assassiné par un sudiste le 14 avril 1865. Il agit en révolutionnaire sous la pression des masses populaires des États du Nord et des nécessités économiques.

LOUIS-PHILIPPE-ALBERT, duc d'Orléans, comte de Paris (1838-1894), petit-fils de Louis-Philippe, prétendant au trône orléaniste; participa, en 1861-1862, à la guerre civile américaine du côté nordiste.

LOVEJOY, Owen (1811-1864), pasteur américain; abolitionniste et membre du Congrès.

LOVELL, Mansfield (1822-1884), général sudiste; chef de la garnison de La Nouvelle-Orléans; relevé de son commandement en décembre 1862.

LYONS, Richard Bickerton-Pemell, baron (1817-1887), ambassadeur anglais à Washington de 1858 à 1865.

MACAULAY, lord, Thomas Babington, baron of Rothley (1800-1859), historien et homme politique whig; membre du Parlement anglais.

MACHIAVELLI, Niccolò (1469-1527), historien, écrivain, et homme politique italien.

MADISON, James (1751-1836), joua un rôle dirigeant dans la guerre d'Indépendance américaine; ministre des Affaires étrangères (1801-1809); président des États-Unis (1809-1817).

MAGOFFIN, Beriah (1815), juriste et gouverneur démocrate pro-sudiste du Kentucky; fut contraint de démissionner en 1862.

MANN, Ambrose Dudley (1801-1889), diplomate; représenta la Confédération du Sud à Londres (1861-1862), puis en Belgique.

MASON, James Murray (1798-1871), plaigneur esclavagiste du Sud; président de la Commission sénatoriale des Affaires étrangères; chargé en 1861 par la Confédération du Sud d'une mission diplomatique en Angleterre où il resta, de 1862 à 1865.

MAXIMILIEN, DE HABSBOURG (1832-1867), archiduc autrichien, gouverneur général des possessions autrichiennes en Italie, de 1857 à 1860; proclamé empereur du Mexique par les Français en 1864; fusillé par les républicains mexicains en 1867.

MAYNARD, officier américain; agent du Sud.

MAZZINI, Giuseppe (1805-1872), révolutionnaire italien de tendance bourgeoise démocrate; l'un des dirigeants du mouvement de libération nationale; chef du gouvernement provisoire de la République romaine en 1849; l'un des fondateurs du Comité central de la Démocratie européenne à Londres en 1850; au cours des années 1850 s'opposa aux ingérences bonapartistes dans la lutte nationale italienne.

McCLELLAN, George Brinton (1826-1885), président de la Compagnie du Chemin de fer de l'Ohio et du Mississippi et général de l'Union; de tendance démocrate, chercha un compromis avec les esclavagistes du Sud; au cours de la guerre civile, commanda en chef les armées nordistes de novembre 1861 à mars 1862, puis commanda l'armée du Potomac de mars à novembre 1862. Le Parti démocrate le présenta aux élections présidentielles contre Lincoln en 1864.

MACCOOK, Alexander McDowell (1831-1903), général de l'Union, se distingua au cours des batailles de Shiloh et de Corinth; commanda le corps de l'armée sur l'Ohio au cours de la bataille de Perryville.

MITCHELL, Robert B. (1823-1882), général de l'Union; combattit au Kentucky, Tennessee, Nebraska et Kansas; ensuite, gouverneur du territoire du Nouveau-Mexique.

MONROE, James (1758-1831), président des États-Unis, de 1817 à 1825; proclama la doctrine de l'Amérique aux Américains en décembre 1823.

MONTAGU, Robert, lord (1825-1902), membre tory du Parlement anglais.

MORGAN, John Hunt (1826-1864), officier américain; participa à la guerre contre le Mexique (1846-1848), puis à la guerre de Sécession dans les rangs sudistes.

MORRILL, Justin Smith (1810-1898), membre républicain du Congrès (1855-1867); proposa, en 1860, un projet de loi, adopté en 1861, sur la protection douanière.

OLDHAM, Williamson Simpson (1813-1868), juriste et sénateur démocrate du Texas, participa au soulèvement sudiste, coauteur de *A Digest of the General Statute Laws of the State of Texas* (1859).

PALMER, Roundell, comte de Selborne (1812-1895), juriste; peeliste, puis libéral; procureur général (1861-1863); attorney général (conseiller juridique de la Couronne), de 1863 à 1866; lord chancelier de 1872 à 1874, et de 1880 à 1885.

PALMERSTON, Henry John Temple, vicomte- (1784-1865), chef du parti whig, après avoir été tory; ministre des Affaires étrangères (1830-1834, 1835-1841 et 1846-1851); ministre de l'Intérieur (1852-1855); premier ministre (1855-1858 et 1859-1865). Marx a consacré toute une série d'articles à cet homme d'État, cf. *Œuvres politiques. Vol. I : Palmerston*, 264 p., Ed. Costes.

PATTERSON, Robert (1792-1881), marchand et industriel américain; au début de la guerre civile, général de l'armée nordiste; battu à la bataille de Bull Run (juillet 1861), fut relevé de son commandement.

PHILLIPS, Wendell (1811-1884), l'un des chefs de l'aile révolutionnaire du parti abolitionniste; président de la Société anti-esclavagiste américaine (1865-1870); au cours des années 1870, milita pour la formation d'un parti ouvrier aux États-Unis, et fut membre de la 1^o Internationale.

PIERCE Franklin (1804-1869), homme d'État démocrate; président des États-Unis (1853-1857); suivit une politique favorable aux esclavagistes, notamment au Kansas.

PITT, William (fils), chancelier de l'Échiquier; premier ministre (1783-1801 et 1804-1806), adversaire acharné de la Révolution française et de Napoléon 1^{er},

POLK, James Knox (1795-1849), président démocrate des États-Unis (1845-1849); organisa la guerre contre le Mexique.

POPE, John (1822-1892), général de l'Union de tendance républicaine; commanda l'armée de Virginie et du Mississippi (1862), puis l'armée du Nord-Ouest.

POTTER, Edmund, fabricant et libre-échangiste anglais, membre de la Chambre de commerce de Manchester et du Parlement anglais.

PRATT, Frederick Thomas, juriste anglais, auteur d'ouvrages sur le droit maritime international.

PRICE, Sterling (1809-1867), général sudiste, gouverneur du Missouri, força cet État à faire sécession de l'Union; dirigea des raids au cours de la guerre civile américaine.

PRINCES D'ORLEANS, cf. Joinville, François-Ferdinand-Louis-Marie, duc d'Orléans et prince de; Louis-Philippe-Albert d'Orléans, comte de Paris; Robert-Philippe-Louis-Eugène-Ferdinand d'Orléans, duc de Chartres.

RENO, Jesse Lee (1823-1862), général de l'Union; combattit sous les ordres de Burnside en Caroline du Nord; tomba sur le champ de bataille en 1862.

REYNOLDS, George William MacArthur (1814-1879), l'un des chefs du mouvement chartiste de tendance petite-bourgeoise et démocratique, fondateur du journal populaire *Reynold's Weekly Newspaper*.

ROSECRANS, William Starke (1819-1898), général de l'Union; commanda les troupes nordistes au Mississippi et au Tennessee (1862-1863).

ROSELIUS, Christian (1803-1873), juriste et whig américain; professeur à l'Université de Louisiane; partisan de l'intégrité de l'Union.

RUSSELL, lord John (1792-1878), l'un des dirigeants du parti whig anglais; auteur de la réforme parlementaire de 1832; premier ministre (1846-1852 et 1865-1866); ministre des Affaires étrangères (1852-1853 et 1858-1865).

SCOTT, Dred (1795-1858), esclave noir; s'efforça de 1848 à 1857 d'obtenir son émancipation devant les tribunaux américains.

SCOTT, William, baron Stonewell (1745-1836); juriste de tendance tory; spécialiste de droit maritime international; membre du tribunal de l'Amirauté de 1798 à 1828.

SCOTT, Winfield (1786-1866), participa à la guerre anglo-américaine de 1812-1815; commandant en chef de l'armée américaine, de 1841 à novembre 1861; fut battu aux élections présidentielles par Pierce (1852).

SEWARD, William Henry (1801-1872), l'un des dirigeants de l'aile droite du Parti républicain; gouverneur de l'État de New York (1839-1843); sénateur après 1849, battu par Lincoln aux élections présidentielles de 1860; secrétaire d'État au ministère des Affaires extérieures (1861-1869); partisan d'un compromis avec les sudistes.

SEYMOUR, Horatio (1810-1886), membre du Parti démocrate des États du Nord; gouverneur de l'État de New York (1853-1855 et 1863-1865); partisan d'un compromis avec le Sud.

SHAFTESBURY, Anthony, Ashley, Cooper, comte de (1801-1885), tory anglais, puis whig après 1847; au cours des années 1840, dirigeant du mouvement aristocratique et philanthropique en faveur de la loi sur la limitation de la journée de travail à dix heures.

SHERMAN, William Thomas (1820-1891), général de l'Union; commandant de l'armée d'expédition du Nord en Caroline du Sud et en Floride (octobre 1861-mars 1862); sous les ordres de Grant, combattit à Shiloh, traversa la Géorgie pour prendre Savannah en 1864; força Johnston à se rendre en

SLIDELL, John (1793-1871), membre de la commission sénatoriale pour les affaires extérieures; en automne 1861, fut envoyé par la Confédération du Sud en mission diplomatique à Paris, où il resta de 1862 à 1865.

SMITH, Gerritt (1797-1874), militant abolitionniste révolutionnaire et membre du Congrès.

SPENCE, James, négociant anglais; présida un meeting pro-esclavagiste à Liverpool, en novembre 1861.

SPRATT, membre du Congrès sudiste à Montgomery (février 1861).

STANTON, Edwin McMasters (1814-1869), juriste américain; fit partie de l'aile gauche du Parti républicain; attorney général (1860-1861); ministre de la Guerre (janvier 1862-1868); prôna des méthodes de lutte radicales contre les esclavagistes.

STEPHENS, Alexander Hamilton (1812-1883), de tendance démocrate, représenta la Géorgie au Congrès (1843-1859); vice-président de la Confédération du Sud (1861-1865).

STEVENS, Edwin Augustus (1795-1868), ingénieur et industriel américain, proposa, le premier, de poser des blindages aux navires de guerre.

STONE, Charles Pomeroy (1824-1887), général de l'Union, commanda les troupes nordistes en Virginie; après la défaite qu'il subit à Balls Bluff (octobre 1861), fut emprisonné, puis libéré fin 1862.

SUMNER, Charles (1911-1874), l'un des dirigeants de l'aile gauche du Parti républicain, sénateur du Massachusetts en 1851; président de la Commission sénatoriale pour les affaires étrangères (1861-1871); prôna des solutions radicales au cours de la guerre de Sécession, et continua de défendre les droits politiques des Noirs après la victoire.

TEMPLE, sir William (1628-1699), diplomate et homme politique anglais; conseiller de Guillaume III d'Orange.

THOUVENEL, Édouard-Antoine de (1818-1866), ambassadeur de France à Constantinople (1855-1860); ministre des Affaires étrangères (1860-1862).

TOOMBS, Robert Augustus (1810-1885), démocrate représenta la Géorgie au Sénat; puis secrétaire d'État de la Confédération du Sud (1861); général de brigade sudiste.

VALLANDIGHAM, Clement Laird (1820-1871), l'un des dirigeants du Parti démocrate; membre du Congrès (1858-1863); organisa dans le Nord une série de conjurations en faveur de la Confédération esclavagiste du Sud.

VAN DORN, Earl (1820-1863), général confédéré; commanda les troupes sudistes au Mississippi (1862).

VICTOR-EMMANUEL II (1820-1878), duc de Savoie, roi de Sardaigne (1849-1861); roi d'Italie (1861-1878).

WALKER, Leroy Pope (1817-1884), l'un des chefs du Parti démocrate du Sud; ministre de la Guerre de la Confédération (1861).

WALSH, John Bem, lord Ormathwalte (1798-1881), membre tory du Parlement anglais.

WASHINGTON, George (1732-1799), homme d'État; commandant de l'armée américaine durant la guerre d'Indépendance contre l'Angleterre (1775-1783); premier président des États-Unis (1789-1797).

WEBSTER, Daniel (1782-1852), l'un des dirigeants du parti whig américain; secrétaire d'État (1841-1843 et 1850-1852); sénateur du Massachusetts, s'opposa à l'annexion du Texas et à la guerre contre le Mexique; soutint le compromis de 1850.

WEYDEMEYER, Joseph (1818-1866), membre de la Ligue des communistes; ami et correspondant de Marx et d'Engels, avec lesquels il participa en Allemagne à la révolution de 1848-1849; après la défaite, émigra aux États-Unis; colonel de l'armée du Nord, au cours de la guerre de Sécession; diffusa le marxisme aux États-Unis.

WHITNEY, Eli (1765-1825), manufacturier; inventa la machine à égrener le coton.

WILBERFORCE, William (1759-1833), membre radical du Parlement anglais; mena une lutte tenace contre la traite des Noirs et l'esclavage dans les colonies britanniques.

WILKES, Charles (1798-1877), officier de marine et explorateur américain; capitaine du San-Jacinto, qui s'empara des émissaires sudistes Mason et Slidell sur le Trent (1861); muté ensuite à l'escadre des Indes occidentales.

WOOD, Fernando (1812-1881), l'un des dirigeants du Parti démocrate des États du Nord; maire de New York (1854-1858 et 1860-1863), chercha un compromis avec le Sud au cours de la guerre civile,

WOOL, John Ellis (1784-1869), général de tendance abolitionniste; commanda les troupes nordistes en Virginie (d'août 1861 à mai 1862).

WYKE, Charles Lennox (1815-1897), ministre plénipotentiaire anglais au Mexique (1862-1863).

YANCEY, William Lowndes (1814-1897), l'un des dirigeants du Parti démocrate du Sud; sénateur de l'Alabama, démissionna lorsque Lincoln fut élu; représenta la Confédération du Sud à Londres.

ZOLLICOFER, Felix Kirk (1812-1862), journaliste, représenta le Tennessee au Congrès; commanda les troupes sudistes au Kentucky et fut tué : en janvier 1862 à la bataille de Mill Springs.

ZULOAGA, Felix (1814-1876), général mexicain; l'un des chefs du Parti catholique contre-révolutionnaire; président de la République de 1858 à 1859.